

LE

FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



ÉTUDES POLITIQUES
EUROPÉENNES, LÉGISLATIVES :
LA GAUCHE A REULÉ AU PROFIT
DU RN CHEZ LES FONCTIONNAIRES

PAGE 17

CINÉMA
« LES GRAINES DU FIGUIER
SAUVAGE » : UN VIBRANT HOMMAGE
AUX FEMMES IRANIENNES

PAGE 30



EUROPE

Von der Leyen
présente son
casting, le
Parlement menace
d'écarter des
commissaires

PAGE 2

EXÉCUTIF

Budget, impôts :
sous pression,
Barnier tempore

PAGE 6

PETITE ENFANCE

Cas de maltraitance,
logique « low cost »...
Les crèches privées
dans l'œil
du cyclone

PAGE 10

CHINE

Le pays s'inquiète
d'un durcissement
avec Harris
ou Trump

PAGE 12

TECH

Intel se transforme
en profondeur
pour espérer
survivre

PAGES 22 ET 23

CHAMPS
LIBRES

• Comment
de Gaulle a redressé
les finances
de la France en 1958

• La tribune
de Julie Girard

• Un entretien avec
Jean-Éric Branaa

• La chronique
de Bertille Bayart

• L'analyse
d'Alexandre
Devecchio

PAGES 16 À 19

FIGARO OUI
FIGARO NON

Réponses à la question
de mardi :

Approuvez-vous
la décision d'Ursula
von der Leyen
d'écarter Thierry Breton
de la Commission
européenne ?

OUI
20%

NON
80%

VOTANTS : 169 439

Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr

Pensez-vous que
Michel Barnier va durcir
la politique d'immigration
de la France ?

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO -
© RUN WAY PICTURES-PARALLEL45/
PYRAMIDE DISTRIBUTION

L'immigration, défi majeur pour Michel Barnier

Alors que plusieurs pays de l'Union européenne durcissent leur politique de lutte contre les entrées illégales, le premier ministre a annoncé vouloir s'attaquer à l'immigration incontrôlée.

Extension des contrôles aux frontières en Allemagne, accord de l'Italie avec l'Albanie pour retenir des migrants, généreuses allocations d'aide au retour en Suède... Face à des

flux migratoires toujours plus importants, de nombreux pays européens musclent leur politique contre les entrées illégales. En France, Michel Barnier a annoncé, dès sa nomination à Ma-

tignon, vouloir faire de la « maîtrise de l'immigration » l'une de ses priorités. Estimant que « les frontières sont des passoires », le nouveau premier ministre est attendu au tour-

nant sur les sujets brûlants que sont l'éloignement des clandestins, l'aide médicale d'État ou encore le rôle des associations d'aide aux migrants. Un défi majeur pour le futur gouverne-

ment, huit mois après la promulgation d'une loi immigration amputée de nombreuses mesures de fermeté obtenues par la droite mais retoquées par le Conseil constitutionnel.

→ LA FRANCE À LA CROISÉE DES ROUTES MIGRATOIRES → EN ITALIE, LES « RECETTES » DE GIORGIA MELONI POUR MAÎTRISER LES FLUX → ROYAUME-UNI : STARMER VEUT S'INSPIRER DE MELONI → RÉTABLIS SUR NEUF FRONTIÈRES, LES CONTRÔLES ALLEMANDS SE VEULENT « FLUIDES » PAGES 8, 9 ET L'ÉDITORIAL



L'analyse poussée du corps retrouvé dans un cercueil de plomb dans le sous-sol de la cathédrale a révélé plusieurs facteurs anatomiques qui permettent d'identifier la dépouille du célèbre poète, mort en 1560 à Paris. PAGE 13

ÉDITORIAL par Yves Thérard

Minuit moins cinq

Une loi de l'histoire, constatait Stefan Zweig avant-guerre, « défend aux contemporains des grands mouvements qui déterminent leur époque de les reconnaître dans leurs premiers commencements ». Un siècle plus tard, la remarque du grand écrivain autrichien est-elle transposable ? L'incapacité des responsables européens à prendre à bras-le-corps la vague migratoire qui grossit au fil des années ne peut qu'inquiéter. D'ici à 2100, la démographie africaine aura plus que doublé, pour dépasser 2 milliards d'individus. Les démocraties occidentales risquent alors d'être plus que jamais exposées aux déplacements de populations venues de pays ravagés par la misère, les guerres et le réchauffement climatique. Serait-on néanmoins arrivé à un tournant ? Violences, islamisme, insécurité culturelle, intégration défailante... Partout, l'immigration apparaît déjà hors de contrôle. Les opinions publiques, à qui l'on n'a jamais demandé leur avis sur le sujet, manifestent de plus en plus leur désaccord, voire leur colère, dans la rue ou à l'occasion d'élections. Les dirigeants commencent donc à ouvrir les yeux. Une prise de conscience semble en

marque. L'Italie de Giorgia Meloni, hier clouée au pilori du populisme, est montrée en exemple par le premier ministre travailliste de Grande-Bretagne. L'Allemagne, hier si généreuse, s'affranchit des accords de Schengen de 1985 pour restaurer le contrôle de toutes ses frontières. Et la France, où, dans le Pas-de-Calais, trois chasseurs viennent d'être attaqués - du jamais-vu ! - par une bande de migrants ? Michel Barnier a fait de l'immigration l'une de ses priorités dès son arrivée à Matignon. Il veut agir avec « fermeté et humanité ». Certes,

Partout, l'immigration apparaît hors de contrôle

mais rien ne changera vraiment si la seconde annule une fois encore la première. Cela suppose qu'il rende beaucoup plus sévères les politiques d'accueil, d'éloignement, d'obtention des visas, de naturalisation et d'aide aux pays d'origine. Sans majorité claire, la mission paraît difficile. Il est pourtant minuit moins cinq : faute de décisions courageuses, le fossé ne cessera de se creuser avec une majorité de l'opinion. ■

Israël fait exploser les bipeurs électroniques du Hezbollah

Dans tout le Liban, des milliers de personnes ont été blessées mardi par l'explosion de leur bipeur. La milice chiite du Hezbollah avait recours depuis plusieurs mois à ces appareils rudimentaires pour éviter les téléphones portables, suspects d'être piratés par Israël. Près de 3 000 personnes ont été blessées et l'on dénombre au moins 9 morts, dont une fillette. L'État hébreu est pointé du doigt, mais il n'avait pas revendiqué mardi soir cette attaque massive et coordonnée, qui pourrait être le prélude à une opération terrestre plus vaste. PAGE 12



MECALUX
Software Solutions

LOGICIEL DE GESTION
D'ENTREPÔT

0160 1192 92

mecalux.fr/logiciel

M 00108 - 918 - F : 3,60 €

Von der Leyen présente son casting, le Parlement menace d'écarter des commissaires

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles

Les eurodéputés, qui ont le dernier mot sur la composition du collège, entament les auditions des candidats en octobre.

La saison de ball-trap peut maintenant commencer. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, a présenté mardi, depuis le Parlement de Strasbourg, le casting de l'équipe qui l'entourera jusqu'en 2029, fin de son second mandat. Ce travail ingrat a pris bien plus de temps que prévu, chaque capitale s'employant à faire monter les enchères tout en gardant un œil attentif sur les portefeuilles attribués aux autres. Il y a forcément des déçus. «*La plupart des États membres voulaient un portefeuille économique fort*», a souligné la présidente élue au cours de sa conférence de presse, parlant ensuite de quelque vingt États membres dans ce cas.

La présidente élue place le curseur sur trois priorités considérées comme «fondamentales» pour l'UE : la prospérité, la sécurité, la démocratie. «*La toile de fond est la compétitivité dans la double transition (verte et numérique, NDLR). Et ces priorités sont très liées, transversales*», a-t-elle précisé. D'où cet appel lancé à tous les futurs commissaires de travailler les uns avec les autres et non les uns contre les autres. Une référence aux tensions qu'a connues la Commission actuelle et peut-être aussi un mea culpa alors qu'elle se sait considérée comme beaucoup trop solitaire. En tout cas, l'intéressée tire les leçons de toutes ces frictions et supprime l'échelon des vice-présidents ou des «vice-présidents chocolat», selon la formule d'un diplomate européen. Ils n'avaient guère de prise sur le système, n'ayant la main sur aucune direction générale de la Commission. Ce tassement de la hiérar-

chie pourrait améliorer le fonctionnement du collège, veut croire «VDL».

Force est d'admettre que les «grands» pays de l'UE se taillent la part du lion. La France hérite d'un poste de vice-président exécutif pour «la Prospérité et la Stratégie industrielle», revenant à Stéphane Séjourné (*lire ci-dessous*). L'Espagne décroche la Concurrence et la Transition verte, confiées à la ministre Teresa Ribera, avec la consigne de réformer la politique de concurrence face à des partenaires de plus en plus agressifs. Les deux commissaires devront impérativement travailler ensemble, sachant que la décarbonation de l'UE passe par de lourds investissements industriels. L'Italie de Giorgia Meloni obtient aussi un poste à ce même échelon, centré sur la Politique de cohésion et les Réformes, et confié à Raffaele Fitto. «*Nous nous appuyerons sur sa vaste expérience pour aider à moderniser et renforcer notre cohésion, nos investissements et les politiques de croissance*», a déclaré von der Leyen.

« Il ne faut pas laisser d'espace aux populistes de gauche et de droite »

Valérie Hayer

Chef de file du groupe Renew au Parlement européen

L'Italie «*retrouve son rôle central*» dans l'Union. La Pologne décroche le crucial portefeuille du Budget, lequel est directement rattaché à la présidente. Comme prévu, un poste de commissaire à la Défense est bien créé et confié au Lituanien Andrius Kubilius. Sa mission sera de développer l'industrie de

défense européenne. Un message à Vladimir Poutine, le président russe, mais aussi aux pays Baltes, voisins de la Russie et membres de l'UE. La Hongrie est, à l'inverse, sanctionnée et se voit confier la Santé et le Bien-être animal. Un portefeuille dont ne voulait pas le premier ministre, Viktor Orban.

Cette présentation, initialement programmée la semaine dernière, était attendue de pied ferme par les eurodéputés qui, dans l'absolu, ont droit de vie ou de mort sur les commissaires. Chacun sera auditionné par une ou plusieurs commissions du Parlement de Strasbourg, après quoi les coordina-

teurs de ces commissions voteront. S'ils n'obtiennent pas les voix suffisantes, l'État membre devra proposer un autre candidat. En 2019, pas moins de trois candidats avaient été rejetés par les commissions. Combien, cette fois ? Plusieurs candidats sont d'ores et déjà dans le viseur. À commencer par l'Italien Raffaele Fitto.

Après l'étape des commissions, les eurodéputés réunis en session plénière doivent approuver l'ensemble de l'équipe. «*Il ne faut pas laisser d'espace aux populistes de gauche et de droite*», a mis en garde la chef de file de Renew, Valérie Hayer. Également dans le vi-

seur, le candidat maltais - parce qu'il n'a pas d'expérience - et le candidat hongrois - parce qu'il n'est pas dans la ligne. S'ajoute à cela un problème de parité : 40 % de femmes seulement. «*Il reste encore du travail à accomplir*», a admis «VDL», qui s'est employée à gommer cela en propulsant quatre femmes - sur six - aux fonctions de vice-président exécutif. La pression est maximale sur ses épaules de «VDL». Si les eurodéputés sabotent une partie de son collège, alors l'installation de sa nouvelle Commission sera reportée. La date du 1^{er} novembre initialement fixée ne semble pas tenable. ■



La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a présenté mardi, depuis le Parlement de Strasbourg, l'équipe de commissaires européens qui va l'entourer jusqu'en 2029, fin de son second mandat.

JOHANNA GERON/REUTERS

Stéphane Séjourné hérite de la Stratégie industrielle

Ne pas laisser dire que la France ne serait pas parvenue à décrocher un portefeuille à la mesure de son poids en Europe et des ambitions d'Emmanuel Macron pour l'UE telles qu'elles avaient été tracées dans le discours de la Sorbonne puis lors du sommet de Versailles début 2022. Ne pas laisser s'installer l'idée que Paris perdrait de l'influence par rapport à Berlin qui se taille la part du lion, avec Ursula von der Leyen à la tête de la Commission.

Mardi, les macronistes et l'Élysée n'en finissaient pas de vanter le portefeuille de Stéphane Séjourné dans la future commission. Un portefeuille «Versailles Plus», la concrétisation du rapport Draghi consacré à la compétitivité de l'Union et à la manière de remédier au décrochage de son industrie, répétaient-ils. «*Est-ce que vous vous rendez compte que cela n'aurait pas été possible il y a cinq ans de parler de stratégie industrielle européenne et de souveraineté ? C'est un changement majeur*», réagissait une source française.

Le ministre démissionnaire des Affaires étrangères, désigné la veille dans la foulée la démission fracassante de Thierry Breton, hérite en effet d'un poste de vice-président exécutif pour «la Prospérité et la Stratégie industrielle». Son «terrain de jeu» sera extrêmement vaste, avec en dessous de lui quatre commissaires. Aura-t-il les épaules suffisamment solides ? «*Il aura une excellente équipe autour de lui*», rétorquait-on. L'actuel chef de la diplomatie française aura la main sur la Recherche et l'Innovation, le Commerce, les Affaires économiques et monétaires - le pacte de stabilité et son respect donc - ainsi que les services financiers et l'Union des marchés de capitaux. Également dans son portefeuille, le marché intérieur - principale force de l'UE - et les PME, qu'il convient de multiplier et de muscler pour développer le tissu industriel.

Stéphane Séjourné peut se prévaloir d'obtenir, en plus de la stratégie industrielle, les leviers financiers nécessaires

pour relancer l'Europe dans la compétition mondiale, du pacte de stabilité à l'union des marchés de capitaux. Selon l'ancien président du Conseil italien, Mario Draghi, les besoins de financements sont immenses, de l'ordre de 800 milliards d'euros par an. Une montagne d'argent que l'union des marchés de capitaux - et l'éventuelle création d'un produit d'épargne européen - permettrait de dégager en partie à condition de parachever cette union en discussion depuis des lustres.

Ni la Défense, ni le Numérique

Pour autant, Stéphane Séjourné devra composer avec la commissaire portugaise Maria Luis Albuquerque, placée sous sa responsabilité, et qui aura main sur la direction générale correspondante. De même avec le Letton Valdis Dombrovskis (Économie et Productivité) qui aura la main sur la supervision des finances publiques des États membres, dont celle de la France. Contrairement à son prédécesseur, Stéphane Séjourné n'a ni la Défense, ni le Numérique.

En réalité, si ses responsabilités sont, sur le papier, plus importantes que celles qu'avait Thierry Breton, Stéphane Séjourné n'aura la main que sur une direction générale à la Commission - la DG dite Grow du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME - contre quatre précédemment pour son prédécesseur. Or, ces «DG» sont cruciales dans les rapports de force au sein de la Commission.

Thierry Breton, qui rapportait à la vice-présidente exécutive Margrethe Vestager, avait ainsi pris l'habitude de faire lanterner celle-ci quand elle demandait à être «briefée» par les fonctionnaires européens. Manifestement, «VDL» n'est pas mécontente de voir partir l'ancien patron d'Atos et arriver le jeune ministre dans son équipe et l'a fait savoir mardi. «*Nous avons très bien travaillé ensemble (lorsqu'il présidait le groupe Renew au Parlement européen, NDLR) et je suis convaincue qu'il sera un grand commissaire européen.*» ■ **A.R.**

La nomination de Raffaele Fitto, un proche de Giorgia Meloni, suscite des questions

Valérie Segond Rome

La nomination de l'élu Fratelli d'Italia Raffaele Fitto, 55 ans, avec un statut de vice-président exécutif de la Commission européenne par Giorgia Meloni, qui avait refusé en juillet dernier de voter pour Ursula von der Leyen, a suscité les cris d'orfraie des socialistes, des Verts et des députés Renew. Pour eux, il ne s'agit pas moins que de faire entrer un «*opposant*» dans la salle des machines de l'Europe, et de trahir ainsi la majorité à peine élue le 10 juin. Sera-t-il cet adversaire de l'Europe que chacun redoute ? Ou en charge des politiques régionales et des réformes, va-t-il rapidement s'entendre avec la majorité PPE, Socialiste et Renew au Parlement ? Car, au fond, avec un portefeuille beaucoup plus étroit que ne l'espérerait l'Italie, il n'aura pas de poids politique. Avec ce titre de vice-président exécutif, Ursula von der Leyen lui a donné des gages mais pas de pouvoir.

Il a été choisi avec le soutien actif du président allemand du groupe PPE, Manfred Weber, qui veut faire entrer les Conservateurs européens (CRE) dans le jeu bruxellois. Et ce d'autant qu'il reconnaît en lui un véritable démocrate chrétien (DC), tombé il y a moins de dix ans dans le camp de FDI. «*Raffaele Fitto est clairement ce que Giorgia Meloni avait de plus présentable pour aller à la Commission*», reconnaît même le député Renew Sandro Gozi. Contrairement à de nombreux proches de la présidente du Conseil, il n'a pas fréquenté les milieux de Colle Oppio, le repaire des jeunes fascistes, ni ceux du Mouvement social italien.

À la mort prématurée de son père, alors responsable des DC pour les Pouilles, Raffaele a 19 ans et se décide à entrer en politique avec l'appui des réseaux paternels. Il se fait élire très jeune au conseil régional des Pouilles. Quand la DC éclate aux lendemains de l'opération anticorruption Mani pulite, il rejoint en 1994 les mouvements de Silvio Berlusconi qui, au gré des transformations, deviendront Forza Italia. Député européen sous étiquette FI en 1999, il démissionne quand il devient président de la région des Pouilles en 2000, et sera élu député italien en 2006. En 2008 et jusqu'en 2011, il sera jeune ministre en charge des régions au sein du quatrième gouvernement Berlusconi, où siège aussi la toute jeune ministre Giorgia Meloni. On le désigne comme un des dauphins potentiels de Berlusconi, qui s'en agacera.

L'épreuve de l'audition parlementaire

En 2014, il se fait réélire au Parlement européen sous étiquette Forza Italia. Il quittera ce parti en 2015 pour rejoindre le groupe des Conservateurs, dirigé alors par les Britanniques. Ce n'est qu'en 2019 qu'il rejoint le parti que Giorgia Meloni a fondé en 2012. Et lorsque entrent les premiers députés FDI au Parlement de Strasbourg, en 2019, Raffaele Fitto inter-cède pour qu'ils intègrent le groupe des Conservateurs. «*Il a eu un rôle décisif sur l'identité conservatrice d'un parti qui aurait pu basculer du côté d'Identité et Démocratie*», raconte aujourd'hui le coprésident du groupe, Nicola Procaccini. En 2019, réélu à Strasbourg comme député FDI, il prend la coprésidence du groupe des Conservateurs avec les Polonais du PIS. Il aidera Giorgia Meloni à

prendre la présidence du parti. Au Parlement, on ne lui connaît pas de grande bataille ni d'intervention choc. Même s'il est très critique du «*Green Deal*» de Frans Timmermans, il reste assez mesuré, dans des postes surtout techniques : contrôle du budget, questions économiques et monétaires et, surtout, développement régional, qui sera désormais au cœur de ses fonctions. Choisi en 2022 par Giorgia Meloni pour être son ministre des Affaires européennes, en charge de la mise en œuvre du plan de relance, il parvient à négocier sa modification avec la Commission, ainsi que chaque tranche d'aides.

Et aujourd'hui ? Ses attributions devraient combiner les actuelles directions Régions, avec une supervision sur la pêche, l'agroalimentaire, la mise en œuvre du plan de relance, et les Réformes. Mais passera-t-il l'épreuve de l'audition parlementaire face aux questions des Socialistes, des Verts et des élus Renew, lui qui parle mal l'anglais (même s'il y a travaillé tout l'été) ? S'il la surmonte, on s'attend à ce qu'il se glisse sans mal dans les habits de sa fonction, avec pragmatisme. «*En 2019, Raffaele Fitto devait gagner la confiance de Meloni, en se montrant pugnace contre la Commission*, résume Sandro Gozi. *Aujourd'hui, il doit faire oublier que c'est bien Giorgia Meloni qui l'a désigné. Ce qui nous permettra de dire que ce n'est pas le groupe des Conservateurs qui entre dans la majorité, ce qui est irrecevable pour nous, mais que c'est Raffaele Fitto qui va sortir des Conservateurs, et qui reprendra à son compte les priorités de la majorité.*» En somme, on s'attend à ce qu'il remette ses vieux habits de la Démocratie chrétienne. ■

Concevoir des solutions pour les Pros, voilà comment on fait grandir vos idées.

Votre conseiller SG vous accompagne dans vos projets. Et pour piloter votre activité au quotidien, découvrez notre nouvel outil de gestion de trésorerie VIZUP*.

SG



Rendez-vous en agence ou sur [sg.fr](https://www.sg.fr)

* Sous réserve d'activation du service VIZUP. Le service VIZUP nécessite la souscription de l'abonnement à des services de banque à distance Progéliance Net (tarif au 04/02/2024 : 23 € HT/mois). L'abonnement à Progéliance Net est inclus dans la cotisation Jazz Pro. Hors coûts de connexion à Internet et abonnement aux options de Progéliance Net. Conditions tarifaires indiquées dans la brochure « Conditions et tarifs appliqués aux opérations bancaires-Professionnels » disponible sur professionnels.sg.fr et en agence. Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.

Jugée recevable, la procédure de destitution de Macron va être débattue à l'Assemblée

Wally Bordas

La proposition des Insoumis a reçu le feu vert du bureau du Palais Bourbon mais a peu de chance d'aboutir.

Le bureau de l'Assemblée nationale a tranché. Réuni ce mardi matin, la plus haute autorité collégiale du Palais Bourbon a décidé de juger « recevable » la procédure de destitution du président de la République portée par La France insoumise. Les débats auront donc lieu d'ici à quelques semaines en commission des lois de l'Assemblée nationale et, probablement, en séance publique dans l'Hémicycle. Si cette procédure n'a quasiment aucune chance d'aboutir – elle doit notamment être validée par les deux tiers du Parlement –, c'est la toute première fois qu'une telle proposition passe le filtre du bureau de l'Assemblée.

La composition de cette instance y est pour beaucoup. Minoritaires au Palais Bourbon, les députés de l'alliance de gauche Nouveau Front populaire sont majoritaires au sein du bureau, après la défection de plusieurs macronistes dans l'Hémicycle en juillet dernier lors de l'élection des secrétaires. En supériorité numérique, les députés des quatre groupes de gauche ont donc tous voté la « recevabilité » de cette proposition, mardi matin. Et ce sont

les socialistes, qui, après avoir longuement hésité, ont fait pencher la balance. « Cette procédure étant signée par plus d'un dixième des membres de l'Assemblée, et motivée, nos représentants au bureau voteront en faveur de sa recevabilité », avait annoncé le groupe socialiste dans un communiqué publié la veille.

Malgré l'opposition des députés du camp présidentiel, de la droite et du Rassemblement national, l'initiative des Insoumis pourra donc être examinée à l'Assemblée : victoire par 12 voix pour, 10 voix contre. « Les macronistes ont dû se refamiliariser avec la démocratie », s'est félicitée la présidente du groupe Insoumis, Mathilde Panot, à la sortie du bureau. Avant de se réjouir : « C'est un événement inédit dans l'histoire de la Ve République qui vient de se produire. » Une référence à 2016, où la procédure de destitution lancée par les députés Républicains à l'encontre de François Hollande avait été jugée irrecevable faute de majorité de droite à l'époque au sein du bureau de l'Assemblée.

Les socialistes, quant à eux, ont justifié leur choix de laisser passer ce texte, expliquant qu'ils auraient pris la même

décision si la proposition avait émané « de tout autre groupe » du Palais Bourbon. « Nous ne répondons pas au diktat des Insoumis », a notamment précisé le socialiste Iñaki Echaniz, salle des Quatre Colonnes. La décision des Insoumis de

« L'utilisation de cet article pour destituer le président uniquement parce qu'il n'a pas nommé de premier ministre du NFP ne tient pas. Quoi qu'on pense de cette décision, Emmanuel Macron ne s'est pas mis en faute vis-à-vis de nos institutions »

Michèle Tabarot

La questeur de l'Assemblée nationale

déposer cette procédure de destitution faisait suite à la décision d'Emmanuel Macron de ne pas nommer de premier ministre issu du Nouveau Front populaire, en dépit de leur arrivée en tête au soir du deuxième tour des élections législatives anticipées de 2024. « Un coup de force antidémocratique », jugent-ils.

De leur côté, la droite et le RN se sont mobilisés contre la procédure. « L'utilisation de cet article pour destituer le président uniquement parce qu'il n'a pas nommé de premier ministre du NFP ne tient pas. Quoi qu'on pense de cette décision, Emmanuel Macron ne s'est pas mis en faute vis-à-vis de nos institutions », juge la questeur LR Michèle Tabarot. « Pour tenter de faire oublier ses multiples compromissions, l'extrême gauche défend une procédure de destitution du président qui n'a aucune chance d'aboutir au regard des divisions de la gauche », a, quant à elle, réagi Marine Le Pen sur X (ex-Twitter). En réunion de groupe ce matin, l'ancien premier ministre et président du groupe macroniste, Gabriel Attal, a, lui, fustigé « une déclaration de guerre à nos institutions ».

Cette réunion du bureau, première avant la reprise des débats à l'Assemblée, début octobre, s'est parfois déroulée dans un climat électrique. « La présidente Yaël Braun-Pivet a dû rappeler à plusieurs reprises à la gauche quel était son rôle et qui prenait les décisions », raconte un participant. « Quand ils sont minoritaires, ils refusent le vote », tance de son côté un député de gauche. En fin de réunion, le ton est même monté en-

tre Yaël Braun-Pivet et sa vice-présidente Insoumise Clémence Guetté. « Elle ne cessait de l'interpeller avec véhémence alors que la présidente était en train de clôturer la réunion », témoigne un présent.

Les échanges entre l'occupante du perchoir et les représentants de la gauche se sont même poursuivis sur X. Cette dernière a interpellé Olivier Faure, le patron des socialistes. « Le bureau a une responsabilité particulière. Il ne peut agir comme un simple bureau d'enregistrement. Il est de la responsabilité des membres du bureau de juger du caractère sérieux des motifs invoqués et de vérifier s'ils sont susceptibles de caractériser un manquement au sens de l'article 68 de la Constitution », a-t-elle écrit, paraphrasant l'ancien président socialiste de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, en novembre 2016.

La procédure de destitution devrait être examinée prochainement en commission des lois de l'Assemblée nationale. Même en cas de rejet, elle pourrait ensuite – sauf manœuvre de dernière minute – être débattue dans l'Hémicycle de l'Assemblée nationale. De quoi largement enflammer les discussions à venir. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Les Insoumis, une fois encore, seuls maîtres du jeu à gauche

Il n'y a aucun suspense : bien que déclarée « recevable » par le bureau de l'Assemblée nationale, la proposition de « destitution » du président de la République n'ira pas à son terme. Ce n'est pas l'article 68 de la Constitution qu'Emmanuel Macron doit redouter. Les Insoumis le savent, mais en avançant aussi loin qu'ils le peuvent, ils veulent à la fois saper l'autorité du chef de l'État et rappeler qui donne le ton à gauche.

À la mi-août, par un texte dans la Tribune dimanche, c'est de manière totalement unilatérale que Jean-Luc Mélenchon, Mathilde Panot et Manuel Bompard avaient lancé leur appel : « Démettre le président plutôt que nous soumettre. » Ils n'avaient pas jugé bon de prévenir leurs alliés du Nouveau Front populaire lesquels, dès le lendemain, s'étaient tous désolidarisés de cette proposition inopérante et déplacée. Les Insoumis, pourtant, savaient ce qu'ils faisaient. Ils ont laissé parler ceux qui pointaient l'isolement de LFI.

Un mois plus tard, jour pour jour, la gauche unanime valide l'enclenchement de cette procédure. Les mélenchonistes peuvent jubiler. Une fois encore, ce sont eux qui ont contraint les autres à s'aligner sur leur stratégie. Au passage, pourquoi prévenir ses alliés, quand ils se résignent d'eux-mêmes ? Pourquoi les respecter quand ils acceptent d'obéir ? Depuis la constitution du Nouveau Front populaire, socialistes, communistes et écologistes martèlent que non, ils ne sont pas soumis aux Insoumis. Lesquels se contentent de rappeler périodiquement qui sont les plus forts. Ou les plus rusés. On se souvient que quelques heures après que Lucie Castets eut prévenu Emmanuel Macron que la présence de ministres LFI ne serait pas négociable, Mélenchon a exhumé l'idée d'un « soutien sans participation » de son mouvement.

Dans cette affaire de destitution, la palme de l'absence de clarté – ou le comble de l'hypocrisie – revient au PS qui clame qu'il s'opposera avec la dernière énergie à la mise en œuvre de l'article 68, mais qui permet son inscription à l'ordre du jour. Certes en expliquant que permettre la discussion n'est pas approuver une proposition. Avec des chances d'être compris tout aussi fortes que lorsqu'il laissait

siffler le nom de Bernard Cazeneuve en prétendant ne pas avoir fait capoter la nomination à Matignon de l'ancien premier ministre de François Hollande.

Les Insoumis aiment jouer avec le PS (...). Et un PS divisé, des Verts alignés et des communistes neutralisés, c'est le bonheur assuré de La France insoumise, persuadée que l'avenir, plus que jamais est à la radicalité

Les Insoumis aiment jouer avec le PS ; à attiser les divisions entre ceux pour qui la radicalité est un poison qui interdit à la gauche le retour aux responsabilités, et ceux pour qui la sauvegarde de l'union de la gauche justifie tous les compromis, sinon tous les renoncements. Et un PS divisé, des Verts alignés et des communistes neutralisés, c'est le bonheur assuré de La France insoumise, persuadée que l'avenir, plus que jamais est à la radicalité. « Le pays est-il habité par un désir dégagiste ou veut-il l'apaisement ? » En posant en privé cette question, Jean-Luc Mélenchon ne doute pas une seconde de la réponse. Nourrir l'illusion de la destitution, c'est donc entretenir le désir des électeurs d'opposition de voir partir Macron. D'ailleurs, le jour même où le bureau de l'Assemblée – où la gauche est devenue majoritaire par la faute des macronistes – donnait un premier feu vert à cette procédure, le patron de LFI, Manuel Bompard rappelait que Jean-Luc Mélenchon était le « mieux placé » pour conduire le NFP à la présidentielle. CQFD. ■



Un long chemin semé d'embûches au Parlement

Hicham Zemrani

Le sentiment de victoire sera de courte durée. Pour la procédure de destitution visant Emmanuel Macron, lancée en grande pompe par les Insoumis, le plus dur commence. Les étapes fixées par l'article 68 de la Constitution s'apparentent à un véritable parcours du combattant. « Il est plus simple de réformer la Constitution pour supprimer la fonction de président que de démettre un président en exercice ! », raille le constitutionnaliste Benjamin Morel, interrogé par Le Figaro.

Après avoir été jugée recevable ce mardi par le bureau de l'Assemblée nationale, la « proposition de résolution visant à réunir le Parlement en Haute Cour » va désormais être transmise à la commission des lois. Charge à celle-ci de l'adopter ou de la rejeter. Avec seulement 25 des 73 membres composant la commission, le Nouveau Front populaire est loin de la majorité. Benjamin Morel souligne que le bureau de la commission des lois – où la gauche est minoritaire – dispose d'un « pouvoir de veto » en n'inscrivant pas le texte à l'ordre du jour.

En revanche, si les députés de la commission votent et rejettent le texte, cela n'empêcherait pas d'en débattre dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. À condition toutefois que la conférence des présidents – où la gauche est également minoritaire – l'inscrive à l'ordre du jour. Difficile d'imaginer Yaël Braun-Pivet faire ce cadeau aux Insoumis. Leur procédure a donc du plomb dans l'aile...

La stratégie Insoumise

Dans l'hypothèse où la proposition de résolution est débattue au sein de l'Hémicycle, les deux tiers du Palais Bourbon, soit 385 députés, sont nécessaires pour l'adoption. En cas de vote favorable – improbable, au vu de la composition du nouvel Hémicycle –, le texte est ensuite transmis au Sénat, qui l'examine dans les mêmes conditions, en commission des lois puis dans l'Hémicycle. Là aussi, l'adoption nécessite le soutien des deux tiers de la Chambre haute, soit 232 sénateurs. Si le Sénat donne son feu vert, le Parlement se réunit alors en Haute Cour.

Composée de 22 membres, c'est elle qui statue, dans un délai d'un mois et à bulletins secrets, sur la destitution du chef de l'État. Pour prendre sa décision, elle s'appuie sur le rapport réalisé

par une commission constituée de douze présidents des deux chambres. Sa mission est d'« enquêter, avec les prérogatives d'une commission d'enquête, sur les manquements reprochés au président », précise Benjamin Morel. Si la Haute Cour se prononce en faveur de la destitution, sa décision est d'effet immédiat.

Les Insoumis ont beau se réjouir d'avoir passé l'étape du bureau de l'Assemblée nationale, ils savent pertinemment que leur procédure est vouée à l'échec. Quel est donc leur objectif ? Pour Benjamin Morel, les troupes mélenchonistes cherchent à « fragiliser le président et l'ordre institutionnel pour faire monter la pression vers une démission ».

Le constitutionnaliste distingue également une stratégie interne à la gauche. « Jean-Luc Mélenchon cherche à faire l'union dans une opposition radicale à Emmanuel Macron, pour montrer que l'opposition est forcément de gauche et forcément radicale », analyse-t-il. Avant de résumer la stratégie Insoumise : « Les premiers visés sont les socialistes, qu'il faut diviser avec d'un côté ceux qui sont vraiment « de gauche » et de l'autre les « sociaux-traitres », voués à rejoindre la macronie. » ■

Écoutez
Guillaume Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec **LE FIGARO**

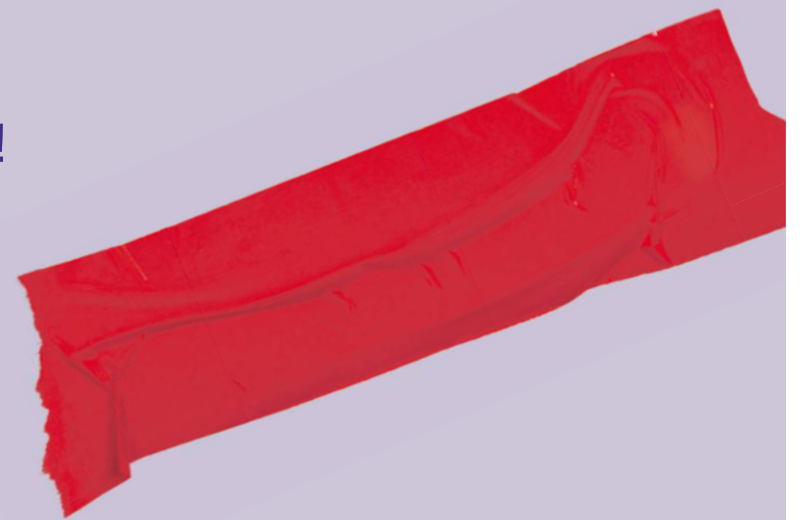
deel.

Your forever people platform

Développer votre entreprise à l'international sans la paperasse et les maux de tête ?

Avec Deel, gérez vos équipes internationales
et leurs paies. Notre simplicité va vous scotcher.

Adieu Jacques le Bureaucrate. Bonjour l'efficacité!



Jacques
le Bureaucrate



Budget, impôts : sous pression, Michel Barnier temporise

Emmanuel Galiero et Julie Ruiz Perez

Sommé par ses opposants de dévoiler ses orientations, le premier ministre maintient son calendrier.

Dans la dernière ligne droite, les pressions s'accroissent sérieusement sur Michel Barnier. Mais le premier ministre en prend acte, maintient son cap, poursuit ses consultations et reste guidé par l'objectif de présenter son équipe ministérielle cette semaine. « Tout cela est normal. Installé dans la vie publique depuis quarante ans, Michel Barnier connaît la politique et il n'est pas surpris », relativise un proche.

Avant même de pouvoir mettre en œuvre sa politique, l'hôte de Matignon est donc ciblé par une série de reproches dans un climat d'impatience croissante. Globalement, les critiques portent sur trois niveaux. On l'accuse de travailler trop en chambre, on laisse entendre que, dans la répartition des portefeuilles, certains camps seraient privilégiés (la droite, notamment), et, enfin, on dénonce une absence de clarté sur les lignes choisies.

« Le premier ministre est obsédé par les équilibres politiques. Il sait que tester des noms dans l'opinion publique a toujours été contre-productif », avance-t-on à Matignon, en réponse au premier reproche lié au secret entourant la construction de ce gouvernement. Pour le second point, on rappelle que Michel Barnier reste attentif à « l'équilibre des sensibilités » à tous les niveaux (ministères, ministères délégués et secrétariats d'État). On assure que le chef du nouveau gouvernement veillera à constituer une équipe « paritaire », reflet de la société française. Quant aux plaintes portant sur l'imprécision des lignes politiques, la Rue de Varenne invite chacun à la patience en promettant une méthode « moins verticale et beaucoup plus collective ». Une fois son gouvernement constitué,

le premier ministre partagera les grandes priorités et prendra en compte toutes les « suggestions, avis ou idées », assure-t-on.

Lors d'une réunion du groupe Ensemble, le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, a relaté que le premier ministre lui aurait annoncé son intention d'augmenter les impôts. « On ne connaît pas sa politique ni son budget, et on doit y aller ? Est-ce que Michel Barnier peut venir nous voir pour nous parler du fond avant son discours de politique générale ? », a poursuivi le ministre, cité dans *Le Parisien*. « Il envisage une surtaxe sur l'impôt sur les sociétés », assure un ancien conseiller gouvernemental.

« Que chacun essaye de tirer la couverture à soi, c'est la règle du jeu, mais les informations partagées sont uniquement basées sur des on-dit. La seule chose dite par le premier ministre est qu'il ne s'interdirait pas d'aller dans le sens d'une plus grande justice fiscale. C'est la seule orientation »

L'entourage du premier ministre

La multiplication des commentaires au sein des groupes politiques sur la politique fiscale du futur gouvernement n'étonne pas outre mesure à Matignon. « Que chacun essaye de tirer la couverture à soi, c'est la règle du jeu, mais les informations partagées sont uniquement basées sur des on-dit. La seule chose dite par le premier ministre est qu'il ne s'interdirait pas d'aller dans le sens d'une plus grande justi-

ce fiscale. C'est la seule orientation », réplique l'entourage, où le jeu de Darmanin n'est pas jugé « anodin ». On fait valoir aussi qu'en matière budgétaire, la fiscalité reste une option comme une autre mais que rien n'est tranché.

En attendant, les tensions restent vives sur les lettres plafonds, qui arbitrent les enveloppes attribuées à chaque ministère pour l'année suivante. Mardi, le duo de tête de la commission des finances de l'Assemblée - son président, l'Insoumis Éric Coquerel, et le rapporteur général Liot du budget, Charles de Courson - a réalisé un coup d'éclat en se rendant physiquement à Matignon pour exiger de consulter ces documents. La secrétaire générale du gouvernement, Claire Landais, leur a expliqué que la transmission des lettres plafonds serait « contraire à la séparation des pouvoirs ». Ces lettres avaient été communiquées aux ministres démissionnaires mi-août par Gabriel Attal, mais on sait que, techniquement, elles ne sont pas transmises aux parlementaires. « Ça ne s'est jamais fait sous la Ve République », martèle-t-on à Matignon. En revanche, un autre document budgétaire basé sur ces lettres plafonds, le tiré à part, doit normalement être envoyé aux commissions des finances des deux Assemblées mi-juillet.

« Michel Barnier n'a pas voulu transmettre ces lettres plafonds, qui ne sont pas encore arbitrées et donc qui peuvent encore être modifiées avant d'être inscrites dans le PLF, justifie un proche du premier ministre. Mais il s'est en revanche engagé à transmettre une version provisoire du tiré à part d'ici à la fin de la semaine. » Visiblement, la promesse n'a pas satisfait les deux députés. Ils ont annoncé qu'ils se rendraient à Bercy ce mercredi. Pour rappel, il y a deux semaines, ils avaient



Le premier ministre, Michel Barnier, le 11 septembre, après sa rencontre avec les parlementaires Horizons. FIRAS ABDULLAH/ABACAPRESS.COM

gnier de sa « bonne foi » et de son envie de « travailler en toute transparence » avec les députés. Cela n'a pas été jugé suffisant par les deux députés. Ils ont donc descendu tout sourire la rue de Varenne mardi et sont repartis... bredouilles. « On est assez sidérés », a déclaré le président de la commission des finances. « C'est un droit constitutionnel qui (nous) est octroyé, on nous l'a refusé », a-t-il ajouté, accusant le président Emmanuel Macron de « mettre en danger la démocratie ». Dans un souci d'apaisement, Matignon insiste sur la volonté de travailler « en confiance » avec le Parlement. L'entourage du premier ministre appelle chacun à la « responsabilité » et adresse une mise en garde à tous les acteurs concernés sur la sincérité d'un « dialogue » qui ne pourra pas se faire « sur des coups de communication ». ■

Les espérances sans illusions de David Lisnard

Claire Conruyt

La formule, convoquée allègrement et à toutes les sauces, lui plaît. « Avoir de l'espérance mais pas d'illusions. » Ce mardi matin, voilà David Lisnard devant les élus locaux à l'occasion de la conférence de rentrée de l'Association des maires de France (lire ci-contre), dont il est le président. De l'« hypothèse » de son nom pour Matignon à celle, aujourd'hui, de son entrée au gouvernement, le maire Les Républicains (LR) de Cannes aura traversé quinze jours de tumulte politique, comme beaucoup à droite. Et la partie n'est pas finie. Dans quelques heures, David Lisnard a rendez-vous à Matignon. La rencontre était prévue depuis une semaine.

« Tout va bien, je ne suis pas désœuvré, je ne suis pas en attente, voilà mon état d'esprit ! Vive les communes, vive Cannes, vive l'AMF et on espère dire « Vive la France ! » mais ça reste quelque chose à construire », lance-t-il, fort tranquille, interrogé sur les consultations actuelles autour de la composition du gouvernement. Loin de son franc regret exprimé dans les colonnes du JDD, après la nomination de Michel Barnier au poste de

premier ministre. « Mon nom a effectivement circulé, mais ce n'est pas de mon fait (s'il n'a pas été choisi, NDLR) », avait confié le président de Nouvelle Énergie. « Il serait d'ailleurs intéressant de savoir pourquoi le système a torpillé cette hypothèse. » Le « système » ? Laco- nique, l'édile avait alors préféré ne pas y donner un visage. Tout en déplorant : « J'ai été bloqué par ceux qui pensent davantage à 2027 qu'au pays. »

« Un acte d'irritation »

Qui visait-il ? « Laurent Wauquiez l'a évidemment pris personnellement », souffle un ténor LR. La garde rapprochée de Lisnard rétorque : « Mais il ne pensait pas forcément à lui ! Il visait d'abord Gabriel Attal, qui a d'ailleurs tout fait pour le bloquer... Ce qui est plutôt flatteur. » Qu'à cela ne tienne, David Lisnard « ne s'est pas rendu service », admet l'un de ses proches. « Sa dernière sortie, ce n'était pas un acte politique mais un acte d'irritation. Matignon, il y a vraiment cru et a dû être déçu. » David Lisnard affirme pourtant n'avoir « jamais rien demandé », assurant même que l'évocation de son nom pour le poste de premier ministre « vient de l'Élysée ». « Emmanuel Macron ne l'a pas appelé en disant : « Tu veux être premier



« Il y a quelque chose à construire, à tenter, même si tout le monde sait que c'est très fragile », estime le président de l'AMF, David Lisnard.

ministre ? ». L'Élysée l'a sondé sur le mode : « Est-ce que tu veux participer à l'aventure ? », rapporte un très proche du maire.

En attendant, certains ont fait savoir à l'édile que Wauquiez « n'était pas du tout fan de lui ». « Il y a eu une levée de boucliers à droite, au moment où son nom a circulé, surtout du côté de Laurent Wauquiez qui n'a envie d'aucune concurrence », lâche un poids lourd. Au point de faire de son entrée au gouvernement une « ligne rouge » ? L'entourage du député de la Haute-Loire dément sobrement : « Laurent ne fixe pas de ligne rouge, ce n'est pas l'esprit de ses échanges avec le premier ministre. » Dans les couloirs du Sénat, l'on fustige : « Sur un malentendu, Lisnard peut être

ministre mais il reste très isolé dans le parti. Il s'est payé Wauquiez dans une période où tout le monde essayait de calmer le jeu. Au moment où il faut monter l'orchestre, le type ne sait faire que des solos. » En attendant, David Lisnard glisse au Figaro : « Moi, je ne torpille personne. »

Avec le poids lourd, récemment en lien avec le premier ministre, croit savoir : « Barnier l'aime bien. Il ne serait pas idiot de lui confier un grand ministère avec une grande loi de décentralisation et de simplification. » La députée des Alpes-Maritimes, Alexandra Martin, secrétaire générale de Nouvelle Énergie, poursuit : « Nous avons confiance en Michel Barnier, confiance en sa capacité à former un gouvernement équilibré. David Lis-

nard continuera d'être responsable. » L'ancien ministre de la Défense Hervé Morin, qui avait confié au Figaro sa préférence pour le maire de Cannes à Matignon, renchérit : « C'est l'un des hommes politiques qui travaillent le plus et qui ont le plus de talent. » Un observateur du parti estime même qu'écarter le maire de Cannes « ne serait pas une bonne nouvelle » pour Laurent Wauquiez. « S'il veut être le candidat de la droite en 2027, il faudra qu'il ait toute sa famille politique derrière lui. »

« Zéro commentaire... »

Pour l'instant, Lisnard veut éviter les flèches. Rester discret, faire preuve de « respect » à l'égard de Michel Barnier qu'il « connaît depuis longtemps » et « qui a une mission difficile, très difficile ». « La moindre des choses est de garder une retenue pudique ». Insistant sur sa « liberté », le président de l'AMF, prudent, ne ferme aucune porte : « J'espère que la France va se doter d'un gouvernement qui évitera les blocages. Vaut-il la peine de proposer quelque chose ? Je n'en sais rien. Si c'est le cas, je ne sais pas si je me sentirai utile et si j'accepterai. » À la sortie de son rendez-vous à Matignon, David Lisnard a préféré rester silencieux. « Zéro commentaire... », répond précautionneusement son entourage. Plus tôt, lors de la conférence de presse, le président de Nouvelle Énergie précisait tout de même : « Si j'étais reçu en tant que président de l'AMF, je n'irais pas seul. Michel Barnier ne reçoit pas les collectivités aujourd'hui, il me reçoit en tant que personnalité politique. Jusqu'à maintenant, nos discussions ont porté sur un contenu de politique publique (...) Il y a quelque chose à construire, à tenter, même si tout le monde sait que c'est très fragile. » L'espérance sans illusions. ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



La zone grise des ministres en sursis, sous la coupe d'un LR qui ne les a pas choisis

Loris Boichot et Louis Hausalter

La discipline gouvernementale a pris un sacré coup. Toujours soumis en théorie à un chef, le Républicain (LR) Michel Barnier, qui ne les a pas choisis, les ministres démissionnaires issus de l'équipe de Gabriel Attal n'attendent pas l'annonce de leurs successeurs pour se libérer de leur tutelle. Au point de provoquer des situations ubuesques. Mardi, à l'Assemblée, Gérard Darmanin (Intérieur) a révélé ses conversations avec le chef du gouvernement, devant les députés Renaissance, stupéfaits. « Michel Barnier m'a dit qu'il augmenterait les impôts », a-t-il déclaré, obligeant le cabinet de Matignon à tempérer ces propos - des « on-dit », à l'entendre.

Quelques jours plus tôt, les ministres Marc Fesneau (Agriculture) et Roland Les-cure (Industrie) ont semblé dicter leurs conditions au nouveau numéro un du gouvernement. Le premier en l'appelant à respecter un « équilibre gouvernemental » entre macronistes et membres de LR, le second en ne lui assurant pas d'emblée sa confiance, soucieux de ne pas le voir franchir des « lignes rouges » sur l'immigration. Des prises de liberté d'habitude inimaginables entre des ministres et le premier d'entre eux.

En prenant le temps de composer son équipe, Michel Barnier fait durer une

configuration hors norme. Mercredi 18 septembre, cela fait plus de deux mois, un record, que le gouvernement démissionnaire est chargé de procéder à l'expédition des affaires courantes. Et plus de dix jours que le nouveau premier ministre est le supérieur hiérarchique d'une quarantaine de ministres, ministres délégués et secrétaires d'État en sursis. Il n'est d'ailleurs pas prévu qu'il les rencontre ensemble : aucun Conseil des ministres n'est attendu avant les nouvelles nominations.

Fonctionnement minimal

Dans les faits, Michel Barnier se consacre à la composition de son cabinet et de son futur gouvernement. De leur côté, impatients que cet entre-deux prenne fin, la plupart des ministres préparent leur sortie en s'assurant d'un fonctionnement minimal de leur administration. Sans entretenir beaucoup de contact avec leur supérieur.

« Qui appeler ? », se sont demandé plusieurs collaborateurs de ministres, à la recherche d'un contact autour de Michel Barnier. « On peut faire remonter un ou deux trucs, mais sinon, on ne fait plus rien », décrit le haut gradé d'un ministère où règne un calme plat.

À l'Éducation nationale, Nicole Belloubet a supervisé la rentrée. Mais le premier ministre ne s'est doté d'un conseiller éducation que lundi, ce qui l'a privée d'un in-

terlocuteur. Cette étrange période a fait une victime : la nouvelle version du brevet des collèges, dont la ministre n'a pas signé à temps l'arrêté dédié. « On ne peut pas publier ce texte », justifie-t-on autour d'elle. La mesure a été jugée trop politique pour relever des « affaires courantes ».

D'autres décisions, ordinaires ou liées à des urgences, sont prises par décrets et arrêtés. Empêchés de se livrer à des gestes politiques forts, de nombreux ministres laissent la main aux cadres de leur administration. Au ministère de l'Économie, la puissante Direction du budget avance sur le projet de loi de finances pour 2025, qui doit être présenté au Parlement le 9 octobre au lieu du 1^{er}, une fois les arbitrages arrêtés. Entre Bercy et Matignon, le canal de communication est direct, puisque le directeur de cabinet du premier ministre, Jérôme Fournel, était auparavant celui du ministre Bruno Le Maire.

Au ministère de l'Intérieur aussi, où Gérard Darmanin est sur la sellette, on se contente de gérer les crises, du récent naufrage de huit migrants, morts dans la Manche, jusqu'aux incendies dans les Pyrénées-Orientales. Pour l'organisation de la parade olympique à Paris, samedi, « Matignon était dans la boucle, mais sans découvrir les choses, puisque la personne en charge était Michel Cadot », dit-on Place Beauvau. Le préfet, délégué interministériel aux JO, a rejoint le cabinet de Michel Barnier. De quoi faciliter les échanges. ■

Le gouvernement attendu au tournant par les collectivités

Eloïse Cimbidhi

Notoirement tendues, les relations entre l'État et les collectivités territoriales se sont encore crispées début septembre, après un nouveau coup de semonce de Bercy. Dans une lettre adressée aux présidents des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, le ministre démissionnaire des Finances, Bruno Le Maire, et celui délégué aux Comptes publics, Thomas Cazenave, se sont inquiétés d'une « augmentation extrêmement rapide des dépenses des collectivités territoriales », qui pourrait conduire à un « dérapage » du déficit public de l'ordre de « 16 milliards d'euros ».

Une accusation mal vécue par les présidents de région, de département et les maires, qui ont tour à tour dénoncé un « mensonge populiste », une « mauvaise foi évidente » et une « mise en cause grossière ». Ils n'ont pas manqué de rappeler la « règle d'or » à laquelle les collectivités sont soumises - qui les oblige à voter leur budget à l'équilibre -, et la stabilité de leur dette depuis trente ans (passant de 9% du PIB en 1995 à 8,9% en 2023), laquelle finance exclusivement l'investissement.

« Les relations avec l'État sont abîmées », constate avec regret Emmanuel Sallaberry, coprésident de la commission des finances de l'Association des maires de France (AMF). Et ce, malgré le soutien apporté par le ministre démissionnaire des Collectivités territoriales, Dominique Faure, qui s'émue des déclarations « très mal venues » de Bercy. « On a besoin des collectivités locales. Il faut leur faire confiance et travailler main dans la main avec eux », argue-t-elle auprès du Figaro, avant d'appeler à attendre les conclusions d'une analyse fine des finances locales.

Aussi, à l'approche du vote explosif du budget 2025, les élus locaux scrutent avec attention la composition du futur gouvernement de Michel Barnier. Certes, le nouveau premier ministre ne souffre pas de la défiance a priori des élus locaux, qui soulignent sa longue expérience territoriale en Savoie. « Il connaît le terrain », relève Antoine Homé, trésorier de l'AMF. Mais pas question de signer un chèque en blanc à un exécutif inconnu pour l'heure. « On jugera sur les actes », tranche Emmanuel Sallaberry, qui plaide pour la création d'une véritable « instance de dialogue » sur les finances publiques entre l'État et les collectivités, pour en finir avec les décisions centralisées.

Autre dossier sur lequel les édiles seront particulièrement attentifs : les conditions de l'exercice des mandats locaux. « Ce sont quarante maires par mois qui jettent l'écharpe aujourd'hui. Le maire, c'est la base de la démocratie locale. On ne veut pas se retrouver en 2026 avec des élus manquants à l'appel », s'inquiète Murielle Fabre, secrétaire générale de l'AMF. Après un premier chantier ouvert sur les violences envers les élus, qui s'est conclu par l'adoption d'une loi en mars 2024, le Parlement se penche donc désormais sur la création d'un statut de l'élu local pour pallier cette crise de vocation.

« Choc d'attractivité »

Au Sénat, une proposition de loi, élaborée notamment avec la collaboration de l'AMF, a déjà été adoptée le 7 mars dernier. Du côté de la Chambre basse, Violette Spillebout, députée Ensemble pour la République (ex-Renaissance), a immédiatement déposé un texte transpartisan après sa réélection en juillet, avec le socialiste Stéphane Delautrette. Une initiative qu'elle avait déjà lancée avec le communiste Sébastien Jumel en février dernier, avortée à la suite de la dissolution. « C'était important que le texte soit sur l'étagère au moment de la nomination d'un nouveau gouvernement », explique la macroniste. Droit à la formation, congé maternité, réévaluation des indemnités... Le texte promet « un vrai choc d'attractivité pour l'engagement local ».

Et, alors que les élus locaux s'impatientent d'avoir un interlocuteur ministériel, Violette Spillebout, qui a pu échanger avec Michel Barnier lors d'une réunion de groupe EPR, se montre confiante : « Il est déjà alerté sur ce sujet et souhaite faire un signe envers les élus locaux. Il m'a indiqué vouloir repartir de mes travaux pour ne pas jeter à la poubelle les travaux transpartisans. » Pour sa part, la ministre sortante Dominique Faure a fait parvenir la semaine dernière une note au chef du gouvernement, lui faisant part de l'avancée de ses travaux. Si un projet de loi a déjà été écrit, « la stratégie parlementaire appartient au gouvernement », rappelle Dominique Faure, qui estime que les trois textes ne présentent « pas de grands écarts ». Un texte initié par le gouvernement serait toutefois le meilleur véhicule législatif, indique le directeur général de l'AMF, Éric Verlhac, soucieux d'« efficacité ». « On attend surtout une désignation (du gouvernement) pour que tous les éléments que nous proposons puissent enfin avoir une mise en œuvre opérationnelle », désespère de son côté Murielle Fabre. ■

38716248214690120719
19738CHOISISSEZ34156
712UNE BANQUE QUI415
21412A CHOISI DE41567
9381NE PAS FAIRE9234
315QUE DU CHIFFRE282
71624156782197394821

Avec le dividende sociétal, 15% du résultat net de notre groupe*
est consacré à financer des projets environnementaux et sociétaux.

C'est ça être une entreprise à mission.
Retrouvez tous nos engagements sur cic.fr/engagements

CIC

Construisons pour que le monde bouge.

*Engagement pris au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, dont le CIC est l'une des entités.
CIC Crédit Industriel et Commercial - Société anonyme au capital de 611 858 064 euros - 6 avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 381.

cic.fr

Immigration : une politique à bâtir pour le pre

Jean-Marc Leclerc

Michel Barnier est attendu au tournant sur les questions des éloignements de clandestins, de l'AME et des associations d'aide aux migrants.

Sans confirmer la création d'un ministère spécifiquement dédié au traitement des questions d'immigration, comme au temps de Nicolas Sarkozy en 2007, Michel Barnier entend manifestement marquer de son empreinte la lutte contre l'immigration incontrôlée en France. Il agira, quoi qu'il en soit, sous le regard vigilant d'un Rassemblement national plus fort que jamais à l'Assemblée nationale, avec ses 126 députés.

D'emblée, l'hôte de Matignon a voulu marquer les esprits avec des mots forts. Le 5 septembre dernier, jour de sa nomination, il affirmait vouloir faire de la « maîtrise de l'immigration » l'une des priorités de son action. Le lendemain, pour sa première grande interview à son nouveau poste, il déclarait avoir le sentiment « que les frontières sont des passoires ». Il invitait également à la nuance, appelant à « maîtriser l'immigration de manière rigoureuse et humaniste ». Cette ligne classiquement tracée entre fermeté et humanité l'inscrit inévitablement dans les pas de ses prédécesseurs.

Lors de la campagne des primaires de la droite en 2021, Michel Barnier n'avait pas hésité à prendre le contre-pied de ceux qui voyaient en lui un candidat modéré sur ce sujet. Il parlait alors de supprimer l'aide médicale d'État (AME) et réclamait un « moratoire » sur l'immigration d'une durée de trois à cinq ans. Le nouveau premier ministre a-t-il radicalement changé depuis sa candidature à l'investiture de la droite lors de la dernière présidentielle ?

La loi Darmanin votée le 19 décembre 2023 avait vocation à rétablir certains équilibres. Mais le 25 janvier dernier,

35 des 86 articles que compte ce texte ont fait l'objet d'une censure totale ou partielle du Conseil constitutionnel. Motif invoqué : il s'agissait, pour l'essentiel, de « cavaliers législatifs ». En clair : des dispositions sans lien avec le projet de loi initial.

« L'enjeu numéro un est la négociation d'accords de réadmission des illégaux avec les principaux pays sources d'immigration »

François-Noël Buffet Président de la commission des lois du Sénat

Or beaucoup de ces dispositions étaient très attendues à droite. Notamment celles visant à transformer l'AME en aide médicale d'urgence (AMU), pour réduire le panier de soins gratuits destiné aux clandestins installés en France. Rappelons que cette générosité se traduit par un coût annuel de plus de 1,7 milliard d'euros, les prestations étant versées à près d'un demi-million d'allocataires. C'est dire le poids de l'immigration clandestine en France. Le ministre démissionnaire de l'Intérieur, Gérard Darmanin, avait estimé, pour sa part, devant les sénateurs, le 2 novembre 2022 : « Aujourd'hui, notre pays compte entre 600 000 et 900 000 irréguliers. »

Michel Barnier dispose d'une large palette d'idées et de mesures où puiser son inspiration : renforcer le niveau de français pour les candidats au séjour, par exemple, ou bien limiter le regroupement familial, ou encore mettre fin à l'inconditionnalité de l'accueil en hé-

bergement d'urgence qui s'éternise pour nombre d'illégaux. Pour tenter de tarir le flux de migrants et rendre la France moins attractive pour l'immigration de masse.

Pour le président de la commission des lois du Sénat, le sénateur LR du Rhône, François-Noël Buffet, « l'enjeu numéro un est la négociation d'accords de réadmission des illégaux avec les principaux pays sources d'immigration ». Un volet qui relève surtout du Quai d'Orsay et qui nécessitera beaucoup de tact pour dialoguer avec les Algériens, les Maliens, les Nigériens et tant d'autres qui ne portent pas forcément la France dans leur cœur. Parmi les dossiers chauds sur le bureau du nouveau premier ministre : le refus répété des autorités algériennes, sur fond de crise diplomatique dans le dossier du Sahara Occidental, de délivrer des laissez-passer consulaires pour reprendre leurs ressortissants en situation illégale.

Didier Leschi, le président de l'Office français de l'immigration et l'intégration (Ofii), fait ce constat, pour sa part : « L'Union européenne, c'est 13 % d'immigrés en pourcentage de la population. » Selon lui, « près de la moitié des immigrants extra-européens vivent en dessous du seuil de pauvreté. » À l'entendre, « l'Europe n'est pas fermée, mais elle a un problème d'intégration ». En clair : une « difficulté à intégrer des personnes dans le marché du travail parce qu'elles sont peu ou pas qualifiées ».

Le volet social ne saurait donc être négligé. Pour un traitement des dossiers plus efficace en préfecture, la loi Darmanin a mis en place un guichet unique. « Reste à le faire vivre, pour appréhender toutes les situations », estime le sénateur Buffet.

Parmi les pistes à étudier, « il y a aussi une possible révision du statut de certaines associations d'aide aux migrants, qui vivent largement des aides publiques, tout en concentrant une partie de leurs

actions à faire échouer les expulsions des clandestins ou à faciliter les entrées illégales sur le territoire national », dit un autre sénateur LR. La problématique des éloignements, qui ne sont menés à



Réduction des protections humanitaires, restriction de l'asile, accord avec l'Albanie... Les recettes italiennes pour limiter les flux ont porté leurs fruits

Valérie Segond

Michel Barnier viendra-t-il à Rome, comme avant-hier le premier ministre britannique, le travailliste Keir Starmer, étudier les recettes de Giorgia Meloni pour maîtriser les flux migratoires ? Depuis le début de l'année, les arrivées sur les côtes d'Italie ont reculé de 65 % sur un an, et même de 32 % par rapport à 2022. Depuis le 13 septembre, il n'y a eu aucune arrivée. Seulement, au même moment, l'Espagne constate - comme la Grèce - un doublement des arrivées sur son sol, et même plus encore aux Canaries. Les deux phénomènes sont-ils liés ? L'Italie aurait-elle, sciemment ou non, détourné les flux d'arrivées vers ses voisins, par l'effet de sa politique migratoire ?

« S'il est beaucoup trop tôt pour dire si les accords avec les clans libyens fonctionnent à cause du chaos en Libye, il apparaît que l'accord avec la Tunisie a bloqué le départ vers l'Italie de quelque 30 000 à 40 000 personnes »

Fulvio Vassallo Paleologo Anthropologue spécialiste des migrations

Quoi qu'il en soit, les Grecs sont furieux contre l'Italie, et les Espagnols en débattent. « Si c'est le cas, le détournement des flux n'a pas été le but recherché car cela aurait créé un incident diplomatique avec ses voisins, estime Luca Di Sciullo, directeur de l'Idos à Rome. C'est plus probablement l'effet des politiques restrictives menées, qui visaient à arrêter les départs vers l'Italie. »

Si Giorgia Meloni n'a pas fermé les ports comme l'avait fait Matteo Salvini en 2019 (ce qui lui vaut aujourd'hui la menace de devoir faire six ans de prison dans l'affaire Open Arms de 2019, d'après le réquisitoire du procureur de

Palerme), elle a nettement durci les conditions d'accueil. Elle a réduit les protections humanitaires et restreint l'asile pour les migrants venant de pays dits « sûrs », en rallongeant la liste (de 13 pays sûrs en octobre 2019, 16 en 2023, à 22 depuis mai 2024) et la durée de leur détention. « Cela a dû pousser les candidats au départ à choisir d'autres destinations que l'Italie pour venir en Europe », estime Luca Di Sciullo.

De fait, si l'on en croit les données de Frontex, la baisse des arrivées concerne toutes les routes de la Méditerranée centrale, mais aussi celle des Balkans occidentaux (-77 %). Un recul qui, selon Frontex, serait dû « avant tout aux mesures préventives prises par les autorités tunisiennes, libyennes et turques pour contenir la migration irrégulière. »

Ainsi, la clé de la maîtrise des flux serait dans l'externalisation de la gestion des frontières par les pays de départ ou de transit. Sur le modèle des accords si-

gnés avec la Turquie en 2016, les factions libyennes depuis 2017 et la Tunisie en 2023. Un accord de même nature avec l'Égypte serait, dit-on, en cours de discussion. Ces accords prévoient une aide financière et matérielle substantielle en échange d'un arrêt des départs par ces États, ou par les milices locales dans le cas de la Libye. « S'il est beaucoup trop tôt pour dire si les accords avec les clans libyens fonctionnent à cause du chaos en Libye, il apparaît que l'accord avec la Tunisie a bloqué le départ vers l'Italie de quelque 30 000 à 40 000 personnes », reconnaît l'anthropologue spécialiste des migrations Fulvio Vassallo Paleologo. Quant à l'externalisation de l'examen des demandes d'asile en Albanie, qui intéresse Keith Starmer au premier chef, elle est annoncée pour fin octobre, après avoir été reportée déjà quatre fois.

Mais cette politique d'accords avec des pays tiers, avalisée par l'Europe,

« Avant, les candidats au départ utilisaient des passeurs qui organisaient les périple depuis leur point de départ. Aujourd'hui avec les nouvelles technologies et les nombreux autobus, ils dessinent eux-mêmes leur propre route »

Gabriele Massi Anthropologue italien

ferme résolument les yeux sur les traitements réservés aux migrants dans ces pays. Notamment en Libye, où les milices des multiples clans ont fait de la lutte contre l'immigration irrégulière une exploitation très lucrative. Elles se livrent en toute impunité à l'extorsion et à la torture et traquent les canots dans les eaux internationa-

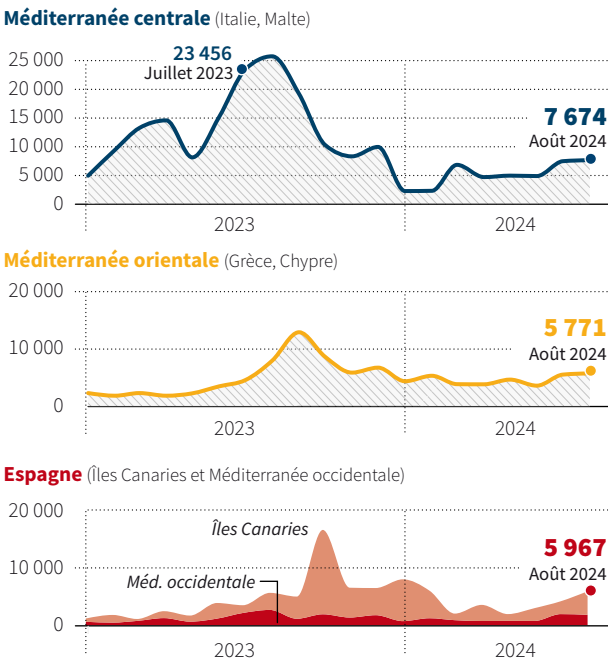
les, ramenant par la force les migrants dans leurs camps de détention à terre. En Tunisie, le régime dirigé par le président Saïed, bien que répertorié comme un « État sûr », déporte des milliers de migrants au sud du pays à la frontière avec la Libye ou avec l'Algérie, en les abandonnant dans le désert.

Ainsi, avant même d'arriver en Italie, les migrants traversent des zones devenues si dangereuses pour eux, qu'ils peuvent être tentés par des routes moins périlleuses. « Avant, les candidats au départ utilisaient des passeurs qui organisaient les périples depuis leur point de départ. Aujourd'hui avec les nouvelles technologies et les nombreux autobus, ils dessinent eux-mêmes leur propre route, au gré des rencontres et des informations en temps réel qu'ils captent sur les événements, sur les meilleurs points de passage comme sur les risques qu'ils vont trouver sur leur chemin, et modifient leur parcours au dernier moment », explique Gabriele Massi, anthropologue italien, ayant travaillé sur les routes migratoires au départ du Sénégal, et auteur d'un ouvrage (Fallire la migrazione, Ed Arcoiris, 2024). « En particulier avec les conflits au Sahel, ils s'organisent en fonction des dernières nouvelles qui arrivent. Ce qui rend leurs routes très volatiles. Ainsi, si une fois au sud de la Libye, le chemin par la Tunisie apparaît bouché, ils décident alors de passer par le Maroc, Tamanrasset, Oujda, puis par les enclaves espagnoles de Melilla et Ceuta. »

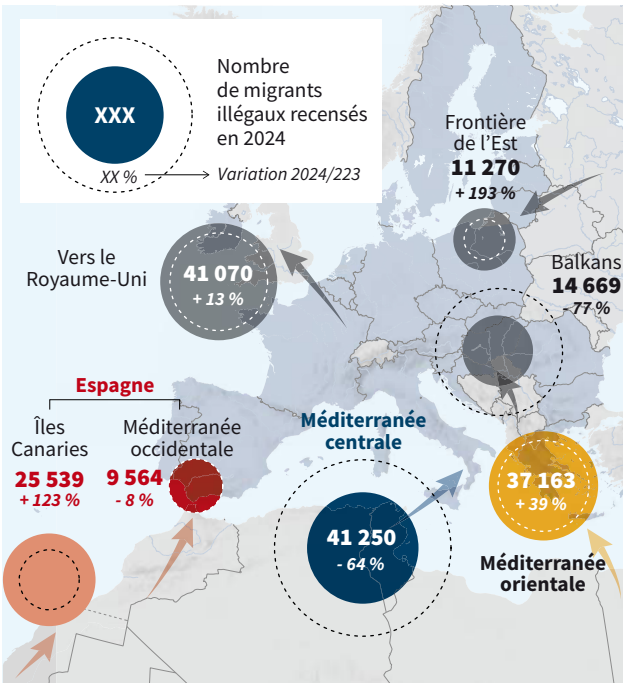
Frontex relève ainsi une hausse de 123 % des arrivées par l'Afrique de l'Ouest, le Mali, le Sénégal, le Maroc et aux Canaries. « En tout état de cause, il y a tant de facteurs qui entrent en jeu dans le choix de prendre une route plutôt qu'une autre, qu'il est difficile de dire si la politique italienne a vraiment eu un impact sur le phénomène », juge Gabrielle Massi. Seule certitude, les politiques restrictives de l'Italie ont condamné les arrivants à être en situation irrégulière. Selon les estimations, 500 000 demandeurs d'asile sont en situation irrégulière en Italie... Un chiffre qui, lui, ne baisse pas. ■

La « méthode Meloni » a réduit de moitié le flux migratoire en Italie

Nombre de migrants illégaux recensés



Source : Frontex



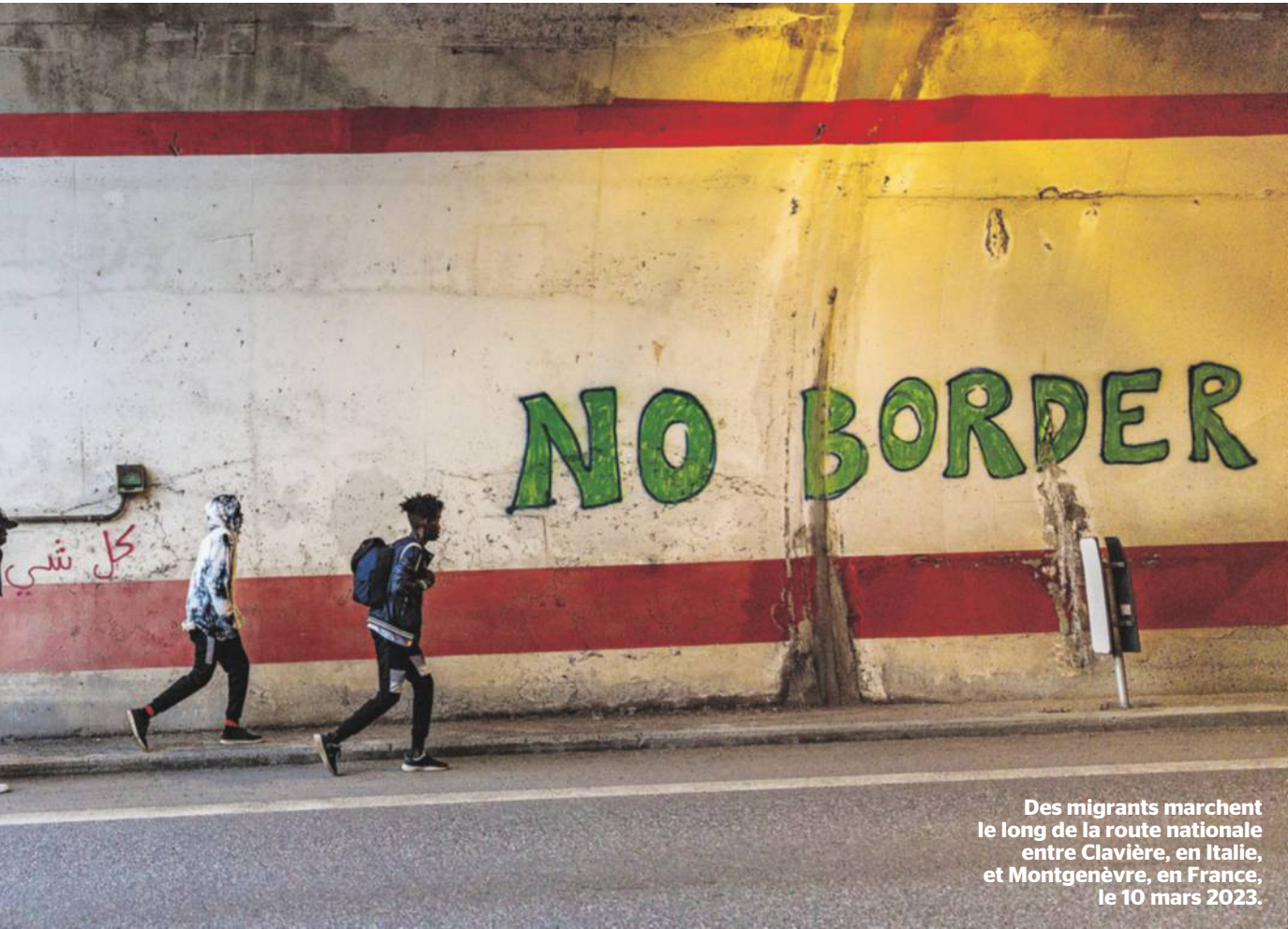
Infographie LE FIGARO

mier ministre

bien qu'une à deux fois sur dix, demeure centrale également pour le gouvernement Barnier. Dans un livre clé (*Immigrations, l'heure de la décision*, aux Éditions de l'Observatoire), l'ancien

député LR Guillaume Larrivé, qui fut le bras droit de l'ancien ministre de l'immigration sarkozyste, Brice Hortefeux, le dit sans fard : « Réguler, maîtriser ou même contrôler l'immigration ? Non, pas

seulement. Ces verbes usés sont ceux d'une langue morte, répétée ad nauseam par des politiciens à bout de souffle. » Il faudra décidément se montrer convaincant. ■



Des migrants marchent le long de la route nationale entre Clavière, en Italie, et Montgenèvre, en France, le 10 mars 2023.

MAURO UJETTON/PHOTO VIA AFP

Royaume-Uni : Starmer veut s'inspirer de Meloni

Arnaud de La Grange
Correspondant à Londres

Pour donner du corps à sa promesse de s'attaquer avec fermeté à la question de l'immigration, Keir Starmer passe aux actes. Downing Street a annoncé dimanche la mise sur pied d'un nouveau commandement de la sécurité des frontières. L'annonce a été faite quelques heures après un nouveau naufrage dans la Manche, qui a fait 8 morts, portant le nombre de décès depuis le début de l'année à au moins 46, un triste record. Et avant que le premier ministre se rende lundi en Italie pour puiser chez Giorgia Meloni des recettes dans la lutte contre les arrivées de clandestins.

À Rome, Keir Starmer a salué les « *progrès remarquables* » de l'Italie dans la lutte contre les filières d'immigration clandestine et défendu une nouvelle « *approche pragmatique* » de son gouvernement sur le sujet. Pour stopper l'arrivée des « *small boats* », ces embarcations qui traversent la Manche, il faut passer la vitesse supérieure. En important au besoin des recettes qui marchent ailleurs. Au Royaume-Uni, certains se sont toutefois étonnés qu'un homme de gauche aille chercher de l'inspiration auprès d'un chef de gouvernement classée fort à droite. Au sein même du camp travailliste, des députés ont déploré que leur leader aille « *chercher des enseignements auprès d'un gouvernement néofasciste* ».

Les chiffres italiens font rêver le gouvernement britannique. « *Il y a eu ici une réduction assez spectaculaire des entrées de clandestins et je veux comprendre comment cela s'est produit* », a expliqué Keir Starmer en visitant le Centre national de coordination (NCC) sur la migration à Rome. L'Italie a réduit de 64 % en un an les traversées irrégulières vers ses côtes. Sont arrivés 44 675 migrants par cette voie depuis le début de l'année, contre 125 800 sur la même période en 2023.

« *Vous avez su travailler d'égal à égal avec les pays se trouvant sur les routes migratoires afin de traiter, à la source, les facteurs de la migration et contrer les réseaux* », a déclaré Keir Starmer lors d'une conférence de presse avec Giorgia Melo-

ni. En un an, les traversées en provenance de Tunisie ont chuté de 80 % et celles depuis la Libye de 27 %. Une baisse due notamment à des accords de plusieurs millions d'euros, passés fin 2023, dans le cadre du « processus de Rome », visant à renforcer les patrouilles sur les côtes nord-africaines et à faciliter les retours.

Le temps presse

Keir Starmer a tenu à préciser qu'il s'intéressait davantage à ces mécanismes qu'à l'accord de Rome avec Tirana sur les migrants. Pourtant, même s'il a annulé le « plan Rwanda » de ses prédécesseurs conservateurs - qui consistait à envoyer les clandestins dans ce pays d'Afrique - Starmer serait ouvert à un traitement des demandes d'asile à l'étranger. L'Italie a passé un accord avec l'Albanie pour l'ouverture de deux centres d'enregistrement des demandes d'asile. Ces deux sites, financés et gérés par l'Italie, doivent pouvoir héberger jusqu'à 3 000 migrants. Ceux dont la demande d'asile sera rejetée seront renvoyés dans leur pays d'origine, tandis que ceux dont la requête est acceptée seront admis en Italie. Les dossiers de 36 000 migrants pourraient être ainsi traités chaque année. Le premier centre, situé à Shëngjin (nord de l'Albanie), devait ouvrir en août mais a pris du retard.

Pour Starmer, le temps presse après les violentes émeutes anti-migrants de l'été. Les chiffres accentuent la pression. 801 personnes ont ainsi traversé la Manche samedi, soit le deuxième total quotidien le plus élevé cette année. Et le nombre de clandestins ayant franchi le détroit en 2024 est supérieur au chiffre de l'an dernier à la même époque. En 2023, près de 30 000 personnes ont réussi le passage.

Le nouveau « commandement d'élite chargé de la sécurité des frontières » est présenté comme un outil innovant de lutte contre les réseaux de passeurs. À sa tête, Martin Hewitt, un haut cadre de la police « *expérimenté dans la lutte contre la grande criminalité et le terrorisme* ». Il coordonnera le travail de tous les services de police et de renseignements, facilitant les enquêtes conjointes avec les services européens. Le gouvernement vante une « *nouvelle approche pour sécuriser nos frontières* », mais il est attendu aux résultats. ■

Rétablis sur les neuf frontières allemandes, les contrôles se veulent « fluides »

Pierre Avril
Correspondant à Berlin

Sur le pont de Kiel qui enjambe le Rhin à Strasbourg où à proximité d'Aix-la-Chapelle en provenance de Belgique, quelques voitures de police, des papiers d'identité contrôlés, mais pas d'embouteillage notoire : c'est la « *fluidité* », selon l'objectif fixé par la police fédérale qui prévalait en début de semaine, aux frontières occidentales de l'Allemagne. Depuis lundi minuit et pour une durée de six mois, le pays a rétabli des contrôles généralisés sur l'ensemble de ses neuf frontières.

« *Ces derniers sont aléatoires, ponctuels et temporaires* », a indiqué la police fédérale, pour qui les restrictions à « *l'économie, au commerce, ainsi qu'à la circulation des voyageurs et des frontaliers doivent être réduites au minimum* ». Ces derniers sont néanmoins invités à prendre leur passeport ou leur pièce d'identité.

Cette nouvelle réalité est le fruit d'une semaine de confusion politique, elle-même provoquée par un attentat terroriste, suivi d'une défaite électorale. Le premier avait été commis à Solingen par un réfugié syrien ayant échappé aux contrôles de la Bulgarie, son pays d'entrée illégale dans l'UE. Cette attaque au couteau revendiquée par l'État islamique a fait trois morts et plusieurs blessés. Le dimanche suivant, le parti d'extrême droite AfD - qui avait réclamé dans la foulée un arrêt complet de toute immigration durant cinq ans - remportait une élection régionale en Thuringe et infligeait une sévère défaite à la coalition fédérale au pouvoir à Berlin. À droite, la CDU avait également durci le ton, demandant un quasi-cadenassage des frontières.

Soutenu par ses alliés libéraux, à la différence des écologistes, le SPD a alors été tenté, dans un premier temps, d'emboîter le pas à l'opposi-



LIESA JOHANNISSEN/REUTERS

Au 1^{er} mai 2026, les frontières extérieures de l'UE seront enfin protégées de manière globale et la responsabilité des personnes migrantes sera répartie de manière plus équitable

Nancy Faeser
Ministre allemande de l'Intérieur

tion conservatrice. Via un rétablissement des contrôles policiers à ses frontières, la ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser, promettait un « *renvoi efficace* » des migrants illégaux.

Ainsi, la France, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique et le Danemark sont venus s'ajouter à la Pologne, la République tchèque et la Suisse, où cette mesure, déjà en vigueur depuis un an (2015 avec l'Autriche), aurait permis l'expulsion de 30 000 personnes en un an. Des opérations similaires avaient été conduites notamment à la frontière française durant le championnat d'Europe de football, l'été dernier. Le projet avait été annoncé à la veille d'une rencontre transpartisane, à laquelle, après maintes hésitations, la CDU a participé pour mieux, plus tard, en rejeter les conclusions.

À un an des élections législatives, aucun camp ne semble prêt à des concessions. Parallèlement, les voisins de l'Allemagne semblent avoir

de la politique de coopération du gouvernement Meloni avec certains pays sources. Mais les passeurs ne désarment pas. Selon l'agence européenne de surveillance des frontières Frontex, « *les réseaux criminels sont très adaptables et recherchent de nouvelles voies pour maximiser leurs profits* ». Quand la pression diminue en Méditerranée centrale (-64 % depuis janvier), elle explose depuis l'Afrique de l'Ouest (+123 %), notamment via les Canaries.

Il y a aussi la dramatique situation sur les côtes du nord de la France : plus de 41 000 traversées de migrants vers le Royaume-Uni comptabilisées depuis janvier. En majorité des Afghans, des Vietnamiens, des Syriens. À raison de 170 personnes en moyenne par jour prenant ainsi la mer, lors de ces périlleuses expéditions.

Le 15 septembre dernier, huit migrants sont morts lors de la traversée du Channel depuis le Pas-de-Calais, après un précédent drame, le 3 septembre, au large du cap Gris-Nez, qui avait fait douze morts, dont des mineurs et dix femmes, principalement des Érythréens. Au moins quarante-six personnes ont ainsi péri dans ces effroyables conditions depuis janvier.

Dans le contexte de l'émotion suscitée par l'attentat au couteau perpétré à Solingen, le 23 août dernier, par un réfugié syrien de 26 ans dont la demande d'asile devait être initialement traitée par la Bulgarie, Berlin a annoncé le refoulement à ses frontières des migrants en situation illégale. Une mesure de sécurité nationale prise pour une durée de six mois.

« *Cette décision impactera mécaniquement les pays voisins, dont la France, qui verra affluer davantage de candidats refoulés par l'Allemagne* », pronostique déjà un magistrat spécialiste de l'asile. ■

J.-M.L.

Cas de maltraitance, logique « low cost »... Les crèches privées dans la tempête

Caroline Beyer

Dans une enquête édifiante, le journaliste Victor Castanet dénonce un système dont le groupe People&Baby est le symbole.

Son nouveau livre-enquête raconte « une fois encore » « la manière dont notre société traite les plus vulnérables ». Deux ans après *Les Fossoyeurs*, dans lequel il dénonçait le business du grand âge chez Orpea, leader mondial des Ehpad, le journaliste indépendant Victor Castanet s'attaque à celui des crèches privées et à la maltraitance des tout-petits.

Dans *Les Ogres*, qui paraît ce 18 septembre (Flammariion), l'Orpea de la petite enfance s'appelle People&Baby, « l'exemple le plus caricatural des ravages que peuvent provoquer la privatisation et la financiarisation à outrance d'un secteur », explique le journaliste, qui a enquêté pendant deux ans et interrogé près de 200 témoins. Le groupe People&Baby (583 crèches privées accueillant 11 000 enfants), qui « accumule le plus de procès », est surtout celui dans lequel l'employée d'une crèche lyonnaise a causé la mort d'une petite fille de 11 mois, en juin 2022, en lui faisant ingérer de la soude caustique. C'est peu avant ce drame – qui avait donné lieu à un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et inspiré deux ouvrages parus en septembre 2023 – que Victor Castanet a débuté son travail d'enquête sur les crèches privées.

« *Le Bernard Tapie des crèches.* » C'est ainsi que Victor Castanet surnomme Christophe Durieux, entrepreneur venu de la com et fondateur (avec sa compagne, une infirmière puéricultrice) de People&Baby, en 2004. Exclu en 2011 de la Fédération française des entreprises de crèches (FFEC) pour pratiques déloyales, contraint en avril 2024 par les actionnaires de lâcher les rênes de son groupe (qu'il détient toujours à 80 %), Christophe Durieux y est décrit comme un ingénieux roublard. Il est cet homme qui arrive en rendez-vous aux commandes d'un hélicoptère « heureux comme un enfant » – et constitue soigneusement son patrimoine immobilier –, tout en imposant une dynamique « low cost » poussée à l'extrême. Dans les années 2015-2020, alors que le groupe est en pleine croissance, consigne est donnée de rationner les couches – « On ne change pas un enfant pour un petit pipi. Vous attendez une heure de plus ! », ordonne-t-on à une directrice de crèche –, de concocter des repas avec un grammage inférieur de 12 % aux préconisations, de faire du surbooking de berceaux. Le « TO » – pour « taux d'occupation » – est le nerf de la guerre.

« Je découvre, un soir, des traces de bleus et de griffures sur l'épaule, le bras et le cou de mon fils Sofiane »

Zohra Maman de Sofiane

Sur 400 pages, Victor Castanet file la cruelle métaphore du « grand méchant loup », à l'appétit féroce, celui qui dévore les enfants et scelle aussi des « pactes » avec ses congénères. Dans la deuxième partie de son livre, intitulée « Dans la gueule du loup », il raconte des faits de maltraitance dans la crèche de Villeneuve-d'Ascq (Nord). Le 23 septembre prochain, deux anciennes salariées de l'entreprise seront d'ailleurs jugées pour violences sur mineurs, pour des faits remontant à 2021. Ils concernent neuf enfants.

Parmi eux, Sofiane, le fils de Zohra. Cette médecin libérale raconte son premier contact pour le moins surprenant avec « une commerciale du siège », qui lui propose un berceau d'entreprise à 14 000 euros l'année, « défiscalisable ». Si les premiers temps se passent bien, la rentrée 2020 marque une rupture. La crèche, rachetée peu de temps auparavant par le groupe People&Baby, change de directrice et les employées sont remplacées les unes après les autres. Sofiane, 2 ans, change aussi. Il fait des cauchemars la nuit, ne veut plus aller à la crèche et maigrit. Sur fond de tensions avec la directrice et l'infirmière, Zohra découvre, un soir, des traces de bleus et de griffures sur l'épaule, le bras

et le cou de Sofiane – « *La forme d'une main d'adulte. Ça faisait penser à des lésions d'empoisonnement* », raconte la mère. Face au déni de la directrice qui fait valoir un « enfant particulier », elle porte plainte. Une enquête est ouverte.

À l'automne 2021, Yassine Bouachra reçoit le coup de fil d'un policier de Lille lui expliquant que dans le cadre d'une enquête en cours concernant la crèche une déposition concerne son fils, Sacha. Lui remontent les souvenirs de l'époque. Sacha ne voulait pas aller à la crèche. Avec sa femme, ils le récupéraient la couche pleine et affamé. En 2023, par le biais d'un avocat, ils finiront par apprendre que Sacha a été enfermé dans le noir, tout seul dans une pièce. Ils comprennent alors sa phobie de l'obscurité. Le livre relève plusieurs cas de stress post-traumatique.

« *Ce qui est frappant, c'est que cette crèche d'une trentaine de berceaux a pu être le théâtre de dérives graves pendant*

plus d'un an et demi sans qu'aucune procédure interne donne l'alerte, sans que jamais le siège réagisse », écrit Victor Castanet. Quand des familles et des salariés ont tenté d'alerter le siège, ils se sont heurtés à un mur du silence.

Cassures dans les courbes de poids, fesses irritées, griffures... Ces mêmes éléments reviennent dans plusieurs crèches du groupe, du 16^e arrondissement parisien, où l'on affiche – fausement – une équipe bilingue français-anglais, aux Mureaux (Yvelines), en passant par Montreuil et Lyon, où une petite fille est, donc, morte empoisonnée. Christophe Durieux et ses équipes expliqueront qu'il s'agit d'« un acte isolé, commis par une professionnelle en dehors de tout soupçon », rappelle Victor Castanet. Mais le journaliste raconte aussi avoir appris que, quelques mois avant ce drame, Babilou, l'un des concurrents de People&Baby, avait embauché l'auteur de l'homicide,

« avant de mettre fin à sa période d'essai... au bout de cinq jours seulement ! ». Car jugée incompétente.

Si People&Baby est assurément « le grand méchant loup », « il serait erroné de le qualifier de "mouton noir" », explique cependant Victor Castanet. Dans *Les Ogres*, il dénonce la logique « low cost » des grands groupes privés lucratifs (qui représentent 25 % des places de crèche en France) et pointe du doigt des géants de la Fédération française des entreprises de crèches (FFEC), parmi lesquels Les Petits Chaperons rouges ou encore La Maison bleue. Il rappelle surtout que le secteur est largement subventionné. Depuis 2004, l'État a mis en place le crédit d'impôt famille (Cifam), qui a instauré une déduction fiscale de 80 % pour les entreprises réservant des « berceaux » pour leurs employés. Au même moment est imaginé le principe de « délégation de service public »

(DSP), qui permet à une collectivité de confier à un groupe privé la gestion d'une crèche municipale, avec une économie à la clé. Là où les maires payaient 12 000 euros par berceau en gestion directe, ils payent trois fois moins en déléguant au privé. Dans cette course aux prix cassés, Victor Castanet rapporte le cas, pour le moins emblématique, de la crèche de Matignon, qui a opté pour un prix par berceau entre 3 000 et 4 500 euros selon le taux d'occupation.

Son livre, qui liste l'ensemble des acteurs qui font vivre le secteur, s'ouvre sur une première partie, intitulée « Les loups ne se mangent pas entre eux ». Il y fait état d'un « pacte de non-agression » que la ministre des Solidarités et des Familles, Aurore Bergé, « semble avoir passé » avec Elsa Hervy, la déléguée générale de la FFEC, en août 2023. Juste avant la sortie de deux ouvrages sur les crèches. ■



Deux anciennes salariées d'une crèche de Villeneuve-d'Ascq vont être jugées, le 23 septembre, pour violences sur mineurs, pour des faits remontant à 2021. (ci-dessus, un bébé dans une crèche de Paris.) JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Un mode de financement qui pousse aux dérives

Marie Bartnik

Des crèches « low cost » où le personnel est calculé au plus juste et leurs absences souvent non remplacées. C'est, au-delà des dérives de People & Baby, le mouton noir du secteur, l'un des constats alarmants dressés par Victor Castanet dans son dernier livre, *Les Ogres*.

Une dérive qui prend en partie sa source dans le système de financement – particulièrement complexe – des crèches en France. En 2002, est mise en place la prestation de service unique (PSU), qui correspond aux ressources versées par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) à la plupart des crèches françaises, qu'elles soient publiques ou privées. Cette PSU s'ajoute au règlement des familles.

Mais l'enfer est souvent pavé de bonnes intentions : afin de s'assurer que les places existantes soient au maximum occupées par un enfant, et non pas vacante une partie du mois, la Cnaf a introduit la « PSU à l'heure », et non pas à la journée.

« *Ce calcul à l'heure n'était pas opportun, parce qu'à la suite de ça, il y a eu des gestionnaires qui se sont mis à choisir les parents qui allaient bien remplir*, témoigne dans *Les Ogres* Frédéric Leprince, haut fonctionnaire à l'origine de la

PSU. Il y a une pression très forte qui s'est installée sur les professionnels (de la petite enfance, NDLR)... Au-delà du raisonnable. Et la gestion du taux d'occupation a pris un poids considérable. »

« L'une des principales accusations formulées à l'encontre des gestionnaires de crèches privées est le fait d'optimiser leur taux d'occupation, de vouloir à tout prix remplir leurs crèches »

Victor Castanet

Auteur du livre *Les Ogres*

Cette tarification à l'heure transforme les crèches en « halls de gare ». « *Du jour au lendemain, (elles) ont changé de visage*, explique Victor Castanet. Il a fallu s'équiper en badges, noter scrupuleusement les heures d'arrivée et de départ de chaque bébé, surveiller les parents, boucher les trous en permanence, obliger les équipes à fonctionner en flux tendu... La Cnaf a plongé le secteur de la petite enfance dans l'ère du chiffre, en négligeant les critères de qualité. »

Pis : à compter de 2014, les effets pervers de la PSU horaire s'accroissent

sous l'effet d'une nouvelle réforme. Créative, la Cnaf entreprend de moduler le montant de ses versements horaires en fonction du taux de remplissage des crèches : plus une crèche est remplie, mieux elle est rémunérée. Cette réforme incite les établissements d'accueil à pallier au maximum les absences des enfants.

« *L'une des principales accusations formulées à l'encontre des gestionnaires de crèches privées est le fait d'optimiser leur taux d'occupation, de vouloir à tout prix remplir leurs crèches. Mais, en disant cela, on ne dit que la moitié des choses. Cette demande d'optimisation provient de l'administration française* », souligne l'auteur.

Seconde cause de dégradation de la qualité d'accueil dans les crèches : les appels d'offres passés par les communes pour la gestion de leurs crèches municipales. Ces dernières confient en effet leurs établissements à des groupes privés spécialistes de la petite enfance, et bénéficient ainsi de leur expertise. Cette délégation permet aussi de créer plus vite de nouvelles places en crèches, car les acteurs privés ne sont pas assujettis au code des marchés publics.

Dès 2010, la concurrence entre acteurs privés (Babilou, Les Petits Chaperons Rouges, la Maison Bleue et People & Baby principalement) conduit à tirer le tarif payé par les municipalités

vers le bas. People & Baby, accusé dans le livre de multiples dérives, adopte une stratégie qui consiste à « conquérir des parts de marché en cassant les prix ». Et entre deux offres, certaines collectivités ont systématiquement choisi la moins chère et la moins disante, déplore Victor Castanet.

Cette bonne nouvelle pour les finances locales n'en est pas une pour les enfants accueillis en crèche. La baisse du tarif payé par les municipalités se traduit en retour par une compression des frais de personnel. Le nombre de professionnels diminue dans les crèches concernées. Les absences ne sont pas tout de suite remplacées pour faire des économies. Quant aux salariés qui travaillent dans ces structures, ils sont contraints de changer d'employeur à chaque appel d'offres.

Parmi les acteurs privés du marché, People & Baby fait figure de brebis galeuse. *Les Ogres* explique comment le groupe a exploité au maximum les aides accordées par l'État aux entreprises privées pour financer la création de places en crèches à destination de leurs salariés. Ciblant surtout les entrepreneurs individuels pour faire garder leurs enfants, People & Baby a facturé certaines places 27 000 euros (au lieu de 15 000 euros en moyenne) – 75 % étant pris en charge par la Cnaf –, ou s'est rendu coupable de fraude à la PSU. ■

Margaux d'Adhémar

Ce mardi, le principal accusé dans le procès des viols de Mazan s'est exprimé pour la première fois. Larmoyant, il est revenu sur les traumatismes de son enfance et a demandé pardon à son épouse.

Vêtu d'une polaire grise, appuyé sur une canne, Dominique Pelicot s'installe sur sa chaise, jambes croisées, semblant prêt à tenir une conférence. Lors de cette troisième semaine d'audience, l'homme de 71 ans, qui risque 20 ans de réclusion criminelle, aurait très bien pu ne pas être présent : depuis le début de ce procès, il souffre de désordres rénaux. Ayant fait valoir des douleurs atroces, il était absent tous ces derniers jours.

Gisèle Pelicot, son ex-épouse qu'il a droguée à son insu et livrée à des inconnus recrutés sur internet durant dix ans, le toise. Au bout de quelques minutes, le regard fixe et la tête penchée sur le côté, elle le dévisage avec une insistance suppliante, avec cet air que peuvent parfois prendre les enfants pour dire « je veux comprendre ».

D'une voix faible et chevrotante, à peine audible, Dominique Pelicot répond aux questions de la cour. Après quelques phrases sur son enfance marquée par la violence de son père, il évoque d'emblée cette nuit à l'hôpital de Châteauroux. Pour lui, c'est là que le mal a pris racine. C'est à ce moment-là qu'aurait commencé à germer la graine de sa perversité. Il n'a alors que 9 ans. Sa chambre est plongée dans la pénombre. Un homme entre. Il dit qu'il s'appelle Basile et lui demande s'il veut des bonbons.

À cette évocation, Dominique Pelicot est pris de sanglots. « J'ai pas compris ce qui m'arrivait », lâche-t-il d'une voix aiguë qui tranche avec sa carrure imposante. Il évoque ensuite une nouvelle scène de viol, celui d'une femme handicapée, sur un chantier. « On m'a dit "elle va te déguster". J'ai pas compris. On m'a mis le nez sur le sexe. J'ai encore les odeurs aujourd'hui. Je me suis retourné pour vomir. J'avais à peine 14 ans. » Un dernier événement a marqué l'adolescence de Dominique Pelicot : ce jour où il assiste aux ébats sexuels de ses parents. Une nuit, il a entendu des bruits. « Je me suis levé, je suis tombé sur cette scène de maman soumise avec un bandeau sur les yeux, mains attachées dans le dos », rapporte-t-il. Le président l'interroge alors

« Je ne reproche absolument rien à ma femme. J'étais très heureux avec elle. Elle ne méritait pas ça. Je suis coupable. Je prie ma femme, mes enfants, et mes petits-enfants de bien vouloir m'excuser de ce que j'ai fait. Tu as été merveilleuse et moi j'ai été à côté de la plaque »

Dominique Pelicot

sur ses nombreuses déviances paraphiliques, notamment le candaulisme et la somnophilie. « On ne naît pas pervers, on le devient », assène Dominique Pelicot. Avant d'ajouter : « J'ai une face A et une face B. Même si pour moi c'est le même homme. » Puis il est interrogé sur les vidéos. « C'était pas histoire de collectionner, c'était histoire d'avoir ce qu'il faut quand il faut. À partir du moment où vous entendez parler de chantage, vous êtes obligé de prendre des précautions. C'est grâce à mes enregistrements qu'on a pu retrouver tous ceux qui ont participé à ça. » Des « oh » de désapprobation s'élèvent du côté des accusés. L'un d'eux, le regard angoissé, se tourne vers ses voisins de droite et de gauche, outré. Certains baissent la tête, le visage fermé. Ils préféreraient être six pieds sous terre. « Je suis un



Avignon
17 septembre 2024

Dominique Pelicot a répondu aux questions de la cour criminelle du Vaucluse.
VALENTIN PASQUIER POUR LE FIGARO

Dominique Pelicot : « On ne naît pas pervers, on le devient »

voleur comme ceux qui sont concernés dans cette salle. Ils savaient tout. Ils ne peuvent pas dire le contraire », souligne Pelicot. Dans ces instants, son ex-épouse balaie du regard les accusés, avec un air de défi. « Je ne reproche absolument rien à ma femme. J'étais très heureux avec elle. Elle ne méritait pas ça, je le reconnais, poursuit le retraité, en larmes. Je suis coupable. Je prie ma femme, mes enfants, et mes petits-enfants de bien vouloir m'excuser de ce que j'ai fait. Tu as été merveilleuse et moi j'ai été à côté de la plaque. »

Gisèle Pelicot vient alors à la barre : « M. le président, il est difficile pour moi d'entendre ce que vient de dire M. Pelicot. Pendant cinquante ans, j'ai vécu avec un homme dont je ne pouvais pas imaginer une seule seconde qu'il pouvait commettre ces actes, ces viols. J'avais toute confiance en cet homme. » L'accusé baisse les yeux. La voix de sa victime résonne dans la salle : « Pas une seconde », insiste-t-elle avant de retourner sur le banc des parties civiles.

« Vous dites que vous avez été heureux avec elle, mais est-ce que vous l'avez aimée ? », demande un assesseur à Dominique Pelicot. « J'étais fou d'elle. Je l'ai énormément aimée et je l'aime toujours. Disons que je l'ai bien aimée pendant quarante ans et mal aimée durant dix. Je n'aurais jamais dû faire ça, j'ai tout gâché, tout perdu. Je n'ai jamais eu de haine, j'ai toujours eu de l'amour pour elle. » Des centaines d'yeux s'écarquillent dans la salle d'audience.

M^e Stéphane Babonneau, l'avocat de Gisèle Pelicot, intervient. D'une voix posée, il interroge l'accusé sans le ton accusateur que peuvent parfois prendre les avocats des parties civiles. « Ce que M^{me} Pelicot ne parvient pas à comprendre, c'est pourquoi, alors que vous assistez au spectacle de son déclin, vous n'avez pas trouvé la volonté d'arrêter ce que vous lui faisiez subir. » Réponse : « L'addiction était plus forte. » Dominique Pelicot renifle. « J'ai trahi sa confiance. Mais je traîne trop de choses derrière moi, je pouvais pas m'arrêter (...) Je l'ai, peut-être, perdue à jamais. »

Qu'en est-il de Caroline, sa fille, qu'il a photographiée à son insu, endormie, avec des sous-vêtements ne lui appartenant pas ? « J'aime mes enfants du fond de mon cœur », souffle Dominique Pelicot, la voix brisée. « Votre famille est aujourd'hui un champ de ruines, rétorque M^e Antoine Camus, l'avocat de la famille Pelicot, tous sont ensevelis sous les décombres. » L'accusé se pince l'arête du nez, ferme les yeux comme s'il espérait se réveiller de ce cauchemar qu'il a lui-même provoqué. « Caroline est en apnée depuis quatre ans, dans l'incapacité d'avancer dans sa vie de femme, dans l'attente de la vérité », poursuit M^e Camus, lui aussi d'une voix

calme. « Je le sais, le coupe l'intéressé, et je l'ai tellement compris que j'ai failli disparaître à plusieurs reprises à cause de ça. Je suis prêt maintenant à leur dire droit dans les yeux ce qui s'est passé (...) J'étais un grand-père comme tous les autres... Jusqu'à ce que je dérape. » Caroline lui lance des regards noirs.

L'avocate de Dominique Pelicot, M^e Béatrice Zavarro, se lève. Elle veut crever l'abcès. « Avez-vous violé votre fille ? », lui lance-t-elle. Alors qu'il n'avait pas jeté un seul regard aux parties civiles depuis l'ouverture de l'audience, il se tend vers elles : « Caroline, je ne t'ai jamais touchée, ni droguée, ni violée ! », s'écrie-t-il. Sa

fille plante ses yeux dans les siens, faisant un signe négatif de la tête. « C'est impossible, je n'ai jamais fait ça ! », insiste l'accusé. Là, dans cet échange, un autre Dominique Pelicot apparaît, loin de celui qui semble contrôler ses larmes. Un homme rattrapé par ses démons, qui comprend qu'il a perdu sa fille. À tout jamais. ■

Vive la liberté d'expression !

LE JDNEWS

VOTRE NOUVEAU MAGAZINE D'ACTUALITÉ, CHAQUE SEMAINE

Israël porte un coup retentissant au Hezbollah

Muriel Rozelier Beyrouth

L'explosion simultanée de leurs bipeurs électroniques a fait au moins 9 morts et plus de 2800 blessés mardi au Liban.

Opération bipeur. Dans tout le Liban, les sirènes d'ambulances évacuant des blessés vers tous les hôpitaux strient l'air comme lors de l'explosion du port de Beyrouth, le 4 août 2020. Des milliers de Libanais ont été blessés lors de l'explosion de leur bipeur, ces appareils de communication sans fil qui étaient largement utilisés avant la généralisation des téléphones portables. Les membres de la « Résistance », en particulier les combattants du Hezbollah, la milice chiite libanaise, y recourraient depuis plusieurs mois pour éviter l'emploi des réseaux téléphoniques, qu'Israël serait parvenu à infiltrer et à pirater.

« Vers 15h30, le mardi 17 septembre 2024, un certain nombre d'appareils de réception de messages connus sous le nom de "bipeurs" appartenant à un certain nombre de travailleurs dans diverses unités et institutions du Hezbollah ont explosé », a confirmé le mouvement chiite, dans un communiqué. Le parti libanais assure diligenter une enquête interne pour en déterminer les causes précises, mais dénonce d'ores et déjà l'implication de « l'ennemi israélien » dans cette « agression criminelle qui a également touché des civils », écrit-il.

Cette opération massive et coordonnée a fait, pour l'heure, plus de 2800 blessés, dont 200 se trouvaient mardi soir dans un état critique, a signalé le ministre de la Santé libanais, Firas Abiad. Neuf morts sont déjà à déplorer, parmi lesquels le fils du député du Hezbollah Ali Ammar ainsi qu'une fillette de 10 ans tuée lors de l'explosion de l'un de ces appareils.

Dans un témoignage publié par le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*, une résidente de la banlieue sud signale qu'un jeune homme est tombé à terre dans sa rue alors que résonnait une détonation comme un coup de feu. « On a cru que quelqu'un lui avait tiré dessus ou qu'il avait essayé de se suicider », dit-elle. Plusieurs attendaient encore à même le sol d'être pris en charge, rapporte-t-elle également.

Des images qui circulent sur les réseaux sociaux montrent des hommes les mains ensanglantées, quand elles ne sont pas amputées. D'autres, à terre, gisent dans leur sang avec de profondes blessures à la tête, à l'aine ou au dos. Selon des témoignages relayés sur les réseaux sociaux, certains propriétaires de ces engins les auraient brusquement sentis chauffer et s'en seraient débarrassés avant qu'ils n'exploient.



Au centre médical de l'université américaine de Beyrouth (AUB-MC), mardi. Les nombreux blessés ont afflué vers les hôpitaux du pays. ANWAR AMRO/AFP

« En théorie, on peut faire surchauffer la batterie lithium de ces appareils jusqu'à son explosion. Mais c'est du point de vue technique une prouesse extraordinaire »

Un ingénieur informatique libanais

Le ministère libanais de la Santé a demandé à tous les hôpitaux de se tenir en état d'alerte maximum afin d'accueillir le plus grand nombre de blessés. Il a enjoint aux « malades non urgents » de reporter leur venue aux hôpitaux, tandis

que le Hezbollah appelle les Libanais à venir faire don de leur sang. À l'AUB-MC, le grand hôpital universitaire américain de Beyrouth, les urgences étaient d'ores et déjà submergées de même qu'au Sud-Liban, où les victimes ont été renvoyées vers d'autres régions pour être prises en charge.

Parmi les premiers blessés identifiés figurent l'ambassadeur iranien au Liban, Mojtaba Amani, dont la vie serait cependant hors de danger, affirme la télévision iranienne. Des rumeurs assurent que de hauts responsables du Hezbollah seraient également blessés, mais pas son secrétaire général, Hassan Nasrallah.

« En théorie, on peut faire surchauffer la batterie lithium de ces appareils jus-

qu'à son explosion. Mais c'est du point de vue technique une prouesse extraordinaire », relève un ingénieur informatique libanais. Selon l'agence Reuters, l'attaque a seulement porté sur le modèle introduit par le Hezbollah au cours des dernières semaines. Celui-ci serait en provenance d'Iran, indiquent des sources israéliennes citées par la presse libanaise. Les hôpitaux libanais, qui emploient également ce genre de système comme solution de secours, n'ont eu aucune perte à déplorer.

Pointé du doigt au Liban, Israël n'a pas revendiqué cette attaque digne d'un grand film d'espionnage. Mais selon le quotidien israélien *Haaretz*, Tel-Aviv craignait une action militaire du

Hezbollah dans les prochains jours, du fait notamment de « signes inhabituels de préparatifs militaires du Hezbollah dans le sud du Liban ». L'opération menée mardi, qui place le parti chiite dans l'incapacité de communiquer avec certaines de ses troupes, pourrait avoir été une attaque préventive afin de l'éviter.

Des explosions du même type auraient également été signalées en Syrie, faisant au moins quatorze blessés. L'Observatoire syrien des droits de l'homme, cité par *Haaretz*, indique que de membres du Hezbollah ont été évacués vers les hôpitaux de Damas après l'explosion des appareils de communication radio qu'ils transportaient. ■

La Chine s'inquiète d'un durcissement avec Harris ou Trump

Sébastien Falletti Correspondant en Asie

La campagne présidentielle américaine est marquée par une surenchère entre les deux camps à l'égard de Pékin.

Les Chinois n'ont pu suivre jusqu'au bout l'empoignade télévisée entre Kamala Harris et Donald Trump. Au bout d'une trentaine de minutes, la retransmission du débat entre les candidats à la Maison-Blanche s'est brusquement interrompue sur la page de Phoenix TV, sur la plateforme Weibo. La grande armée des censeurs du régime communiste a coupé sur le Twitter chinois la diffusion de ces débats où Pékin a été ciblé d'entrée.

« Vous nous avez vendus à la Chine », a attaqué d'entrée Harris, défendant les sanctions technologiques ciblant la deuxième puissance mondiale décidées par Joe Biden. Avant d'accuser Trump d'avoir félicité Xi Jinping pour sa gestion de la pandémie, éreintant le président chinois au passage. « Nous savons que Xi était responsable du manque de transparence sur l'origine du Covid », a déclaré la vice-présidente, en s'appesantissant sur un sujet tabou à Pékin. En réplique, l'ancien président s'est érigé en meilleur protecteur de l'Amérique, se vantant d'avoir extorqué des « milliards de dollars » au rival asiatique, grâce à sa guerre commerciale.

Si le débat a donné la part belle à la politique intérieure, les quelques

échanges sur la stratégie internationale ont suffi à cibler la « menace chinoise », rare consensus bipartisan. Harris a réaffirmé sa détermination à ce que les États-Unis « gagnent la compétition du XXI^e siècle », quand Trump se vante de tenir Pékin en respect.

Les saillies de Trump et Harris visant l'empire du Milieu sont soigneusement ignorées par la presse officielle chinoise, laissant la plupart des 1,3 milliard de Chinois dans le flou, isolés par la grande muraille de la censure. X, Facebook, Google ou le *New York Times* sont bloqués sur la toile de l'empire du Milieu. Seule une influente minorité, se comptant en millions, a accès aux nouvelles venues d'ailleurs grâce à l'usage de VPN, ces logiciels permettant de dribbler la censure.

Ce débat en toute liberté a ainsi été suivi par de nombreux Chinois, au vu des dizaines de milliers de commentaires s'affichant sur Weibo. Comme un cirque exotique au pays du Parti unique, régi par des congrès austères dans le grand hall du Peuple. *L'élection américaine est l'activité politique qui suscite le plus haut niveau de participation de la population chinoise*, grince un internaute, un brin envieux du droit de vote des Américains. D'autres, sans illusion,

pointent un sketch comique revenant tous les quatre ans.

Signe de la nervosité des autorités, les commentaires les plus incisifs sont effacés dans la foulée de l'interruption abrupte de la retransmission.

« L'élection présidentielle est une affaire interne aux États-Unis. Je ne la commenterai pas, mais nous nous opposons à ce que la Chine soit utilisée comme argument dans la campagne »

Mao Ning Porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois

La propagande préfère surfer sur la turbulente campagne électorale pour mieux souligner les failles d'une démocratie américaine contrastant avec l'ordre autoritaire de la « nouvelle ère » édictée par Xi. « 90 minutes pleines de mensonges, de plaintes et d'insultes », souligne la télévision CCTV.

Face aux attaques, la Chine serre les dents pour ne pas durcir encore la ligne de la prochaine Administration.

Se drapant dans le principe de la non-ingérence, Pékin fait le dos rond et se garde de répliquer en public tout en exhortant les responsables américains à baisser d'un ton. « L'élection présidentielle est une affaire interne aux États-Unis. Je ne la commenterai pas, mais nous nous opposons à ce que la Chine soit utilisée comme argument dans la campagne », a déclaré Mao Ning, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Une position martelée, dont l'objectif tactique est de maintenir à flot la timide détente diplomatique enclenchée entre Joe Biden et Xi à San Francisco, en novembre.

Le président chinois a plaidé pour la stabilité des relations en recevant Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale américain, à Pékin, le 30 août. Alors que les difficultés économiques s'accumulent, le leadership est en quête de répit. L'irruption de Harris dans la course a ajouté une inconnue au dilemme des stratégies rouges confrontés à la perspective d'une Administration démocrate dure, tissant un réseau d'alliances en Asie, et le retour d'un Trump aussi imprévisible que remonté. La candidate n'a jamais mis les pieds dans l'empire du

Milieu, et maintient le flou sur la stratégie face à Pékin, si elle était élue.

« La Chine veut éviter une escalade, comme le montre la modération de ses représailles aux sanctions contre les véhicules électriques. Elle veut démontrer qu'il est possible de travailler ensemble en dépit des tensions », juge Jean-Pierre Cabestan, du Asia Centre.

Pékin use de ses leviers dans le monde des affaires pour tenter d'enrayer une surenchère. Ainsi, le régime déroule le tapis rouge à Elon Musk en avril, négociant l'ouverture d'une nouvelle usine de batteries à Shanghai, s'ajoutant à celle des voitures Tesla. Le turbulent tycoon de la tech, soutien affiché de Trump, se dit désormais opposé aux tarifs douaniers contre l'Usine du monde.

« La Chine aborde avec opportunisme chaque élection et tente de favoriser une politique qui lui soit favorable. Le soutien à Tesla s'inscrit dans cette stratégie. Elle est obligée de faire profil bas pour prévenir un durcissement de la ligne américaine », juge Wu Qiang, politologue indépendant, à Pékin. Mais, ses relais d'influence traditionnels, telles les chambres de commerce, s'étiolent, à mesure que les groupes internationaux réduisent leur exposition au marché chinois, déçus par ses performances. ■

Le sarcophage de Joachim Du Bellay a été retrouvé lors des fouilles de Notre-Dame

Vincent Bordenave

Les fouilles archéologiques menées sous la cathédrale après l'incendie ont permis de découvrir un corps enterré au XVI^e siècle dans un cercueil de plomb.

Il s'étaient deux. Deux sarcophages en plomb mis au jour par l'équipe de l'Inrap début 2022, déterrés à quelques mètres de distance l'un de l'autre en plein cœur de Notre-Dame, à la croisée du transept. Tous deux ont été transférés à l'institut médico-légal du CHU de Toulouse pour des analyses des corps. Le mystère a été rapidement levé pour le premier, identifié grâce à l'épithaphe figurant sur son cercueil. Il s'agit de la dépouille du chanoine Antoine de La Porte, mort en 1710. En revanche, l'identité de second restait mystérieuse.

Une énigme qui pourrait avoir été résolue si on en croit les travaux d'Éric Crubézy, archéologue et médecin au laboratoire d'anthropologie moléculaire et imagerie de synthèse (Amis) de Toulouse. Au prix d'une véritable enquête, il pense avoir retrouvé l'identité du malheureux, qui ne serait autre que le poète de la Pléiade Joachim Du Bellay, mort en 1560 des suites d'une apoplexie. « Cet inconnu

intrigue, car il repose dans une zone spécifique où, à part Antoine de La Porte, aucune autre tombe intacte n'a été découverte, raconte le scientifique. Les recherches suggèrent qu'il pourrait avoir occupé une tombe ayant accueilli deux personnes bien connues à leur époque, mais sans titres religieux un peu exceptionnels. »

Comme dans toutes les enquêtes, les premiers enjeux sont de dessiner le plus rapidement possible le profil de la victime. Il s'agit d'un jeune homme d'environ 35 ans. Une information déjà essentielle, car plus de 95 % des dépouilles découvertes à Notre-Dame appartiennent à des hommes de plus de 40 ans. De plus, le crâne de l'individu (qui avait été autopsié peu de temps après sa mort), porte les stigmates d'une méningite chronique tuberculeuse et d'atteintes osseuses, notamment au cou. « La tuberculose est une maladie très bien documentée, précise Éric Crubézy. Seuls 5 % des cas s'aggravaient vers la forme osseuse de la maladie et en-

core moins atteignaient les vertèbres du cou et les méninges. On considère que cette pathologie osseuse, l'atteinte cervicale, n'aurait concerné que moins de 3 à 4 sujets pour 1000 dans la tranche d'âge considérée. » La méningite chronique entraînée par une tuberculose est une maladie mortelle qui peut provoquer une surdité, des maux de tête, et qui dans certaines de ses formes à l'époque historique pouvait

durer plusieurs années. Autre information essentielle, les ossements du bassin montrent que le défunt était un cavalier chevronné. Or le poète faisait notamment le trajet de Paris à Rome, où il avait suivi un temps son oncle, à cheval.

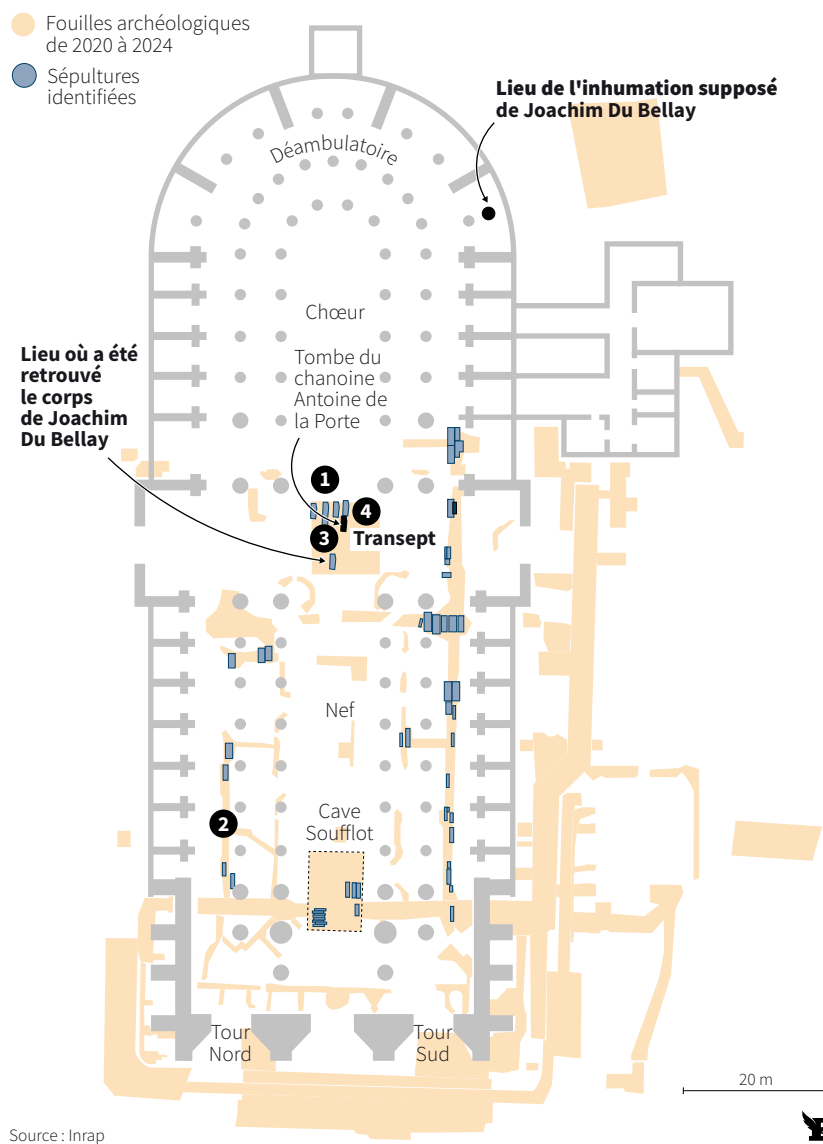
« On a rapidement pensé que ce corps pouvait être celui de Joachim Du Bellay, continue Éric Crubézy. Car, si les textes nous indiquent bien qu'il a été inhumé à Notre-Dame, sa dépouille ne figure pas près de celle de son oncle, dans la chapelle Saint-Crépin, dans le chevet de la cathédrale. » Du Bellay était donc non seulement un cavalier chevronné, décédé entre 35 et 40 ans, mais surtout les écrits indiquent qu'il souffrait de symptômes qui correspondent à ce que révèle l'étude du squelette. « Dès le début du XX^e siècle, il y a des travaux qui montrent que Joachim Du Bellay était atteint d'une tuberculose, commente Éric Crubézy. En reprenant sa biographie, on retrouve ses maux de tête, bien d'autres signes de sa maladie et son état grabataire sur sa fin. Ce

sont des symptômes très particuliers qui se déclarent entre 18 et 25 ans, avec une surdité progressive, qui finit par provoquer la mort au bout d'une dizaine d'années. Il était par ailleurs en lien avec les meilleurs médecins de son époque. Il cite notamment dans un de ses poèmes les trois osselets de l'oreille qui ne seront décrits par les anatomistes que plus tardivement. »

D'un point de vue médical, le profil correspond. Mais les archéologues restent encore prudents. Il reste notamment à expliquer pourquoi le corps du célèbre poète repose à cette place dans la cathédrale. « Il y a deux hypothèses, suggère Éric Crubézy. Il pourrait s'agir d'une sépulture provisoire devenue permanente. C'est un cas que l'on connaît pour un de ses parents au Mans. La seconde, est à l'inverse d'y voir un transfert depuis Saint-Crépin, en 1569, après la publication de ses œuvres. La croisée du transept pourrait avoir été un lieu d'inhumation pour les personnages connus, mais sans titre d'importance. » ■



Notre-Dame de Paris : un chantier hors norme aux résultats exceptionnels



THERESIA DUVERNAY, EMMANUELLE COLLADO ET DENIS GLIKSMAN / INRAP

Cinq années de fouilles qui ont permis de redécouvrir la cathédrale

Dans les cendres naissent les connaissances. Si, comme le répètent les scientifiques qui ont travaillé en parallèle du chantier de reconstruction, l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris, le 15 avril 2019, a été un drame effroyable, ces cinq années d'études et de fouilles ont permis de mieux connaître l'édifice, son histoire, son architecture. D'un certain point de vue, l'incendie a été une chance. Et ce mardi 17 septembre, l'Institut national d'archéologie préventive (Inrap) a présenté un premier bilan des cinq années de fouilles. Et pour les archéologues concernés, cette exploration du sous-sol de la plus célèbre des cathédrales est une chance unique, qui ne devrait jamais se reproduire dans leur carrière. Avant l'incendie, aucun d'entre eux n'avait même rêvé que cela aurait pu être possible!

Leur travail exceptionnel dresse déjà un inventaire riche et dense qui permet non seulement de mieux connaître la cathédrale, mais aussi l'histoire antique de

Lutèce et du Paris médiéval. « On a travaillé avec un compte à rebours stressant et stimulant lié à la réouverture, explique Camille Colonna, archéologue Inrap et une des responsables des opérations. D'habitude les archéologues fouillent puis analysent les résultats. Là, nous avons enchaîné les chantiers, accumulé des données. Désormais nous avons du travail pour les 15 à 20 ans à venir ! »

Plus d'une cinquantaine d'archéologues et spécialistes ont œuvré lors de 14 opérations distinctes qui se sont déroulées dans la cathédrale. « On a ainsi pu documenter près de 2000 ans d'histoire, raconte Christophe Besnier, également archéologue à l'Inrap, lui aussi responsable des opérations. De nombreux pans de cette histoire n'étaient jusque-là documentés que par des découvertes fortuites ou des textes très lacunaires. » Les niveaux les plus anciens du site remontent au début de l'Antiquité, avec la découverte des vestiges d'une demeure du début du I^{er} siècle, à 3,50 m de profondeur dans la cave Soufflot, au cœur de la cathédrale. « On a de nombreuses cérami-

ques, du charbon de bois, qui suggèrent que nous étions dans une cuisine à la création de Lutèce », précise Christophe Besnier. Rapidement apparaissent les traces d'un bâtiment important, avec les vestiges calcinés d'une poutre en bois qui témoignent d'un vaste bâtiment du Bas-Empire romain, ou encore des fondations qui supportaient des piliers reliés entre eux. Plus tardivement, remontant « à l'époque carolingienne, on a découvert l'existence d'un bâtiment d'une trentaine de mètres de long construit en opus spicatum, autrement dit en arêtes de poisson », continue Christophe Besnier.

Un seul squelette de femme

Le côté le plus spectaculaire des fouilles est peut-être dans la redécouverte du jubé, le mur de pierre habité par des représentations de personnages et des éléments architecturaux religieux qui était dressé entre la nef et le chœur. Il a été abattu au début du XVIII^e siècle pour des raisons liturgiques. « La plupart des statues ont été enfouies et liées au mortier, explique Christophe Besnier. Cela a été un

travail d'orfèvre de leur redonner leur apparence. » Plus de 1000 fragments ont été déterrés, dont plus de 700 présentant leur polychromie d'origine avec des réparations ou l'application de feuilles d'or. « La peinture n'adhérait plus à la pierre, et cela a été très dur de fixer les couleurs, continue l'expert. Par chance, les pierres étaient saines, peu humides et aucun champignon pathogène ne s'y était développé. On espère pouvoir proposer un remontage numérique et présenter ces pièces rapidement au public. » (Une partie le sera dès cet hiver dans l'exposition « Faire parler les pierres, sculptures médiévales de Notre-Dame » au Musée de Cluny, musée du Moyen Âge à Paris.)

Les fouilles n'ont exploré que 10 % de la surface dans des travées creusées sur 1,5 mètre de large. Elles ont tout de même permis de mettre au jour une centaine de sépultures ainsi qu'un ossuaire. « Jusqu'au XVIII^e siècle la cathédrale, comme la plupart des églises, était un lieu à vocation funéraire, explique Camille Colonna. Dans les registres, on compte plus de 400 personnes inhumées, mais on sait que

c'est très en deçà de la réalité. » À l'exception des sarcophages de plomb découverts sous la croisée du transept (dont l'un d'eux contenait le corps du poète Joachim Du Bellay) et la cave Soufflot, la totalité des cercueils découverts était en bois. Tous les défunts ont été déposés dans une orientation est-ouest. Si l'on se fie aux préconisations de l'Église, cette orientation laisse à penser que plus de la moitié serait celles de laïcs (tête orientée à l'ouest) et l'autre des membres du clergé (tête à l'est, face aux fidèles). « Des préconisations à relativiser, prévient Camille Colonna. Car on a identifié des tombes de religieux orientées vers l'ouest. » Parmi ces morts, un seul squelette était celui d'une femme.

Reste désormais à en savoir plus sur chacun de ces morts. Qui étaient-ils ? Quelle histoire pouvait les lier les uns aux autres ? Des questions auxquelles de futures analyses chimiques et génétiques ne manqueront pas de répondre. Des morceaux d'histoires familiales et individuelles qui rencontreront alors la grande histoire. ■

Ligue des champions : sans Mbappé, le PSG à l’assaut de l’Europe

Christophe Remise

Le Paris Saint-Germain entame sa campagne européenne sans superstar mais pas sans ambition.

Un seul être vous manque... et rien n'est dépeuplé? Le PSG attaque une nouvelle campagne européenne face à Gérone, ce mercredi (21 heures, Canal+), au Parc des Princes. Un PSG qui apprend à vivre sans Kylian Mbappé et globalement sans superstar. C'est l'an II du nouveau projet décrété par Nasser al-Khelaïfi. «*L'objectif était de créer quelque chose à partir d'une mentalité collective et, peut-être, de créer nos propres stars*», résume Luis Enrique. «*Même si on n'a pas de grands noms, on est prêt pour aller chercher de grandes choses*», assène Marquinhos.

Reste à savoir ce que ce jeune PSG peut réellement viser sur la scène européenne. Jusqu'ici, tous les voyants sont au vert : 4 matchs de championnat, 4 victoires, 16 buts marqués. «*On est dans la continuité de la fin de saison dernière*», souligne Luis Enrique. Pas faux. Avec ou sans Mbappé, le PSG a grandi au cours de la dernière campagne, retrouvant des vertus collectives parfois oubliées à l'ombre des stars depuis de (trop) longues années.

«**L'objectif était de créer quelque chose à partir d'une mentalité collective et, peut-être, de créer nos propres stars**»

Luis Enrique
Entraîneur du PSG

«*Cette équipe du PSG est bien plus forte que la saison dernière collectivement. Tout le monde défend, tout le monde court*», saluait Éric Roy samedi, après la défaite de «son» Stade Brestois au Parc (3-1). Plus de contre-pressing, plus de maîtrise, plus de pression. «*Collectivement, c'est une équipe qui joue ensemble, et c'est là qu'ils sont difficilement lisibles parce qu'ils ont beaucoup de joueurs qui peuvent jouer à différents postes, avec de la qualité. C'est certainement une équipe qui sera dangereuse pour beaucoup d'adversaires, même en Cl*», a ajouté le coach brestois, qui mènera ses troupes face au Sturm Graz jeudi (21 heures), dans cette même Champions League.

Bien évidemment, il est trop tôt pour tirer des plans sur la comète ou parier sur une nouvelle apparition du PSG dans le dernier carré de la Cl, voire mieux. «*Pour tirer des conclusions, je crois qu'il faut attendre quelques mois, voire la fin de la saison ou même plusieurs saisons. Mais ce que je vois jusqu'à présent me plaît*», savoure Luis Enrique, assurant avoir «pris la bonne décision en venant» à Paris l'an dernier. «NAK» l'est tout autant de l'avoir attiré. Il aime le discours collectif du technicien espagnol, champion d'Europe à la tête du Barça en 2015, et «son approche analytique et détaillée, ainsi que sa conviction», souffle un proche du vestiaire parisien. Prolongation en vue?

Une chose est sûre : le PSG ressemble toujours plus à ce que Luis Enrique a en tête, ses idées, ses concepts, ses orientations tactiques. À l'inverse du pragmatique Carlo Ancelotti, l'Asturien de 54 ans est un dogmatique. C'est aux joueurs de rentrer dans son cadre, pas l'inverse. Ça prend du temps. Et ce n'est pas donné à tout le monde. Ça demande des qualités spécifiques que n'avait par exemple pas Manuel Ugarte, recruté en 2023 et vendu cet été.

Qualifié de «monstre» par «Marqui», le nouveau venu Joao Neves, 19 ans, s'inscrit beaucoup plus dans ce cadre. De la technique à tous les étages, de la vitesse, pas d'ego, du dynamisme et de la polyvalence. C'est ça, le PSG de Luis Enrique. Jusqu'ici, ça marche, même si, pour ce qui concerne la Cl, le tirage ne sera peut-être pas aussi clément que l'an dernier. Il est déjà compliqué, avec des affiches contre Manchester City, le Bayern, Arsenal et l'Atlético. «*Je préférerais un calendrier plus facile*», grince Luis Enrique. C'est comme ça. Le PSG, qui dispute sa 17^e Ligue des champions, sera également opposé à Eindhoven,

Salzburg, Stuttgart et donc à Gérone, qui va découvrir l'Europe.

En fait, ce sera nouveau pour un peu tout le monde sur la ligne de départ : nouvelle formule pour la Cl, nouveau format, plus d'affiches et en l'occurrence «*huit matchs excitants*» pour les Parisiens, dixit l'homme en forme du moment, Ousmane Dembélé. Plus de matchs, trop de matchs? Le calendrier était «*déjà très chargé*», comme le relève Marquinhos, réélu capitaine par ses coéquipiers. «*C'est le foot qui va perdre si les joueurs commencent à avoir beaucoup de problèmes*», craint le Brésilien. D'autres s'inquiètent. Visible-ment, pas les décideurs, ni l'UEFA.

Toujours est-il que Paris attaque cette campagne avec envie, celle de prouver, de grandir, de prendre et donner du plaisir, mué par l'enthousiasme d'une jeunesse que les patrons parisiens espèrent triomphante. Une jeunesse qui pourrait toutefois se payer sur les matchs couperets. Comme le manque de taille et de densité athlétique. Des choix assumés. «*Ce n'était pas nécessaire de faire signer beaucoup de joueurs, on a déjà un effectif très bon*», souligne Luis Enrique, «chanceux» de disposer d'un tel groupe. Et d'ajouter, sur le manque d'expérience : «*Je ne crois pas que ça soit un handicap. Et moi, j'ai de l'expérience*.» Marquinhos aussi, lui qui est le

seul joueur dans la trentaine au sein de l'effectif! «*J'aimais bien avoir des leaders, des cadres, des joueurs expérimentés dans le vestiaire*», glisse-t-il.

En attendant de savoir si ce PSG peut se mesurer aux meilleurs en Europe, il séduit, il fédère par sa «philosophie collective», dixit Marquinhos. Un PSG conquérant, ambitieux dans le jeu, une équipe dynamique et qui n'a pas peur de prendre des risques, jeune mais juste, volontaire et appliquée. Pour ce qui est du vide laissé par le départ de Mbappé, tout de même auteur de 44 buts en 2023-2024, Luis Enrique a trouvé la réponse : «*Si quelqu'un marque 40 buts, on ne lui fermera pas la porte. Mais il*

vaut mieux qu'il y en ait quatre à 12 buts, ça fera 48, c'est mieux que 40.»

Déjà auteur de 4 buts cette saison, Bradley Barcola, 22 ans, a compris le message. Dembélé (3 buts) aussi. «*On commence mercredi une compétition qu'on veut tous gagner, et c'est un objectif très clair*», assure Luis Enrique. Un objectif qui semble plus réaliste pour Manchester City ou le Real Madrid, entre autres. Mais ce PSG est taillé pour l'avenir. Projet à moyen et long terme. Et puis, après tout, l'Inter et Dortmund n'avaient pas la faveur des pronostics pour se hisser en finale ces deux dernières années, pas plus que Tottenham en 2019. C'est en visant les étoiles... ■



Auteur d'un doublé contre Brest (3-1), au Parc des Princes, le 14 septembre, Ousmane Dembélé (à droite) réalise un début de saison remarquable.
ABDUL SABOOR / REUTERS

Ousmane Dembélé enfin à la table des (très) grands?

Le changement, c'est maintenant? À 27 ans, Ousmane Dembélé vit une période faste. C'est bien simple, l'ailier international tricolore (51 sélections, 6 buts) n'a jamais été aussi décisif! En remontant à la fin de la saison dernière, il reste sur 8 buts lors de ses 12 derniers matchs avec le PSG. Déjà 3 buts et 3 passes décisives en 2024-2025, dont un doublé samedi dernier contre Brest (3-1), son premier depuis Lorient (1-4) en avril et son cinquième seulement en carrière, lui qui a aussi un triplé à son actif, avec Rennes, en 2016. Vous l'avez compris, ce n'est pas un buteur né.

«Par rapport à ce qu'il produit, ce qu'il donne, ce qu'il imagine, le côté statistique et les buts, c'est beaucoup moins bien», convient le consultant beIN Sports Omar da Fonseca, qui a «toujours été en admiration de ce joueur» et juge que ce qui l'empêche de «s'asseoir à la table des prétendants au Ballon d'Or», ce sont les buts. Si l'ancien attaquant du PSG l'aime tant que cela, c'est que Dembélé a tout pour plaire. «Il y a beaucoup de joueurs qui veulent jouer comme lui, mais il ne joue comme personne, il est unique. Il sait tout faire, freiner, esquiver, dribbler, provoquer, il a une belle frappe, pied gauche, pied droit... Avec ce bagage, on se dit qu'il devrait être sur le podium du Ballon d'Or tous les ans. Il ose. Il est marié au risque. Il veut davantage s'ouvrir que se renfermer», décrypte da Fonseca, charmé.

Et il n'est pas le seul. «Je suis admirateur depuis de longues années. C'est un joueur différent», s'enflamme Luis Enrique, qui n'est d'ailleurs

1 ^{RE} JOURNÉE LIGUE DES CHAMPIONS			
BOLOGNE 18h45 CHAKHTIOR DONETSK			
SPARTA PRAGUE	-	RB SALZBOURG	
PARIS SG	21h	GÉRONE	
CLUB BRUGES	-	DORTMUND	
CELTIC GLASGOW	-	BRATISLAVA	
MAN. CITY	-	INTER MILAN	
JUVENTUS TURIN	hier	PSV EINDHOVEN	
YOUNG BOYS	-	ASTON VILLA	
BERNE			
BAYERN MUNICH	-	DINAMO ZAGREB	
SPORTING PORTUGAL	-	LILLE	
AC MILAN		LIVERPOOL	

pas pour rien dans le coup de chaud de l'ancien de Rennes, Dortmund et Barcelone, même s'il s'en défend. «On ne fait rien de spécial», affirme-t-il, rappelant que «la saison dernière, Ousmane a peu marqué (9 buts), mais ça a été l'un des plus décisifs avec les passes décisives (14) et ce qu'il gère dans le jeu».

Vraie prise de conscience

Pas faux. Ousmane Dembélé a effectivement été l'un des meilleurs Parisiens en 2023-2024. Pour les buts, il y avait Kylian Mbappé (44). C'est fini. Luis Enrique a besoin d'autres armes, d'autres buteurs. Dembélé est parti sur des bases élevées. La grande question est de savoir s'il s'agit d'un coup de chaud ou d'un virage appelé à durer. À 27 ans, il n'est pas trop tard pour grandir, évoluer. Le natif de Vernon a déjà largement progressé dans le travail invisible, par exemple. Oubliés les retards à l'entraînement et les blessures à répétition, l'irrégularité aussi. Et il n'hésite pas à faire le sale boulot à la récupération. Jusqu'à l'excès, si vous

demandez à Omar da Fonseca. «Je paie mon billet très cher pour voir Dembélé dans le sens du jeu, pas en marche arrière», grince le spécialiste du foot espagnol sur beIN.

Mais au fait, pourquoi le champion du monde 2018 n'a pas les statistiques que son talent commande? «Le dribble, c'est le mensonge du cœur, faire croire à ton adversaire le contraire de ce que tu vas faire. En Amérique du Sud, on dit qu'à la sortie d'un dribble il y a une espèce d'énergie qui s'envole, tu te décontractes... Est-ce que c'est ça? En tout cas, il faut se féliciter du fait que c'est un joueur dont on a envie qu'il touche le ballon. C'est une gazelle avec de l'imagination. Lorsqu'il court, on dirait qu'il glisse. Il ne force jamais rien. Il a une élégance juste. Tout cela me plaît», sourit da Fonseca. Et ça plairait encore plus à tout le monde, y compris à Didier Deschamps, s'il alliait l'efficacité à tout cela.

Plus facile à dire qu'à faire? «Le secret est que les attaquants doivent cesser d'avoir le souci de marquer», devine Luis Enrique. Sauf que c'est tout l'inverse avec Dembélé. «Luis Enrique ou mes coéquipiers me rabâchent tout le temps qu'il faut tenter ma chance. Cette saison, je vais essayer de tenter encore plus ma chance et d'être un peu plus personnel», affirmait l'intéressé après France-Belgique (2-0). Et d'ajouter : «Cette saison, on fait beaucoup d'exercices de finition et le coach me dit de prendre ma chance mais de surtout cadrer. Après un, deux dribbles, je manque de fraîcheur sur la frappe et mon corps se lève un peu, c'est pour cela que, souvent, je ne cadre pas.»

Une vraie prise de conscience.

C'est ce qui permet de croire que ce n'est pas qu'une fluctuation ponctuelle. «Il élimine, il fait, il maîtrise l'acte de frapper ou donner. Et il a une telle facilité naturelle», sourit Omar da Fonseca, intarissable sur un joueur «qui peut être au début, au milieu et à la fin des actions». Et le consultant argentin de conclure : «S'il fait deux saisons de suite entre 12 et 15 buts, personne ne pourra le toucher.» Chiche? ■ **C.R.**

EN BREF

Boxe : Estelle Mossely candidate à la présidence de la fédération française

Malheureuse aux JO cet été avec une défaite dès son entrée en lice, Estelle Mossely (32 ans), championne olympique de boxe en 2016 à Rio, a annoncé mardi sa volonté de briguer la présidence de la Fédération française de boxe (FFB). L'élection aura lieu le 14 décembre et Dominique Nato, élu en 2021, est candidat à un nouveau mandat.

Football : une grève contre les calendriers surchargés?

Face à la multiplication des matchs, les footballeurs prennent la parole. Interrogé sur une possible grève, le milieu de terrain espagnol Rodri n'a pas fermé la porte. «Si cela continue comme ça, on n'aura pas d'autres choix», avance le joueur de Manchester City.

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :
Du lundi au jeudi 26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi 29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés : nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

- Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communica-tions diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations,

Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

Tél Abonnements :
01 70 37 31 70

conférences

Le Cercle France-Amériques organise une conférence

Juristes d'entreprises et secret professionnel : un débat à forts enjeux, regards croisés franco-américains,

le lundi 23 septembre 2024, de 8 h 45 à 11 h 30. Accueil petit-déjeuner à partir de 8 heures.

La rencontre sera animée par M. Jean-Luc Fournier, président d'honneur Cercle France-Amériques, président de la section Finances (Ceacc).

Intervenants :
M. Rémy Heitz (introduction), procureur général près la Cour de cassation, M^e Stéphane Bonifassi, avocat au barreau de Paris, M. Guillaume Dai Jeff, premier vice-président au tribunal judiciaire de Paris, M^e Stephen L. Dreyfuss, avocat au barreau du New Jersey et de New York, ancien substitut du procureur de l'état de New York, Mme Julia Noir, directrice juridique, M. Vincent Niore (conclusion), ancien vice-bâtonnier du barreau de Paris.

Modératrice :
M^e Bénédicte Querenet Hahn, avocate au barreau de Paris.

Participation à prévoir. Inscription par mail à manifestations @france-ameriques.org

Cercle France-Amériques, 9, avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris (8^e).

Le Cercle France-Amériques vous convie à assister au

Débat de campagne sur les élections aux USA entre les représentants des Démocrates et des Républicains,

le lundi 30 septembre 2024, à 18 h 30,

avec Randy Yaloz, président des Républicains à l'étranger en France, Amy Porter, porte-parole des Démocrates à l'étranger en France.

Modérateur, Aubin Gonzalez Lapos, président de la section Avenir & Innovation, France-Amériques.

Accueil à partir de 18 heures.

Participation à prévoir. Inscription par mail à manifestations @france-ameriques.org

Cercle France-Amériques, 9, avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris (8^e).

deuils

Mme Xavier Cottignies, sa mère,

Hervé Augustin, son époux,

François, Christophe, Édouard, ses frères,

et leur famille

ont la tristesse de vous faire part du retour à Dieu de

Mme Geneviève AUGUSTIN née Cottignies,

le jeudi 12 septembre 2024, dans sa 75^e année.

La messe d'action de grâce sera célébrée en la basilique Saint-Remi de Reims, le jeudi 19 septembre 2024, à 10 heures.

Marie Alline, née Roptin, son épouse,

Paul, Simon et Jeanne, ses enfants,

Catherine et Henri Alline, ses parents,

Mathilde Alline Mason, Pierre-Étienne et Géraldine Alline, ses sœur, frère et belle-sœur,

Félicitie, Édouard, Louise, Léopold, Pauline et Anaïs, ses nièces et neveux,

la famille Roptin

ont le profond chagrin de vous faire part du rappel à Dieu de

Jean-Baptiste ALLINE

décédé à l'âge de 47 ans, des suites d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Michel-des-Batignolles, 3, place Saint-Jean, à Paris (17^e), le vendredi 20 septembre 2024, à 10 h 30.

Jean-Baptiste sera inhumé au cimetière de Cornouailles, à Ploemeur (Morbihan), le samedi 21 septembre, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, des dons sont possibles à la Fondation pour la recherche médicale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, allée des Ormes, 92420 Vaucresson.

Ghislaine et Jacques-Édouard Gueden et leurs enfants, Julie, Diane, Hugo,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Monique BÉLISSANT née Vedel,

le dimanche 8 septembre 2024, dans sa 93^e année, à Asnières-sur-Seine.

5, avenue Caroline, 92600 Asnières-sur-Seine.

Damien et Julien, ses fils,

Loan Nguyen, Julian Watre

ont la douleur de faire part du décès de

Bruno CELICE ancien avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation,

survenu le 16 septembre 2024, à l'âge de 88 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe-du-Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris (8^e), le vendredi 20 septembre 2024, à 14 heures.

Le président de l'université Paris Cité le doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion de l'université Paris Cité ses collègues et l'ensemble du personnel

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Denis BERTHIAU maître de conférences en droit privé, habilité à diriger des recherches, à l'université Paris Cité.

Ils se joignent à la douleur de sa famille et de ses proches auxquels ils présentent leurs plus sincères condoléances au nom de la communauté universitaire enseignante et étudiante.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre 2024, à 15 heures, en l'église de Savenay (Loire-Atlantique), suivie de l'inhumation au cimetière de Savenay.

Paris (9^e).

Mme Bruno de Buttet, son épouse,

Christophe et Alexia, Aymeric et Caroline, Maxime et Claire, ses enfants et leurs conjointes,

Ulysse, Antonin, Colomba, Eugénie, Virgile, Agathe, Romain, Thomas, ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Bruno de BUTTET

le 14 septembre 2024, dans sa 88^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Lorette, à Paris (9^e), à 15 heures, le vendredi 20 septembre.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Royaucourt-et-Chailvet (Aisne), à 11 heures, le samedi 21 septembre.

M. Yves Convert, son époux,

M. et Mme Jean-Marc Convert, M. et Mme Jean-Yves Convert, ses enfants,

Louis, Lancelot, Iris, Raphaëlla, Nadilam Convert, Marc, Gabrielle et Pierre de Villeneuve, ses petits-enfants et son arrière-petit-fils,

font part du rappel à Dieu de

Mme Yves CONVERT née Denise Lecoeur,

le 14 septembre 2024, dans sa 88^e année, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Anne, à Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher), le vendredi 20 septembre, à 15 heures.

Neuilly-sur-Seine.

Mme Édith Chauvière, son épouse, Patrick, Brigitte Chauvière, Nathalie Greffin, ses enfants, et ses petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques CHAUVIÈRE

survenu le 11 septembre 2024, à l'âge de 93 ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine, le jeudi 19 septembre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Mortefontaine (Oise), à 13 heures.

Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Arthur, Alice et Agathe, ses enfants, leurs conjoints et ses petits-enfants, Isabelle Dartout-Bronner, Pierre Dartout, Catherine von Mutius, Sylvie Hornus-Terrier, Cécile Hornus-Ragueneau, Pascale Hornus-Stanley, Estella Dartout-Hornus, ses frère et sœurs, et leurs familles,

en union avec Jacques, Linette et Stéphane, ses parents et son frère,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves DARTOUT-HORNUS

survenu le 13 septembre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Croix de Fourqueux, 4, rue de Saint-Nom, à Saint-Germain-en-Laye, le vendredi 20 septembre, à 10 h 30.

La crémation aura lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses parents, Sophie Cuny et Christian Clarac, sa sœur, Barbara Clarac, ainsi que ses grands-parents, Jean-Yves et Marie-Hélène Cuny,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Alexandre CLARAC

L'inhumation aura lieu le vendredi 20 septembre 2024, dans l'intimité, au cimetière de Montmartre, à Paris (18^e).

Jérôme et Laure Debuquoy, Catherine et Jérôme Vercaemer, Bénédicte et Frédéric Massif, ses enfants,

Pauline, Matthieu, Thomas, Arnaud, Jeanne, Victor et Paul, ses petits-enfants,

M. et Mme (†) Jean-Michel Laplagne, M. (†) et Mme Jean-François Drouet, M. et Mme Philippe-Marie Drouet-Aussavy, M. et Mme Guy Laboissière (†), M. et Mme Jean Debuquoy (†), sa sœur, ses frères, ses beaux-frères et belles-sœurs,

Gérard et Nicole Laboissière, Jean-Pierre et Michelle Berto, François et Corinne Debuquoy, Vincent et Alix Debuquoy, Benoit et Élodie Laplagne, Olivier Laplagne, François-Xavier et Hélène Sauvage, Julien Drouet, Stéphane Drouet et Camille, Maxime et Émilie Drouet, Clothilde Drouet et Stanislas, Hippolyte Drouet et Mathilde, ses neveux et nièces,

et les familles Debuquoy, Renard, Cronier, Sergent, Belorgey

vous font part du décès de

Mme Marie-France DEBUQUOY née Drouet,

survenu le 14 septembre 2024.

La cérémonie religieuse aura lieu en la cathédrale Saint-Étienne de Sens, le vendredi 20 septembre, à 15 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Pierre, à Tonnerre, le samedi 21 septembre, à 11 heures, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Une corbeille sera mise à disposition à la sortie de la cérémonie pour recevoir vos dons destinés au diocèse de l'Yonne.

Paris (8^e).

Alain, son époux, Sophie et Benoît, ses enfants, Amélie, Rahel, Olivier, Kahina, Alexandre et Simon, ses petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Maryvonne GRUNBERG née Gosselin,

enseignante et représentante de la coopération décentralisée de la Ville de Tours à Marrakech,

survenu le 14 septembre 2024, à l'âge de 78 ans, à Chambray-lès-Tours.

Un hommage civil lui sera rendu au crématorium de Tours, rue des Landes, à Esvres-sur-Indre (Indre-et-Loire), le lundi 23 septembre, à 14 h 15, suivie de la crémation à 14 h 45.

Ni fleurs ni plaques.

Un registre de condoléances sera mis à votre disposition.

Dominique Guerry, née Dubarle, son épouse,

Géraldine et Leonidas, Olivier, Stéphane et Armelle, ses enfants,

ses petits-enfants

ont l'immense chagrin de vous annoncer le départ subit de

Georges GUERRY

le 12 septembre 2024, à l'âge de 82 ans.

Georges rejoint notre famille du ciel.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Laurent, à Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie), le vendredi 20 septembre, à 13 h 15.

L'inhumation se fera au cimetière de Saint-Geoire-en-Valdaine, (Isère), dans l'intimité familiale.

1, rue de l'Observatoire, 73100 Tresserve.

M. Nicolas Jeanroy et Mme Julie Lè, Mme Virginie Jeanroy, M. et Mme Alexandre Jeanroy, ses enfants,

ses petits-enfants

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Hubert JEANROY

le 15 septembre 2024, au Beausset (Var).

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'abbatiale de La Bénisson-Dieu (Loire), le vendredi 20 septembre, à 10 heures.

Écully (Rhône). Rive-de-Gier (Loire).

Jean-Claude Juillard, son époux,

ses enfants et petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Claude JUILLARD née Durand.

La cérémonie religieuse se déroulera le vendredi 20 septembre 2024, à 10 heures, en l'église Saint-Martin, à Oullins (Rhône) et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Rive-de-Gier, à 15 heures.

Mme Montégudet, née Béatrice Azals, son épouse,

M. et Mme Stéphane Delort-Laval, Mme Isabelle Montégudet, M. et Mme Guillaume Montégudet, M. et Mme Alexandre Montégudet, ses enfants,

Maxime et Alexia, Gaspard, Timothée, Inès et Jean, Louis, Éloi, Claire, Marielle, Nathanaël, Aurélien, Flore et Diane, ses petits-enfants,

Thaïs et Côme, ses arrière-petits-enfants,

vous font part du décès de

Gilles MONTÉGUDET

le 16 septembre 2024, dans sa 92^e année.

La messe sera célébrée le samedi 21 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Vincent d'Urrugne (Pyrénées-Atlantiques).

Mme Jean-Louis Mourrut, son épouse, M. et Mme Manuel Torres, Mme Bertrand la Fay, le colonel et Mme Raphaël Garreau,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

vous font part du rappel à Dieu du

général Jean-Louis MOURRUT

le 15 septembre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 septembre 2024, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Gourdon (Lot).

Sainte-Hélène (Morbihan).

La comtesse Hervé de Saint-Pern, son épouse, M. et Mme Jean-Matthieu Guillou, M. François-Xavier de Saint-Pern et Mme Melloni, M. Aymeric de Saint-Pern, Mlle Sophie de Saint-Pern, M. et Mme Hans Villette, ses enfants, ses petits-enfants,

Mme Armand Le Cahérec, sa belle-mère,

son frère, ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs

font part du rappel à Dieu du

capitaine de vaisseau Hervé de SAINT-PERN chevalier de la Légion d'honneur,

le 16 septembre 2024, dans sa 78^e année, à Lorient.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Grâce, à Plouhinec (Morbihan), le vendredi 20 septembre, à 14 h 30.

Des prières et des messes plutôt que des fleurs.

Frédéric Selnét, Laurence et Stéphane Michelangeli, Guillaume Selnét, ses enfants,

Alexandre, Gabrielle, Émilie, Vincent, Adrien, Eva, Jeanne, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Françoise SELNET née Aubert,

le 16 septembre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Compassion, place du Général-Koenig, à Paris (17^e).

L'inhumation aura lieu le samedi 21 septembre, à 15 heures, au cimetière de Sainte-Marie-du-Mont (Manche).

Cet avis tient lieu de faire-part.

souvenirs

Il y a deux ans, le 18 septembre 2022,

Pierre GUÉNANT 1950-2022,

nous quittait.

De la part de son épouse, ses enfants et ses petits-enfants.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui. *Il restera toujours dans nos cœurs.*

Il y a sept ans, le lundi 18 septembre 2017,

Jean Pierre RICHARD

nous quittait.

Il ne se passe pas un jour sans qu'il soit présent dans notre cœur et nos prières.

LE FIGARO le carnet du jour

Publiez votre annonce de naissance et recevez en cadeau * l'album de bébé des Triplés illustré par Nicole Lambert

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27

* Offre valable du 07/09/24 au 31/12/24, dans la limite des albums disponibles

Les Triplés ont 40 ans cette année et toujours un esprit d'enfant !

Offre exclusive





Le général de Gaulle lors d'une conférence de presse, le 25 mars 1959, au Palais de l'Élysée.

AFP

Comment de Gaulle a redressé les finances de la France en 1958



PAR
Guillaume Perrault

Le consentement des Français au retour de De Gaulle, le 29 mai 1958, ne s'explique pas seulement par la « question algérienne ». L'opinion avait aussi la conviction que les gouvernements de la IV^e République étaient impuissants à remédier à la situation économique, financière et monétaire très grave du pays à l'époque (lire nos éditions du 17 septembre).

Dès son arrivée à Matignon, de Gaulle est décidé à appliquer le traité de Rome, signé et ratifié en 1957. Pour un homme qui avait 20 ans en 1910, assumer le libre-échange au sein de l'Europe des Six est une décision hardie. Il s'en explique dans ses *Mémoires d'espoir* : « Notre pays ne peut s'accommoder de lui-même à l'intérieur et compter à l'extérieur que si son activité est accordée à son époque. À l'ère industrielle, il doit être industriel. À l'ère de la compétition, il doit être compétitif. À l'ère de la science et de la technique, il doit cultiver la recherche. » Cependant, après avoir écrit ces lignes, un scrupule tourmente de Gaulle. Ne risque-t-il pas de paraître déprécier le travail de générations de Français, ce qu'ils ont construit et légué ? Ce soupçon semble lui faire horreur. Pour prévenir tout malentendu, il ajoute aussitôt, à propos de son pays : « Non point, certes, que, tel qu'il est, on puisse méconnaître sa grande valeur fondamentale. Tout en voulant le porter à de vastes changements dans sa structure et dans ses habitudes, j'ai beaucoup de respect pour ce que nos pères ont longuement fait de lui. » L'homme d'État justifie ensuite son choix fondamental : « Sortir la France de l'ancien protectionnisme qu'elle pratique depuis un siècle. Certes, à l'abri de ce rempart, elle avait pu, avant les grandes guerres, amasser une énorme fortune et, ensuite, quoique ruinée, retrouver sa vie économique propre sans devenir la colonie d'autrui, reconnaît de Gaulle. Mais, à présent, le système l'isole et l'endort, alors que de vastes courants d'échanges innervent l'activité mondiale. C'est une certaine sécurité mais une médiocrité certaine que les barrières des douanes, les bornes des interdictions et les clôtures des contingents ont apportée à notre industrie, à notre agriculture, à notre commerce. Au contraire, la compétition leur fera tout à la fois courir des risques et sentir l'aiguillon. On peut penser que, dans le combat, l'économie française adaptera son équipement, son esprit d'entreprise, ses méthodes, aux exigences de la productivité et fera de l'expansion au-dehors le critérium de sa réussite. »

Sans doute la volonté farouche du fondateur de la V^e République d'empêcher qu'un nouveau 1940 puisse advenir un jour explique-t-elle sa décision. L'homme du 18 Juin savait, pour l'avoir vécu, que le retard industriel français et les faiblesses de l'économie nationale avaient contribué à son effondrement militaire en 45 jours face à l'Allemagne hitlérienne. C'est à tout cela que repense certainement de Gaulle

Déficit budgétaire chronique, appel au FMI pour « boucler les fins de mois », inflation à 15 % : l'état de l'économie française semblait désespéré à la veille du retour au pouvoir du Général. Il obtiendra, selon ses propres termes, un « miracle ». Second volet de notre récit.

lorsque, le 14 septembre 1958, il reçoit à Colombey Konrad Adenauer, son aîné (le chancelier allemand a 82 ans), qui sera l'unique chef de gouvernement étranger à jamais franchir le seuil de la Boisserie.

Jacques Rueff, un rôle-clé

Au cours de ces mois décisifs, un homme joue un rôle-clé : Jacques Rueff. C'est lui qui achève de convaincre de Gaulle que l'économie française a besoin d'une thérapie de choc. Polytechnicien et inspecteur des finances, Rueff a une carrière riche et variée. Parallèlement, ce théoricien de l'économie construit une œuvre et défend ce qu'on appellerait aujourd'hui l'ordo-libéralisme. Grand adversaire intellectuel de Keynes, qu'il a fréquenté personnellement, Rueff a jointé avec lui en public ou par articles et livres interposés jusqu'à la mort du penseur anglais en 1946. Ses préconisations emportent la conviction du conseiller économique du Général à Matignon, Roger Goetze, ancien directeur du budget aux Finances et très proche de Georges Pompidou, alors directeur de cabinet. Goetze persuade Pinay de laisser Rueff mettre en place un comité d'experts chargé de réfléchir à un plan d'action ambitieux. Ce comité est installé le 30 septembre 1958, deux jours après que les Français eurent massivement approuvé la Constitution de la V^e République par référendum. Au terme de deux mois de travaux et d'auditions des directeurs des grandes administrations centrales, Rueff impose ses conclusions au comité. Il préconise de limiter les subventions de l'État aux entreprises nationales afin de favoriser la vérité des prix. Ce dernier conseille de diminuer vigoureusement les dépenses publiques. Il recommande une dévaluation massive du franc de 17,5 % afin de favoriser les ex-

portations et pour pouvoir ensuite défendre mordicus la stabilité de la monnaie nationale, gage de confiance et d'ordre. Rueff soutient que l'appauvrissement des Français provoqué par la dévaluation sera compensé par le regain de la croissance. Il exhorte à supprimer les indexations des salaires sur les prix et à s'attaquer aux rentes de situation. L'ensemble du plan doit, dans l'esprit de son concepteur, permettre de terrasser l'inflation, regardée par beaucoup, en cette époque de keynésianisme triomphant, comme un mal nécessaire.

La majorité des membres du comité et le gouverneur de la Banque de France, Wilfrid Baumgartner, jugent l'économie française trop fragile pour supporter ces remèdes de cheval. Seuls Pompidou et Goetze soutiennent le plan d'embellie. Pinay le juge trop radical et présente sa démission. Après une très longue explication en tête à tête avec Goetze et un numéro de charme de De Gaulle, « l'Homme au chapeau rond » accepte de s'y rallier et reste au gouvernement. Le 26 décembre 1958, cinq jours après que le fondateur de la V^e République eut été élu chef de l'État à une majorité écrasante par un collège de grands électeurs, ce dernier préside un conseil de cabinet consacré au plan Rueff. Les directeurs des grandes administrations des finances ont été conviés. La réunion dure près de dix heures. Elle est historique. Hormis Michel Debré et Pinay, tous les ministres présents sont hostiles aux propositions de Rueff. Mollet critique avec force le projet de dévaluation. Moyennant certaines concessions (augmentation de 3 % du salaire des fonctionnaires et des salariés du secteur public, relèvement de 4 % du Smig, hausse des retraites, augmentation des allocations familiales), le plan est en définitive adopté. On le baptise le plan « Pinay-Rueff » pour marquer que « Monsieur Pinay » lui apporte sa caution.

Le soir du dimanche 28 décembre 1958, de Gaulle, dans une allocution diffusée à la radio-télévision française, annonce sa résolution de « mettre nos affaires en ordre réellement et profondément » : « Nous avons adopté et, demain, nous appliquerons tout un ensemble de mesures financières, économiques, sociales, qui établit la nation sur une base de vérité et de sévérité, la seule qui puisse lui permettre de bâtir sa prospérité. Je ne cache pas que notre pays va se trouver quelque temps à l'épreuve. Mais le rétablissement visé est tel qu'il peut nous payer de tout. » Toutes les préconisations de Rueff qu'on a évoquées sont appliquées. De nombreuses taxes (sur les alcools, les tabacs, etc.) sont en outre augmentées et les retraites des anciens combattants, très nombreux à l'époque, suspendues à titre temporaire, hormis pour les invalides. Afin de faire bonne mesure, la fiscalité des hauts revenus (plus légère que de nos jours) est alourdie, l'assurance-chômage instituée et le socle de la politique gaullienne d'intéressement et de participation promulgué. Le nouveau franc, équivalent de 100 anciens francs, entre en vigueur le 1^{er} janvier 1960. À la surprise quasi générale, l'exécutif, fort de l'autorité exceptionnelle de son titulaire, tient bon face aux résistances catégorielles et le plan Rueff porte ses fruits.

La rapidité du redressement s'explique également par l'adhésion de la haute fonction publique aux choix de De Gaulle. Beaucoup d'administrateurs civils, dont certains mendésistes, excédés par l'instabilité gouvernementale et la puissance de l'Assemblée sous la IV^e, ont vu dans le nouveau régime le soutien politique et le projet global qu'ils recherchaient pour réaliser des réformes qu'eux-mêmes projetaient de longue date. Entre le 3 juin 1958 et le 4 février 1959, près de 400 ordonnances entrent en vigueur. Toutes ne portent d'ailleurs pas sur l'économie. Place Vendôme et Avenue de Ségur, les bureaux, soutenus par leurs ministres respectifs, profitent de l'aubaine pour remodeler respectivement l'organisation de la justice et celle des hôpitaux. Ces réformes étaient prêtes depuis des années mais bloquées par l'hostilité des parlementaires de la IV^e. Un haut fonctionnaire qui réussit à mettre en œuvre les changements qu'il préconise en vain depuis des lustres en sait gré au gouvernement qui l'a soutenu. De surcroît, le pouvoir est si concentré à Matignon, pendant ces mois exceptionnels, que Pompidou joue déjà le rôle d'un premier ministre. Le fils d'instituteur a su également s'entourer d'un Goetze qui, quoique ancien directeur du budget, entend contrebalancer à Matignon la toute-puissance du ministre des Finances au lieu d'être son avocat. Goetze réussit à mobiliser son ancienne direction pour préparer l'exécution concrète du plan Pinay-Rueff. Le grand commis de l'État a expliqué avoir réalisé en six mois, à Matignon, ce qu'il n'avait pu obtenir en sept ans à la tête d'une des plus puissantes directions des finances.

Aussi rapide que spectaculaire

Le redressement de l'économie et des comptes publics se révèle aussi rapide que spectaculaire. L'équilibre budgétaire est atteint dès 1959. La forte inflation pronostiquée par les experts des finances n'a pas lieu. D'année en année, le commerce extérieur redevient fortement bénéficiaire. Les investissements vont atteindre un niveau exceptionnel, et feront sentir leurs effets positifs pendant deux décennies. Le plan Pinay-Rueff ouvre la voie à l'expansion continue et à la prospérité qui marqueront les années 1960. Les Trente Glorieuses, après l'essoufflement de 1957-1958, reprennent de plus belle. On comprend donc l'agacement de De Gaulle face à la légende qui lui attribue la formule « L'intendance suivra », à l'opposé de son état d'esprit. Laissons-lui le mot de la fin. « C'est pourquoi, à la tête de la France, dans le calme ou dans l'ouragan, les problèmes économiques et sociaux ne cesseront jamais d'être au premier plan de mon activité comme de mes soucis. J'y consacrerai une bonne moitié de mon travail, de mes audiences, de mes visites, de mes discours, aussi longtemps que je porterai la charge de la nation. C'est dire, entre parenthèses, à quel point le reproche obstinément adressé à de Gaulle de s'en désintéresser m'a toujours paru dérisoire. » ■

Découvrez la version longue de ce récit sur notre site internet.

Européennes, législatives : la gauche a reculé au profit du RN chez les fonctionnaires

Une étude de Luc Rouban pour le Cevipof confirme que la fonction publique (d'État, territoriale et hospitalière) a cessé d'être le vivier naturel de l'électorat de gauche.



PAR
Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS

La caractéristique sociopolitique des fonctionnaires en France, la plus ancienne et la plus partagée dans l'opinion, est son ancrage à gauche. Cet ancrage s'explique à travers les modes de construction de la fonction publique en France qui, par le développement des services publics, et notamment de l'école, vient incarner et prendre en charge la défense des idéaux républicains d'égalité. La fracture entre secteur privé et secteur public, le premier orienté vers le libéralisme, le second vers le socialisme ou le communisme, est aussi consubstantielle à l'histoire sociopolitique française. (...)

Le vote des fonctionnaires a cependant subi une double transformation à partir de la présidence de François Hollande en 2012. Sur le long terme, le vote de gauche a sensiblement diminué au profit du centre et de la droite et, au sein des droites, le vote en faveur du Front national puis du Rassemblement national n'a cessé de s'affirmer. On s'appuie ici sur les enquêtes électorales du Cevipof, notamment l'enquête électorale française menée avec la Fondation Jean Jaurès, l'Institut Montaigne, *Le Monde* et Ipsos.

■ Européennes : 33% pour l'extrême droite dans la FPE

En 2024, la progression du RN s'est affirmée à la même vitesse dans les trois fonctions publiques - Fonction publique d'État (FPE), territoriale (FPT) et hospitalière (FPH) - que parmi les salariés du secteur privé. Néanmoins, on observe une pénétration du RN au sein de la catégorie A et dans l'ensemble des professions de l'enseignement et de la recherche. Si le vote en faveur de la gauche et du centre droit incarné par Ensemble reste assez dominant chez les cadres et les enseignants, la distance qui les séparait sur le plan politique des employés de catégorie C a diminué dans la mesure où l'ensemble du vote de droite et d'extrême droite s'est affirmé aussi bien en haut qu'en bas de la hiérarchie.

Aux européennes de 2024, le vote de la FPE se porte à 37 % sur des listes de gauche, avec une préférence pour la liste sociale-libérale de Raphaël Glucksmann (19 %) au détriment de la gauche radicale de la liste LFI de Manon Aubry (7 %). La liste de Renaissance obtient 15 % des suffrages dans la FPE, à peu près autant dans la FPT et la FPH, et l'ensemble des droites - LR, RN et Reconquête - 40 % dans les trois fonctions publiques dont 33 % pour les seules listes d'extrême droite.

Le vote des fonctionnaires se différencie de moins en moins du vote des salariés du secteur privé. Les cadres des trois fonctions publiques votent en moindres proportions que les agents de catégorie C pour le RN, un écart que l'on retrouve également dans le secteur privé entre cadres et employés, ce qui illustre le poids des diplômés sur le choix du RN. Néanmoins, l'arrivée de Reconquête a changé la donne en 2022 car ce parti, plus bourgeois et plus attractif pour les seniors, a permis d'attirer les professions supérieures rebutées par le caractère plus populaire du RN.

Néanmoins, un changement est intervenu entre 2022 et 2024. Si la radicalisation à droite se poursuit, il n'en va pas de même à gauche. Au premier tour de la présidentielle, l'ensemble des gauches radicales (l'extrême gauche, le PCF et LFI) avait totalisé 30 % des voix dans la FPE contre 8 % pour les candidats socialiste et écologiste. Aux européennes, ces mêmes gauches radicales n'en récupèrent plus que 12 % contre 25 % pour les listes du PS-Place publique et des Verts. Le constat est le même chez les salariés du privé. Ce retour en grâce de la gauche socialiste ou écologiste s'est fait au détriment du vote macroniste. Dans la FPE, on passe ainsi de 27 % pour Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle à 15 % pour la liste Renaissance de Valérie Hayer. Le vote macroniste s'étiole, victime de réformes visant à rapprocher le régime juridique des fonctionnaires de celui des salariés de droit privé et de la dégradation sensible des services publics.

■ Législatives : l'échec de la social-démocratie

La dynamique électorale de la gauche s'est arrêtée lors des élections législatives. Dans le cadre du Nouveau Front populaire (NFP), les candidats de LFI, du PCF, du PS et des Écologistes obtiennent un score plus bas qu'un mois plus tôt. Dans la FPE, l'ensemble des candidats de gauche obtiennent 32 % des suffrages au premier tour, loin des 38 % du premier tour de la présidentielle de 2022 ou des 37 % aux européennes. La gauche obtient à peu près les mêmes résultats dans la FPT (34 %) et dans la FPH (30 %) mais sensiblement moins parmi les salariés du privé (26 %).

En revanche, le vote en faveur d'Ensemble, grimpe chez les fonctionnaires puisqu'on passe de 15 % en sa faveur dans la FPE aux européennes à 25 % aux législatives. Dans la FPT, on passe de 14 % à 19 %, dans la FPH, de 16 % à 23 %. Cette progression du macronisme s'avère moins affirmée parmi les salariés du secteur privé (de 16 % à 21 %). L'alignement des gauches sur le leadership de LFI au sein du NFP a pu rebuter un électorat social-démocrate. On remarque notamment que les enseignants, qui avaient voté aux européennes à 51 % pour des listes de gauche ou écologistes, ne votent plus au premier tour des législatives qu'à 44 % pour des candidats de gauche alors que la proportion de ceux qui préfèrent le macronisme est passée dans le même temps de 17 % à 26 %. Cela n'est sans doute pas sans lien avec le fait que le PS et Place publique, qui avaient obtenu 27 % de leurs suffrages aux européennes, aient décidé de rejoindre le NFP. Une belle occasion ratée, donc, pour la gauche sociale-démocrate.

Une autre dynamique s'est jouée du côté des droites radicales. La diversification de l'offre d'extrême droite au-delà du RN par les listes Reconquête et souverainistes avait permis à la radicalité de droite de s'affirmer aux européennes, attirant 33 % des voix dans la FPE, et 17 % des voix des enseignants, comme 34 % des voix dans la FPT et la FPH. Lors des législatives, on observe un certain recentrage autour de LR. L'arrivée de candidats LR alliés du RN sous la houlette d'Éric Ciotti, a déplacé le centre de gravité des droites radicales. Le vote pour l'ensemble des droites radicales (soit le RN, LR allié au RN et Reconquête) reste à peu près stable aux législatives que ce soit dans la FPE (31 %), dans la FPT (33 %) ou la FPH (34 %), ou parmi les salariés du privé (38 %).

■ Les effets contrastés du « front républicain »

Au second tour des législatives, la mise en place d'un « front républicain » contre le RN a bien fonctionné. Le RN a néanmoins attiré à lui nombre d'électeurs au sein des fonctions publiques où son résultat électoral s'avère historique puisqu'il réunit 36 % des suffrages exprimés dans la FPE, 39 % dans la FPT et 41 % dans la FPH, situant le vote RN dans les fonctions publiques au même niveau que chez les salariés du privé. Dans le même temps, le NFP a réuni 27 % des voix en moyenne : 24 % chez les salariés du privé, 26 % dans la FPE - avec un sommet à 34 % chez les enseignants - , 26 % dans la FPT et 21 % dans la FPH.

Le tableau 4 porte sur les duels entre des candidats NFP appartenant à LFI et des candidats du RN. Il nous apprend trois choses : les choix en faveur du NFP ou du RN ne changent pas d'un scrutin à l'autre, quel que soit le secteur ; ensuite, les agents de la FPE sont plus nombreux en proportion que les salariés du privé à choisir le RN lorsqu'ils ont voté pour Ensemble au premier tour ; enfin, les abstentionnistes du premier tour ne se sont pas mobilisés pour la gauche au second tour mais bien plus pour le RN, ce qui vient démentir la thèse d'une abstention potentiellement de gauche.

Les transferts de voix en cas de duel entre des candidats NFP mais n'appartenant pas à LFI et des candidats RN montrent clairement que les électeurs d'Ensemble sont alors bien plus disposés à voter pour les candidats de la gauche tout comme les abstentionnistes, sauf dans la FPE. Le tableau des transferts lors des duels entre des candidats d'Ensemble et des candidats du RN mettent en lumière le fait que les électeurs du NFP, face au RN, se sont reporté plus volontiers sur les candidats d'Ensemble que les électeurs de ce dernier sur les candidats du NFP.

■ La fin de la gauche d'État

Le vote RN s'est donc durablement installé au sein des fonctions publiques. Le vote des fonctionnaires se différencie de moins en moins du vote des salariés du secteur privé. Il reste que l'analyse des élections législatives de 2024 montre qu'un espace politique s'est créé pour une gauche sociale-démocrate ayant pris ses distances avec LFI. L'ampleur des transformations politiques en un peu plus d'une décennie vient confirmer le déclin du statut social de fonctionnaire. L'importance du vote RN comme de l'ensemble des votes de droite parmi les fonctionnaires signifie que la gauche d'État qui servait de ressource et de point d'appui aux partis de gauche des années 1980 a largement disparu, y compris au sein du monde enseignant.

Européennes, le retour de la gauche modérée

Le vote des salariés du privé, des entreprises publiques et des diverses fonctions publiques aux élections européennes de juin 2024, en % de suffrages exprimés

	EXG	LFI	PCF	EELV	PS*	ENS	LR	RN	REC	Autres
Salarié du privé	0	8	2	5	12	16	8	34	6	9
Entreprises publiques	1	9	4	7	15	13	5	34	4	8
FPE	0	7	4	6	19	15	7	27	6	9
FPT	1	9	3	6	18	14	6	28	6	9
FPH	1	8	3	6	17	16	6	30	4	9

Fonction publique : État (FPE), territoriale (FPT) et hospitalière (FPH)

* PS et Place publique

Premier tour des législatives, l'échec de la social-démocratie

Le vote des salariés du privé, des entreprises publiques et des diverses fonctions publiques aux 1^{er} tour des élections législatives de juin 2024, en % de suffrages exprimés

	EXG	NFP	DVG	ENS	UDI	LR	LR/RN	RN	REC	Autres
Salarié du privé	1	24	1	21	2	11	5	32	1	2
Entreprises publiques	2	25	4	22	3	10	3	30	0	1
FPE	1	29	2	25	1	10	4	26	1	1
FPT	1	31	2	19	4	8	4	28	1	2
FPH	1	29	0	23	2	8	4	30	1	2

Fonction publique : État (FPE), territoriale (FPT) et hospitalière (FPH)

Second tour des législatives, le triomphe de la droite

Le vote des salariés du privé, des entreprises publiques et des diverses fonctions publiques aux 2nd tour des élections législatives de juin 2024, en % de suffrages exprimés

	NFP	DVG	ENS	UDI-centre	LR-DVD	RN	Autres
Salarié du privé	23	1	23	1	10	42	0
Entreprises publiques	25	2	26	1	7	38	1
FPE	25	1	27	2	9	36	0
FPT	25	1	24	1	9	39	1
FPH	20	1	27	1	10	41	0

Fonction publique : État (FPE), territoriale (FPT) et hospitalière (FPH)

Les effets du « front républicain »

Le vote par secteur au 2nd tour des élections législatives de juin 2024 en fonction du vote ou de l'abstention au 1^{er} tour, en % de suffrages exprimés

Vote au 2nd tour : ● NFP membre de LFI ● NFP non LFI ● Ensemble ● le RN ● blanc ou nul ou abstention

Duel NFP (membre de LFI) vs RN

Vote au 1 ^{er} tour	Salarié du privé	Fonction publique d'État
Ensemble	35 21 44	32 32 35
Abstention	12 26 63	14 86

Duel NFP (non membre de LFI) vs RN

Vote au 1 ^{er} tour	Salarié du privé	Fonction publique d'État
Ensemble	50 14 36	53 15 32
Abstention	22 19 59	9 14 77

Duel Ensemble vs RN

Vote au 1 ^{er} tour	Salarié du privé	Fonction publique d'État
NFP	70 2 28	74 1 25
Abstention	13 12 75	15 23 62

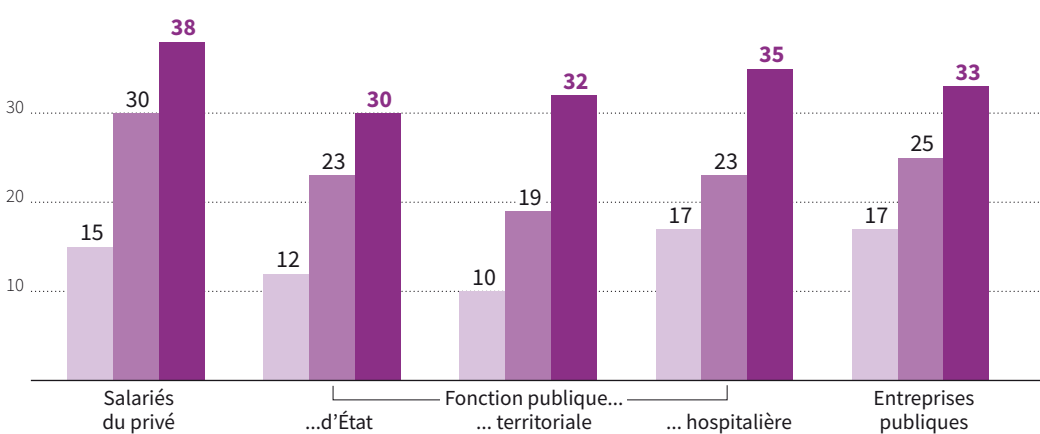
NOTE DE LECTURE :

Les reports de voix entre le 1^{er} et le 2nd tour pour un même parti étant de plus de 89 %, ils ne sont pas pris en compte afin de faciliter la lecture des résultats. Dans le cas d'un duel entre un candidat NFP issu des rang de LFI contre un candidat du RN, les électeurs ayant voté pour un candidat Ensemble au premier tour votent à 35 % pour le candidat LFI, 21 % pour le candidat RN et s'abstiennent ou votent blanc ou nul à 44 % lorsqu'ils sont salariés du privé. Ces pourcentages passent à 32 % pour LFI, 32 % pour le RN et 35 % pour l'abstention ou les votes blancs ou nuls pour les fonctionnaires d'État.

La fin de la gauche d'État

Vote pour les candidats d'extrême droite au 1^{er} tour des législatives par secteur d'activité, en % des suffrages exprimés

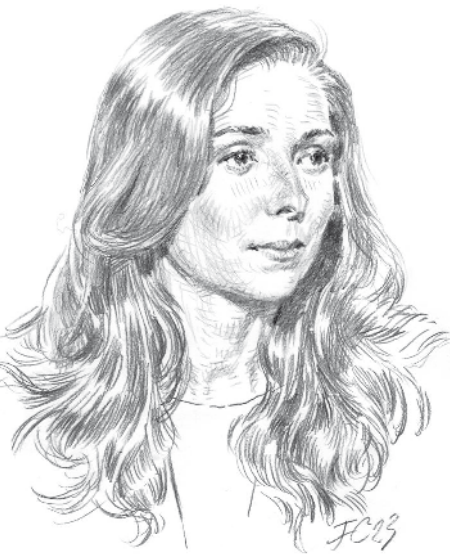
● 2017 ● 2022 ● 2024



Source : Luc Rouban, SciencesPo-Cevipof

Infographie LE FIGARO

Aux États-Unis aussi, le déficit public se creuse, et Kamala Harris n'y est pas pour rien



JULIE GIRARD

En multipliant les coûteux programmes d'aides, Joe Biden et Kamala Harris ont mis en place leur propre version du « quoi qu'il en coûte » outre-Atlantique, analyse l'écrivain*. Une politique dispendieuse que la candidate à l'élection présidentielle évite soigneusement d'évoquer pendant sa campagne.

A l'heure où les commentateurs politiques ont les yeux rivés sur les chiens et les chats de Springfield, une ville de l'Ohio dans laquelle Donald Trump prétend que les immigrants se livrent à des agapes peu conventionnelles, le gouvernement américain fait tout ce qui est en son pouvoir pour redynamiser la croissance et donner à l'économie un regain d'euphorie. Et tant pis pour les comptes publics, rien ne doit entraver l'irrésistible ascension d'une vice-présidente aussi bien-pensante que populiste. Les chiffres sont là : d'après le département du Trésor des États-Unis, le gouvernement a creusé le déficit de 380 milliards de dollars au cours du seul mois d'août, soit près de deux fois et demie le déficit annuel français ! Un record aux États-Unis au moment où la hausse du chômage menace la bonne santé de l'économie américaine, comme en témoignent les turbulences estivales des marchés financiers. L'Administration Biden-Harris aurait-elle des doutes sur la solidité de son bilan économique ? La réponse réside peut-être dans la réplique drolatique donnée par Kamala Harris au présentateur du débat, qui l'opposait à Donald Trump, lorsque celui-ci lui a demandé si elle considérerait, qu'en matière d'économie, les Américains étaient mieux lotis qu'il y a quatre ans. De manière surprenante, Harris a botté en touche, omettant de reconnaître l'inflation sans précédent générée par son gouvernement, et évoqué, à brûle-pourpoint, son éducation dans la classe moyenne, avant d'esquisser un programme économique des plus dispendieux.

Si les démocrates sont aussi inquiets de la situation, c'est qu'outre les soubresauts de l'économie, ils pourraient faire face, dès le 1^{er} octobre, à l'ire des emprunteurs bénéficiaires de prêts étudiants. Ces prêts, qui concernent 43 millions d'Américains pour un montant total de 1750 milliards de dollars, pourraient bien s'avérer être la clé de l'élection. En effet, d'ici deux semaines, une grande partie des emprunteurs seront dans l'obligation de rembourser les intérêts de leur dette, sous peine de voir leurs capacités d'emprunt réduites en raison d'une baisse de leur index de solvabilité ; ce qu'aux États-Unis on désigne par l'expression « *credit score* ». Ce système, qui n'a pas d'équivalent en France, attribue à chaque Américain des facilités de crédit en fonction de sa capacité à solder ses créances, de toutes natures, dans les délais impartis. Ainsi, une

facture médicale non acquittée entraîne une baisse du *credit score* qui compromet la capacité d'un individu à emprunter pour acquérir un bien immobilier ou diminuer le montant disponible sur sa carte de crédit. De ce fait, de nombreux emprunteurs risquent de se retrouver pris au piège de mensualités qu'un moratoire, institué en 2020 au moment de la pandémie, les avait autorisés provisoirement à ne pas payer. D'après le ministère de l'Éducation, plus de 40 % de ces prêts seraient impayés.

« Désormais pourvoyeur d'aides toujours plus coûteuses et conséquentes, Uncle Sam s'adonne à un quoi-qu'il-en-coûte au long cours, qui semble s'inscrire en porte-à-faux avec l'esprit américain »

Si le gouvernement a multiplié les programmes d'aides au remboursement tel que SAVE (Saving on a Valuable Education) et les annulations de dettes, il n'a pas été en mesure de proroger son soutien à l'ensemble des prêts dans la mesure où les républicains ont porté la question de la constitutionnalité des mesures gouvernementales en la matière devant la Cour suprême. La plus haute cour de justice américaine, d'obédience conservatrice, a estimé que les mesures prises par le gouvernement avaient fait fi de l'avis du Congrès sur un sujet qui juridiquement l'imposait et que, par conséquent, leur anticonstitutionnalité était avérée. Pour les républicains, la démarche est bien entendu stratégique, mais elle est également idéologique : le coût de la dette étudiante n'est pas acceptable dans la mesure où elle entraîne une inflation des frais de scolarité qui, aux États-Unis, ne cessent de battre des records. Or, l'inflation est toujours *in fine* une taxe qui, en l'espèce, obère la classe moyenne. À vouloir juguler l'inflation, les démocrates n'ont fait que l'alimenter.

La dette étudiante comme le déficit public illustrent le changement de paradigme dans lequel l'État américain est entré depuis la crise financière de 2008. Désormais pourvoyeur d'aides toujours plus coûteuses et conséquentes, Uncle Sam s'adonne à un « quoi qu'il en coûte » au long cours, qui semble s'inscrire en por-

te-à-faux avec l'esprit américain, c'est-à-dire un certain goût du risque. L'État, par son paternalisme lénifiant, ne joue-t-il pas à contre-courant des intérêts de la nation ? Car si, bien entendu, les États-Unis disposent de start-up d'envergure, c'est-à-dire d'entreprises fondées sur le risque, il n'en demeure pas moins qu'une surprotection du reste du système est nuisible. Le besoin d'immunité, qui sourd dans tous les arcanes de la société, de la surprotection des enfants à la prolifération des documents juridiques voués à exonérer chacun de sa responsabilité, affecte l'impensé collectif et notre rapport au monde. Et les États-Unis sont loin d'être les seuls à pâtir de cette situation, l'aversion pour le risque innerve toutes les sociétés occidentales. Nous vivons bel et bien sous le règne sans partage de l'assurance, dans lequel l'État s'est arrogé le premier rôle, laissant aux fonds de pension et aux professionnels du secteur la tâche de combler les manques éventuels.

Hélas, comme le montre l'un des meilleurs statisticiens politiques américains, Nate Silver, dans son essai *On the Edge* (Penguin Press, août 2024), la croissance d'un pays dépend grandement de ce qu'il appelle « *la rivière* » (« *the river* »), c'est-à-dire des individus analytiques, très compétitifs, en quête de disruption et enclins aux défis, autrement dit ouverts au risque et prêts à en assumer les conséquences. En le dévalorisant implicitement à coups de subventions sociales toujours plus importantes, le gouvernement porte indirectement et subrepticement atteinte à l'un des fondamentaux de la nation américaine. Bien sûr qu'il subsiste et subsistera des entrepreneurs vaillants, des esprits libres, ambitieux et créatifs, mais l'effet produit collectivement, et, en particulier, sur la jeune génération, ne doit pas être négligé. Quoi qu'il en soit, si à court terme les démocrates font le pari d'accroître la dette de manière effrénée, rien ne garantit que leur risque électoral s'en trouve réduit. Contre toute attente, les derniers chiffres du modèle de Nate Silver donnent l'avantage à Trump, en dépit d'un bilan peu reluisant. Si Harris devrait emporter le vote populaire, le 45^e président aurait actuellement 60,1 % de chances de gagner l'élection, qui dépend du collège électoral. Pour les joueurs les plus téméraires, les paris sont lancés ! ■

* Dernier roman paru : « *Les Larmes de Narcisse* » (Gallimard, 2024).

« Sur la question identitaire, Kamala Harris devra réconcilier les courants divergents du Parti démocrate »

Propos recueillis par Madeleine Duffez et Ronan Planchon

LE FIGARO. – Comment analyser le faux plat dans lequel Kamala Harris se trouve ? Peut-elle continuer à progresser une fois l'effet de surprise de sa candidature passé ?

JEAN-ÉRIC BRANAA. – La candidature de Kamala Harris a suscité un engouement rapide, qui a très vite été qualifié de « kamalamania ». L'effet a été réel puisqu'il ne lui a fallu qu'un seul mois pour remonter le retard qui avait été accumulé par Joe Biden, retard qui pouvait atteindre 10 points dans certains États pivots. On est désormais à 50/50. Mais, au-delà des sondages, c'est financièrement que Kamala Harris a surpris, avec une collecte qui a atteint trois fois le montant de son adversaire en août, un montant record pour une campagne électorale. Il y a enfin eu une arrivée massive de nouveaux bénévoles et de soutiens qui ont afflué de toutes parts. Une fois atteint un seuil maximum, la progression ne peut être que très lente et difficile. Dire que Kamala Harris se trouve désormais dans un « faux plat », un moment de stagnation après l'euphorie initiale, est une vue de l'esprit. Ou bien c'est le cas pour les deux candidats, qui ont fait le plein de supporters, avec 90 % des démocrates et des républicains qui disent savoir déjà pour qui ils vont voter. En réalité, la ferveur observée en août sera certainement un soutien durable, en tout cas, jusqu'en novembre. Pourtant, le travail n'est pas fini car l'important est maintenant que cette adhésion se transforme en participation : c'est là l'enjeu pour l'un comme pour l'autre. La réussite reposera sur la capacité d'un des deux candidats à s'affirmer en tant que leader capable de répondre aux attentes des électeurs, et donc de les amener à sortir de chez eux le 5 novembre pour voter. La clé n'est plus dans la progression, mais dans la mobilisation.

Vous expliquez que pour certains intellectuels, la victoire de Donald Trump en 2016 est due à une scission interne chez les démocrates, entre « *nationalisme noir* » et « *socialisme plus internationaliste* », et que le parti s'est fourvoyé en préférant les questions « *de reconnaissance et d'égalité* » à la « *dignité économique des personnes* ». Ces dissensions sont-elles toujours d'actualité ? Tout à fait. Les dissensions internes au sein du Parti démocrate, entre un « *nationalisme noir* » et un « *socialisme plus internationaliste* », restent d'actualité. La victoire de Donald Trump en 2016 est souvent at-

tribuée à cette fracture, avec des débats autour de ces questions. Ces discussions ont refait surface ces dernières années, notamment avec les mouvements progressistes et les revendications liées à l'égalité raciale, d'un côté, et les préoccupations sur la justice sociale et l'économie de l'autre.

Si le Parti démocrate ne parvient pas à réconcilier ces courants divergents, il est possible que la même dynamique qui a contribué à la victoire de Trump en 2016 se répète lors des élections de 2024. Une partie de l'électorat, frustrée par ce qu'elle perçoit comme une négligence des enjeux économiques, pourrait se tourner vers des candidats plus populistes ou nationalistes, renforçant ainsi les tensions au sein du parti et ouvrant la voie à une nouvelle défaite. La force de Kamala Harris est qu'elle n'a pas besoin d'insister sur les questions raciales et qu'elle peut donc se concentrer sur le quotidien des Américains et leurs difficultés, « *celles qui réveillent en pleine nuit et qui font tellement souffrir* », même si elles semblent mineures aux autres.

« Le rapprochement de Kamala Harris avec la droite modérée, plus hostile à l'immigration, pour élargir son socle électoral est une solution »

Certains alliés de Kamala Harris redoutent que la candidate démocrate ait du mal à convaincre les électeurs qu'elle est la plus qualifiée pour gérer l'économie américaine. Peut-on imaginer que la présidentielle se joue sur le terrain économique ? Est-ce son talon d'Achille ?

Oui, on ne peut pas éviter cette question concernant Kamala Harris : l'économie pourrait être un point faible pour elle. Bien qu'elle ait une longue carrière politique, elle est souvent perçue comme manquant d'expérience dans ce domaine important. Certains de ses alliés craignent qu'elle ait du mal à convaincre les électeurs qu'elle est la mieux qualifiée pour gérer l'économie américaine, surtout face aux enjeux actuels comme l'inflation et la hausse des coûts de la vie. Dans les États décisifs, comme le Michigan ou la Pennsylvanie, où l'économie est une préoccupation majeure, ces doutes pourraient lui coûter des voix. Cependant, Kamala Harris pourrait transformer cette faiblesse en force si elle parvient à centrer son discours sur les inégalités économiques et les questions de justice sociale. Son message pourrait résonner avec les femmes, les minorités et les jeunes, des groupes d'électeurs essentiels pour 2024. Si l'économie est un

défi, la présidentielle se jouera également sur d'autres enjeux, et elle devra prouver qu'elle a une vision globale pour l'avenir des États-Unis.

Sur le plan migratoire, Kamala Harris porte le bilan de l'Administration Biden. Vous montrez qu'elle clive partout : les républicains lui reprochent un manque de contrôle de la frontière sud des États-Unis, tandis que les siens regrettent de maigres progrès en faveur des droits des migrants. Devra-t-elle renoncer à ses positions centristes ? N'a-t-elle pas intérêt à tenter de séduire la droite modérée, plus hostile à l'immigration ?

Effectivement, Kamala Harris se retrouve au cœur du débat migratoire américain, portant le bilan de l'Administration Biden, marqué par un contrôle limité de la frontière sud et des avancées modestes en faveur des droits des migrants. Cette situation la place dans une position délicate : les républicains critiquent son manque de fermeté, tandis que l'aile progressiste de son propre parti déplore des réformes insuffisantes. Oui, le rapprochement de Kamala Harris avec la droite modérée, plus hostile à l'immigration, pour élargir son socle électoral est une solution. On s'aperçoit d'ailleurs que c'est la voie qu'elle a choisie, notamment en parlant plus clairement à l'Amérique rurale, plus conservatrice et soucieuse de préserver une identité américaine plus traditionnelle. Tim Walz a été choisi pour l'épauler dans ce dialogue difficile et pour faciliter le rapprochement. Cependant, une telle stratégie comporte des risques : en se distanciant des attentes des progressistes, elle pourrait aliéner une partie de sa base. L'enjeu pour Kamala Harris sera de trouver un équilibre, en articulant un discours qui rassure sur la sécurité tout en défendant des réformes migratoires justes et humaines. ■

* Jean-Éric Branaa est maître de conférences à l'université Paris-Panthéon-Assas.



■ **KAMALA HARRIS, L'AMÉRIQUE DU FUTUR. DE BERKELEY À LA MAISON-BLANCHE** De Jean-Éric Branaa, Éditions du Nouveau Monde (2021), 454 p., 10,90 € (sorti en poche ce 18 septembre).

Avec ou sans Breton, la France joue sa place en Europe



CHRONIQUE
Bertille Bayart

O n pourrait tourner à Bruxelles une nouvelle saison de *Dallas*. L'univers y est tout aussi impitoyable. Il n'y a pas de gentils dans cette série. Que des méchants. Ou plutôt des animaux politiques d'autant plus féroces qu'ils évoluent dans un double jeu de contraintes, nationales et communautaires. C'est ainsi un combat à mort que se sont livrés la présidente de la Commission européenne, l'Allemande Ursula von der Leyen, et le commissaire français Thierry Breton. Victoire à la première, sans partage. Elle a obtenu ce week-end que la France, ou plutôt Emmanuel Macron, lui envoie quelqu'un d'autre que Breton pour faire partie de son équipe de deuxième mandature. Ce sera Stéphane Séjourné, qui quitte le Quai d'Orsay.

Il y a trois niveaux de lecture de cet événement. Le premier, ce sont les relations exécrables qu'entretenaient von der Leyen et Breton depuis cinq ans. Qui blâmera la présidente ? Le Français est notoirement impossible à vivre. Qui blâmera le désormais ex-commissaire ? L'Allemande a un style bien à elle de management en petit comité.

Le deuxième relève du rapport de force politiques tel qu'il est ressorti des élections européennes du 9 juin. La droite rassemblée au sein du PPE au Parlement européen est sortie en tête. Le centre - le groupe Renew - est tombé de la troisième à la cinquième place. Ursula von der Leyen a su s'assurer du soutien du PPE - ce que Thierry Breton lui a d'ailleurs publiquement reproché pendant la campagne - pour imposer son renouvellement. Il y a douze chefs d'État ou de gouvernement sur vingt-sept rattachés aux partis du PPE à la table du Conseil. Il y a désormais quatorze commissaires de cette famille politique dans le nouveau collège.

La troisième grille d'analyse du débarquement de Thierry Breton se fait au prisme de l'influence française sur la machine européenne. Et de ce point de vue, il n'y a pas de lecture satisfaisante. Soit Ursula von der Leyen a obtenu, par un chantage à la taille du portefeuille, qu'Emmanuel Macron récusé le candidat qu'il avait présenté en juillet. Et dans ce

cas le président de la République, en abdiquant une prérogative qui ne relève en principe que de lui, a acté une forme d'affaiblissement de la France. Soit Emmanuel Macron a d'autant plus volontiers cédé qu'il y a vu l'opportunité de proposer un poste à Stéphane Séjourné, « Marche » de la première heure à ses côtés, fidèle parmi les fidèles. Quelle que soit l'hypothèse, le résultat est le même : « *Personne ne croit aujourd'hui dans les institutions européennes que Stéphane Séjourné sera un poids lourd de la Commission. Les conditions de sa nomination en font un commissaire affaibli* », regrette un député européen.

À Strasbourg et à Bruxelles, chacun a rapidement fait les comptes selon l'arithmétique propre à la politique communautaire. Stéphane Séjourné n'aura directement autorité que sur une direction générale de la Commission. Thierry Breton en avait trois. CQFD ? À Paris, on fait valoir son périmètre étendu de vice-président exécutif qui porte son champ de compétence, au-delà du marché intérieur et de la politique industrielle, aux questions cruciales de la politique commerciale ou des marchés de capitaux. À la condition que les vieux routiers de la Commission que sont Maros Sefcovic et Valdis Dombrovskis reconnaissent son autorité. En somme, qu'ils ne se comportent pas comme un Thierry Breton vis-à-vis de « sa » vice-présidente Margrethe Vestager pendant la précédente mandature. Pas gagné...

Ces calculs suffisent-ils à conclure à l'affaiblissement de l'influence de la France sur l'Europe ? Il faut encore y ajouter plusieurs signaux d'alerte. Dans l'organigramme présenté mardi, Ursula von der Leyen a confié le dossier de l'Énergie à une vice-présidente, l'Espagnole Teresa Ribera, et à un commissaire directement en charge, le Danois Dan Jorgensen, réputés peu favorables à la cause du nucléaire. Ce n'était pas la direction envisagée au moment de la confirmation d'Ursula von der Leyen, en juillet. À l'époque, Paris espérait voir le Tchèque Jozef Sikela prendre le portefeuille de l'Énergie. Si la « *neutralité technologique* » entre énergies renouvelables et nucléaire est inscrite dans la feuille de route de la Commission, certains re-

doutent déjà que les commissaires concernés n'y mettent pas beaucoup d'entrain.

De plus, l'instabilité politique récente et la situation des finances publiques qui a conduit la France à figurer sur la liste des pays en déficit excessif contribuent à affaiblir sa position en Europe. « *On est tellement discrédités...* », soupire un eurodéputé. La France paie aussi le peu de cas qu'elle a toujours fait de la construction patiente de parcours européens dans les services de la Commission et au Parlement, où certains partis continuent d'envoyer des candidats en mal d'élection ou en attente d'un destin au niveau national.

Mais, après tout, que pèsent ces considérations de petite politique si la grande est sauve ? À Paris, on se targue volontiers d'avoir encodé le logiciel programmatique de la nouvelle Commission. Son agenda de souveraineté est dans la droite ligne des deux discours de la Sorbonne (2017 et 2024) d'Emmanuel Macron. Mais en sept ans, l'étoile du président a pâli, à Bruxelles aussi. La guerre en Ukraine, sujet dont le débat politique français s'est presque entièrement désintéressé ces derniers mois, a changé l'Europe dans ses priorités, mais aussi dans sa géographie politique. C'est la Pologne qui porte, autant sinon plus que la France, et avec un contenu potentiellement différent, l'ambition d'une « Europe-puissance ».

De toute façon, ni la France, ni les vingt-six autres pays membres de l'Union européenne, ni la Commission ne doivent se tromper sur la réalité de leur défi commun. Le diagnostic a été posé, brutalement, par Mario Draghi et son rapport sur la compétitivité européenne la semaine dernière. S'il fallait en retenir deux points clés, ce serait d'une part qu'il réhabilite la croissance comme un socle du projet européen, et d'autre part qu'il formule une double exigence de simplification et d'intégration du marché intérieur. Pourtant, depuis une semaine, on ne parle que d'une chose : l'éventualité d'un endettement commun supplémentaire. Cela n'arrivera probablement pas ou alors seulement à la marge. C'est en revanche le chemin le plus sûr pour diviser l'UE et la plonger dans de nouveaux palabres aussi interminables que stériles. ■

De Mélenchon à Delogu, quand la gauche dénonce le mépris de classe tout en le pratiquant



ANALYSE
Alexandre Devecchio

« **M**épris de classe », c'est l'argument que l'on oppose désormais à toute critique visant des députés Insoumis. Le fait qu'ils représenteraient supposément le peuple devrait suffire à excuser leur style débraillé, leurs propos ordures, ou tout simplement leur ignorance crasse. Tout récemment, on peut citer la polémique autour du cas Sébastien Delogu. Moqué pour son incapacité à lire un court texte de manière intelligible devant la commission des finances, le député Insoumis serait, selon nombre de ses collègues de gauche, victime d'« *une campagne dégueulasse de mépris de classe* ». Sous prétexte qu'il vient d'un milieu modeste et qu'il a été chauffeur de taxi avant d'être député, il faudrait tout pardonner à l'élu des quartiers nord de Marseille : son inculture et ses insuffisances criantes dans l'exercice de ses fonctions, mais aussi son attitude menaçante à l'égard des parlementaires RN, ses provocations « antisessionnistes », ses injures contre la police.

Les classes populaires méritent mieux que cela et il fut un temps où la gauche savait les représenter dignement. On peut citer l'ancien premier ministre socialiste Pierre Bérégovoy ou encore le secrétaire général du PCF Georges Marchais. Tous deux venaient d'un milieu ouvrier : cela n'empêchait pas le premier d'avoir une certaine prestance et le second de manier le verbe avec truculence. Leur parcours méritocratique suscitait le respect et l'admiration des plus humbles, quand la vulgarité des Delogu, Ersilia Soudais ou autre Louis Boyard ne peut que leur inspirer la consternation. En vérité, cette complaisance dans la médiocrité en dit long sur la manière dont une certaine gauche se représente le peuple et sur le fossé qui s'est creusé entre celui-ci et cette dernière. Si « mépris de classe » il y a, il se trouve probablement dans cette caricature grossière du peuple incarné par ce front qui n'a de populaire que le nom. En privé, Jean-Luc Mélen-

chon ne cacherait d'ailleurs pas le dégoût que lui inspirent les classes populaires. Les propos du chef des Insoumis rapportés par François Ruffin dans son dernier livre trahissent plus qu'un « mépris de classe », une véritable haine de classe : « *Ils transpiraient l'alcool dès le matin* », « *ils sentaient mauvais* », « *On ne comprenait rien de ce qu'ils disaient* », aurait affirmé Jean-Luc Mélenchon, en campagne dans le Nord-Pas-de-Calais, au sujet des habitants d'Hénin-Beaumont.

Ce dédain vise d'abord les classes populaires de la France périphérique et rurale, qui se tournent majoritairement vers le Rassemblement national tandis que Mélenchon tente de conquérir le peuple des banlieues, souvent de confession et de culture musulmanes. « *Il faut mobiliser la jeunesse et les quartiers. Tout le reste, laissez tomber, on perd notre temps* », lâchait-il, samedi 7 septembre, en marge d'une manifestation. Mais si, pour des raisons électoralistes, Mélenchon et les Insoumis apparaissent bienveillants avec « les habitants des quartiers », ils sont en réalité tout aussi condescendants à leur égard. L'extrême gauche voit peut-être dans la jeunesse des cités l'avant-garde de la future révolution, le nouveau prolétariat par lequel pourra enfin advenir « le grand soir ». Mais les ressorts antifics, communautaristes et parfois même racistes ou antisémites sur lesquels les Insoumis jouent pour séduire cette jeunesse trahissent, *in fine*, leur perception caricaturale et méprisante de celle-ci. L'incarnation qu'ils en proposent à travers des personnalités aussi sulfureux que Taha Bouhafs, condamné pour injure raciste envers la police et accusé de multiples violences, a quelque chose d'insultant pour tous ceux qui, dans ces quartiers, refusent d'être assignés à une image de « racaille », et sont les premières victimes de l'insécurité physique et culturelle.

Paradoxalement, la gauche Insoumise prend ainsi le contre-pied de Marx et semble confondre peuple et lumpenprolétariat. En effet si l'auteur du *Capital* voyait dans le prolétariat, c'est-à-dire la classe des

travailleurs, le fer de lance de la révolution, ses écrits témoignent, en revanche, de son aversion pour ce qu'il appelait le « lumpenprolétariat » (« prolétariat en haillon »), que l'on pourrait définir comme un « sous-prolétariat » constitué d'individus peu fréquentables : « voyous », « mendiants », « voleurs »... Loin de partager la fascination des Insoumis pour cette contre-société, Marx refusait d'assimiler le lumpenprolétariat au peuple. Il voyait même dans celui-ci une force contre-révolutionnaire inapte à mener une lutte politique organisée et n'ayant aucun intérêt à participer au mouvement d'émancipation des classes populaires, car « *sa survie au quotidien dépend généralement de la bourgeoisie* ». Dans le *Manifeste du parti communiste*, paru en 1848, Marx écrit ainsi ceci : « *Quant au lumpenprolétariat, ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction.* » Mais, comme le sait Jean-Luc Mélenchon, si, dans la théorie marxiste, le lumpenprolétariat doit être écarté de tout mouvement révolutionnaire, en pratique la révolution soviétique et beaucoup d'autres se sont appuyées sur celui-ci pour semer le chaos et renverser l'ordre social établi. Non pour ériger une société sans classes comme le rêvait Marx, mais pour imposer une nouvelle nomenklatura coupée du peuple. ■



LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Charles Edelstenne

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillaume (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 56 70 11
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen
sous le numéro FI/01/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages
Cahier 4 Le Figaro
demain 10 pages

Olivier Postel-Vinay : « La bêtise des gens intelligents est la plus dévastatrice »

Dans « Homo cretinus », le journaliste s'interroge sur ce qui fait le propre de la bêtise. Les élites et les démocraties sont loin d'être préservées de ce fléau consubstantiel à l'homme...



PAR
Marie-Laetitia Bonavita

Définir la bêtise ? Vaste programme ! Nullement liée à l'intelligence et à l'instruction, elle relève plutôt de l'enfermement des cerveaux qu'engendrent les idéologies, le conformisme ou encore la vanité, rappelle Olivier Postel-Vinay, ancien rédacteur en chef du magazine scientifique *La recherche* et fondateur du magazine *Books*. Membre du comité scientifique du magazine *L'Histoire*, il a publié plusieurs ouvrages dont *Sapiens et le climat* (Les Presses de la cité, 2022). *Homo cretinus. Le triomphe de la bêtise* (Presses de la Cité).

LE FIGARO. – Peut-on définir la bêtise ?
OLIVIER POSTEL-VINAY. – Le logicien et poète Lewis Carroll fait dire à l'un de ses personnages : « Moi, quand j'utilise un mot (...), il signifie exactement ce que j'ai décidé qu'il doit signifier, ni plus ni moins. » La bêtise, chacun croit savoir de quoi il retourne, d'autant qu'on se plaît à ne la voir que chez autrui. Mais le



FRANCK FERVILLE

Pour Olivier Postel-Vinay, « la bêtise joue un rôle central dans la société et donc dans l'Histoire ».

monstre fait de la résistance. Les philosophes qui ont tenté de la définir, comme Sartre, Deleuze ou Barthes, ont déclaré forfait. Quelle relation établir entre une bêtise congénitale, marquée par un faible QI, celle d'un complotiste abusé par les réseaux sociaux, d'un prix Nobel qui déraile, d'un intellectuel narcissique ou d'un chef d'État délirant ?

Raymond Aron dit qu'il aurait aimé écrire son dernier livre sur le rôle de la bêtise dans l'Histoire. Quels sont, selon vous, les cas les plus flagrants de cette bêtise dans l'Histoire ?

Comme le suggérait Aron, les exemples sont si nombreux et divers que leur analyse justifierait un livre, ou plusieurs. Pensons à la Première Guerre mondiale, à la ligne Maginot, à l'intervention américaine en Irak, au choix de l'Allemagne de dépendre du gaz russe. La réalité est que la bêtise joue un rôle central dans la société et donc dans l'Histoire ; un rôle curieusement méconnu. Chaque université dans le monde occidental a aujourd'hui son département de *gender studies*, aucune n'a songé à mettre en place un département de *stupidity stu-*

dies. Nul doute que Sciences Po en tirerait profit.

L'instruction, l'intelligence et la compétence ne protègent-elles pas de la bêtise ?

Le croire est une illusion dommageable. Si l'instruction nous en protégeait, la bêtise aurait régressé à mesure de son spectaculaire progrès ; ce n'est clairement pas le cas. Le romancier philosophe Robert Musil a introduit le joli concept de bêtise intelligente pour désigner celle dont sont capables les gens les plus intelligents et compétents ; c'est sans doute la forme de bêtise la plus dévastatrice. Le fondateur d'Alstom, un polytechnicien, se plaisait à dire qu'il y a autant d'imbéciles parmi les polytechniciens que dans la population générale.

Vous dénoncez l'emprise des idéologies sur les cerveaux, et notamment le rôle des intellectuels et des scientifiques. Expliquez-nous.

Nous croyons toujours que l'idéologue, c'est l'autre. Mais aucun de nous n'échappe à l'emprise d'une idéologie, le plus souvent de plusieurs. Ce n'est pas forcément un mal ; encore faut-il en être conscient. Quelle que soit leur brillance, la plupart des intellectuels pratiquent à cet égard une sorte de déni freudien. Il en va de même des scientifiques qui cèdent à la tentation d'intervenir dans les débats de société ; ils sont d'autant plus dangereux qu'ils occupent de nos jours la place qu'occupaient les prêtres dans le monde prémoderne. La plupart ignorent qu'ils sont comme nous tous sous l'emprise de conformismes divers, chez eux renforcés par leur conviction d'entretenir un rapport privilégié avec la vérité.

Comment les réseaux sociaux, qui multiplient ce phénomène d'emprise, sollicitent-ils notre système de récompense ?

« L'exploitation de la bêtise n'est pas à la portée du premier imbécile venu », disait l'humoriste Yvan Audouard. Pour des raisons financières, les caïds des réseaux sociaux ont construit un monde addictif qui privilégie l'émotionnel et, pour reprendre l'expression du psychologue Daniel Kahneman, la pensée rapide au détriment de la pensée lente, la seule qui vaille. Les algorithmes mis en place ont pour tâche « d'exploiter une vulnérabilité dans la psychologie humaine », explique Sean Parker, ancien président de Facebook. Il s'agit de multiplier les « petits shoots de dopamine ». Sauf exception, les jeunes, que les adultes ne prennent pas soin de mettre en garde ou ne sont pas en mesure de le faire, faute de culture, biberonnent à la dopamine des réseaux. Les études de l'OCDE sur les élèves de 15 ans montrent une régression des compétences scolaires en maths, sciences et expression écrite depuis la généralisation des réseaux sociaux digitaux.

Vous soulignez que tant les autocrates que les démocrates se battent pour accueillir les JO et les Coupes du monde. Quelles en sont les raisons ?

Panem et circenses, dénonçait déjà le satiriste Juvénal sous l'Empire romain. Le pouvoir politique exploite le sport pour anesthésier ses sujets. Ces grands événements ont leurs vertus, mais le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne stimulent pas l'intelligence de leurs milliards de spectateurs. Titillé sous tous les régimes par l'hystérie cocardière des médias, le polype de la bêtise en fait ses choux gras.

De fait, quels sont les ressorts humains de la bêtise ?

La bêtise est le propre de l'homme. Parler de bêtise chez les autres animaux n'a guère de sens. Leurs conduites sont étroitement limitées par leurs gènes. L'histoire récente du cerveau humain, peut-être l'objet de plus complexe de l'univers, témoigne d'une évolution très rapide, dite culturelle. Pour chacun de nous, elle ouvre largement l'éventail des conduites possibles. Les différentes formes de bêtise traduisent des conduites d'égarement. Musil avait identifié l'un de ses ressorts, la vanité, dont il disait qu'elle « pousse sur la même tige ». Mais pour revenir à votre première question, la formule que je préfère pour la décrire reste celle du philosophe Vladimir Jankélévitch : il s'agit toujours d'un « arrêt » dans le « dynamisme de l'intelligence ». D'où en français l'excellent adjectif « borné », lequel peut s'appliquer, dans certains domaines, aux personnes considérées par ailleurs comme les plus brillantes.

« Chaque université dans le monde occidental a son département de "gender studies", aucune n'a songé à mettre en place un département de "stupidity studies". Nul doute que Sciences Po en tirerait profit »

Vous dénoncez l'« enfermement » qu'engendre un noyau de croyances. Dans un monde de plus en plus complexe, l'homme n'a-t-il pas besoin après tout de repères ?

Nous avons tous notre noyau de croyances, qui nous protège. Le risque est qu'il se rigidifie, ou que lui poussent des excroissances parasitaires, sources d'enfermement. Dans un contexte de complexité et d'incertitude accrues, la voie la plus facile pour se construire ses repères est de céder à des idées simples. Penser est ce qui coûte le plus cher en énergie, observait le physicien Freeman Dyson. Nourrie par la paresse, la bêtise est un refuge, au même titre que les religions, fussent-elles séculières. Dans une pochade intitulée *Les Lois fondamentales de la stupidité humaine*, l'historien de l'économie Carlo Cipolla cite Dickens : « L'homme peut tout affronter, armé de stupidité et d'une bonne digestion. »

Plus sérieusement, on comprend mal ce sujet de l'enfermement dans des croyances rassurantes si on ne fait pas appel aux concepts de la psychologie cognitive. Quel que soit notre degré d'intelligence et de compétence, nous sommes victimes du biais de confirmation. Nous sommes habitués par une tendance quasi irrésistible à agréger à notre noyau de croyances les éléments qui le confortent et à rejeter ou ignorer ceux qui risqueraient de le déstabiliser.

La démocratie, qui reconnaît la liberté d'exercer son esprit critique, n'est-elle pas le meilleur rempart contre la bêtise ?

Flaubert écrit : « Tout le rêve de la démocratie est d'élever le prolétaire au niveau de bêtise du bourgeois. Le rêve est en partie accompli. » La démocratie génère sa propre idéologie, le démocratisme, qui en charrie les illusions. J'expose les bonnes raisons de penser que dans les démocraties actuelles la bêtise est fortement attisée. Mais j'adhère pleinement au cliché selon lequel la démocratie est le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres. Sa vertu cardinale est en effet de protéger l'exercice de l'esprit critique, ce qui en fait le système le moins bête. ■

S'OFFRIR DE GRANDS DESTINS

Gala

BEAUTÉ
SÉRUMS, CRÈMES CIBLÉES,
LES NOUVEAUTÉS QUI
CHANGENT TOUT

PAUL BELMONDO
PREMIÈRES
CONFIDENCES
SUR SA
SÉPARATION

PATRICIA KAAS
SON RETOUR
INATTENDU

CHARLES AZNAVOUR
TAHAR RAHIM
DANS LA PEAU
DU CHANTEUR

SES 90 ANS CHEZ ELLE,
À LA MADRAGUE
BRIGITTE BARDOT
"JE NE PEUX PAS
VIVRE SEULE"

KATE ET WILLIAM
LEUR RÈGNE A DÉBUTÉ !

PLUS D'IMAGES, PLUS D'HISTOIRES

Gala

3,40 € • TOUS LES JEUDIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE FIGARO

économie



ENTREPRISE
LES PATRONS DE PME INQUIETS
FACE AU MANQUE DE VISIBILITÉ
FISCALE **PAGE 24**

AUTOMOBILE
LES CONSTRUCTEURS CONVOIENT
LE MARCHÉ TRÈS RENTABLE
DES UTILITAIRES **PAGE 26**



Autrefois hégémonique, le géant américain des microprocesseurs ne cesse de perdre du terrain face à ses nouveaux rivaux, TSMC, Nvidia ou ASML. **PAGES 22 ET 23**

En Norvège, davantage de voitures électriques qu'à essence

Une première en Norvège et, sans doute, dans le monde : les voitures électriques sont désormais plus nombreuses que les modèles à essence sur les routes du pays, gros producteur d'hydrocarbures, en passe de réussir l'électrification de son parc automobile. Sur les 2,8 millions de véhicules individuels aujourd'hui immatriculés dans le royaume scandinave, 754 303 sont

tout électriques, soit 26 % du parc automobile, contre 753 905 qui carburent à l'essence, a annoncé mardi le Conseil d'information sur le trafic routier (OFV) norvégien. Les véhicules diesel restent toutefois les plus nombreux, avec près de 1 million d'exemplaires (environ 35 % du total), mais leur part de marché recule elle aussi rapidement. Le reste du parc est composé d'environ 300 000

hybrides. « C'est historique », a souligné Oyvind Solberg Thorsen, directeur de l'OFV. « La Norvège avance rapidement vers l'objectif de devenir le premier pays au monde dont le parc automobile sera dominé par des voitures électriques », a-t-il ajouté. La pétromonarchie nordique s'est fixé l'objectif de ne vendre que des voitures neuves « zéro émission » - en clair, électriques, car

l'hydrogène est très marginal - à compter de 2025, soit dix ans avant l'Union européenne. En août, tirées notamment par les Tesla Model Y, les voitures toutes électriques ont représenté 94,3 % des nouvelles immatriculations en Norvège, un niveau sans équivalent qui contraste avec les difficultés rencontrées ailleurs en Europe.

AVEC AFP

> FOCUS AMAZON MET FIN AU TÉLÉTRAVAIL

L'âge d'or du télétravail est-il révolu ? Chez le géant américain Amazon, il semble que oui. À partir du mois de janvier, les salariés devront retourner à plein temps au bureau cinq jours par semaine comme avant la pandémie de Covid-19. « En observant ces cinq dernières années, nous continuons de penser que les avantages d'être tous ensemble au bureau sont importants », a expliqué son PDG, Andy Jassy, dans un message interne envoyé lundi pour justifier ce serrage de vis.

À l'instar de nombreux géants du secteur technologique, Amazon avait accepté le travail à distance pour quelque 300 000 à 350 000 employés des services transverses pendant la pandémie et rencontré des difficultés à leur faire reprendre le chemin du bureau à temps plein. En février 2023, Amazon avait déjà exigé une présence trois jours par semaine. À partir de janvier prochain, le présentiel redeviendra la règle et le télétravail, l'exception.

Pour la direction d'Amazon, l'expérience du télétravail a montré ses limites : « Nous constatons qu'il est plus aisé pour nos employés (en présentiel) d'apprendre, de concevoir, de se former et de renforcer notre culture ; collaborer, échanger et inventer sont plus simples et plus efficaces ; enseigner et apprendre les uns des autres est plus facile ; et les équipes ont tendance à être mieux connectées les unes aux autres », explique Andy Jassy.

Le PDG d'Amazon veut aussi retrouver un état d'esprit plus « start-up » et s'attaquer aux trop nombreuses strates de l'organisation qui ralentissent la prise de décision. Il y aura ainsi moins de managers et « une boîte aux lettres de la bureaucratie » pour permettre aux salariés de remonter les procédures inutiles. **LE FIGARO**

le PLUS du FIGARO ÉCO

TECHNOLOGIE

Snapchat sonne la bataille des lunettes de réalité augmentée **PAGE 27**

DU MARDI 17 SEPTEMBRE 2024

CAC 40
7487,42 +0,51%

DOW JONES
41716,97 +0,23%

ONCE D'OR
2480,00 (2440,00)

PÉTROLE (Brent)
73,630 (72,970)

EUROSTOXX 50
4861,22 +0,70%

FOOTSIE
8309,86 +0,38%

NASDAQ
19526,96 +0,53%

NIKKEI
36203,22 -1,03%

' HISTOIRE

Des propriétaires d'Airbnb réclament 1 milliard d'euros à Barcelone

Les propriétaires d'Airbnb à Barcelone ont fixé un prix pour mettre fin à leur activité, exigée par la mairie d'ici à 2028 : 1 milliard d'euros. C'est la somme qu'ils réclament à l'administration concernée, en l'occurrence la région. La communauté autonome catalane a adopté un texte permettant à 47 municipalités particulièrement prisées par les touristes, dont Barcelone, de revoir le nombre de licences accordées aux meublés saisonniers ; y compris, comme l'a décidé la capitale de la région, pour le réduire à zéro. L'Association des appartements touristiques de Barcelone (Apartur) assure que les propriétaires de 1500 appartements - sur 10 100 autorisés dans la ville - et 25 entreprises de gestion ont, jusque-là,

présenté un recours administratif. La somme totale avoisine donc le milliard d'euros, soit environ 666 000 euros par appartement. De quoi compenser les investissements réalisés, mais aussi le manque à gagner que supposera mise de leurs biens sur le marché locatif traditionnel au lieu de faire payer les touristes au prix fort. Apartur incite les propriétaires qui ne l'ont pas encore fait

à se joindre au mouvement. Selon leurs calculs, le coût pourrait atteindre jusqu'à 3 milliards pour Barcelone, et 7 milliards dans l'ensemble de la région. En plus de la voie administrative, la Cour constitutionnelle, saisie par le Parti populaire (PP), devra statuer sur la conformité du texte adopté par la région, et la Commission européenne doit aussi examiner de possibles incompatibilités avec la législation communautaire. ■

M. DE T.



Les horlogers suisses appellent les pouvoirs publics à l'aide

Après trois années de forte croissance post-Covid, les fleurons de l'industrie horlogère suisse peinent à encaisser le contrecoup de la baisse des exportations, notamment vers la Chine. Lundi, deux syndicats patronaux du secteur ont ainsi appelé les autorités locales à « des mesures concrètes » pour aider le secteur à passer le cap d'une baisse de plus de 20 % des exportations vers l'empire du Milieu. Plus précisément, les deux organisations (la Convention patronale de l'industrie horlogère suisse et la Fédération de l'industrie horlogère suisse) appellent à un allègement administratif, notamment pour les entreprises les plus touchées, et demandent de favoriser « des conditions-cadres », via des accords de libre-échange.

S'estimant pénalisée par la force actuelle du franc suisse, elles appellent aussi la banque nationale helvète à prendre

des mesures pour agir sur le marché des changes. Soulignant l'accumulation de ces vents contraires, le secteur juge la situation « délicate », en particulier pour les fabricants de modèles d'entrée et de moyenne gamme - dont la clientèle est plus sensible aux questions de pouvoir d'achat - ainsi que pour les sous-traitants horlogers.

Dans un monde de l'horlogerie suisse pourtant connu pour son unité, le célèbre groupe Swatch (Swatch, Tissot, Longines, Omega...) a de son côté expliqué « que l'entrée et le milieu de gamme au sein du groupe se développaient très bien ». Pourtant, ces dernières semaines, Nick Hayek, le patron du groupe, avait lui aussi souligné des reports de commandes de certains fournisseurs. Tout en appelant à demi-mot à réduire la production dans le plus célèbre pays horloger.

O. D.

Chez Intel, la belle histoire du retour de l'enfant prodige peine pour le moment à s'écrire en lettres d'or. Trois ans après son retour chez le géant américain des processeurs qu'il avait quitté en 2009 après trente années de bons et loyaux services, Pat Gelsinger n'a toujours pas réussi à ramener le groupe de Santa Clara sur les sommets. Loin s'en faut. Depuis son intronisation comme PDG, le 15 février 2021, le cours de Bourse de la société s'est effondré de 70 % à Wall Street. Son chiffre d'affaires a reculé de 79 milliards à 52 milliards de dollars entre 2021 et 2023, son bénéfice net a fondu de 19,9 milliards à 1,8 milliard de dollars.

Aux États-Unis, le spectre d'une évasion de l'indice Dow Jones, le plus vieux indice boursier américain, n'est plus loin. Le symptôme d'un déclin qui a achevé de convaincre Gelsinger de changer de braquet. Le 1^{er} août, il annonçait la prochaine suppression de 15 000 emplois sur les 131 000 du groupe, un plan d'économie de 10 milliards d'euros et une transformation interne aux allures de révolution culturelle. « *Il s'agit de la transformation la plus importante d'Intel depuis plus de quarante ans* », a encore martelé lundi soir le PDG, dans un mémo envoyé aux employés du groupe.

Il n'en faudra pas moins. Aux yeux des experts et d'anciens cadres de l'entreprise, la chute sans fin d'Intel tient aussi bien à une série de loupés stratégiques qu'à une difficulté intrinsèque de l'entreprise à se remettre en question. « *Le succès engendre la complaisance. La complaisance engendre l'échec* », martelait Andy Grove, l'un des trois cofondateurs d'Intel et mentor de Gelsinger, dans l'un de ses célèbres livres de management.

À entendre Chris Miller, auteur du best-seller *La Guerre des semi-conducteurs. L'enjeu stratégique mondial* (L'Artilleur), le mal dont souffre Intel se niche précisément là. « *L'entreprise a connu un succès très important sur une période trop longue* », explique-t-il au Figaro. Sa position quasi monopolistique sur le marché des processeurs et des centres de données, lorsque ces marchés étaient florissants, l'ont grisé. « *Intel a manqué des changements dans l'industrie, que ce soit le virage du smartphone, puis de l'IA. Ses concurrents ont gagné du terrain. Désormais, Intel est leader d'un marché stagnant, le PC, et d'un marché en déclin, à savoir les processeurs CPU pour les data centers, supplantés par les accélérateurs d'IA* (de Nvidia notamment, NDLR.) »

« Quand la portabilité est arrivée, où la question de la batterie est devenue prépondérante, les produits Intel n'étaient juste pas adaptés »

Guillaume Girardin

Directeur technique de Yole Group

Intel paye d'abord sa relégation dans une course à l'innovation et la rigueur dans la fabrication des puces qui l'ont longtemps porté au firmament. « *Ils ont perdu le leadership technique dans l'industrie* », indique Antoine Chkaiban, analyste chez New Street Research. Dans la course à l'infiniment petit, théorisée par Gordon Moore, Intel est dépassé par le taïwanais TSMC et le coréen Samsung, en avance sur les nœuds de gravure, le mètre étalon de l'industrie. Pour beaucoup, le péché originel réside dans le choix fait il y a quelques années par Intel d'évincer la technologie de gravure par lithographie ultra-violet (EUV), développée par le néerlandais ASML. « *Ils ont choisi une autre voie, qui s'est avérée être une très mauvaise décision, car l'adoption d'EUV a permis à TSMC de développer des processeurs très compétitifs* », explique Antoine Chkaiban. Intel a, lui, accumulé les retards et fait exploser ses coûts. Le retard n'a toujours pas été comblé à ce jour, ce qui oblige Intel, comble de l'ironie, à déléguer la production de certaines de ses puces les plus avancées à TSMC.

Un mauvais choix technologique qui fait écho à d'autres. Intel traîne toujours comme un boulet son rendez-vous manqué en 2007 avec Steve Jobs et l'iPhone. Intel a sans doute cru à l'époque pouvoir appliquer son mantra du « Intel Inside » venu du PC où ses processeurs CPU bénéficiaient alors d'une part de marché gargantuesque. Steve Jobs a préféré se passer d'Intel. Et malgré des milliards de dollars investis, Intel n'a jamais réussi à faire son trou sur le smartphone et les tablettes. L'aventure a été définitivement soldée en 2019. « *Il y a eu un peu d'arrogance de leur part. Le groupe s'est privé d'un marché qui allait connaître une croissance folle* », résume Guillaume Girardin, directeur technique de Yole Group, firme spécialisée

Intel se transforme en profondeur pour espérer survivre

Lucas Mediavilla

Virage raté de l'IA, erreurs stratégiques, concurrence...

Le géant américain des puces vit la période la plus troublée de son histoire.

Pat Gelsinger, le PDG d'Intel, le 24 juin, à Taipei, lors du Forum Computex.

ANN WANG/REUTERS

dans le conseil et l'analyse des semi-conducteurs. À l'entendre, ce manqué est symptomatique d'une organisation très lourde, mais aussi de son incapacité à sentir les changements de paradigme. « *Intel a longtemps été la puissance brute, quels que soient le coût ou la consommation énergétique. Quand la portabilité est arrivée, où la question de la batterie est devenue prépondérante, leurs produits n'étaient juste pas adaptés* », ajoute ce spécialiste.

L'IA est un autre virage manqué. Avec ses « central processing unit », véritable système nerveux d'un serveur, le pionnier des semi-conducteurs a longtemps fait la pluie et le beau temps dans le secteur du centre de données. Mais l'essor de l'IA générative, dans le sillage de ChatGPT, demande des muscles. Les processeurs

graphiques (GPU) se sont révélés très pertinents pour l'entraînement et le fonctionnement des IA génératives. Or sur ce marché, Intel avait laissé la main à Nvidia.

Il serait sans doute injuste de dire qu'Intel n'a pas senti venir la menace. Dès 2019, il avait racheté le concepteur de processeurs IA Habana pour 2 milliards de dollars. Cette acquisition lui permet aujourd'hui de lancer ses accélérateurs d'IA Gaudi, qui rivalisent sur certains aspects avec la puissance brute des composants de Nvidia. Insuffisant toutefois pour bousculer le quasi-monopole de Jensen Huang et ses 80 % de part de marché. « *Nvidia développe son écosystème depuis une décennie. Avec une communauté de développeurs qui sont habitués à utiliser ses puces, des bibliothèques logicielles avec*

des solutions sur étagère », rappelle Antoine Chkaiban.

« *Intel va vendre pour 500 millions de dollars de processeurs Gaudi cette année contre 100 milliards de GPU pour Nvidia, selon nos estimations* », chiffre-t-il. À l'évidence, les marchés n'achètent pas encore les promesses d'Intel sur l'IA. Valorisé 2800 milliards de dollars à Wall Street, Nvidia vaut 31 fois plus que son rival.

Reste la dernière citadelle du PC, réputée imprenable. Encore aujourd'hui, la part de marché d'Intel sur les CPU dédiés au PC approche les 80 %. Mais là encore le ciel n'est pas loin de s'assombrir. En volume, ce marché stagne depuis la fin du Covid. Par ailleurs, une nouvelle menace se fait jour, venant d'une poignée d'acteurs travaillant sur une autre architecture de processeurs que le x86, qui a porté Intel au sommet. Sur l'architecture ARM, des acteurs comme Qualcomm, Mediatek et même Nvidia comptent bien venir jouer les trouble-fêtes. Il faut rappeler qu'Apple, dès 2020, avait franchi le Rubicon en délaissant Intel et x86 pour développer ses propres puces pour ses Mac avec des cœurs ARM.

« *L'enjeu est de savoir si les CPU avec architecture ARM peuvent s'implanter de façon plus forte dans l'écosystème PC. Les expériences passées n'ont pas si bien fonctionné. Mais à performance équivalente, il n'y a aujourd'hui pas une énorme distance* », indique Emmanuel Fromont, patron d'Acer Europe. Preuve en est : pour le lancement de Copilot + PC, sa suite de fonctionnalités dédiées à l'IA générative sous Windows, Microsoft s'est appuyé d'abord

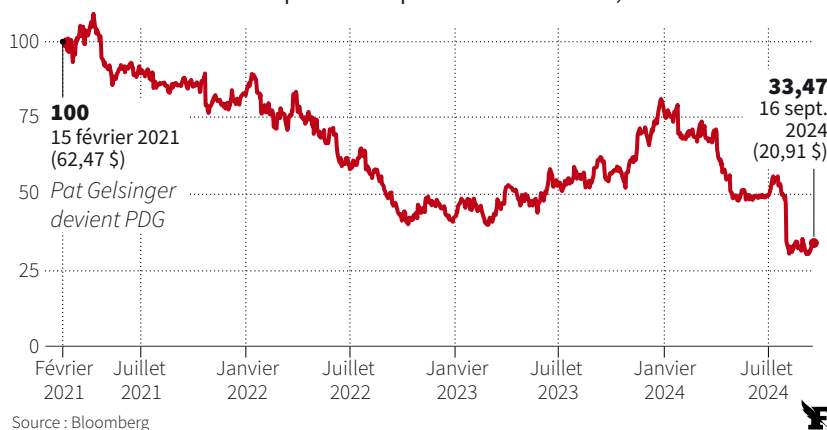
sur le concepteur de puces Qualcomm. Un choix qui n'est pas passé inaperçu dans une industrie biberonnée au « Wintel », à savoir la combinaison gagnante depuis les années 1990 du système d'exploitation Windows avec les processeurs Intel.

« *Personne ne vous dira dans cette industrie que nous ne sommes pas ravis d'avoir plus de choix entre les architectures et les entreprises qui conçoivent les processeurs* », martèle une source côté fabricant de PC. Intel n'a évidemment pas dit son dernier mot. Début septembre, à l'occasion du salon électronique allemand, l'IFA, Pat Gelsinger et ses équipes ont dégainé une nouvelle puce, Lunar Lake, dont les performances supplantent a priori celles de Qualcomm. Copilot + PC sera disponible sur Intel à compter de novembre. Enfin, les liens tissés par le groupe de Santa Clara avec l'ensemble des fabricants et l'écosystème de développeurs du PC seront très difficiles à défaire.

Au-delà de cette récente bataille du PC, Pat Gelsinger mobilise beaucoup de ressources pour se battre sur un front plus ambitieux encore : le développement d'Intel Foundry Services (IFS). Sur le modèle de TSMC, cette filiale veut produire des puces pour des sociétés tierces. Pat Gelsinger veut ramener Intel sur la deuxième place du podium derrière le taïwanais d'ici à 2030. Mais il faut pour cela récupérer le leadership technologique sur les nœuds de gravure. Le dirigeant a promis qu'Intel parviendrait à livrer cinq nœuds en l'espace de quatre années, avec l'espoir de reprendre le leadership à TSMC dès 2025 avec son proc-

Une chute pour le géant des microprocesseurs

Cours de Bourse d'Intel Corporation depuis le 15 février 2021, en base 100



Source : Bloomberg

L'Allemagne encaisse le choc du report de l'usine à 30 milliards

David Philippot
Berlin

Dans un paysage de lignes à haute tension et d'éoliennes, le travail des tractopelles et la rotation des camions benes se sont figés. L'immense chantier d'Eulenberg, dans une zone industrielle au sud de Magdebourg (Saxe-Anhalt), s'est arrêté net. Les plans pour la construction de deux usines de semi-conducteurs Intel le long d'allées arborées sont repoussés de deux ans, a annoncé lundi le groupe américain. Ou bien pour toujours ? Le ministre de l'Économie de ce Land de l'Est, Sven Schulze (CDU), mise toujours sur l'implantation : « *Intel continue de s'accrocher au projet, même si c'est avec un certain retard* ». Le report annoncé n'est guère une surprise. Début septembre, le gouvernement allemand essayait encore de

persuader le fabricant américain de mener à bien le projet. Les usines devaient commencer la production des microprocesseurs en 2027.

Lors du premier coup de pioche donné sur le chantier de raccordement à l'autoroute le 17 août dernier, aucun représentant du gouvernement fédéral n'avait fait le déplacement. Contrairement à l'inauguration en grande pompe du chantier de l'usine du leader mondial TSMC, trois jours plus tard à Dresde, en présence de la présidente de la Commission européenne, du chancelier allemand et du patron taïwanais de TSMC. Dans son discours, Olaf Scholz avait qualifié le semi-conducteur de « *pétrole du XXI^e siècle, vital pour la transition énergétique* ». Dithyrambe, il l'avait déjà été pour louer l'engagement d'Intel, « *le plus grand investissement direct de l'histoire allemande par une société étrangère, soit 30 milliards d'euros* », avec 3 000 emplois directs à la clé. Changement de

ton aujourd'hui. Le chancelier a réagi avec irritation en rappelant l'industriel à ses engagements : « *Une décision qui inclut l'intention de s'y tenir* ».

« Il incombe désormais à Intel de se remettre rapidement sur la voie de l'investissement »

Robert Habeck

Ministre allemand de l'Économie

L'annonce du CEO Pat Gelsinger est « *un revers cuisant pour l'Allemagne et le narratif de Scholz sur la relance industrielle* », selon l'analyse de la newsletter Politico. Dans un communiqué, le ministre de l'Économie Robert Habeck a pour sa part déclaré « *qu'il incombe désormais à Intel de se remettre rapidement sur la voie de l'investissement* ». Grand classique de ce gouvernement : une dispute a aus-

sitôt éclaté avec son homologue des Finances Christian Lindner sur la destination à accorder aux 10 milliards d'euros de subventions publiques qui avaient été mis sur la table pour attirer Intel. Le libéral plaidant pour la réduction du déficit, et l'écologiste en faveur de la poursuite des investissements climatiques.

L'affaire se déroule dans un contexte de campagne électorale : on vote dimanche dans le Land voisin du Brandebourg, et le parti social-démocrate tente de ravir la première place à l'Alternative für Deutschland (AfD), grande favorite des sondages. L'enjeu est particulièrement crucial pour Olaf Scholz, qui tente d'éloigner un scénario à la Biden, écarté de la course à sa succession pour cause d'impopularité.

Les critiques venues de la presse comme de l'opposition se sont montrées particulièrement acerbes. Le Spiegel a ironisé sur le « *Megaflop* » de la « *Megafabrik* ». Le quotidien Bild a

dé de gravure 18A (1,8 Nm) puis 14A (1,4 Nm) en 2027.

Cette rupture doit permettre de remplir un carnet qui tourne surtout avec les commandes d'Intel vers IFS. Parmi les bonnes nouvelles pour le géant, Amazon a confirmé lundi la conclusion d'un partenariat à plusieurs milliards de dollars pour fabriquer des puces IA dans les fonderies d'IFS. En février, Microsoft avait signé un deal à 15 milliards pour la production de puces IA. Charge à Intel de délivrer. « Avec sa course effrénée au 1,8 Nm puis 1,4 Nm, on a l'impression qu'Intel veut couper les virages, sans toujours maîtriser les technologies », estime une source dans le secteur. Début septembre, une fuite dans la presse américaine rapportait que le concepteur de puces Broadcom, qui avait essayé le procédé 18A, n'était pas satisfait du rendement des puces Intel.

« On a l'impression qu'Intel veut couper les virages, sans toujours maîtriser les technologies »

Une source dans le secteur

L'activité de fonderie ressemble à la dernière carte jouée par un groupe dont la pile de jetons fond comme neige au soleil. Malgré un chiffre d'affaires en baisse depuis 2021, Gelsinger a accéléré le rythme des dépenses de R&D. À 16 milliards de dollars en 2023, elles représentent désormais 30 % du chiffre d'affaires contre 17 % fin 2020. L'effondrement des bénéfices met les finances sous tension. Pour retrouver des marges de manœuvre, Intel a confirmé lundi soir son intention céder son activité de puces programmables Altera, achetée en 2015 à hauteur de 16 milliards de dollars.

Elle met aussi en pause des projets d'usines très gourmands en capitaux, en Allemagne ainsi qu'en Pologne. Au niveau opérationnel, Pat Gelsinger a engagé de vastes réorganisations avec l'espoir d'économiser jusqu'à 10 milliards de dollars d'ici à 2025. D'ici la fin de l'année, il veut céder jusqu'à deux tiers du parc immobilier de la société. Pour Intel Foundry Services, qui a consommé 50 milliards de dollars ces deux dernières années, Pat Gelsinger envisage désormais d'aller ouvrir le capital avec des investisseurs externes.

Washington observe tous ces développements avec une grande attention. Dans la grande bataille mondiale pour les semi-conducteurs, et notamment les composants de pointe, il est impensable pour le gouvernement américain de laisser son général cinq étoiles sur le bord de la route. Intel est l'acteur qui dispose du plus grand nombre d'usines de puces aux États-Unis. Le groupe américain est aussi le seul acteur national à pouvoir donner la réplique à TSMC ou Samsung. Une chute brutale de la maison Intel accentuerait la dépendance des États-Unis à Taïwan et sa pépite.

Le groupe se taille dès lors une grosse part des financements versés au titre du Chips Act américain. Le week-end dernier, l'Administration a confirmé une subvention de 3 milliards de dollars qui ira dans les poches du groupe américain et s'ajoute aux 8,5 milliards de dollars annoncés en début d'année. De quoi apporter un peu d'oxygène. « Il est possible qu'Intel puisse encore redresser son entreprise. Elle dispose encore d'immenses talents en interne. Mais cela lui prendra encore au moins quelques années », conclut Chris Miller. ■

d'euros d'Intel

rappelé les propos du ministre de l'Économie, qui avait qualifié le projet « d'investissement pour le futur (...) dans un pays hautement attractif pour les investisseurs ». Commentaire laconique du tabloïd : « La réalité semble bien différente aujourd'hui. » Un député de l'AfD a évoqué sur X le « chef-d'œuvre de Habeck ». Markus Blume, du parti bavarois et conservateur CSU, a tweeté : « Cette grave déconvenue montre que, même avec des milliards de subventions, la coalition au pouvoir ne peut pas construire autant d'industries qu'elle en détruit ailleurs, par la faute d'une politique économique erronée. »

Les défenseurs du gouvernement ont rétorqué que la décision d'Intel concernait aussi ses projets d'usines en Pologne et à Cleveland (Ohio), également repoussés de deux ans. Seuls à se réjouir : les riverains d'Eulenbergh, préoccupés par la consommation quotidienne de 18 millions de litres d'eau de la « Megafab ». ■

La Fed en quête du bon rythme de baisse des taux

Pierre-Yves Dugua Correspondant à Washington

Le recul de l'inflation permet à la Banque centrale américaine de desserrer enfin sa politique monétaire, trois mois après son homologue européenne.

Le ralentissement de l'inflation aux États-Unis, tant souhaité par la Réserve fédérale, place désormais la banque centrale américaine face à un dilemme. Il ne fait plus aucun doute que ce mercredi soir, à l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire, la Fed baissera son taux directeur pour la première fois depuis le printemps 2020, et ce après une hausse historique entamée en 2022 pour lutter contre la flambée des prix. Baissera-t-elle son taux directeur de 0,25 %, un premier pas classique, ou osera-t-elle le réduire de 0,50 % ? Ce taux est maintenu entre 5,25 % et 5,50 % depuis l'été 2023.

Les marchés, encouragés par nombre d'experts comme William Dudley, ancien patron de la Fed de New York, poussent Jerome Powell et ses collègues à faire preuve d'audace. Ils sont inquiets des signes de ralentissement de l'embauche aux États-Unis depuis l'hiver dernier. En outre, ils observent une contraction de l'activité manufacturière depuis le début de l'été, notent l'épuisement de l'épargne et s'alarment de la détérioration de la situation financière des Américains les moins riches. De leur point de vue, le taux des Fed Funds asphyxie lentement mais sûrement la conjoncture. Justifié lorsque l'inflation était de plus de 5 %, il est devenu excessif au point de mettre en péril l'« atterrissage en douceur » désiré par la Fed.

L'inflation sur les douze derniers mois est tombée à 2,5 %, proche de l'objectif de 2 %. Qu'ils optent pour 25 ou 50 points, Jerome Powell et ses collègues, pris par surprise en 2022, lorsque l'inflation s'est emballée au plus haut depuis plus de quarante ans, seront en tout cas mercredi soir parmi les derniers banquiers centraux des vieux pays industriels à amorcer un assouplissement de leur politique. Leurs homologues de la zone euro, mais aussi du Royaume-Uni, du Canada, de Suisse et de Suède, ont déjà engagé le mouvement. Il est vrai qu'in fine la différence entre 0,25 % et 0,50 % est infime au regard de la taille de l'économie américaine et sans conséquence mesurable sur la demande avant au moins six mois. Bien plus importants seront effectivement les signaux donnés mercredi soir par la Fed

sur ses intentions d'ici l'hiver : plusieurs petites baisses successives de 0,25 % affecteraient davantage la conjoncture qu'une forte baisse de 0,50 % suivie de plusieurs mois d'attente. Oser frapper fort tout de suite pourrait être interprété comme une crainte élevée d'une récession de la part de la Fed, laquelle effraierait à leur tour les marchés.

Les commentaires de Jerome Powell, lors de sa conférence de presse, seront bien sûr décortiqués. Le patron de la Fed, qui a déjà, lors de son discours, fin août, au symposium des banquiers centraux, à Jackson Hole, proclamé que l'heure de la baisse des taux avait sonné, pourra s'il le souhaite rassurer les investisseurs sur le choix

5,5 % Niveau

du taux directeur de la Fed depuis l'été 2023



EVELYN HOCKSTEIN / REUTERS/REUTERS

Depuis le Brexit, les échanges commerciaux entre l'Europe et le Royaume-Uni sont « étouffés »

Armelle Bohineust

Les nouvelles lourdeurs administratives ont fait fondre l'export et l'import de près d'un tiers, affectant notamment le secteur agricole.

Personne, évidemment, ne s'attendait à une hausse des échanges commerciaux entre l'Union européenne et le Royaume-Uni à la suite du Brexit. Mais, huit ans après le vote et trois ans après la mise en œuvre d'un accord commercial entre les ex-partenaires, la chute est énorme. Les échanges sont « étouffés » et le Brexit a un impact « profond et continu », estiment les chercheurs de l'école de management de l'Aston University à Birmingham.

Entre 2021, date de l'entrée en vigueur de l'accord sur les échanges commerciaux, et 2023, les exportations britanniques vers l'UE ont diminué d'un quart (27 %) et les importations sont en recul d'un tiers (32 %). L'étude fait ressortir aussi « une réduction de 33 % de la variété des biens exportés », avec 1645 types de produits britanniques en moins vendus dans les pays de l'UE, qui reste néanmoins le premier partenaire commercial du Royaume-Uni.

Les agriculteurs, les fabricants de vêtements et les producteurs de bois et de papier comptent parmi les secteurs les plus touchés, avec parfois une baisse de plus de 50 %, voire de près de 75 %, pour les fruits et les noix comestibles, de

la valeur des exportations vers l'UE. Les échanges avec les pays les plus petits et les plus éloignés de la Grande-Bretagne sont les plus affectés. Un petit nombre de secteurs a fait preuve de résilience,

« Il y a un découplage du Royaume-Uni des principaux marchés de biens finaux de l'UE, accompagné d'un déplacement des chaînes d'approvisionnement »

Oleksandr Shepotylo Coauteur d'une étude de l'école de management de l'Aston University à Birmingham

notamment ceux qui exportent vers les grandes économies de l'UE comme l'Allemagne et la France. Parmi ceux-ci, le tabac ou l'aéronautique. Du côté des importations, la plupart des secteurs ont vu leur valeur et leur diversité diminuer, notamment les produits agroalimentaires, l'optique, le textile et la fabrication de matériaux.

Beaucoup de petits producteurs britanniques ont renoncé à exporter de

l'ampleur du mouvement. La banque centrale américaine, depuis plusieurs années, insiste sur le fait que ses décisions de politique monétaire ne sont pas décidées à l'avance, mais dépendent de la lecture de multiples données conjoncturelles. « Le taux de chômage a grimpé de 0,8 % depuis son point le plus bas en janvier 2023. Au cours des trois derniers mois, l'emploi a progressé à son rythme le plus faible depuis 2020. L'inflation des salaires s'est atténuée à moins de 4 % tandis que l'inflation des prix à la consommation tourne autour de 2,5 % », résume William Dudley.

Numéro d'équilibriste

La Fed, de par la loi, doit obéir à un double mandat : œuvrer pour la stabilité des prix dans le cadre du niveau maximum d'emploi. Or elle constate que le ratio du nombre de postes non pourvus rapporté au nombre de chômeurs est tombé de 2 à 1,1 entre le début de l'année 2022 à aujourd'hui. Soit un niveau inférieur à celui l'avant-pandémie. La fameuse surchauffe inflationniste due à la pénurie de main-d'œuvre est enfin surmontée.

De plus, la moyenne des créations de postes des trois derniers mois n'est plus que de 96 000, ce qui là encore est inférieur à la moyenne pré-pandémique. La récente révision officielle à la baisse par le département du Travail de son estimation de l'embauche d'avril 2023 à mars 2024 donne un argument de plus aux partisans de l'audace.

Sur la période, les créations de postes sont en fait inférieures de 818 000 à la première estimation de la Fed. Mardi, une majorité de traders (59 %), selon les positions prises sur le marché à terme du Chicago Mercantile Exchange (CME) pariait sur une hausse, modeste, de 0,25 %.

Dans son éternel numéro d'équilibriste, Jerome Powell ne veut pas entrer dans l'histoire comme l'homme qui se serait trompé deux fois. Une première fois en 2021, pour avoir proclamé que l'inflation serait modeste et transitoire. Et une seconde en 2024, pour avoir desserré trop tôt le frein des taux alors que les hausses de prix dans les services, et tout particulièrement dans le secteur du logement, dépassent toujours le rythme de 5 %. ■

« améliorer les relations commerciales et d'investissement avec l'UE et supprimer les barrières commerciales inutiles. Tout en reconnaissant qu'il n'y aura pas de retour au marché unique ou à la liberté de circulation », rapporte la BBC.

En attendant, Londres a annoncé vendredi qu'il retardait de six mois la mise en place de contrôles physiques sur certains fruits et légumes importés de l'Union européenne. L'ampleur de la tâche consistant à ériger des frontières douanières est telle que Londres tarde à ériger les nouvelles règles. Une phase du nouveau modèle de frontière britannique, exigeant une certification supplémentaire, est entrée en vigueur le 31 janvier. Une autre, introduisant des contrôles physiques pour des produits tels que la viande réfrigérée ou congelée, le poisson, les œufs, les produits laitiers et certaines fleurs et graines, a débuté le 30 avril.

Pour la seule industrie des fruits et légumes, les nouveaux contrôles ajouteront des coûts annuels de 200 millions de livres (237 millions d'euros), ce qui devrait entraîner des prix plus élevés pour les consommateurs, avertit l'organisation professionnelle Fresh Produce Consortium. ■

Les petits patrons inquiets pour l'avenir

Louise Darbon

Lassés par des crises à répétition, les chefs de petites et moyennes entreprises tirent la sonnette d'alarme.

L'été s'achève et il n'aura pas été synonyme d'in-souciance pour les entreprises françaises. Certes rassurés par la nomination de Michel Barnier à Matignon, les patrons n'en attendent pas moins avec impatience le nom des ministres qui décideront en partie de leur sort. Et attendent d'eux spécifiquement qu'ils «ne s'affranchissent pas du principe de réalité», comme les y invitait François Asselin, le président de la Confédération des PME, ce mardi 17 septembre devant l'Association des journalistes spécialistes des PME. L'urgence est de rétablir la confiance dans l'esprit des patrons qui n'aiment ni l'instabilité ni l'incertitude qu'ils subissent, bien malgré eux, depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin dernier.

«La confiance est la main invisible indispensable pour investir et embaucher. Quand on n'a pas cela, on se met en mode pause. C'est de la psychologie qui fonctionne en économie aussi», rappelle le représentant patronal - qui s'apprête d'ailleurs à passer la main après dix ans de mandat. Selon la dernière grande consultation des entrepreneurs menée par CCI France au mois d'août, 56 % des patrons de PME déclarent que les difficultés à constituer un nouveau gouvernement les incitent à se montrer plus prudents dans leurs décisions, du gel des embauches à celui des investissements. «Tout le monde est dans l'attente, et il est urgent d'y mettre un terme», presse quant à lui Michel Picon, président de l'Union des entreprises de proximité (U2P), syndicat des artisans commerçants.

Mais plus que du pessimisme, les entreprises font surtout part d'une grande lassitude, d'un «ras-le-bol», nourris par un effet d'accumulation de crises, des «gilets jaunes» au Covid, en passant par l'inflation et la hausse des prix de l'énergie. Tous se seraient donc bien passés d'une nouvelle crise, politique cette fois-ci. Du haut de son expérience de chef d'entreprise, mais surtout de président de CCI France, Alain Di Crescenzo confie ainsi avoir «rarement vu une situation économique aussi tendue» dans les entreprises.

Des très petites aux moyennes entreprises, le Covid a joué un rôle négatif d'accélérateur de l'endettement, notamment du fait des prêts garantis par l'État (PGE) qu'elles doivent aujourd'hui rembourser. À cela s'ajoute une baisse significative des marges des TPE et PME à cause d'une inflation galopante que les petites structures ne pouvaient répercuter sur les prix de leurs produits. «Le seul moyen de se reconstituer une marge pour une PME, c'est d'augmenter ses volumes. Mais sans croissance, c'est impossible», se désole Alain Di Crescenzo. François Asselin confirme que l'on constate ces derniers temps «une baisse des carnets de commandes». Or «la mère des batailles, c'est l'activité, fait valoir le représentant



Les entreprises savent qu'elles sont une cible privilégiée pour faire des économies, alors que le déficit public ne cesse de filer.

patronal. Et l'activité, c'est la politique de l'offre qui la porte».

Le maintien de cette politique d'incitation des entreprises à améliorer leur offre et à conquérir de nouveaux marchés, mise en œuvre par Emmanuel Macron depuis 2017, sera au cœur des demandes des organisations patronales, invitées à rencontrer Jérôme Fournel, le directeur de cabinet de Michel Barnier, ce mercredi 18 septembre. Le message sera clair : «On ne souhaite pas de rupture brutale», avance Michel Picon, le président de l'U2P.

« On ne peut pas déstabiliser le tissu économique avec des aventures fiscales qui tueraient l'envie d'entreprendre »

François Asselin
Président de la Confédération des PME

Alors que l'Inspection générale des finances a transmis aux députés de la commission des finances un document suggérant de revoir certaines aides aux entreprises (qui auraient coûté 99 milliards d'euros en 2022), les entreprises savent qu'elles sont une cible privilégiée pour faire des économies, alors que le dé-

ficit public ne cesse de filer. Regrettant l'absence de réflexion réelle autour du sujet, François Asselin prône une réforme profonde de l'action publique plutôt que des suppressions d'aides ou des hausses de fiscalité, estimant qu'«on ne peut pas déstabiliser le tissu économique avec des aventures fiscales qui tueraient l'envie d'entreprendre».

Car «les PME n'ont pas de marge de manœuvre», renchérit Alain Di Crescenzo. Une réalité qui joue aussi sur la capacité des entreprises à répondre à la crise sociale que la France traverse. «Nous avons conscience du message envoyé par les Français à travers le vote RN, sur les questions de sécurité et de pouvoir d'achat», avance Michel Picon. Pour autant, il l'assure, les TPE «ne peuvent aller plus loin que là où elles en sont en termes de rémunération des collaborateurs» sans changement du système de protection sociale - aujourd'hui financé par le travail.

Conscient qu'il n'y a pas de «réponse simple à des problèmes aussi complexes», François Asselin assure que le patronat «n'est pas gourmand». «Nous sommes les plus ponctionnés au monde. Nous l'acceptons. Nous demandons juste de la stabilité, sur la fiscalité et sur le coût du travail», assure le représentant patronal qui met tout de même en garde : «Attention, les marges des entreprises sont très fragiles.» ■

Les délais de paiement atteignent un record depuis le Covid

Louise Darbon

La France reprend ses mauvaises habitudes. Après plusieurs années d'effort, les comportements de paiement se dégradent à nouveau, avec des retards de paiement frôlant une moyenne de 13 jours, comme le révèle le dernier baromètre publié par le cabinet Altarès. Soit le plus mauvais chiffre enregistré dans le pays depuis le Covid - avec presque un jour de plus que l'année précédente.

En cause, une conjoncture économique maussade qui pèse sur les sociétés dont la trésorerie, plombée par l'inflation, se tend. Dans un tel contexte, «certaines entreprises - qui n'ont pas accès au financement bancaire notamment parce qu'elles ont contracté des dettes durant le Covid ou un PGE -, allongent les délais de paiement de leurs fournisseurs pour faire face à leur besoin en trésorerie», explique Denis Le Bossé, président du cabinet ARC. «En ne payant pas ses fournisseurs, l'entreprise s'offre une forme de crédit gratuit», avance-t-il. Une stratégie adoptée par 77 % des sondés du dernier baromètre mené par ARC en partenariat avec l'Ifop. L'allongement des délais est d'ailleurs particulièrement visible dans les secteurs à la peine. La crise de l'immobilier fait ainsi bondir les retards chez les promoteurs immobiliers (27 jours) et les agences immobilières (21 jours).

Si les 12,9 jours de retard moyen enregistrés en 2024 ne se situent pas très loin du référentiel habituel dans l'économie française établi à 12 jours, «quasiment un jour de plus sur un an peut devenir insupportable pour les entreprises qui le subissent, quand les trésoreries s'épuisent», prévient Thierry Millon, directeur des études d'Altare. Et pour cause, le rapport de l'Observatoire des délais de paiement publié par la Banque de France souligne qu'«à partir des données d'analyse des bilans 2022, les transferts de trésorerie au profit des microentreprises et autres PME pourraient s'élever à 15 milliards d'euros en l'absence de retards de paiement». Ce qui revient à un coût d'environ 1,2 milliard par jour de retard. La Banque de France précisant par ailleurs que «la contribution des grandes entreprises à ce transfert serait de 13 milliards d'euros».

Car les grandes entreprises font figure de cancre en matière de retards de

paiement, avec un délai moyen en 2024 établi à 17,8 jours par le cabinet Altare. À l'inverse, les PME de 50 à 199 salariés réussissent à maintenir leurs délais en dessous de la moyenne, à 12,7 jours. Meilleures encore, les structures qui comptent de 4 à 49 salariés parviennent à rester sous la barre des 12 jours. Un seuil en dessous duquel les très petites entreprises de moins de quatre salariés se maintenaient encore début 2023.

Mais la nouveauté de cette année réside dans la dégradation des comportements de paiement de ce type de structures qui voient leurs retards s'allonger à 14 jours. «Cet allongement de deux jours en deux ans traduit la faible santé de ce type d'entreprises que l'on retrouve dans des secteurs comme le commerce de détail, les métiers de bouche ou encore les artisans du bâtiment», détaille Thierry Millon.

« Une entreprise qui se voit privée d'un mois de trésorerie par une autre entreprise mauvaise payeuse peut même en avoir du mal à payer ses salaires »

Thierry Millon
Directeur des études d'Altare

Si une majorité d'entreprises paie aujourd'hui ses fournisseurs à l'heure - une première en France -, les grands retards augmentent. Ainsi, 9 % des entreprises enregistrent des retards supérieurs à 30 jours. Une proportion qui ne cesse de grossir puisqu'elle était de 7,2 % en 2022 et de 8,3 % fin 2023 selon l'Observatoire des délais de paiement. Or, «quand on dépasse un tel seuil, cela s'accompagne de ruptures du côté du fournisseur ou du sous-traitant, ce qui peut l'amener jusqu'à la défaillance. Une entreprise qui se voit privée d'un mois de trésorerie par une autre entreprise mauvaise payeuse peut même en avoir du mal à payer ses salaires», met en garde Thierry Millon. Le directeur des études d'Altare rappelle que les retards de règlement des clients augmenteraient la probabilité de défaillance du fournisseur de 25 %. Cette probabilité bondit à 40 % en cas de retard de plus de 30 jours. Une mauvaise nouvelle donc, alors que les défaillances d'entreprises en France ne cessent d'augmenter. ■

L'incertitude politique pèse sur l'activité économique

Anne de Guigné

L'effet des Jeux olympiques sur l'activité restera malheureusement un feu de paille. La Banque de France prévoit ainsi un second semestre en petite forme pour l'économie française, alors que l'incertitude politique joue sur la confiance des ménages comme sur celle des entreprises. Chez les premiers, ce flottement s'illustre par la faiblesse de la consommation, malgré des hausses de pouvoir d'achat. Après des années de vaches maigres, les salaires par tête augmentent en effet désormais en France plus rapidement que les prix (+2,7 % au deuxième trimestre 2024 en glissement annuel, dans les branches marchandes, contre +2,5 % pour les prix).

Chez les entrepreneurs, c'est l'investissement, malgré la détente monétaire, qui accuse le coup depuis quelques trimestres. Un décrochage inquiétant alors que ces dernières années, cet indicateur était devenu, devant la consommation, le premier moteur de la croissance françai-

se. Dans cet environnement, les économistes de la Banque de France tablent sur une modeste croissance de 1,1 % cette année. «En 2025, la hausse du PIB se maintiendrait à un rythme similaire en moyenne annuelle, mais la consommation des ménages prendrait le relais, les gains de pouvoir d'achat étant davantage soutenus par les salaires réels et étant alors progressivement moins épargnés», écrivent-ils. L'année 2026 resterait aussi poussive avec une croissance du PIB limitée à 1,5 %.

« Faire baisser le taux d'épargne »

À court terme, les décisions à venir du gouvernement Barnier pourront influencer sur cet état d'esprit. Les entrepreneurs attendent ainsi une confirmation du maintien de la politique de l'offre. «Si une politique budgétaire crédible est annoncée, cela peut aussi participer à créer un regain de confiance», avance Olivier Garnier, l'économiste en chef de l'institution, et faire baisser le taux d'épargne». Ce dernier reste en effet étonnement élevé dans l'Hexagone, au-dessus de 17 %, contre

une moyenne autour de 15 % avant la pandémie. La chute rapide de l'inflation, attendue à 1,5 % en 2025, devrait aussi jouer en ce sens.

La Banque de France est partie de l'hypothèse d'un «ajustement structurel primaire» du déficit public de 0,6 % du PIB en 2025 et en 2026. Ce qui reviendrait à adopter chaque année un train de 20 milliards d'euros d'économies. À se fier aux premiers documents budgétaires dévoilés autour de la loi de finances 2025, la marche semble bien haute. La publication du texte officiel issu de Bercy, début octobre, fixera enfin les esprits quant à l'ambition du nouveau gouvernement. Les hypothèses macroéconomiques sont notamment attendues avec grand intérêt, tant l'environnement semble incertain, notamment sur le volet géopolitique.

La question de l'emploi pourrait encore compliquer l'équation de Michel Barnier et de ses futurs ministres. La Banque de France table ainsi sur un léger rebond du chômage à 7,6 %, en 2025. La reprise de l'activité en 2026 favoriserait ensuite, dans un deuxième temps, sa régression. ■

Elsa Bembaron

Le week-end du 6 septembre, des crues ont endommagé les centrales des vallées d'Aspe et d'Aure. La Force d'action rapide du nucléaire est sur place.

Aux grands maux les grands remèdes. Face aux énormes dégâts subis par quatre de ses quatorze centrales hydrauliques situées dans les Pyrénées, qui ont dû être arrêtées, la Force d'action rapide du nucléaire (Farn) est venue prêter main-forte aux équipes locales, dès le week-end dernier.

Obstruction du lit des rivières, coulées de boue, éboulements de pierres... Rien n'a été épargné aux installations touchées par les fortes précipitations survenues le week-end du 6 septembre. Dans le détail, trois centrales ont été endommagées dans les Pyrénées-Atlantiques, celles des Forges d'Abel, du Baralet et de Borce, et une dans les Hautes-Pyrénées, aux Écharts. Des débris de toutes sortes - bois, boue, cailloux, pierres - sont venus obstruer les prises d'eau qui permettent d'acheminer l'eau vers l'usine de production d'électricité. Il faut désormais les nettoyer, les « désengraver », selon l'expression consacrée à ce type d'opération, empruntée au monde de la marine. « Il n'y a pas d'impact sur la sûreté des installations », rassure EDF.

Les locaux et l'intérieur des usines doivent aussi être nettoyés. Des tonnes de débris sont en train d'être retirées. Des expertises plus approfondies pour évaluer les dégâts sur les matériels et les travaux à mener vont également être réalisées en parallèle.

La situation est d'autant plus complexe que les accès aux installations ont été fortement endommagés. Les matériels sont parfois acheminés à dos d'homme, rendant d'autant plus appréciable le renfort de la Farn. « Les équipes de la Farn sont formées à la réalisation de dégagement de voies encombrées par des obstacles importants et à l'intervention en situation de catastrophe. Elles sont, depuis vendredi, à l'œuvre pour dégager l'accès aux sites de production hydroélectrique, nettoyer les locaux industriels et permettre la reprise de l'exploitation et la fourniture d'électricité aux habitants sinistrés », explique Cédric Lewandowski, vice-président



La centrale EDF de Baralet (Pyrénées-Atlantiques) a été touchée par la crue du gave d'Aspe, le 6 septembre. EDF FARN

Une task force nucléaire pour les sites hydroélectriques pyrénéens

nucléaire et thermique d'EDF, sur LinkedIn. Vingt équipiers de cette force sont arrivés depuis les centrales nucléaires du Bugey, de Civaux et de Dampierre avec quatre véhicules d'ac-

« Cette opération, au-delà du soutien apporté à nos collègues d'EDF Hydro, permet aux équipiers de la Farn de renforcer leur expérience d'intervention sur terrain difficile »

Cédric Lewandowski Vice-président nucléaire et thermique d'EDF

cess tout terrain, un camion-grue, des pompes et des tuyaux.

« Cette opération, au-delà du soutien apporté à nos collègues d'EDF Hydro, permet aux équipiers de la Farn de renforcer leur expérience d'intervention sur terrain difficile. Ils étaient intervenus sur des missions de même nature après les événements climatiques qui avaient fortement touché la vallée de la Roya en octobre 2020 », ajoute Cédric Lewandowski, qui rassure aussitôt : « Cet appui ne modifie en rien les capacités et la disponibilité de la Farn si elle était appelée à intervenir sur une centrale nucléaire. »

« Il est encore trop tôt pour tirer les conséquences des dégâts enregistrés », explique au Figaro une porte-parole

d'EDF. L'heure est au déblaiement et aux expertises. Le montant des réparations et celui de la perte de production d'électricité ne sont pas encore connus. L'année 2024 avait, jusqu'à présent, été plutôt favorable, grâce aux niveaux relativement élevés des précipitations : au cours des six premiers mois de l'année, les barrages hydrauliques ont fourni à la France 13 % d'électricité de plus par rapport à la moyenne enregistrée entre 2000 et 2020.

La gestion des barrages hydrauliques par EDF dépasse le cadre de la production électrique. Car ces installations ont aussi pour mission d'équilibrer les apports d'eau pour satisfaire tous les usages : vie aquatique, irrigation, eau potable, sports d'eau... Ces dernières

années, il s'agissait plutôt de gérer les périodes de stress hydrique. Mais EDF gère aussi les épisodes exceptionnels. « Dès le début des intempéries, une trentaine de salariés d'EDF Hydro s'est mobilisée pour assurer le passage des crues et la mise en sécurité des installations, conformément aux procédures, précise le groupe. Nos équipes ont parfaitement géré les crues sans aggraver à quelque moment le phénomène naturel. »

Le risque de voir ce type de phénomènes se multiplier avec le réchauffement climatique est réel : inondations violentes et sécheresses risquent d'aller de pair. Avec des périodes sans pluie suivies de précipitations très violentes ayant des effets dévastateurs dans les vallées. ■

La start-up Expliseat ouvre sa première usine en France

Emmanuel Egloff

Le fabricant de sièges d'avion ultralégers dispose d'un carnet de commandes de 40 millions d'euros.

Certains panneaux indicatifs de l'usine sont encore en français et en allemand, révélant la nationalité de l'ancien propriétaire, un groupe allemand spécialisé dans la distribution de panneaux roulants. Aujourd'hui, cependant, c'est bien le français Expliseat qui s'installe dans cette usine quasiment neuve, puisque construite en 2016-2017, située à Angers. L'inauguration a eu lieu le 13 septembre dernier sous le soleil d'Anjou, en présence de nombreux élus locaux. « Avec cette usine, Expliseat passe de jeune entreprise innovante à PME industrielle », s'enthousiasme Amaury Barberot, président d'Expliseat.

L'entreprise, créée en 2011, conçoit des sièges d'avion, les plus légers du monde. Pour y parvenir, elle utilise des matériaux composites et du titane plutôt que l'aluminium et le plastique traditionnels. De quoi permettre d'alléger le poids du siège d'environ 30 %. À l'échelle d'un avion, cela représente un gain de 700 à 1500 kg. « Cela permet de réduire les émissions de CO₂ de 3 % à 7 % par passager », précise le patron d'Expliseat. Ce n'est pas le « net zéro », évidemment, mais la réduction est significative.

La société réalise le design des pièces en composite et en titane, mais elle a également développé le système de fixation. Contrairement à l'aluminium, il n'est pas question d'utiliser des vis ou des rivets pour le composite, qui supporte très mal d'être percé. Expliseat a donc mis au point un système de colle. Pour les accessoires, comme la tablette ou les accessoires, la société utilise de l'aluminium ou des chutes de composite, ce qui permet de renforcer la solidité globale du siège.

Dans un marché des sièges d'avion dominé par les géants que sont le français Safran, l'américain Collins Aerospace ou l'allemand Recaro, Expliseat revendique déjà 10 000 sièges installés dans des appareils en circulation. Ils sont tous sortis d'une PME de Montauban, qui les fabriquait pour le compte d'Expliseat. « Compte tenu du stade de notre développement, nous devons avoir notre propre outil industriel », explique Amaury Barberot. D'autant que certains clients, ou clients potentiels, l'exigeaient. C'est notamment le cas de Boeing, qui ne pouvait pas faire entrer Expliseat parmi ses fournisseurs sans que l'entreprise dispose de sa propre usine.

C'est donc aujourd'hui chose faite. La société française a racheté le site industriel d'une entreprise allemande qui n'avait pas survécu à la période du Covid. « Cette nouvelle usine comprend deux lignes de production. Une, déjà opérationnelle, pour les petites séries et qui peut produire 6 000 sièges par an. La seconde, qui va commencer sa production, affiche une capacité bien plus importante, de 26 000 unités par an », précise Amaury Barberot. Expliseat a automatisé au maximum le processus

« Cette nouvelle usine comprend deux lignes de production. Une, déjà opérationnelle, pour les petites séries et qui peut produire 6 000 sièges par an. La seconde affiche une capacité bien plus importante, de 26 000 unités par an »

Amaury Barberot Président d'Expliseat

de fabrication, investissant, notamment, dans une immense machine de huit mètres de haut permettant de sélectionner automatiquement les pièces qui seront mises à disposition des opérateurs pour assembler un siège.

La société évalue l'investissement pour créer cette usine entre 5 et 10 millions d'euros. Ce qui n'est pas un problème puisqu'elle a levé 17 millions d'euros en avril 2023, notamment auprès de Bpifrance, de fonds d'investissement locaux et de family offices. En plus des 100 personnes travaillant au siège parisien d'Expliseat, l'entreprise emploie déjà 45 salariés à Angers. Et la montée en cadence permettra de passer à 120 personnes dans l'usine d'ici 2026. « Nous avons aujourd'hui 10 000 sièges déjà en vol, explique encore Amaury Barberot. Cette année, nous allons produire 10 000 sièges supplémentaires. Et nous disposons d'un carnet de commandes de 40 millions d'euros. »

Expliseat va notamment équiper tous les Embraer régionaux de Hop!, une filiale d'Air France. Ce type d'avions représente aujourd'hui le premier marché de la jeune entreprise. « Nous sommes aujourd'hui leader mondial sur le segment

des avions régionaux, précise Amaury Barberot. Et nous venons d'entrer sur celui des moyen-courriers monocouloirs. Nous visons le top cinq mondial sur ce segment dans les trois à quatre ans. » Pour l'instant, Expliseat n'équipe pas en première monte les Airbus et Boeing. Mais il compte bien rapidement y parvenir. « Nos sièges sont un peu plus chers que ceux de nos concurrents, en raison du coût des matériaux que nous utilisons, reconnaît le patron. Mais, étant plus légers, ils permettent une économie de carburant immédiate pour les compagnies aériennes. Et le retour sur investissement est très rapide : entre un an et un an et demi. »

Pour la prochaine étape, Expliseat lorgne du côté du rail. Fin septembre, il dévoilera un tout nouveau siège de train à Berlin, à l'occasion du salon InnoTrans. Et il dispose déjà d'un contrat de R&D avec la SNCF. Cette dernière souhaite en effet renouveler les sièges de ses Ouigo. Expliseat est très intéressé. En cas de succès, la jeune entreprise changerait réellement de dimension, car un contrat ferroviaire compte en moyenne 25 000 sièges. La capacité actuelle de la nouvelle usine n'y suffirait pas. ■

La manne des véhicules professionnels, bouée de sauvetage des constructeurs auto

Valérie Collet Hanovre

Les marques rivalisent d'imagination pour grignoter une part du marché très rentable des utilitaires.

Si les grands constructeurs automobiles peinent à conserver leurs profits avec les ventes de voitures en petite forme en Europe, ils cherchent à tout prix à conserver leurs belles marges réalisées grâce aux fourgons et aux vans destinés aux professionnels. Stellantis, leader en Europe sur ce marché, se hisse à près de 15 % de marge opérationnelle à l'échelle mondiale. À Hanovre, où se tient l'IAA Transportation, un salon mondial consacré aux véhicules professionnels, les marques rivalisent d'imagination pour innover dans l'univers moins glamour mais ultra-compétitif des utilitaires. Renault, Volkswagen, Stellantis, Kia... Tous présentent leurs futures camionnettes, camions, cargos... Ils sont généralement à batterie ou à hydrogène, même si le diesel n'a pas dit son dernier mot.

Renault, ou plus exactement Flexis, la nouvelle entreprise dédiée à la logistique urbaine créée au printemps dernier avec Volvo et CMA CGM, vient de lever le voile sur l'Estafette, le premier concept d'une gamme modulable et électrique dont la commercialisation est prévue en 2026. Derrière ce nom rétro, une petite camionnette électrique aux formes douces de moins de cinq mètres de long et moins de trois mètres de large, connectée et dotée d'une architecture SDV (Software Defined Vehicle). Sa conception place les fonctions logicielles au premier plan pour offrir à l'utilisateur connectivité, personnalisation de services, mise à jour à distance... Ce véhicule aux allures de jouet a été conçu pour faciliter la vie des livreurs avec un accès facilité au coffre et des portes coulissantes. D'après Renault et Volvo, le marché des fourgons électrifiés en Europe devrait progresser de 40 % d'ici à 2030.

Non loin de Renault, le coréen Kia, connu pour ses voitures, se lance dans le grand bain des véhicules professionnels 100 % électriques. « Nous sommes là pour changer le marché des véhicules commer-



L'Estafette électrique de Flexis, l'entreprise dédiée à la logistique urbaine créée par Renault, Volvo et CMA CGM. VALÉRIE COLLET/LE FIGARO

ciaux », ose sans modestie Marc Hedrich, le président de Kia en Europe. Le constructeur coréen a investi 3 milliards d'euros dans une nouvelle usine en Corée entièrement consacrée à ces « vans » de plusieurs tailles. Elle aura une capacité de production de 150 000 unités par an en 2025, puis de 300 000 en 2030. « La différence avec les véhicules utilitaires des autres constructeurs est que les nôtres ont été conçus dès le départ comme des électriques », précise le dirigeant français. Deux modèles aux lignes futuristes pour transporter des passagers ou des marchandises ont été présentés à Hanovre.

Mises à jour logicielles à distance, temps de recharge limité... « Nos futurs clients, artisans, ascensoristes, dépanneurs, etc., nous disent qu'il faut désormais être capable, avec un véhicule électrique, de proposer un coût total de possession (TCO), l'indicateur pertinent pour calculer l'amortissement de l'achat, (NDLR) non pas égal, mais inférieur à celui d'un diesel, explique Pierre-Martin Bos, qui dirige la nouvelle branche des PBV (véhicules à usage spécial) chez Kia. Le seul prix d'un utilitaire élec-

trique varie d'une fois et demie à deux fois celui d'un diesel. » Sans donner d'indication sur leurs prix, Kia promet une garantie de sept ans pour des kilométrages de 150 000 km par an. Le constructeur coréen se tourne vers un marché prometteur, même si d'autres géants occupent déjà le terrain. Hors pick-up, il représente environ 3,5 millions de véhicules par an dans le monde, dont 1,9 million en Europe.

En optant pour une gamme 100 % électriques, Kia n'a pas choisi la facilité. « Avec la réglementation européenne sur

« Nos futurs clients nous disent qu'il faut désormais être capable, avec un véhicule électrique, de proposer un coût total de possession (TCO), non pas égal, mais inférieur à celui d'un diesel »

Pierre-Martin Bos
Directeur PBV chez Kia.

les émissions de CO₂, la responsabilité ESG et les interdictions de circuler dans un nombre croissant de villes, il aurait été incongru de lancer des véhicules qui ne soient pas électriques », résume Marc Hedrich. Le constructeur coréen espère que cette activité générera autant de bénéfices que ses ventes de voitures. Au premier semestre, le groupe a atteint une marge opérationnelle de 12,8 % de son chiffre d'affaires. Pas question de passer sous les 10 % avec les véhicules utilitaires électriques. Le marché des moins de 3,5 tonnes ouvre même l'appétit des constructeurs de poids lourds. Ainsi, l'italien Iveco se lance dans les utilitaires urbains et électriques grâce à un partenariat avec Hyundai, le cousin de Kia.

De son côté, Stellantis convoque toutes ses marques européennes - Opel, Fiat, Citroën et Peugeot - à Hanovre. Sur le Vieux Continent, le groupe se maintient à la première place sur le segment des véhicules professionnels légers grâce à ses différentes marques. Les modèles sont assemblés sur les mêmes plateformes industrielles et habillés

différemment pour réduire les coûts de production. Sur le stand de Stellantis, Opel a même joué aux poupées russes en logeant une version cargo du petit Rocks - la version Opel de l'Ami de Citroën - dans le coffre du fourgon Movano, dont une version hydrogène était présentée. Carlos Tavares, le patron de Stellantis, a d'ailleurs assigné à ses équipes l'objectif de devenir le numéro un mondial des véhicules utilitaires et de battre Ford d'ici à 2027. Il rappelle que cette activité dégage une marge supérieure à celle du groupe.

Sur ses terres, Volkswagen était bien le seul constructeur à vanter parmi ses diverses motorisations les versions diesel de ses Transporter (marchandises) et Caravelle (passagers). Un positionnement assumé. À Hanovre, Carsten Intra, qui dirige les véhicules commerciaux de la marque VW, s'est félicité d'une hausse des livraisons des utilitaires de 11,5 % au premier semestre par rapport à l'an dernier. « Mais la seconde moitié de l'année sera difficile », a-t-il toutefois reconnu. Même les niches les plus rentables du géant allemand souffrent. ■

LES DÉCIDEURS

FRANCK MATHIEU Point S

Précédemment directeur général commercial et communication de Continental, Franck Mathieu intègre Point S comme directeur d'enseigne.

RÉMI BOYER Clariane

Récemment reconduite à la direction générale de Clariane, Sophie Boissard remodèle son comité de direction. Elle a entre autres annoncé la création d'un poste de DG adjoint chargé de l'excellence opérationnelle et du pilotage de la performance du groupe, qu'elle confie à Rémi Boyer, qui conserve les commandes de la filiale allemande. Jusqu'alors DRH du groupe, il a été lauréat du prix Le DRH de l'année (nos éditions du 14 juin). Nadège Plou le remplacera et cède la DRH France à Camille Blanchet. Sébastien Legrand devient directeur de la performance et la transformation et Grégory Lovichi arrive comme directeur financier.

YANN BEIGNON Aon

Précédemment directeur commercial du département réassurance non-vie du courtier Aon France, Yann Beignon accède à la direction générale adjointe de la division. Arnaud Chevalier est, quant à lui, désigné DG adjoint vie.



Chez Leroy Merlin, Agathe Monpays s'entoure d'une équipe restreinte

En mai 2023, Agathe Monpays a défrayé la chronique. Sa nomination à la tête de Leroy Merlin en France, à seulement 28 ans, a affolé la toile, alimentant les rumeurs les plus improbables. D'aucuns lui prêtaient même un lien de parenté avec les Mulliez, détentrice du groupe Adeo et par conséquent du distributeur. Depuis, ce pur produit de l'association familiale Mulliez (AFM), qui fédère quelque 130 entreprises, dont Leroy Merlin, a privilégié la discrétion, comme le veut l'usage dans la société. Au terme d'une année d'exercice, elle révèle son comité de direction, composé d'uniquement quatre membres. La jeune patronne resserre ainsi l'organe de décision qui réunissait auparavant neuf cadres.

À ses côtés, Agathe Monpays a choisi son équipe en interne, fidèle à la tradition de l'empire nordiste. Nommé directeur général délégué stratégies, relation et omnicommerce en 2021, Dimitri Lecocq a élargi son périmètre en mai en récupérant les manettes de l'enjeu client et de l'habitat positif. Celui qui a commencé son parcours auprès du géant du bricolage en 2006 conserve l'essentiel de ses prérogatives.

Venceslas Boutan, précédemment directeur financier de la filiale tricolore, est promu DG

délégué à son tour, aux commandes de l'enjeu industrialisation et performance durable. Il avait rejoint Leroy Merlin sur le tard, en 2019, après avoir officié à Carrefour et Brico Dépôt. Outre ses anciennes fonctions, il supervise, depuis le printemps, le juridique, le digital, le secrétariat et l'immobilier. Enfin, fraîchement arrivé de son Espagne natale, Eloy Del Moral complète cette garde rapprochée réduite. Engagé en tant que chef de produit menuiserie de Leroy Merlin dans le pays en 2007, il a gravi les échelons jusqu'à endosser la DRH dix ans plus tard. Le 1^{er} septembre, il s'est installé dans le fauteuil de DG délégué pour l'Hexagone, en charge des ressources humaines et de l'animation du réseau.

Agathe Monpays a donc sélectionné trois piliers transverses. Parmi les absents de la nouvelle organisation, figurent notamment Louis des Escotais, qui gère la performance, ou Adiba Sadik, qui œuvrait au développement et qui a rallié en juin la maison mère Adeo. L'ex-directrice du point de vente de Tourcoing s'appuiera également sur les responsables des 144 magasins. Elle rappelle dans un communiqué que Leroy Merlin reste un « retailer ancré localement ».

MAUD KENIGSWALD
mkenigswald@lefigaro.fr

nominations@lefigaro.fr

LAURENT MARGUERETTAZ La Compagnie du lit



Après avoir racheté La Compagnie du lit en octobre 2022, le groupe Fina-dorm désigne à la direction générale de l'enseigne de literie Laurent Marguerettaz. Celui-ci a longtemps évolué dans le groupe Fournier. Il a assumé, entre 2015 et 2023, la direction générale du cuisiniste SoCoo'c. Sa mission consistera désormais notamment à « construire et déployer les nouvelles orientations stratégiques dans un contexte de marché complexe ».

FABIEN VERSAVAU La Redoute

Directeur exécutif pour l'Europe et président-directeur général pour la France de Rakuten depuis 2019, Fabien Versavau rejoint La Redoute comme DG. Par le passé, il a planché auprès de Ford, Renault, SNCF ou du groupe Figaro. Il remplace Philippe Berlan, qui a quitté ses fonctions en juillet après deux années en poste.

CAMILLE CHARDON Louise Misha

La marque de prêt-à-porter parisienne Louise Misha confie la direction de la marque à Camille Chardon. Elle officiait comme directrice des relations presse de la griffe de maroquinerie Polène, dans laquelle Bernard Arnault a récemment acquis une participation minoritaire. **M.K.**

Snapchat lance la bataille des lunettes de réalité augmentée

Chloé Woitier

Le groupe américain parie que ces appareils seront le futur d'internet et se place en concurrence directe avec Meta.

Elles ont un design rétrofuturiste bien peu discret, des branches très épaisses, et pèsent un peu lourd sur le nez et les oreilles. Mais une fois chaussées, ces lunettes superposent au réel tout un tas d'éléments virtuels et interactifs en 3D, laissant entrevoir un avenir où nos smartphones ne sortiraient plus de nos poches... Le groupe Snap, éditeur du réseau social Snapchat, a dévoilé mardi soir sa nouvelle génération de lunettes de réalité augmentée, les Spectacles 5, que *Le Figaro* a pu essayer en avant-première. Oubliez les lunettes connectées qui se contentent de capturer photos ou vidéos (comme les Ray-Ban Meta) ou les casques de réalité mixte qui enferment l'utilisateur dans le monde virtuel (comme Apple Vision Pro). «*Nous avons besoin d'appareils plus naturels, plus intuitifs et pour ainsi dire plus humains, pour nous décrocher des écrans qui nous séparent. Et c'est pourquoi Snapchat travaille depuis près de dix ans sur des lunettes, qui sont un accessoire du quotidien porté par des milliards de gens. Avec Spectacles, vous ne regardez pas un flux vidéo. Vous regardez le monde réel,*

souligne Sophia Dominguez, directrice de la division réalité augmentée (AR) chez Snapchat. *Nous pensons qu'il s'agit de la plateforme informatique du futur, et, comme on dit, le meilleur moyen de bâtir le futur est de le forger soi-même. C'est un pari sur le long terme.* »

Un bond technologique stupéfiant

Le groupe, dirigé par Evan Spiegel, avait sorti en 2021 un prototype de lunettes AR (Spectacles 4) qui ont été distribuées à un tout petit nombre de développeurs. En trois ans, le bond technologique est stupéfiant. Le champ de vision des éléments AR est bien plus grand (46°), cet affichage fonctionne en plein soleil, l'appareil est capable de comprendre l'environnement autour de lui (meubles, murs, fenêtres, etc.), la batterie a triplé son autonomie (45 minutes)... «*Tout est conçu en interne, chez Snap*», précise Sophia Dominguez. L'utilisateur attrape et bouge des objets virtuels avec ses mains et, avec un ami dans la même pièce, peut jouer à deux aux Lego ou dessiner des formes qu'eux seuls verront. Les lunettes intègrent de l'IA générative, en partenariat avec



Les 10 000 premiers exemplaires de lunettes Spectacles 5 seront réservés aux développeurs.

SNAPCHAT

OpenAI, pour poser des questions à l'oral à l'assistant My AI ou demander de générer des images en 3D.

Les Spectacles 5 seront d'abord réservées aux développeurs. Ils devront déboursier 99 dollars par mois, avec un engagement d'un an, pour recevoir ces lunettes et bénéficier d'une assistance technique afin de créer ces filtres interactifs de réalité augmentée. «*Nous savons que ces professionnels vont d'abord travailler pour des marques ou des partenaires qui voudront leur expérience Spectacles*», indique Sophia Dominguez. Mais qu'en est-il du grand public? «*Nous débutions le lancement des Spectacles 5 auprès des développeurs pour expérimenter et apprendre. Ils vont mettre ce produit entre les mains de leurs pairs et de leurs clients, et c'est pour Snap une grande transition. Mais les choses ne sont pas figées...*», sourit la directrice, qui ajoute : «*Quand la demande du grand public sera là, nous serons prêts.* » En attendant, les Spectacles 5 auraient été produites à 10 000 exemplaires, selon The Verge.

Les lunettes AR comme successeurs du smartphone? Snap n'est pas le seul à y penser. Le groupe Meta travaille sur un prototype similaire, baptisé Orion,

depuis des années. Mark Zuckerberg l'a déjà mentionné à plusieurs reprises lors de ses conférences. Selon le média The Verge, une version finalisée d'Orion sera officiellement présentée au public dans une semaine, le 25 septembre, lors de l'événement Meta Connect. Là encore, cet appareil devrait être réservé à une poignée de professionnels. Et les comparaisons techniques entre les Spectacles 5 et Orion seront inévitables.

Des revenus en berne

Si Snap parie de longue date sur la réalité augmentée - le groupe préfère même se présenter comme une «AR company» plutôt qu'un simple éditeur de réseau social -, il prend désormais le risque de se frotter frontalement à Meta, qui dispose d'une puissance financière bien supérieure. Ce groupe engloutit chaque année des milliards de dollars dans sa division Reality Labs, chargée à la fois des casques de réalité virtuelle Meta Quest, des lunettes connectées Ray-Ban Meta et du futur de la réalité augmentée. Mark Zuckerberg appelait cela «le métavers» il y a encore trois ans...

Cette situation fait grimacer les analystes. «*Snap se concentre trop sur l'AR.*

Le groupe dépense chaque année des centaines de millions de dollars sur ce sujet, ce qui serait justifiable si leur cœur de métier affichait une bien plus forte croissance», écrit le cabinet LightShed Partners dans une note. Le groupe d'Evan Spiegel est en effet englué depuis des années dans une situation paradoxale. Son application Snapchat est extrêmement populaire (850 millions d'utilisateurs mensuels) chez les moins de 40 ans, et le temps passé sur le service, entre envoi de messages et visionnage de vidéos courtes (Spotlight), a bondi de 25 % en un an.

Mais les revenus de Snap ne sont pas à l'avenant : 4,6 milliards de dollars en 2023, pour une perte nette de 1,3 milliard. Evan Spiegel a rappelé début septembre que son groupe «se dirige vers un chiffre d'affaires annuel record» pour 2024. «*Mais notre action est à la traîne comparée au reste du marché. La raison est simple : nos activités publicitaires croissent moins vite que celles de nos concurrents*», comme TikTok ou Instagram. Alors qu'elle valait 75 dollars en 2021, l'action Snap ne s'échange plus qu'à 9,75 dollars aujourd'hui. Le groupe avait licencié 10 % de ses effectifs, soit 500 salariés, en début d'année. ■

Malgré un bon terreau, les start-up peinent à grossir en Europe

Lucas Mediavilla

Manque de notoriété, réglementations disparates... Trop d'obstacles les empêchent de profiter du marché de l'Union.

Quelle place pour les start-up dans la nouvelle feuille de route de Bruxelles? Alors que la nouvelle commissaire européenne à la tech, la Finlandaise Henna Virkkunen, a été nommée mardi par la présidente Ursula von der Leyen, les jeunes pousses du continent attendent des gestes de la part de l'exécutif. Le constat dressé sur l'écosystème par Mario Draghi dans son vaste rapport publié le 9 septembre est clair : «*L'Europe crée aujourd'hui un nombre important de start-up en phase*

de démarrage, comparable à celui des États-Unis. Toutefois, les entreprises européennes ne parviennent souvent pas à passer avec succès le stade de la croissance», décrit l'ex-patron de la BCE.

Le terreau, pourtant, est fertile. Un panorama, réalisé par 32 associations représentant les intérêts des start-up dans 20 pays du continent et publié mercredi, dénombre 251 start-up créées après 2000 dont le chiffre d'affaires dépasse les 10 millions d'euros et qui réalisent au moins 1 million de chiffre d'affaires à l'étranger. Pas moins de 70 %

d'entre elles vendent en dehors des frontières de l'Europe. Ces entreprises déclarent aussi à 94 % vouloir recruter, dont la moitié entre 11 et 50 salariés, et 18 % entre 51 et 100 salariés.

Une myriade de belles pépites donc, régulièrement connues à l'intérieur de leurs pays respectifs. Mais malheureusement, rarement au-delà. «*Ce sont des acteurs avec une taille critique intéressante, mais qui souffrent d'un déficit de notoriété à l'échelle du continent*», estime Maya Noël, directrice générale de France Digitale, qui coordonne l'étude

pour l'Hexagone. «*Un acteur comme OVH, qui est leader européen sur le secteur du cloud et constitue une alternative viable aux géants américains et asiatiques, est peu ou pas connu aux Pays-Bas, ou en Espagne*», illustre la dirigeante.

Difficile de donner la réplique aux entreprises américaines qui s'appuient pour grossir sur un marché de 330 millions de consommateurs parlant la même langue et avec des règles administratives presque identiques. «*Aux États-Unis, monter une boîte, c'est l'équivalent d'un 100 mètres. En Europe, c'est un 110 mètres avec 27 haies à franchir*», illustre Paul Bazin, investisseur pour le fonds français Daphni. Complexité administrative, différences culturelles d'un marché à l'autre et écosystème de financement en rien semblable à l'autre côté de l'Atlantique.

l'ex-premier ministre italien en même temps ou presque que le renouvellement de la Commission pourrait donner des idées au nouvel exécutif. Selon lui, une des mesures prioritaires serait la création d'un «statut européen pour les start-up qui leur permettrait de bénéficier d'une autorisation de marché unique sur l'ensemble du continent». De quoi «éviter de passer 6 mois à obtenir des autorisations» pour vendre dans chaque pays. Dans le pire des cas, les start-up peuvent attendre jusqu'à trois ans.

Mario Draghi, qui estime que 800 milliards d'euros devraient être investis par an par l'UE pour retrouver sa compétitivité, vise entre autres le secteur technologique. Pour France Digitale, le budget du European Innovation Council (EIC), structure hybride qui permet notamment de soutenir financièrement les innovations de rupture, devrait être triplé, sur le modèle de la Darpa américaine. «*Nous avons aussi besoin de marchés des capitaux communs*», estime pour sa part Paul Bazin de Daphni. Ce qui permettrait notamment de mobiliser l'épargne des ménages européens pour financer la croissance.

Reste que le dossier, remis au goût du jour par le rapport Letta et poussé par des pays comme la France et l'Allemagne, est enlisé depuis plusieurs années. De façon moins ambitieuse, la création d'un marché coté pour les entreprises européennes de la tech, qui fuient souvent vers Londres ou les États-Unis pour trouver des capitaux, pourrait faire sens à ses yeux. «*Si l'on veut construire des géants, nous avons besoin de décloisonner les marchés nationaux et d'augmenter leur taille de marché*», revendique cet investisseur. Pour Maya Noël, si le milieu de marché européen est intéressant, la création de champions internationaux de nature à rivaliser avec les géants américains et asiatiques passera par une consolidation des start-up et la multiplication des opérations de fusion. ■

LA SÉANCE DU MARDI 17 SEPTEMBRE													
LE CAC	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	31/12	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	31/12	
ACCOR	38,72	+0,96	38,97	38,46	0,149	+11,91	LVMH	607,7	+0,68	611,9	603,5	0,104	-17,16
AIR LIQUIDE	170,14	+0,37	170,96	169,92	0,098	-3,4	MICHELIN	36,43	+0,55	36,58	36,25	0,221	+12,23
AIRBUS	129,72	+0,23	131,06	128,84	0,125	-7,2	ORANGE	10,84	-0,6	10,975	10,805	0,204	+5,2
ARCELOMITTAL SA	20,95	+2,15	21,07	20,55	0,265	-18,4	PERNOD RICARD	126,6	+0,24	128,2	126,3	0,127	-20,75
AXA	36,15	-0,11	36,4	36,09	0,176	+22,58	PUBLICIS GROUPE SA	97,42	+0,74	98,2	97	0,11	+15,98
BNP PARIBAS ACT.A	64,45	+1,83	64,54	63,69	0,191	+2,97	RENAULT	39,43	+1,7	39,69	38,48	0,338	+6,84
BOUYGUES	32,35	+0,97	32,44	32,11	0,182	-5,19	SAFRAN	202,5	-0,39	205,5	201,3	0,161	+26,99
CAPGEMINI	192,25	+1,1	196,25	190,8	0,213	+1,85	SAINT GOBAIN	80,78	+2,7	80,94	79,2	0,241	+21,18
CARREFOUR	15,415	+0,46	15,435	15,28	0,245	-6,94	SANOFI	102,9	-0,41	104,2	102,82	0,102	+14,64
CREDIT AGRICOLE	14,365	+0,74	14,475	14,325	0,107	+11,77	SCHNEIDER ELECTRIC	230,35	+1,41	230,9	227,65	0,088	+26,72
DANONE	64,7	-0,92	65,6	64,4	0,246	+10,26	SOCIETE GENERALE	22,615	+1,53	22,82	22,395	0,379	-5,87
DASSAULT SYSTEMES	35,38	-0,34	35,75	35,33	0,079	-20,02	STELLANTIS NV	13,638	+0,47	13,774	13,52	0,066	-35,5
EDENRED	36,42	+2,39	36,48	35,6	0,191	-32,73	STMICROELECTRONICS	25,57	+2,73	25,77	24,955	0,258	+43,49
ENGIE	16,025	+0,34	16,14	16,015	0,175	+0,67	TELEPERFORMANCE	100,8	+1	101,75	99,8	0,172	-23,67
ESILORLUXOTTICA	205,5	-1,25	209,4	205,3	0,137	+13,16	THALES	142	-3,83	148,8	139,1	0,203	+6,01
EUROFINS SCIENT.	52,82	+0,8	53,32	52,64	0,131	-10,44	TOTALENERGIES	61,4	+0,29	61,74	61,26	0,136	-0,32
HERMES INTL	1926	+1,58	1934,5	1907	0,054	+0,38	UNIBAIL-RODAMCO-WE	77,62	+0,15	78,48	77,58	0,283	+15,99
KERING	229,65	+1,82	232,45	225,85	0,21	-42,44	VEOLIA ENVIRON.	30,24	+0,4	30,56	30,16	0,194	+5,88
L'OREAL	368,35	+0,67	371,2	366,05	0,101	-18,26	VINCI	110,6	+0,91	110,65	109,6	0,139	-2,73
LEGRAND	103,55	+1,02	103,9	102,95	0,19	+10,04	VIVENDI SE	10,125	+0,25	10,31	10,085	0,161	+4,64

LES DEVISES	MONNAIE	1 EURO=	L'OR	VEILLE	31/12
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6472	AUD		
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5134	CAD		
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8428	GBP		
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,6796	HKD		
JAPON	YEN	156,71	JPY		
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9405	CHF		
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1139	USD		
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,374	TND		
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD		
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,9137	TRY		
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	53,85	EGP		
CHINE	YUAN	7,9046	CNY		
INDE	ROUPIE	93,305	INR		
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	147,11	DZD		
			Lingot 1KG	74 487,1€	+23,9 %
			Lingot 100g	7 460,71€	+23,86 %
			Lingot 50g	3 736,86€	+23,81 %
			Lingot ONCE (31,10g)	2 328,91€	+23,76 %
			Lingot 10g	755,07€	+23,5 %
			Lingot 2,5g	196,94€	+22,45 %
			20FR NAPOLÉON	464,74€	+23,92 %
			20FR SUISSE	459,55€	+23,92 %
			SOUVERAIN	580,1€	+23,92 %
			KRUGGERAND	2 478,71€	+23,92 %
			50 PESOS	2 960,67€	+23,92 %
			10 DOLLARS	1210,23€	+23,92 %
			20 DOLLARS	2 420,45€	+23,92 %

Pierre Louette : « Les Jeux olympiques ont été un accélérateur pour “Le Parisien” »

Claudia Cohen
et Chloé Woitier

PDG du groupe Les Échos-Le Parisien, Pierre Louette revient sur l'été record du quotidien, ainsi que sur la nouvelle direction impulsée aux « Échos » par son directeur Christophe Jakubyszyn.



CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

Un quotidien qui a profité à plein des Jeux olympiques, et un autre engagé dans un profond projet de transformation impulsé par sa nouvelle direction : la rentrée du groupe Les Échos-Le Parisien, qui comprend aussi des médias financiers (*Investir*, *Boursier.com...*), artistiques et culturels (*Radio Classique*, *Historia...*), est à la fois chargée et galvanisante. « Grâce aux Jeux et à notre gestion, nous sommes en avance sur notre plan de route pour l'exercice 2024 », sourit son PDG, Pierre Louette, également satisfait de voir derrière lui « une période difficile et peu plaisante » pour *Les Échos*.

Après plus d'un an d'interim, puis de direction tournante de la rédaction, le média économique a en effet accueilli à sa tête Christophe Jakubyszyn. L'ex-directeur de la rédaction de BFM Business, arrivé au

printemps, finalise un big bang inspiré des méthodes du *Wall Street Journal*. Le travail des journalistes sera désormais tourné vers le web, qui représente plus de 50 % du chiffre d'affaires des *Échos* contre 25 % en 2018. Signal fort, le nouveau directeur a nommé comme adjointe Clémence Lemaître, qui était jusqu'alors rédactrice en chef du site. L'une de leurs priorités est d'agrandir le portefeuille d'abonnés numériques (81 000, contre 21 000 pour le papier), « en travaillant par exemple les abonnements pour les entreprises, dans les

« Le Parisien n'est absolument pas à vendre. L'actionnaire voit à quel point ce média est aussi important qu'unique dans le dispositif démocratique du pays, avec sa capacité à être populaire, laïque, anti-extrêmes, respectueux des institutions (...) », confie Pierre Louette, PDG du groupe Les Échos-Le Parisien.

secteurs de la banque, finances et assurances, notamment », explique Pierre Louette. Quant au journal papier, qui sera dirigé par David Barroux, « Christophe Jakubyszyn lui donne une place particulière. Il en fait un objet très premium, et donc attendu par les annonceurs, à l'image du *Wall Street Journal* et du *Financial Times*. »

Le *Parisien*, quant à lui, a franchi le cap des 100 000 abonnés numériques « alors qu'il a entamé sa transition numérique après notre acquisition en 2015, soit avec dix ans de retard sur les autres quotidiens », souligne Pierre Louette. « Les JO ont été un moment de forte d'accélération », avec des records de fréquentation du site (112 millions de visites en juillet), un bond de 20 % des prises d'abonnements numériques, et 305 millions de vidéos vues sur tous les canaux (site du *Parisien*, YouTube, réseaux sociaux). « L'âge moyen des personnes qui regardent nos vidéos est de 30 ans, contre 50 ans pour les visiteurs du site et 60 ans pour les lecteurs du journal. Tout est dit : c'est sur la vidéo que se prépare l'avenir », clame le PDG, alors que *Le Parisien* continue de recruter sur ce pôle (25 salariés actuellement) qui multiplie les reportages de proximité et les décryptages sur les transports ou l'alimentation. De quoi inspirer les autres médias du groupe...

« Nous devons désormais nous assurer que nos contenus ne peuvent techniquement plus être aspirés par OpenAI. En parallèle, nous cherchons les moyens juridiques d'obtenir réparation pour la période où nous sommes sûrs qu'ils ont volé nos contenus »

Pierre Louette PDG du groupe Les Échos-Le Parisien

Paris 2024 a bénéficié aux revenus publicitaires du *Parisien*, en hausse de 21 % par rapport à l'année passée. Autre bonne nouvelle, « nous avons renforcé notre rôle de leader de la presse du dimanche en vendant trois à quatre fois plus que *La Tribune Dimanche*, et deux fois plus que le *JDD* », poursuit Pierre Louette. Mais cela permet-il au *Parisien* d'enfin atteindre la rentabilité ? « Nous sommes en pleine période d'investissement, et nous avons un actionnaire (le groupe LVMH) qui sait financer les transitions longues », élude-t-il.

Des rumeurs bruissant dans le milieu des médias prêtent pourtant à Vincent Bolloré des intentions de rachat du quotidien auprès de Bernard Arnault. « Le *Parisien* n'est absolument pas à vendre, défend aujourd'hui Pierre Louette. L'actionnaire voit à quel point ce média est aussi important qu'unique dans le dispositif démocratique du pays, avec sa capacité à être populaire, laïque, anti-extrêmes, respectueux des institutions et soucieux d'apporter aux Français des façons de

vivre mieux... Tous les médias du groupe contribuent à leur façon à la démocratie libérale, et il y a une place pour un grand média populaire de qualité. »

Le 1^{er} octobre, LVMH accueillera dans son giron le newsmagazine *Paris Match*, cédé il y a quelques mois pour 120 millions d'euros par le groupe Lagardère et son nouvel actionnaire de contrôle, la famille Bolloré. « *Paris Match* sera géré à part du groupe Les Échos-Le Parisien, précise Pierre Louette. Le magazine bénéficiera d'une entité juridique différente et d'une véritable autonomie, tout en bénéficiant du soutien de notre régie et de la diffusion. »

Parmi les nombreux défis du secteur, la presse française s'est heurtée la semaine dernière à une fin de non-recevoir de la part du géant américain de l'intelligence artificielle OpenAI, qui refuse de la rémunérer pour l'utilisation de ses articles. « Je suis allé en mars à New York pour rencontrer OpenAI au nom de la Wan-Ifra, l'organisation mondiale de la presse d'information, raconte le dirigeant. Cette décision est un schéma hélas déjà vu : les géants de la tech ont toujours du mal à engager des négociations avec les éditeurs. » En France, seul *Le Monde* a, pour l'heure, choisi de faire cavalier seul en nouant un partenariat avec le père de ChatGPT. « Nous devons désormais nous assurer que nos contenus ne peuvent techniquement plus être aspirés par OpenAI. En parallèle, nous cherchons les moyens juridiques d'obtenir réparation pour la période où nous sommes sûrs qu'ils ont volé nos contenus », poursuit Pierre Louette.

Interrogé sur son avenir à la tête du groupe, Pierre Louette répond : « J'ai trop de travail et de projets d'avenir pour me livrer à des spéculations inutiles. » Ce grand professionnel souhaiterait toutefois retrouver dans les prochains jours sa casquette de président de l'Alliance de la presse d'information générale (Apig) qu'il avait portée de 2020 à 2022. « Je serai heureux de succéder à Philippe Carli, si le conseil d'administration validait bien sûr cet avis », indique-t-il. ■

EN BREF

TF1+ va intégrer les contenus d'Arte et de la chaîne américaine A&E

Après les offres audiovisuelles de L'Équipe, Le Figaro et Deezer, TF1+ poursuit sa stratégie d'intégration en accueillant sur sa plateforme les contenus d'Arte ainsi que ceux de la chaîne américaine A&E (« Le Convoi de l'extrême », « Ghost Hunters », « Duck Dynasty »). À partir du mois d'octobre, les utilisateurs de la plateforme de TF1 auront accès à plus de 25 000 heures de contenus au total. Ces deux nouveaux partenariats doivent permettre à TF1+ de « conforter son positionnement de leader du streaming premium gratuit », indique le groupe.

« The Observer », plus vieux journal dominical au monde, mis en vente

Le Guardian Media Group (GTM) est en pourparlers exclusifs pour vendre *The Observer*, le plus ancien journal du dimanche au monde, qu'il détenait depuis plus de trente ans. L'acheteur, Tortoise Media, est un site internet d'actualités fondé en 2019 par un ancien rédacteur en chef du *Times* et de la BBC, avec un ancien ambassadeur des États-Unis au Royaume-Uni. Le montant de cette potentielle vente n'a pas été précisé, mais Tortoise Media s'est engagé à investir plus de 25 millions de livres au cours des cinq prochaines années dans le renouvellement éditorial et commercial du titre.

OpenAI ouvre une filiale à Paris

Un an après avoir ouvert un bureau au Royaume-Uni, OpenAI s'installe à Paris, selon L'Informé. Il a effectué de premiers recrutements en débouchant des anciens de Meta et Apple. La capitale française doit accueillir en février prochain un sommet international sur l'IA.

PROPRIÉTÉS
LE FIGARO

LE MEILLEUR DE NOTRE PATRIMOINE AU VERT
N°209 - Septembre | Octobre 2024 - 12 €
En vente et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO et vous



DESIGN
À VENISE, L'ARTISANAT D'ART
EN MAJESTÉ À LA BIENNALE
HOMO FABER **PAGE 33**

DÉFILÉS
À LONDRES, BURBERRY ATTEND
LE RETOUR DES BEAUX JOURS
AVEC SA COLLECTION DE L'ÉTÉ 2025 **PAGE 35**



« Il faut être déterminé pour faire du cinéma en Iran »

Condamné à de la prison, le réalisateur Mohammad Rasoulof a quitté son pays avant de terminer « Les Graines du figuier sauvage ». Il raconte les coulisses de ce tournage sous haute tension.

PAGE 30



« The Loop », les incorruptibles en mode boulevard

Nathalie Simon

Au Théâtre des Béliers parisiens, la comédie décalée de Robin Goupil fait des étincelles.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre un nouvel auteur. Voici cette fois Robin Goupil - rien à voir avec Romain, le réalisateur - qui se distingue actuellement avec *The Loop* (la boucle), une comédie où l'absurde le dispute à la folie. Créée au Festival d'Avignon, la pièce se donne au Théâtre des Béliers parisiens. L'histoire écrite avec un sens de l'humour potache met en scène quatre personnages qui semblent sortir d'une parodie de film policier des années 1980. Dans un commissariat de Denver au Colorado, le lieutenant Carrie (Juliette Damy mémorable) et son supérieur l'incorruptible Douglas (Stanislas Perrin) traitent « une sale affaire ». Ils interrogent Michaël ou Mike (Tristan Cottin). Le jeune homme, qui est également le fils du maire de la ville, est suspecté d'avoir assassiné une certaine Angelina. Il est le dernier à l'avoir vue (« Elle est jolie, Angelina »...).

Dialogues truculents

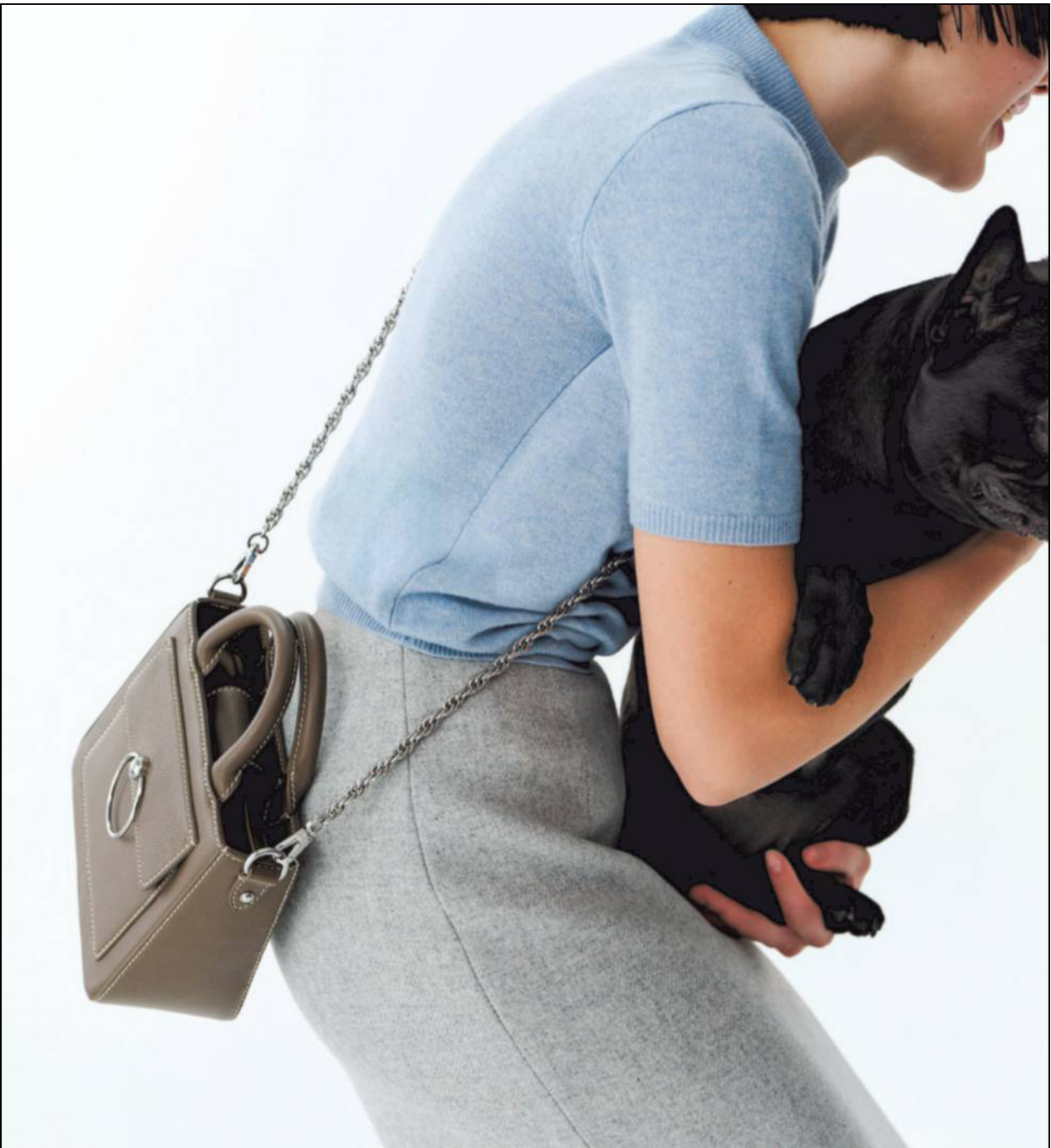
« J'attends mon avocate », prévient-il. Cette dernière, boucles blondes échevelées (Aurélié Boquien crâneuse) débarque en mâchant un chewing-gum, dans son tailleur-pantalon rose bonbon. Amateur de jeux de mots puisés dans des chansons de variété, des séries et des longs-métrages, Robin Goupil s'amuse et amuse, signe des dialogues truculents échangés par des personnages pince-sans-rire. « Quand

on met les pieds dans le clafoutis, il faut s'attendre à marcher sur des noyaux ! », estime l'avocate.

Le metteur en scène trentenaire orchestre les entrées et les sorties de ce petit monde tambour battant. Quasi en permanence sur le plateau - d'un côté, la salle d'interrogatoire, de l'autre le commissariat -, les comédiens ne commettent aucune erreur. Comme le titre l'indique, les saynètes tournent en boucle à chaque fois agrémentées d'un nouvel ingrédient, surprenant, souvent drôle. Le rythme du spectacle atteint un pic de folie grâce à une Juliette Damy survoltée. Lunettes sur le nez, queue-de-cheval et short, la comédienne montre son talent dans un morceau de bravoure qu'on ne dévoilera pas. La salle n'a d'yeux que pour elle. L'actrice n'est pas une inconnue. Comme Robin Goupil, elle a intégré l'académie de la Comédie-Française.

Robin Goupil vient, lui, de connaître le succès avec sa première pièce, *No limit*, au Théâtre du Splendid. Une plongée en pleine guerre froide quand un groupe de bombardiers américains reçoit par erreur l'ordre de d'attaquer Moscou. Pour *The Loop*, le dramaturge a appliqué la même recette : un sujet décalé, un texte au cordeau, des références qui parlent au plus grand nombre et une direction d'acteurs qui ne souffre aucun temps mort. La boucle est bouclée! ■

Théâtre des Béliers parisiens (Paris 18°).
Tél.: 01 42 62 35 00.



CLAUDIE PIERLOT
PARIS

Mohammad Rasoulof : « La vitalité est toujours de mise en Iran »

Propos recueillis par
Delphine Minoui

Exilé en Allemagne, le réalisateur iranien revient sur « Les Graines du figuier sauvage », un film qu'il a tourné sous haute tension.

Infatigable défenseur des droits humains, le cinéaste iranien, régulièrement inquiété par le régime de Téhéran et désormais exilé en Allemagne, revient sur la genèse de son long-métrage *Les Graines du figuier sauvage*.

LE FIGARO. – L'idée des *Graines du figuier sauvage* est née quand vous étiez en prison. Comment est-elle venue ?

MOHAMMAD RASOULOOF. – Quand le mouvement Femme, Vie, Liberté a démarré, cela faisait déjà quelques semaines que j'avais été arrêté. Depuis la prison, les informations sur les manifestations nous parvenaient par bribes. Un jour, des agents du régime ont rendu visite à un détenu politique qui avait entamé une grève de la faim. J'étais dans un coin. L'un de ces agents m'a pris à part en m'offrant un stylo. Il s'est excusé pour ma détention en me confiant : « Parfois, je me demande quand je vais finir par me pendre à la porte de cette prison. » Il était désespéré, honteux. Puis, il a fait allusion à sa famille, à ses enfants qui, chaque jour, lui posaient la même question : pourquoi emprisonnez-vous et tuez-vous ces jeunes gens ? Ce fut le déclic. J'ai eu envie d'explorer cette faille, faire un film dépeignant une famille dans laquelle le fossé s'est creusé entre deux générations.

Le père, Iman, est prisonnier de son propre rôle. Une métaphore du pouvoir iranien ?

Ce personnage a deux peaux. C'est d'abord un être humain, avec des émotions, des introspections psychologiques. Mais dès lors qu'il se retrouve avec une arme entre les mains, une fois promu juge d'instruction, il devient dépositaire du pouvoir. L'endoctrinement, aussi, a son importance. Les gens



« Comme je le montre métaphoriquement à la fin des *Graines du figuier sauvage*, le régime iranien finira par être enseveli sous le tas de gravats qu'il a lui-même généré », prédit Mohammad Rasoulof. FILMS BOUTIQUE

qui acceptent d'endosser ce genre de fonction ont le goût de l'obéissance, une certaine propension à se laisser happer par un système de valeurs. Pourquoi ? Parce qu'ils sont souvent eux-mêmes fils de fonctionnaires ou de martyrs de la guerre Iran-Irak. C'est quelque chose qu'ils ont intégré très jeune, sauf que certains décident de ne pas aller jusqu'au bout de ce chemin. Et finissent par rompre avec le système.

Les deux filles incarnent cette rupture. Quel message avez-vous voulu faire passer à travers ces deux adolescentes ?

L'embrasement déclenché par la mort de Mahsa Amini nous a tous pris de court. C'était complètement inattendu et nous avions du mal à en prendre la mesure, en particulier depuis la prison. Une fois libéré, je me suis empressé de visionner ces vidéos amateurs prises durant les manifestations. Ensuite, j'ai voulu rencontrer ces jeunes, notam-

ment les filles, pour comprendre leurs motivations. J'ai aussitôt été frappé par leur soif de vivre et leur entêtement. Cette génération ne s'embarrasse pas du régime et de l'autorité, elle suit ses propres aspirations. Cette désinvolture, elle la doit en partie à son appartenance à cette communauté mondialisée via internet, les téléphones portables et les réseaux sociaux. La connexion au monde lui a permis de se défaire de la chape de plomb du régime. Et d'avoir le courage d'aller manifester.

Quelle différence trouvez-vous avec votre génération ?

À leur âge, notre monde était plus opaque. Il était limité par la censure et l'isolement du pays, hermétique à tout ce qui venait de l'étranger. On ne pouvait zapper qu'entre les deux chaînes de la télévision officielle. La propagande était omniprésente. Le comble de la liberté, c'était le cinéma : on achetait des VHS de films étrangers au

marché noir pour se nourrir de tout ce qui était censuré. Grâce à l'internet, cette génération-là a brisé le mur de la propagande. Elle a un accès direct à un monde plus vaste, plus ouvert que le nôtre. Les désirs des jeunes d'aujourd'hui sont plus immédiats. Ils ne s'encombrent pas de cet idéal qui consistait à se dire qu'il fallait d'abord se libérer pour pouvoir nous réaliser et vivre comme bon nous semble. Eux, ils vivent, c'est tout.

Votre tournage, encore plus que vos précédents films, s'est déroulé sous haute tension. Avec du recul, qu'est-ce qui a été le plus difficile ? Sans aucun doute de trouver les bonnes personnes avec qui travailler. Vous pouvez imaginer la difficulté de constituer une équipe d'une vingtaine de personnes qui doivent adhérer à un projet clandestin, sans rien leur dire des détails du projet, qu'elles découvrent en marche. Cela implique de la

confiance, du courage, de la discrétion et une énorme capacité d'adaptation. C'est très périlleux. Encore plus pour les acteurs et actrices. Je salue le travail remarquable de Soheila Golestani, qui joue le rôle de la mère, mais aussi des deux filles et de tous les autres. Mon chef opérateur a été exceptionnel. Il a fait des images incroyables, la nuit et avec une petite caméra. Entre deux séquences, on se donnait rendez-vous à l'écart pour faire des essais rapides. On a travaillé la peur au ventre, conscients du danger. Diriger un film demande une énorme concentration. Mais je n'ai pas vraiment dirigé ce film, tant nous avions d'obstacles à surmonter avant chaque scène.

« Les jeunes d'aujourd'hui ne s'encombrent pas de cet idéal qui consistait à se dire qu'il fallait d'abord se libérer pour pouvoir nous réaliser et vivre comme bon nous semble. Eux, ils vivent, c'est tout »

Mohammad Rasoulof Réalisateur

Et puis est arrivée la douloureuse décision de l'exil.

Comment l'avez-vous prise ?

Je vivais sous pression depuis sept ans. Mon passeport m'avait été confisqué à mon retour de Cannes, où mon film *Un homme intègre* avait été projeté. La décision de justice supposait une peine de prison, mais comme le tribunal tardait à se prononcer, j'ai fait d'autres films, dont *Le diable n'existe pas*, sans savoir à quelle sauce j'allais être mangé. Jusqu'à ce qu'on m'arrête il y a deux ans ! Lors de ma libération préventive, sept mois plus tard, j'ai senti l'urgence de faire *Les Graines du figuier sauvage*. Mes avocats m'avaient prévenu qu'une peine de prison de huit ans risquait de tomber. Je n'avais aucune envie de retourner derrière les barreaux. Il était temps de partir. Mais je remettais à plus tard cette décision, car je voulais finir le film. Le verdict est arrivé en plein tournage. J'ai fait appel en espérant gagner du temps. Et quand ma peine a été confirmée, j'ai aussitôt pris la fuite. Un des avantages de la prison est que vous y rencontrez toutes sortes de personnes utiles, comme celles qui m'ont aidé à sortir clandestinement du pays !

Interdit en Iran, le film circule-t-il déjà sous le manteau ?

Pas encore, mais cela ne saurait tarder ! Impossible de bloquer l'accès au monde extérieur. Même s'il fait tout pour me stigmatiser : la presse pro-gouvernementale m'accuse de ne pas savoir filmer, d'être obsédé par les prix internationaux, et prétend qu'on ne s'intéresse à moi que pour des raisons politiques...

Comme vous, nombre d'artistes, dont vos trois actrices, ont quitté l'Iran malgré eux. Que reste-t-il de la scène culturelle iranienne dans le pays ?

La vitalité culturelle est toujours de mise, bien que plus restreinte. Je salue le courage de tous ces artistes débrouillards et talentueux, déterminés à contourner la censure pour continuer à faire des films. J'ai moi-même joué à ce jeu-là jusqu'à la dernière limite, avant que ma condamnation ne m'oblige à partir.

Et les autres membres de votre équipe ?

La plupart sont encore en Iran. Une plainte a été déposée contre eux et ils risquent d'être jugés. Mais le régime est débordé par tant d'autres préoccupations : les hélicoptères qui disparaissent (*allusion au crash mortel de l'appareil du président iranien Ebrahim Raissi, NDLR*), les coupures d'eau, d'électricité. C'est le résultat d'années de négligence et de mauvaise gouvernance qui fait que tout périclite. Comme je le montre métaphoriquement à la fin du film, le régime iranien finira par être enseveli sous le tas de gravats qu'il a lui-même généré.

La nouvelle génération vous permet-elle de rester optimiste ?

Oui, bien sûr, je pense que les adolescents guettent les vieillards et qu'ils s'en occuperont au moment voulu. ■

« Les Graines du figuier sauvage » : un vibrant hommage aux femmes iraniennes

C'est l'histoire d'une famille iranienne, déchirée et déchirante. L'histoire d'un père, promu juge d'instruction, et de ses deux filles, dont la destinée croise celle du mouvement Femme, Vie, Liberté, après l'arrestation, puis la mort, de Mahsa Amini pour un voile mal ajusté. Dès lors, comment concilier sous un même toit deux visions opposées ? Comment chanter la liberté quand le paternel contribue à l'étouffer ?

Iman, costume noir et chemise sans col, n'en voit que par ses nouvelles fonctions, fruit de sa loyauté envers la République islamique. Ses responsabilités au sein du tribunal révolutionnaire de Téhéran sont lourdes à porter : il doit prononcer les condamnations, parfois les exécutions capitales, des mêmes manifestants que les deux adolescentes rebelles rêvent de rejoindre. Tiraillé entre sa loyauté envers le régime et sa part d'humanité, Iman fait pourtant le choix des armes et des ty-

rans. Mais il est loin d'imaginer que ses filles, Rezvan et Sana, à qui il interdit de sortir protester, puissent lui désobéir et le trahir. Arbitre impuissant de ces tiraillements familiaux, Najmeh, la mère, interprétée par la brillante actrice Soheila Golestani, a un rôle central : elle est l'incarnation d'un système qui s'effrite et s'effondre de l'intérieur. Elle est à l'image de celles et ceux qui, par idéologie ou confort, nient la réalité. Jusqu'à ce que cette même réalité débarque au domicile, comme ici avec l'arrivée d'une copine adolescente blessée par balle durant les manifestations et qu'il faut à tout prix sauver, à l'insu du regard du mari.

Film de rage et d'espoir

Dès lors, l'aveuglement n'est plus possible, surtout lorsque l'écran de télévision du salon dépeint une tout autre épopée que celle que relatent en direct les vidéos inondant les smartphones des deux sœurs : foudrards abandonnés, parfois en flammes, foules denses et joyeuses, passages à tabac, fusillades policières – images bien réelles d'une révolte déclenchée il y a exactement deux ans, le 16 septembre 2022, et que Mohammad Ra-

soulof a sciemment inséré dans son long-métrage. Le résultat est bouleversant : un long-métrage explosif d'une force et d'une forme inouïes, où fiction et documentaire se superposent à merveille pour basculer progressivement dans un haletant thriller qui donne à voir et à sentir le feu qui brûle en chaque Iranienne.

Film de rage et d'espoir, ce chef-d'œuvre hors norme, Prix spécial du jury à Cannes, est un véritable coup de poing et coup de cœur. C'est aussi et surtout un incroyable exploit quand on connaît les conditions du tournage : réalisé dans le plus grand secret, de janvier à mars 2024, avec des acteurs recrutés en douce, *Les Graines du figuier sauvage* a ensuite été monté à la hâte, et à distance, tandis que Mohammad Rasoulof, soudainement condamné à 8 ans de prison, fuyait clandestinement son pays. Une course effrénée contre la montre qui ne manquera pas d'inspirer d'autres films, sans aucun doute, au cinéaste iranien désormais exilé en Allemagne. ■ **D.M.**

« Les Graines du figuier sauvage »

Drame de Mohammad Rasoulof
Avec Misagh Zare, Soheila Golestani, Mahsa Rostami, Setareh Maleki
Durée : 2h46
Notre avis : ●●●○

Comment chanter la liberté quand son père contribue à l'étouffer ?



Quel numéro! Elle est, disons, spéciale. Cette Barberie Bichette (Agnès Jaoui) a des manies. Elle parle toute seule, collectionne les rouleaux de papier hygiénique, écrit des poèmes sur des panneaux PowerPoint, s'adresse des doigts d'honneur dans les miroirs. Cinquante-cinq ans déjà, merde alors! Elle n'en revient pas. Comment s'est-elle débrouillée pour que les choses soient parties à ce point en quenouille? On la surnomme Barbie. Son physique la déçoit. Elle se sent vieille, inutile, à côté de la plaque. La dépression n'est pas loin.

Dans « Ma vie ma gueule », on voit les rues de Paris, ses cafés, ses passants. On scrute les fissures d'une âme en stand-by. La tristesse adopte ici un naturel presque confondant

Elle plaque son boulot, se demande combien de douches il lui reste à prendre avant sa mort. Au téléphone, elle fait croire à son interlocutrice qu'elle est à la salle de sport. Elle appelle tout le monde Fanfan. Sa sœur (Valérie Donzelli) lui secoue les puces, en vain. Son psy l'écoute avec une patience infinie, sans prononcer un mot. Ses enfants la soutiennent, de loin. C'est vrai qu'elle est un peu usante. La dépression a bon dos.

Agnès Jaoui a le don de rendre fraternelle cette femme qui aurait pu être insupportable, avec ses sautes d'humeur, ses réactions imprévues. Dans les jardins du Luxembourg, elle croise Philippe Katherine (dans son propre rôle). Cela ne l'empêche pas de ne pas reconnaître un camarade d'enfance qui la rencontre à une terrasse. Ah ça, la vie est beaucoup trop compliquée pour elle. Il lui arrive bien des malheurs. Elle fait de son mieux, mais elle n'y arrive pas. Elle n'y arrive plus.



« Ma vie ma gueule » : un charme fou

Éric Neuhoﬀ

Le dernier long-métrage de Sophie Fillières, décédée en 2023, met en scène Agnès Jaoui en quinquagénaire qui se sent vieille. Un film tout en pudeur et en délicatesse.

La voilà qui se retrouve internée à l'hôpital. Cure de repos. Ce séjour l'assomme. À son médecin qui porte un nœud papillon, elle affirme être « la personne à prévenir en cas d'urgence ». Sa personnalité est un kaléidoscope. Sa solitude prend toute la place. Cette folie douce possède un charme fou. Elle la mènera au fin fond de l'Écosse où des surprises l'attendent encore, au milieu de la lande.

Nulle n'était mieux indiquée que Sophie Fillières pour raconter ce caractère. Elle en savait la détresse et la poésie. Dans *Ma vie ma gueule*, on voit les rues de Paris, ses cafés, ses passants. On scrute les fissures d'une âme en stand-by. La tristesse adopte ici un naturel presque confondant. L'ensemble coule de source, avec pudeur et délicatesse. La réalisatrice a disparu le 31 juillet 2023. Son film ressemble à un appel au

secours, à une lettre d'adieu, à un testament souriant. Quelle politesse! Ce talent. On n'oublie pas cette Barbie perdue en elle-même, dont on hésite à lui donner des claques ou des baisers sur la joue. Sophie Fillières vient d'offrir une cousine française à la Gena Rowlands d'*Une femme sous influence*. Ça n'est pas rien. Merci pour ce cadeau. Où que vous soyez, Madame, on vous aime pour ce petit caillou que vous avez laissé derri-

re vous. Il va désormais falloir continuer à habiter un monde où il n'y aura plus de films de Sophie Fillières. ■

« Ma vie ma gueule »
Comédie dramatique de Sophie Fillières
Avec Agnès Jaoui, Angelina Woreth, Édouard Sulpice, Valérie Donzelli
Durée : 1h39
Notre avis : ●●●○

Avec « Les Barbares », Julie Delpy sème la zizanie en Bretagne

Olivier Delcroix

L'actrice et réalisatrice est de retour avec une comédie mordante sur l'arrivée d'une famille syrienne dans un village très franchouillard.

Rien à faire, l'intrigue du nouveau film de Julie Delpy, *Les Barbares*, rappelle les récits drolatiques de René Goscinny. Qu'on en juge : nous sommes en 2024. À Paimpont (Ille-et-Vilaine), les villageois résistent encore au vent mauvais d'une modernité envahissante et d'une bien-pensance dans l'air du temps.

Tous? Non, Joëlle, l'institutrice survoltée, volontiers donneuse de leçon (Julie Delpy, horripilante à souhait), se lance dans une nouvelle croisade. Comme la guerre en Ukraine a ému la France, au conseil de la mairie, la maîtresse d'école fait voter l'accueil d'une famille ukrainienne dans un grand élan de solidarité. Le maire (Jean-Charles Clichet), un brin opportuniste, y voit le

moyen de se refaire une santé électorale. Même Hervé, le plombier alsacien bas de plafond, mais plus breton que les Bretons (Laurent Lafitte, très drôle), s'est laissé convaincre.

Tout le monde se réjouit déjà. Mais par un retournement de situation burlesque digne du scénariste d'*Astérix*, la famille ukrainienne se métamorphose en famille syrienne. Lorsque arrivent les Fayad, l'enthousiasme retombe sérieusement. Un tag est peinturluré sur leur porte : « *Dehors les barbares!* » Ça commence bien. Comme la télé locale est là, les Paimpontais et les Paimpontaises font bonne figure. Nos réfugiés issus de la bourgeoisie syrienne s'installent tant bien que mal. Le père (Ziad Bakri) est architecte. Sa femme

(Dalia Naous), graphiste. Sa sœur, mutilée de guerre, médecin. La famille est surtout soulagée d'avoir échappé à l'enfer de l'État islamique. Au fil des jours s'orchestre une galerie de portraits au vitriol.

Observation sous microscope

Le gérant de la supérette et sa femme (Sandrine Kiberlain) cancanent. Les charcutiers, le fermier bio ou le garde champêtre fan de Johnny ne sont pas en reste. Le maire tente de reprendre la main en expliquant qu'il faut « créer une dynamique autour des Fayad ». On lui rétorque que personne ici « ne parle le Macron! ».

Julie Delpy a l'esprit frondeur. La réalisatrice de la trilogie romanesque

Before Sunrise, *Before Sunset* et *Before Midnight* a troqué la romance sophistiquée pour la comédie satirique. Le sujet qu'elle aborde rappelle *The Old Oak*, de Ken Loach. Sauf qu'elle le traite par le biais de la comédie. Ce qui lui réussit plutôt bien. Elle s'amuse du racisme ordinaire avec jubilation. Et l'expression du « vivre ensemble » en prend pour son grade.

Dans le fond, le secret de cette fable mordante, même si elle est prévisible, c'est qu'elle joue sur un bon tempo. En s'appuyant sur une formule qui a fait ses preuves depuis Billy Wilder et *Certains l'aiment chaud* : la comédie de la différence. Comme un chien dans un jeu de quilles, on projette des étrangers dans une communauté réfractaire au

changement. L'expérience comique menée comme une observation sous microscope réserve son lot de rebondissements. Forcément, on finit par se demander qui sont les vrais barbares. On ressort pourtant avec le sourire. Même s'il est déformant, le miroir tendu n'est ni cruel ni méprisant. Et si les Français avaient un p'tit truc en plus qui les rendait attachants? C'est peut-être cela, notre potion magique. ■

« Les Barbares »
Comédie de Julie Delpy
Avec Julie Delpy, Sandrine Kiberlain, Laurent Lafitte, Ziad Bakri
Durée : 1h41
Notre avis : ●●●○

chaillot
théâtre national
de la danse

vos avantages :

→ -30% de réduction sur vos places
→ priorité de réservation
→ invitations à des événements exclusifs

abonnez-vous
avec le pass chaillot!

24→25
theatre-chaillot.fr

f @ X d

Isabelle Spaak

Dans «Jeu cruel», la chroniqueuse, écrivain et enseignante, raconte le climat incestueux prévalant sur le tournage du film «La Vie de famille» dont elle était l'héroïne âgée de 10 ans.

Pourquoi maintenant ? Alors que le réalisateur Jacques Doillon est visé par plusieurs plaintes pour viols, tentatives de viols et violences sexuelles pour des faits qui se seraient déroulés entre 1980 et 2012, la question se pose du timing de la publication de *Jeu cruel* (Robert Laffont). Dans ce récit enquête, la chroniqueuse, écrivain et enseignante de collège Mara Goyet raconte les conditions de tournage sous sa direction de *La Vie de famille* en 1984, l'été de ses 10 ans, et le traumatisme qui s'est ensuivi depuis pour elle. La question de parler maintenant est «au cœur de (son) livre», affirme-t-elle. Précisant d'emblée que, s'agissant de son cas, elle n'a pas été violée. Mais a subi un climat incestueux et des violences qui l'ont traumatisée jusqu'à maintenant. Au point de n'avoir plus jamais tourné, de n'avoir jamais parlé de cette expérience sur laquelle elle a mis un couvercle.

Depuis trente ans, Mara Goyet enseigne l'histoire-géo au collège. Un métier qu'elle adore, commencé en Seine-Saint-Denis et désormais exercé à Paris. Elle y a consacré dix essais. Le premier, *Collèges de France* (2003) s'est vendu à plus de 50 000 exemplaires. Dans le dernier, *Finir prof* (2023), elle continue d'exprimer sa passion d'enseigner. Et surtout son empathie pour cette catégorie d'âge, entre 11 et 14 ans, dont elle se sent très proche. En particulier les «11 ans» pas encore sortis de l'enfance. Elle aime tout chez eux. Y compris leur façon de se tenir, de marcher. «Ils me bouleversent, comme si j'étais restée bloquée à cet âge-là», concède-t-elle le jour où nous la rencontrons dans un café du 12^e arrondissement. Pas loin mais pas trop près du collège où elle enseigne en ce moment. Car il s'agit cette fois d'évoquer les souvenirs qu'elle a conservé de ce mois de tournage «oppressant» durant lequel rien n'allait. «Le climat incestueux, la misogynie, la violence des propos, la violence physique que j'ai subie, ce que "Jacques" fait dire à Sami (Frey, NDLR) qui me traitait de "pétroleuse" ou de "future comne".»

Et ce, malgré la présence de Jean-François Goyet, le père de Mara, auteur du scénario et scénariste quasi attitré de Jacques Doillon par la suite. Durant cet été 1984, le tournage se déroule entre la Provence et l'Espagne. Il s'agit de mettre en scène «un père divorcé et ténébreux (Sami Frey) qui emmène sa fille de 10 ans (Mara Goyet) en Espagne pour la "reconquérir" et se faire pardonner. Au cours du film, il embrasse, étreint, ou moleste sa femme, sa belle-fille (Juliette Binoche) et sa fille. Il croise une maîtresse qu'il ne moleste pas. Il y a des crises, des



Mara Goyet, le 10 septembre, à Paris.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Mara Goyet : «Jacques Doillon est une figure perverse»

pleurs, des gestes violents», résume Mara Goyet dans *Jeu cruel*. L'équipe de *La Vie de famille* est à 99 % masculine. Une bande de «garçons» comme se qualifiaient d'eux-mêmes «ces hommes soi-disant fragiles» à cette période de «déconstruction de la virilité», raille la prof d'histoire. La dichotomie entre ce qui s'énonce et ce qui se fait portée à son paroxysme par Jaques (Doillon) en personne. D'une part, il «se répand à longueur d'interviews sur ses angoisses, sa fragilité, ses somnifères... Un côté petit chose exaspérant» et de l'autre, «il fait souffrir les enfants et les femmes qu'il fait jouer. L'autoportrait typique d'une figure perverse», cingle Mara Goyet qui ne décolère pas.

Elle a d'ailleurs développé un tel rejet du film qu'elle ne l'a plus jamais vu, n'en a jamais parlé, y compris avec son père, dorénavant atteint de la maladie d'Alzheimer. Ce n'est que pour les besoins de son livre qu'elle se résout à le revoir sur une plateforme. Ce qu'elle découvre, en tant qu'adulte, la sidère.

Ainsi sur le plateau de *La Vie de famille*, trois figures lui servent de père :

«Quand Sami (Frey) s'approche du lit, je pique une crise... J'étais là avec ma culotte et plein de gens autour de moi, des hommes. C'était insupportable. Du moins, ça l'était pour moi...»

Mara Goyet

Extrait de son livre *Jeu cruel*

Jacques (Doillon), le père symbolique ; Jean-François (Goyet, son véritable père; et Sami (Frey), son père fictionnel et principal partenaire. C'est à ce dernier qu'elle doit donner la réplique. Dès la première scène, ça dérape. Elle doit s'allonger torse nu sur un lit à ses côtés. «Quand Sami s'approche du lit, je pique une crise... J'étais là avec ma culotte et plein de gens autour de moi, des hommes. C'était insupportable. Du moins, ça l'était pour moi... En plein milieu de la prise, je me lève et m'échappe. Je ne comprends pas moi-même pourquoi je suis dans cet état. Je me sens comme dans une souricière... Ce fut la consternation générale... Sami était indigné par mon manque de professionnalisme. Moi, je culpabilisais parce que la pellicule, c'était cher et qu'il ne fallait pas la gâcher», explique-t-elle dans *Jeu cruel*. Mara se fait gronder par son père, se met en colère, devient de plus en plus difficile et refuse obstinément de jouer ce qu'on lui demande. Sur-tout, elle culpabilise. Non seulement de décevoir ce père qu'elle adore mais d'imaginer des choses qu'elle n'a pas la capacité de verbaliser à l'âge de 10 ans. Car elle perçoit confusément que ce climat incestueux, «ourdi par Jacques», n'est pas normal. «Comment aurais-je pu avoir l'idée de relations incestueuses entre un père et sa fille ? J'avais honte de penser ce que je pensais. C'était impossible à dire à mon père. J'étais complètement enfermée dans quelque chose que je pensais déliant alors que j'étais plutôt lucide. Je ne comprenais pas pourquoi je refusais de tourner, pourquoi j'étais bloquée comme ça. Ça ne me ressemblait pas du tout

parce que j'étais normalement une petite fille calme, de bonne volonté, de bonne humeur.»

Dans la réalité, Jean-François Goyet est un jeune papa de 34 ans très aimant, et très proche de sa fille. «La confusion vient donc aussi de la confiance absolue que j'avais en lui et le fait qu'il ne m'ait pas protégée. Je le comprenais par bribes mais je pensais que tout était de ma faute. Que je me comportais en vilaine petite fille.»

«Avec Sami, ce fut un peu comme une nuit de noces à l'ancienne, je me suis retrouvée à avoir un contact physique avec lui dès la première scène ou presque. Certes, il a été malhabile, n'a pas réalisé que je n'étais qu'une enfant. Mais pour lui non plus, ça n'a pas été facile»

Mara Goyet

Car au fur et à mesure que le malaise de l'enfant grandit, il est utilisé par le réalisateur qui en nourrit le scénario réécrit jour après jour avec Jean-François Goyet. Les propres mots tenus hors plateau par l'enfant servant aux dialogues du lendemain. «La méthode qui consiste à faire parler des actrices et prendre la matière de ce qu'elles disent était totalement revendiquée à l'époque. Tout le monde en rigolait. C'était assumé. "Le cinéma, c'est un vol, et on est des vampires ! Ah ! Ah ! La bonne blague." Jacques n'est pas le premier ni le dernier à le faire. Mais là, il s'agit d'une enfant, ce n'est pas possible», s'insurge-t-elle aujourd'hui. À l'époque, déchirée entre son affection envers son père et son envie de contenter «Jacques» à qui elle reconnaît lui avoir appris à «jouer et s'exprimer juste», son unique échappatoire consiste alors à focaliser contre «Sami».

Durant le tournage et au cours des quatre décennies qui ont suivi, elle en a fait le principal objet de son mal-être. Même le voir en photo lui est pénible. Elle en a peur. Âgée de 50 ans, elle s'avoue toujours incapable de lui écrire. Alors qu'avec le recul, elle tient à le «réhabiliter». Car elle se rend compte que l'acteur lui a servi de «traumatisme écran». «Avec Sami, ce fut un peu comme une nuit de noces à l'ancienne, je me suis retrouvée à avoir un contact physique avec lui dès la première scène ou presque. Certes, il a été malhabile, n'a pas réalisé que je n'étais qu'une enfant. Mais pour lui non plus, ça n'a pas été facile.» Non seulement il avait le sentiment que «je le rejetais et ça devait être très dur pour lui», reconnaît-elle. Mais il est maltraité par le réalisateur qui monte son équipe contre son acteur principal dès avant de commencer à

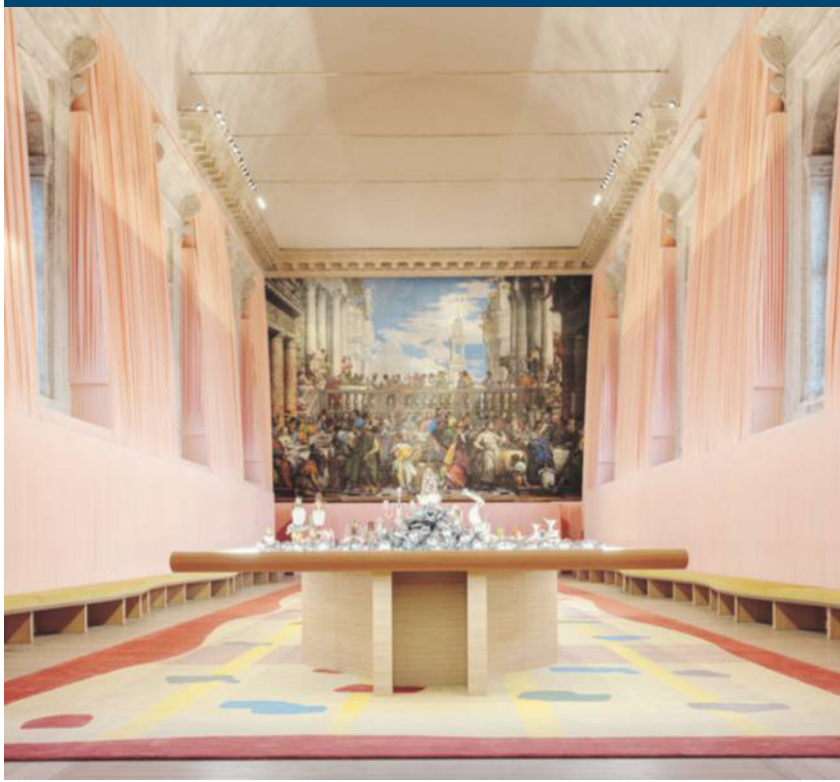
tourner. Mara entend dire «que Sami se met des gouttes dans les yeux pour faire semblant de pleurer, qu'il se teint les cheveux, qu'il porte un dentier, etc.». Tout est sujet à moqueries. Et, quand Sami Frey s'insurge un jour contre un dialogue, barre des phrases en prévenant Jacques Doillon qu'il ne les dira pas, le réalisateur gomme tous les mots que l'acteur accepte de dire pour l'obliger à ne prononcer que ce qu'il refuse.

Évidemment, qui pourrait imaginer que les coulisses d'un film soient un chemin pavé de roses ? Que jouer soit facile, que les comédiens ne souffrent pas, que les réalisateurs traitent toujours leurs comédiens et comédiennes avec tact et douceur ? Ce que souhaite décrire Mara Goyet avec *Jeu cruel* est justement cette «zone grise» derrière l'écran d'un «certain cinéma français post-années 1970 où l'enfant était un trophée et sa maltraitance pour les besoins d'un film, assumée».

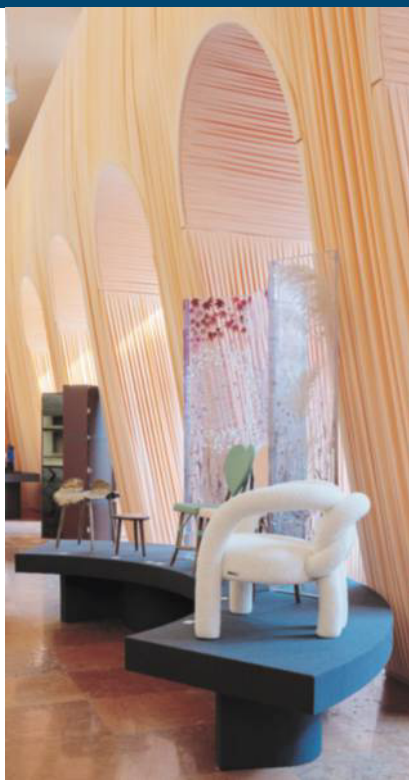
Sans dénoncer et avec calme, elle pose la question de l'implication de chacun, y compris celui des critiques ciné- ma qui ont cautionné et célébré ce cinéma-là. Néanmoins, pourquoi publier son livre maintenant ? Après que la plainte déposée par Judith Godrèche en février 2024 à l'encontre du réalisateur de 80 ans pour viol sur mineur fut suivie de celles de plusieurs autres actrices depuis six mois. Parmi lesquelles, Isild Le Besco, pour des faits «de viols sur mineurs de plus de 15 ans entre 1998 et 2007», Julia Roy, pour «violences volontaires par conjoint ou concubin» et «agressions sexuelles par conjoint», Joe Rohanne, pour viol et violences, ainsi que Hélène M. et Aurélie Le Roch. Charger encore l'auteur du *Petit Criminel* et de *La Fille de 15 ans* est-il approprié quarante ans de silence ? «Mon premier réflexe a été de me dire "Tais-toi, laisse les vraies victimes s'exprimer". Puis je me suis dit "Mais pourquoi devrais-je encore me taire tandis que sur ce film, tous mes mots ont été pillés ?". Après quarante ans, je suis en mesure d'annoncer ce que j'ai ressenti et je parlerai quand je veux.» D'autant que le terme même de «victime» l'a interpellée. N'a-t-elle pas subi, elle aussi, une violence inacceptable pour une petite fille de son âge ? Et c'est justement en tant qu'enseignante qu'elle veut décrire avec le plus de justesse possible «le courage d'une enfant qui lutte». Ils sont si nombreux, y compris parmi ses élèves. ■

Jeu cruel de Mara Goyet (Robert Laffont), 180 p., 18,90 €.





Accueillie dans le palais de la Fondation Giorgio Cini, la manifestation s'articule autour d'un thème central : « The Journey of Life » (« L'Odyssée de la vie »). MICHELANGELO FOUNDATION



À Venise, Homo Faber célèbre l'artisanat d'art

Cédric Saint André Perrin Envoyé spécial à Venise

À travers une très belle mise en scène, signée du cinéaste Luca Guadagnino, la biennale met en lumière le design contemporain.

Après des décennies marquées par un design rigoureux, fort d'un intérêt retrouvé pour le décoratif, l'artisanat d'art profite d'un engouement nouveau. Des techniques manuelles, des savoir-faire autrefois dénigrés – car jugés kitsch –, comme la dorure, la marqueterie de paille, le stuc ou encore le trompe-l'œil font leur retour. À Venise, la Biennale Homo Faber 2024, orchestrée par l'organisation non lucrative Michelangelo Foundation, célèbre ces métiers d'art dans leur expression la plus contemporaine. Sur l'île de San Giorgio Maggiore, face aux Palais des doges, à l'entrée du grand canal, pas moins de 800 objets d'exception, créés par plus de 400 artisans, issus de 70 pays, illustrent créativité, techniques et matières propres à l'art de la main. Chacun y découvre, jusqu'au 30 septembre, de la céramique, comme de la joaillerie, du mobilier ou des tapisseries, dans une basilique érigée par Andrea Palladio, les coursives d'un cloître ou encore des serres. « Il nous importait de mettre en scène la création d'aujourd'hui dans un cadre historique, afin de tisser, de façon suggestive, des liens entre des savoir-faire ancestraux et les positions contemporaines », assure Alberto Cavalli, directeur exécutif de la Fondation Michelangelo. Longtemps, les métiers d'art furent associés au domaine de la restauration – mosaïques, fresques ou boiseries destinées à redonner leur lustre à des châteaux ou des cathédrales. Mais les talents d'aujourd'hui associent désormais technologies et gestes manuels, d'autres font usage de matériaux artificiels, les esthétiques se renouvellent également. Notre volonté est de présenter au grand public un panorama de l'époque. Car, au-delà du beau, l'artisanat est porteur de dimensions éthiques, voire politiques, économiques. En occident, la production d'objets à haute valeur ajoutée ouvre des perspectives d'emploi aux jeunes générations, la possibilité d'exercer des métiers dans lesquels ils peuvent se réaliser. Dans des pays qui ne brillent pas vraiment par leur approche démocratique, où les femmes sont souvent invisibilisées, pas toujours autorisées à travailler hors de leur domicile, et encore moins à s'exprimer, c'est souvent à travers l'artisanat qu'elles peuvent exercer leur créativité, ou tout du moins gagner leur vie. À Homo Faber, nous célébrons aussi bien la dextérité de brodeuses afghanes que la production de Makers new-yorkais, dans une volonté d'ouverture au monde dans toutes ses singularités. L'artisanat d'art porte à mes yeux l'espoir d'un monde meilleur, plus enchanteur. »

Pour cette troisième édition, la manifestation s'articule autour d'un thème central : « The Journey of Life » (« L'Odyssée de la vie »), hommage aux temps forts de l'existence, de la naissance à la mort, en passant par le chamboulement amour, incarné chacun par des objets virtuoses. Mais au-delà de cette thématique, la magie de cette édition découle pour beaucoup du choix du réalisateur italien Luca Guadagnino – assisté de l'architecte Nicolo Rosmarini – à la direction artistique. Réputé pour des films

atmosphériques tels que *Amore*, *Call Me By Your Name* ou encore *Suspiria*, Luca Guadagnino développe également des intérieurs, et pas seulement sur grand écran. Fondée en 2017, son agence, studiolumaguadagnino, vient par exemple de livrer son premier hôtel, le Palazzo Talia, à Rome, en un bâtiment du XVI^e siècle, et a réalisé les magasins de Londres et Rome de la marque de soins Aesop. Sans compter des réalisations dédiées à une clientèle privée adepte d'intérieurs contemporains teintés d'inspirations italiennes modernistes.

« À chaque espace sa couleur, afin de rythmer le parcours de l'exposition, mais surtout d'inviter les visiteurs à se laisser porter par leurs propres émotions »

Luca Guadagnino Cinéaste

« Quand vous faites de la mise en scène de cinéma, il s'agit aussi de penser décor, de placer des acteurs et des objets dans l'espace, de régler des éclairages, ce qui au final n'est pas si loin du métier de scénographe ou de décorateur », avance Luca Guadagnino. Il s'agit toujours de raconter une histoire... Dans le cas de Homo Faber, la dramaturgie repose en grande partie de la confrontation entre des créations contemporaines et la beauté quasi magique, un brin oriental, de Venise. J'ai donc voulu chaque espace comme un écran joyeux, fort, qui vous emporte. » On retrouve décliné ici les trois principaux piliers du style Guadagnino dans le domaine du design : une approche chromatique forte, une volonté de géométries ludiques et l'usage de techniques résolument artisanales. Ainsi, dans une chapelle aux murs tapissés de plissés rose dragée, un banquet sans fin au plateau en miroir est dressé d'argenterie, vaisselle et verreries précieuses. Les objets reliés au monde de l'enfance sont dans un décor bleu, ceux illustrant l'amour dans un rose intense... « À chaque espace sa couleur, afin de rythmer le parcours de l'exposition, mais surtout d'inviter les visiteurs à se laisser porter par leurs propres émotions », reprend Luca Guadagnino, car autant que de technique artisanale, c'est de plaisir qu'il est ici question, d'une forme d'allégresse. » Fine, cultivée et joyeuse, un rien nonchalante également, la scénographie du réalisateur s'avère un plaisir. Admirer 30 robes longues à capuche, dessinées par Pieter Mulier pour Alaïa, flottant de façon fantomatique au-dessus d'un bassin plongé dans le noir, s'avère une expérience rare. Bien sûr, la féerie de cette exposition à grand spectacle ne saurait exister sans la présence de sponsor, en l'occurrence ici le groupe Richemont, auquel est rattachée la griffe Alaïa. Mais, du fait d'une direction artistique forte et percutante, jamais l'effet placement de produit ne se fait sentir. Les bijoux sous le signe de la panthère, propre à Cartier, trouvent naturellement leur place aux côtés d'intrigants lous – taille réelle – en fil de fer galvanisé de la sculptrice anglaise Kendra Haste,

dans l'espace dédié au thème animalier. Aux pavages des parures florales des ateliers Van Cleef & Arpels répondent des bouquets en broderies signées Baqué Molié, en verre filé de Simone Crescente ou encore en cire réalisés par Mona Oren. « Dès le vernissage, j'ai vu ma création relayée à l'infini sur Instagram, mon téléphone n'en finissait plus de vibrer, s'amuse cette dernière. D'un coup d'un seul, des gens du monde entier s'intéressaient à ma sculpture en cire, qui n'est pourtant pas bien grande. C'est pour moi très émouvant. »

Certes, certaines propositions à l'expressionnisme outré – travers souvent propre à l'artisanat d'art – pointent de-ci de-là. Mais ce n'est rien en comparaison des turpitudes exhibées lors de manifestations comme la Biennale Révélation de Paris. La raison en est simple : Homo Faber n'est pas un salon commercial où les fabricants viennent écouler leur production mais une exposition dont chaque pièce est sélectionnée par un comité d'experts. Pour plus d'engagement encore, et pour la première fois, les organisateurs ont commissionné des œuvres. Neuf ateliers de broderie, afghans, mexicains, indiens ou parisiens, ont interprété, au regard de leurs techniques spécifiques et de leurs sensibilités propres, des motifs imposés, dessinés par le graphiste Nigel Peak. « Nous avons voulu une exposition sous forme de promenade impressionniste, teintée d'une mélancolie rêveuse, rebondit Luca Guadagnino. Une exposition relève par nature de l'éphémère, sa visite est une expérience unique, qui bientôt n'existera plus que dans nos souvenirs. » Même s'il est encore temps de foncer à Venise. ■ Homo Faber 2024, Venise, Fondation Giorgio Cini, jusqu'au 30 septembre, homofaber.com

Trois créateurs à découvrir



IVANA KALVACHEVA

■ Les délicats bouquets en cire de Mona Oren

Diplômée en 2002 de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris, cette créatrice puise son inspiration dans la nature et le monde végétal. C'est dans son atelier parisien proche de la Bastille qu'elle sculpte dans la cire, son matériau de prédilection, des bouquets faussement éphémères. « En voyant mes œuvres, les gens sont tout d'abord intrigués par la fragilité propre à la matière. Ils se disent que cela va fondre, se briser. Mais ils se laissent aussi séduire par la volupté de cette matière », assure l'artiste. En réalité, j'ai développé des techniques permettant que mes créations, incassables et se patinant avec le temps, soient faites pour durer. » Venue à la sculpture par goût du contact tactile avec la cire, de sa sensualité, Mona Oren – lauréate du prix Liliane-Bettencourt pour l'intelligence de la main en 2018, résidente à la Villa Médicis à Rome en 2019, et bientôt à la Villa Kujoyama, au Japon, en 2025 – réalise des œuvres tridimensionnelles pour les besoins de scénographies de marques de luxe et diffuse aussi sa production dans les galeries de Michèle Hayem, à Paris, et d'Armel Soyer, à Megève et Saint-Tropez. monaoren.com



CLAIRE LINDNER

■ La nature artificielle de Claire Lindner

Née en 1982 à Perpignan dans une famille de céramistes, elle se passionne à son tour pour ce médium durant ses études aux Beaux-Arts de Strasbourg. Mais avec la volonté de le traiter à sa façon, avec ses propres techniques et son propre univers. « Ce qui m'intéresse, c'est la manipulation de la terre, dessiner à partir de boudins des modules sculpturaux que j'enchevêtre, entrelace, noue, pour imaginer des compositions oniriques inspirées du monde végétal », assure la jeune femme. Ses œuvres sculpturales et mystérieuses évoquent une nature artificielle, l'univers de la science-fiction comme les livres pour enfants. Recouvertes de tonalités poudrées, veloutées, ses pièces déploient une poésie vénéneuse. « Je pense simultanément aux volumes et aux couleurs. Mais la colorisation intervient après le façonnage. J'applique au pistolet des émaux dans des nuances en dégradé, par strates successives, sans forcément chercher à totalement recouvrir la terre, mais en laissant s'exprimer sa texture. » Ce ne sont pas moins de six pièces de Claire Lindner qui sont présentées dans le cadre de la biennale Homo Faber, mais l'on peut également découvrir son travail dans la galerie Florian Daguet-Bresson (Paris 8^e). daguetbresson.art

C.S.A.P.



SIMONE CRESTANI

■ La fragile poésie des verrières de Simone Crestani

Voici l'un des maîtres verriers les plus talentueux de sa génération, recherché par des décorateurs comme Vincent Darré ou Simone Crestani et basé à Marostica, dans la région de Venise. C'est à 15 ans qu'il se forme au travail du verre enflammé par les températures

LE PLUS GRAND ATELIER DU VERRE

à ciel ouvert

ENTRÉE LIBRE

DÉMONSTRATIONS
EXPOSITIONS
ANIMATIONS
ATELIERS

BIOT INTERNATIONAL GLASS festival

DU 20 AU 22 SEPTEMBRE 2024

PLUS D'INFOS
WWW.BIOT.FR

BIOT

French Riviera

Les femmes sont-elles des amateurs de montres comme les autres? Petit diamètre peut-il rimer avec gros effet? Les man-gas sont-ils suisses? Et le rose plaît-il enfin aux messieurs? Autant de questions existentielles qui agitent le monde horloger. Nous avons fait le tour du cadran en cinq tendances de rentrée.

1 Les minimontres sont de retour

On l'avait pressenti avec la réapparition en juin dernier de la toute petite version de la Royal Oak d'Audemars Piguet. En cette rentrée, place à la Mini Tank Louis Cartier (7600 €, à droite). Cette déclinaison au boîtier en or jaune (de 28 sur 15,2 mm) complète la collection de micro-montres de la marque horlogère la plus tendance du moment : Tank Américaine, Baignoire, Panthère, sans oublier la réédition d'un petit modèle de Tortue de 1922. De petits bijoux animés par des mouvements quartz. « C'est un coup de maître, je trouve ces créations superbes, ça donne un statut d'accessoire de mode à la montre », juge Édouard Genton, à la tête de nombreuses boutiques horlogères dans l'est de la France. Pour l'occasion, tout a été miniaturisé, repensé et ajusté au millimètre, design comme mouvement. « Les minimontres ont vraiment la cote à l'heure actuelle, analysent Anne de Pontoux et Clara Dufour, de Françoise Paris, spécialiste des montres vintage au féminin. La montre bijou a longtemps été associée aux femmes d'un certain âge. Mais les choses ont changé, les jeunes femmes les adorent. D'autant qu'on les voit de plus en plus souvent au poignet des stars, féminines mais aussi masculines. » Pour Pierre Rainero, directeur de l'image, du style et du patrimoine de la maison de la rue de la Paix, « il y a un goût certain chez Cartier pour la beauté liée à la miniaturisation. Porter des petits objets est avant tout une source d'élégance, et ces montres de petite taille n'intéressent pas seulement les femmes. Nous recevons autant de requêtes d'hommes. »

2 Le « Swiss made » se décoince

On reproche souvent à l'industrie suisse d'être trop sérieuse. Mais avec une nouvelle génération de patrons née dans les années 1970 désormais aux commandes de grandes maisons, le ton change. À l'instar de cette incroyable Tissot PRX UFO Grendizer, imaginée en collaboration avec Go Nagai, créateur japonais de Goldorak (Grendizer de son nom d'origine), le robot géant des années « Récér A2 ». Ici, la montre est même proposée dans un écrin en forme de soucoupe volante! (notre photo, 895 €) « J'aime les montres, j'adore Goldorak. C'était un rêve de gosse, un retour à l'enfance, confie Sylvain Dolla, président de Tissot. Pour notre génération,



Cinq tendances horlogères contre la morosité

Judikael Hirel

Minis ou maxis, régressives, rose shocking, unisexes ou classiques jusqu'au bout des aiguilles, ces montres font l'actualité.

c'est LE premier dessin animé, celui qui nous a tous marqués. Pourtant, au départ, il ne parlait pas aux moins de 28 ans de nos équipes. Mais même si les jeunes ne connaissent pas, les mangas les inspirent. » Une inspiration étonnante de la part d'une maison suisse aussi établie et importante que Tissot? « Il faut être disruptif, sinon on s'ennuie! Une Tissot représentera toujours un choix sûr aux yeux des amateurs de montre, mais ce statut ne doit pas nous empêcher de nous amuser. Si les gens achètent nos produits, c'est parce que l'on prend du plaisir à les faire. L'horlogerie, ce n'est que de la passion : nous vendons des cadeaux! Une montre Tissot sur trois est achetée pour être offerte. Et qui dit cadeau, dit émotion. »



3 Le rose prend ses marques

Le rose n'est plus l'apanage des femmes. Et en particulier chez les fans de montres. L'un des garde-temps les plus recherchés cette année est en effet la Black Bay Chrono Pink de Tudor, boîtier en acier de 41 mm, cadran bombé couleur bubble-gum aux sous-compteurs noirs (ci-contre, 5720 €). Les rares exemplaires disponibles se sont littéralement arrachés en boutique, et se revendent à plus de 10 000 euros en seconde main, via la plateforme Chrono24. « Nous nous sommes rendu compte que de nombreux partenariats de Tudor ont en commun la couleur rose, confie-t-on du côté de la marque au bouclier. Du maillot du leader du Giro d'Italia à la couleur totem de notre ambassadeur Jay Chou (superstar de la « Mandopop » chinoise, NDLR) en passant par l'identité visuelle de l'Inter Miami CF de David Beckham. Nous avons voulu célébrer ce choix esthétique qui dénote une audace certaine. » Tudor n'est pas la seule à oser le cadran rose, à porter au masculin comme au féminin. On en trouve, généralement en acier, aussi bien chez Longines que Frédérique Constant, Breitling, Zenith et Omega. « Chez TAG Heuer, l'Aquaracer rose (ci-contre, 3850 €) est le meilleur exemple de cette envie de couleur pour casser les codes », estime le revendeur Édouard Genton.



4 Hommes, femmes, peu importe

Les montres ont-elles un genre? En tout cas plus pour Zenith qui ne classe plus ses modèles en fonction des hommes et des femmes (notre photo, chronographe Defy Skyline, 13 900 €). « On a toujours vu, en horlogerie, des collections unisexes qui pouvait être échangées au sein d'un couple, comme la Tank ou la Reverso, estime Sébastien Lepage, cogérant de la maison Lepage fondée en 1922. Mais je constate de plus en plus de demandes de la part de femmes pour des montres d'homme, telles les Speedmaster d'Omega. Toutes ne se reconnaissent pas dans les montres dites féminines en nacre et diamants de petit diamètre. C'est une tendance qui se renforce, également avec des clientes qui portent les montres de leur mari et viennent les mettre à taille en boutique. J'ai plusieurs couples de clients qui choisissent le cadeau de monsieur ensemble, en ayant bien en tête qu'ils se le passeront! » À cela s'ajoute l'effet Taylor Swift, qui arbore régulièrement la même Rolex que son fiancé et star du football américain, Travis Kelce, lorsqu'elle va le supporter en tribune.



5 Le classique rassurant

Alors que l'inflation est passée par là, les adeptes de belle horlogerie jouent la carte de la simplicité et de la sobriété. « L'achat d'impulsion, c'est fini. C'est vrai pour les montres comme pour les voitures, confirme Édouard Genton. Nous assistons à un retour aux classiques, sans complication, comme la simple Reverso de Jaeger-LeCoultre en acier ou une Breitling Navitimer cadran noir. » Également tendance cette rentrée, les nouveaux chronographes sport chics Portofino signés IWC Schaffhausen de 39 mm de diamètre, avec boîtier acier et cadran argenté (notre photo, 8500 €). « C'est la règle des 2 C : crise égale retour au classique, résume Yohan Bizzy, directeur Europe de Frédéric Constant, Citizen et Alpina. On revient à l'échelle mondiale à aux modèles rond ou carré, en acier, sur bracelet cuir. » Valeurs sûres et savoir-faire sont donc de nouveau aux premières loges. « Les gens veulent des indémodables, assure Édouard Genton. Quartz ou mécanique, là n'est pas le sujet. En la matière, Cartier a fait un travail fabuleux, en redessinant ses Santos, Panthère, Tank ou Baignoire. L'écrin rouge et la force de la marque comptent énormément! C'est une marque qui respecte ses clients, qui n'exagère pas en termes de prix. Mais c'est aussi une maison qui livre : vous n'allez pas attendre votre montre pendant deux ans! » ■



America's Cup : des montres de régate pour « vrais » marins

La plus ancienne des compétitions se déroule actuellement à Barcelone. L'occasion de dévoiler des pièces techniques taillées pour les skippers.

Il est loin, le temps des montres de régate avec cinq points de couleur alignés sur le cadran, égrenant les cinq dernières minutes avant le passage de la ligne de départ. La vague des modèles de plongée est passée par là, balayant tous les goûts et tous les styles sur son passage. Le progrès technique aussi. La preuve avec cette 37^e Coupe de l'America à Barcelone, où chaque nation tentant cette année de détrôner le « prétender » Nouvelle-Zélande possède son propre partenaire horloger. L'équipe américaine, American Magic, a ainsi fait le choix d'embarquer une véritable « toolwatch » (« montre-outil ») connectée et signée Garmin : une série limitée de sa Marq Captain (2), bleue et rouge, au boîtier en titane de 46 mm, faisant de surcroît office de GPS et de chronographe de régate (à partir de 1750 €). Omega est sans aucun doute la maison horlogère la plus impliquée dans

cette édition 2024 : elle est en effet chronométrateur de l'épreuve elle-même, des régates de qualifications de la Louis Vuitton Cup, mais aussi partenaire d'Emirates Team New Zealand, tenant du titre. « Nous étions déjà à leurs côtés en 1995; la continuité et la légitimité historiques sont là, comme pour les Jeux olympiques, confie Raynald Aeschlimann, président et CEO d'Omega. Mesurer la vitesse d'un bateau volant est un exercice comme un autre, comparé aux trente-deux disciplines des JO de Paris 2024. Mais être le chronométrateur officiel de cette 37^e America's Cup suppose des technologies assez pointues, entre départ, viréments de bord, vitesse et vent. L'idée est donc de sublimer la performance. Cela permet aussi de mettre en valeur le fait que nous ne sommes pas seulement chronométrateur. Cette coupe est le rêve de tout navigateur. La voile a quelque chose d'extrêmement inspirant. C'est



aussi un des sports les plus pratiqués à travers le monde. »

Après avoir présenté une édition limitée America's Cup de sa Seamaster Diver 300M au cadran gravé de vagues blanches et à l'aiguille des secondes en forme d'aiguille, Omega sort une très inattendue Seamaster Regatta (1), dévoilée à Barcelone lors



des demi-finales de la Louis Vuitton Cup. « C'est aussi une façon de montrer que l'on maîtrise cette discipline, avec d'authentiques montres de skipper, reprend Raynald Aeschlimann. Ce nouveau modèle est en développement depuis bientôt deux ans sur la base de notre Skywalker X-33 destinée aux astronautes, high-tech mais pas

connectée. Son look, en revanche, est complètement fidèle à la Seamaster. Pour nous, c'était intéressant d'insister sur la dimension technologique de ce qu'est devenue la voile. Il s'agit d'un outil multifonction à porter au poignet. »

Un calibre fait pour durer

Si cette montre de régate pour « vrais » marins animée par un mouvement quartz partage la philosophie de la X-33, elle n'intègre pas ses composants, car ceux-ci ne vieillissent pas au même rythme que l'horlogerie classique. Elle associe affichage analogique, inspiré de la Diver 300M, et numérique, avec un affichage à cristaux liquides ultra-lisible, entre inscriptions noires et un fond blanc-gris. Et revendique nombre de fonctions utiles aux navigateurs aguerris : chronographe, journal de bord, thermomètre, accéléromètre, trois alarmes, une fonction régate et même un indicateur des phases de Lune. Côté pratique, cette Regatta possède quatre poussoirs, un rouge et trois bleus, tous moulés en caoutchouc, pour une utilisation facile en mer. Boîtier en titane grade 5 oblige, comptez tout de même 8 200 euros si vous voulez prendre le large avec elle. ■ J. H.

Outre-Manche, créativité et principe de réalité

Matthieu Morge Zucconi
Envoyé spécial à Londres

De Burberry en quête d'éclaircies à JW Anderson au zénith, les designers britanniques cherchent, avec les défilés de l'été 2025, à cultiver leur identité sans renoncer à la dimension commerciale.

L'été temps est à l'orage au-dessus de Burberry et pas sûr qu'un trench suffise à traverser cette météo plus que maussade. L'arrivée du talentueux directeur artistique Daniel Lee en 2022 présageait pourtant des jours meilleurs. Seulement, en dépit d'un séduisant repositionnement en termes d'image, ses collections ne sont pas parvenues à redéfinir clairement l'identité de la plus prestigieuse des maisons britanniques, ni n'ont fait l'unanimité auprès des critiques. Par ailleurs, dans un marché du luxe sous tension, les mauvais résultats (-22% de chiffre d'affaires sur le premier trimestre 2024) et le départ en juillet de Jonathan Akeroyd, le PDG qui l'avait recruté (remplacé par l'Américain Joshua Schulman, ex-Michael Kors et Coach), assombrissent encore le ciel du natif du Yorkshire, 38 ans...

« Nos défilés doivent faire rêver, mais aussi représenter une proposition tangible pour nos clients. Nous sommes une entreprise de prêt-à-porter avant tout »

Daniel Lee
Créateur de Burberry

Lundi, au National Theatre, sur la rive sud de la Tamise, de grands rideaux découpés sont accrochés dans le hall d'entrée brutaliste. Une installation signée de l'artiste originaire du Kent Gary Hume. Les fidèles sont là : Damon Albarn, le chanteur de Blur ; le rappeur Skepta ; le footballeur d'Arsenal, Bukayo Saka ; l'Elizabeth II de *The Crown*, Olivia Colman... Porté par ce premier rang de personnalités so Burberry qui reflète bien le repositionnement opéré par Lee, le designer semble franchir une étape à l'occasion de cette collection du printemps-été 2025. Le show s'ouvre, *of course*, sur des déclinaisons de l'éternel trench-coat. Ses épaulettes habillent des perfectos courts, sa gabardine devient une robe. Les parkas, vestes militaires multipoches et autres blousons façon Café Racer sont revisités, soit en matières ul-

tratechniques, soit en cotons huilés, en lin, en popeline de soie, etc. « Comme chacun sait, Burberry est une marque de manteaux avant tout, décrypte Daniel Lee en coulisses. Lors de mes premières saisons, je me suis beaucoup amusé à retravailler le trench. Cette fois-ci, j'avais envie d'en détourner certains éléments à travers des vêtements d'extérieur comme le Mac et la veste de chasse, déclinés de manière très légère et estivale. On se doit de pousser plus loin les codes maison que tout le monde connaît. » Avec ces accessoires en tartan (ceintures, sacs) et ces pièces faciles (chemises simples, petites vestes militaires à écusson), le résultat est plus accessible - et donc, commercial - que les collections précédentes... Même si l'allure est parfois chargée - une parka sur une robe du soir à paillettes, des zips un peu partout... « Nos défilés doivent faire rêver, poursuit le designer. Mais aussi représenter une proposition tangible dans laquelle nos clients peuvent se projeter. Nous sommes une entreprise de prêt-à-porter avant tout, et ce n'est pas avec des pièces de défilé que nous pourrions survivre. Josh, notre nouveau PDG, et moi travaillons ensemble depuis deux mois. Il a apporté avec lui un optimisme très américain, du dynamisme, une manière de communiquer très positive... J'ai vraiment apprécié nos conversations

et je sens que l'on peut développer une synergie. » Après la pluie, le beau temps ?

Ambiance sereine chez JW Anderson. Il faut dire que, ces derniers temps,



Simone Rocha

Jonathan Anderson marche sur l'eau, que ce soit chez Loewe qui défile à Paris ou pour sa propre marque, devenue la tête d'affiche de cette Fashion Week de Londres qui, si elle ne manque pas de créativité, a cruellement besoin de *success stories*. Cette saison est encore une démonstration de ce qui rend Anderson unique dans le paysage actuel : une silhouette singulière et ultra-référencée (minirobes trompe-l'œil, sarouels en soie brillante, mailles à col V démesurées) ; une maîtrise technique (seules quatre matières utilisées, le cachemire dans toutes ses dimensions, le cuir, les sequins et la soie) ; une inspiration on ne peut plus contemporaine (« À savoir les filles qui m'entourent, ma sœur mais aussi celles qui travaillent avec moi et qui sortent ensemble le samedi soir. Elles ont une confiance en elles que j'admire et que j'ai essayé de retranscrire dans cette collection »), et surtout, du recul sur l'industrie. « Je pense que nous avons besoin de simplification aujourd'hui dans nos métiers. Le monde change beaucoup, la mode doit se reconcentrer sur l'essentiel. D'où mon travail sur ces quatre matières : les tissus que nous utilisons sont le nerf de la guerre de notre industrie. C'est de là que vient la qualité de ce que nous produisons, et j'estime que c'est la partie la plus

excitante de notre travail. On néglige parfois cet aspect. »

Simone Rocha est, elle aussi, l'un des fers de lance de cette semaine de défilés. Son univers poétique et très *girly* séduit de plus en plus de filles, clientes fidèles qui aiment ses robes à manches ballon et sa collaboration avec Crocs. Samedi après-midi, au Old Bailey, la Cour centrale britannique, elle présente l'une de ses collections les plus réussies. Piochant dans l'imagerie de la danse (Rocha cite les influences de Michael Clark et Pina Bausch), elle enchaîne justaucorps couleur chair, tutus roses ou noirs, manteaux d'opéra découpés sur les côtés et tenus au niveau du col par les modèles. Mais aussi des parkas en Nylon, des ballerines d'un nouveau genre à semelle sport... À l'homme, qu'elle a introduit il y a quelques saisons et qui, dit-on, rencontre un certain succès, elle joue sur les archétypes, taillant une chemisette oversized ou un anorak dans de l'organza, gonflant les poches d'un blouson ou d'un short en tissu technique, ajoutant ses perles signatures sur le col d'une veste en jean délavée comme il faut... Applaudissements fournis pour cette collection toujours aussi sensible, mais plus réel que jamais de l'Irlandaise. ■

De candidats du prix LVMH à nouvelles étoiles de Londres

En onze ans d'existence, le prix LVMH a fait découvrir de nombreux jeunes, ou moins jeunes, créateurs établis à Londres - et, pour la plupart, diplômés de la plus grande école de mode du monde, la Central Saint Martins. Rien d'étonnant donc à les retrouver au fil des saisons dans le calendrier du British Fashion Council.

Depuis son prix LVMH en 2022 et un défilé remarqué au Pitti Uomo en janvier 2024, S.S.Daley s'était fait plutôt discret. Ce jeune Britannique de 27 ans,

adoré du chanteur Harry Styles (il vient d'investir dans la marque), assis au premier rang, opère son retour dans la Fashion Week de Londres. Et, pour l'occasion, dévoile sa toute première collection féminine, lui qui s'était fait un nom avec son vestiaire masculin poétique. Pour cette diversification, pas de révolution : on retrouve les mêmes codes et le même esprit *british*. Les tailleurs, tout comme les longs pardessus, sont parfaitement coupés. Seule ombre au tableau (et c'est sans doute normal, pour un galop d'essai), Daley peine à s'affranchir de ses influences, en particulier la femme de Jonathan Anderson chez Loewe. Avec le temps, il devrait affiner sa vision.

Johanna Parv, elle, n'a pas passé l'étape de la demi-finale du LVMH Prize l'an dernier. Pourtant, cette Estonienne établie outre-Manche détient quelque chose de finalement assez rare chez une jeune marque : un concept à la fois fort, commercialement viable, et surtout... désirable. Son truc, c'est un vestiaire de femme en mouvement, des vêtements pour jeunes urbaines qui se déplacent à vélo, en métro, à trottinette électrique... Elle décline jupes et vestes tailleur dans des matières ultratechniques, y glisse les bons zips qui dévoilent l'épaule - car ce n'est pas parce qu'on pédale qu'on ne peut pas être sensuelle -, et y ajoute une multitude de détails malins, comme ce grand passant permettant de glisser sa veste dans son dos. Après ce premier vrai défilé (auparavant, elle montrait ses

collections au cours du show de l'incubateur culte londonien Fashion East), on ne peut que lui prédire un brillant avenir.

Pauline Dujancourt faisait partie des huit finalistes de l'édition qui a eu lieu la semaine dernière à la Fondation Louis Vuitton. Et a été recalée sur les marches du podium comme d'autres avant elle, tels Simon Porte Jacquemus, Demna ou encore Virgil Abloh. Mais quand ces derniers ont toujours surfé sur une mode influencée par la rue et

les réseaux sociaux, cette jeune Française préfère l'artisanat du crochet et du tricot. Pour sa grande première au calendrier, dans l'espace NewGen qui a vu éclore tant de talents, elle séduit unanimement acheteurs des grands magasins (ce qui est toujours bon signe) et journalistes. Confectionnées par des associations de femmes à Lima, au Pérou, ses robes de crochet - certes, pas des plus adaptées pour le métro - sont incroyables de délicatesse, de poésie, et affirment un vrai point de vue.

Michael Stewart, de *Standing Ground*, était un de ses cofinalistes. Mais lui, géant irlandais à barbe rousse, a décroché le tout premier prix du savoir-faire (200 000 € tout de même). Ses créations réalisées à la commande ont plus à voir avec de la couture que du prêt-à-porter. Son univers, à la croisée de ceux d'un Azzedine Alaïa et d'un Rick Owens, s'adresse à des femmes qui cherchent (et ont l'occasion de porter) des robes du soir exceptionnelles. Stewart a le sens du drapé, fabrique des pièces tantôt futuristes d'esprit *Dune*, tantôt très classiques, et très réussies. À contre-courant de toutes ces jeunes marques cherchant, dès leur première saison, l'it-bag et le profit, il revendique, avec beaucoup de fraîcheur, son envie d'être une « niche » : « Je ne prévois pas de produire du prêt-à-porter. Je continue de croire en mon approche. Avec le soutien financier du LVMH Prize, j'aspire à pousser encore plus loin l'exécution et le savoir-faire. » ■

M. M. Z.



S.S.Daley

S.S.DALEY



Pauline Dujancourt

KATIE COLLINS/EMPICS/ALAMY VIA REUTERS CONNECT

ISIDORE MONTAG/GORUNWAY.COM ; JW ANDERSON : BEN BROOMFIELD/BEN BROOMFIELD

« Le public aime le patrimoine dans sa globalité »

Blaise de Chaballier

Du château de Fontainebleau au circuit des 24 Heures du Mans « Le Monument préféré des Français » joue sur la diversité voulue par Stéphane Bern. Rencontre avec un passionné.

Quel joyau de notre patrimoine succédera au majestueux château fort de Sedan, élu l'an passé monument préféré des Français ? Comme d'habitude, l'émission présentée par Stéphane Bern offre une introduction idéale aux Journées européennes du patrimoine (21 et 22 septembre) qui fêtent cette année leur 41^e édition. Une complémentarité essentielle selon l'animateur, qui se confie au Figaro : « Mon émission joue sur les mêmes ressorts qui sont la fierté des gens de retrouver leur région, leur identité propre, leur culture. C'est l'occasion de montrer à tous que le patrimoine est à hauteur d'homme, accessible près de chez vous. »

L'occasion aussi, avec le concours diffusé sur France 3, de prendre conscience, à travers les quatorze monuments sélectionnés par les téléspectateurs, de l'incroyable diversité des trésors architecturaux et culturels de la

France. Une variété qui peut parfois surprendre voire choquer, avec, par exemple cette année, parmi les candidats au titre, des sites aussi radicalement différents que le château de Fontainebleau – que Napoléon qualifiait respectueusement de « vraie demeure des rois » –, le site urbain avant-gardiste de Le Corbusier à Firminy, non loin de Saint-Étienne, ou encore le mythique circuit des 24 Heures du Mans.

La Villa Éphrussi de Rothschild

De quoi déplaire à certains mais, pour Stéphane Bern, cet éclectisme fait justement tout le sel du « Monument préféré des Français » : « Il y a une vision peut-être restrictive d'un certain milieu, de l'intelligentsia, mais le public ne s'y trompe pas, il aime son patrimoine dans sa globalité. Ce sont les mêmes qui un jour visitent une église, le lendemain un fort militaire et le surlendemain qui vont sur le circuit des 24 Heures du Mans ! Je ne dis pas que ce dernier est un monument, mais



Le circuit des 24 Heures du Mans est « un site patrimonial populaire » très apprécié par les Français.

il s'agit d'un site patrimonial populaire. Quant au village Le Corbusier, il faut savoir que cet architecte a été un temps au purgatoire. Le patrimoine du XX^e siècle est souvent méprisé, pourtant il est important. »

Et notre « Monsieur Patrimoine » de rappeler l'essentiel à ses yeux, la dimension humaine de ces lieux qui ne sont pas seulement des vieilles pierres : « Chaque lieu a une histoire à nous raconter. J'ai rencontré en me rendant sur place pendant le tournage des gens qui font vivre ces endroits. Comme par exemple les mécaniciens du circuit du Mans, ou encore ceux qui bichonnent les voitures de son musée. J'ai même essayé une Lorraine-Dietrich de 1925 ! »

C'est depuis le château de Rambouillet que Stéphane Bern déroulera le classement jusqu'à l'annonce du vainqueur en fin de soirée. Parmi les autres candidats au titre, citons la somptueuse Villa Éphrussi de Rothschild. Construit en 1905 par la fille du baron Alphonse de Rothschild, situé entre Nice et Monaco, ce palais avec son fabuleux jardin surplombant la Méditerranée nous plonge dans la Belle Époque. « C'est un endroit vraiment magique », souligne l'animateur qui évoque la formidable collection d'art (porcelaines de Sèvres et de Vincennes, toiles de maîtres, mobiliers Louis XV) rassemblée dans ce petit paradis. Citons encore, au cœur de la forêt vosgienne, l'impressionnant sanctuaire du Mont-Sainte-Odile.

« Ce site a besoin d'aide et j'ai été sollicité dans le cadre du loto du patrimoine pour sa restauration », confie Stéphane Bern. L'infatigable passionné précise que s'il choisit les monuments qu'il soutient avec sa mission, il n'intervient en revanche pas dans la sélection des sites en compétition dans l'émission. « Parfois, il y a concordance », reconnaît le présentateur qui, dans le cadre des Journées du patrimoine, ouvrira au public son collège royal et militaire de Thiron-Gardaïs, dans le Perche, où il réside. ■

« Le Monument préféré des Français »
À 21h05, sur France 3

« Détenues à ciel ouvert » : un premier pas vers la liberté

Emmanuelle Litaud

Ce documentaire met en lumière le fonctionnement de la Ferme Baudonne, qui accueille des femmes quelques mois avant la fin de leur peine.

Des arbres, des champs et le ciel pour horizon. La Ferme Baudonne, et ses 3 hectares de nature, accueille, près de Bayonne, des femmes détenues en fin de peine et leur offre un sas entre la prison et le retour à la vraie vie.

Ici, pas de barreaux ni de barbelés. Ce lieu unique et expérimental, créé en 2020, est dirigé par Gabi Mouesca, qui a lui-même passé 17 ans en prison. « L'absence totale de barreaux est, de fait, une cassure radicale avec l'espace cellulaire. C'est l'anti-prison ici, un pas important vers le retour de femme libre », explique-t-il dans le documentaire *Détenues à ciel ouvert*, diffusé sur France 2. « L'idée est que l'on puisse avoir un traitement à la hauteur de notre niveau de ci-

vilisation pour ces femmes-là », précise-t-il à propos de cette alternative à la détention.

Pendant un an, la réalisatrice Sophie Bontemps a suivi Évelyne, Annie et Rosy et leur évolution au fil des mois passés dans l'établissement. À l'instar de toutes les résidentes, elles ont une chambre individuelle dont elles détiennent la clé. À leur arrivée, les détenues signent un contrat, s'engagent à respecter le règlement intérieur et doivent travailler 26 heures par semaine. En échange, elles reçoivent un salaire équivalent au smic sur lequel est prélevé un loyer, pour les réhabituer, petit à petit, au fonctionnement du monde extérieur. Évelyne et Rosy œuvrent dans le potager. « Le jardin est bénéfique pour l'es-

prit, explique la première. Cela symbolise la vie, le renouvellement. » Annie, elle, est dévolue à la cuisine. Condamnée à multiples reprises pour vol avec escroquerie, elle a passé la moitié de sa vie en prison et savoure pleinement sa nouvelle autonomie, sa grande chambre et le fait de pouvoir se maquiller à nouveau. « C'est comme si on était enterrés vivants et qu'on ressuscite. On découvre la vie », confie-t-elle.

Se reconstruire doucement

Gabi Mouesca l'a vécu : le choc de la sortie de prison est presque aussi fort que celui du début de la détention. L'établissement, estampillé Emmaüs, offre ainsi une phase salvatrice permettant d'atténuer un peu l'étape difficile de la réin-

sertion. Mais, ici, tout n'est pas rose pour autant. La violence affleure partout, surtout entre les résidentes. Certaines, retrouvant une forme de liberté dont elles ont été privées durant tant d'années, outrepassent parfois les règles de la maison. Des écarts qui ont poussé le directeur à renvoyer trois d'entre elles derrière les barreaux. « Ce sont les décisions les plus difficiles que j'ai eues à prendre », note-t-il. Si le chemin est donc sinueux, ce lieu aide pour autant la très grande majorité de ses résidentes dans leur reprise d'autonomie. Évelyne arrive au terme de sa peine. Elle qui évoluait dans des milieux où la drogue, l'alcool et la violence faisaient rage avant son incarcération apprend à se connaître. « Maintenant, je découvre qui

je suis. J'ai découvert cette sensibilité chez moi, j'ai eu du mal à l'accepter, je prenais tout à cœur », explique-t-elle. Avec du temps, les détenues, qui peuvent passer de six mois à deux ans dans la Ferme Baudonne, gagnent en confiance et apprennent à se reconstruire doucement.

Ce documentaire, très réussi, permet de mieux connaître cette voie parallèle qui, si elle est encore expérimentale, semble essentielle. En effet, sans accompagnement, une femme sur trois est à nouveau condamnée dans les cinq ans qui suivent sa sortie de prison. ■

« Détenues à ciel ouvert »
À 22h55, sur France 2
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6713

HORIZONTALEMENT

1. Future reine ou ancienne Renault. – 2. Bague à la rame. – 3. Conçu pour ne pas concevoir. – 4. Terrain plat en altitude. Célébré après les Noces chez Camus. – 5. Pays du passé dans l'imparfait. A une fiancée chez Rimski-Korsakov. – 6. Ses feuilles produisent le ladanum. Petit tour. – 7. Permission du Midi. Se présentent après vous. – 8. Jeu d'allumettes. Terrain meuble. – 9. Poisson bleu blanc rouge. Noircit bien des Canadiens. – 10. Peut être issu d'un rapprochement franco-vietnamien. – 11. Ont un tant pour tout. – 12. Sans pédoncule ni pédicule.

VERTICALEMENT

1. Ont intérêt à vite se remettre en selle. – 2. Pleine de finesses. – 3. Réduiras la résistance. Parvenus à expiration. – 4. Annonce Goriot ou Ubu. Particule. Suis de sortie. – 5. Pas cher du tout. Habile piqueur de pomme. Il régit les échanges de devises. – 6. Arthropodes ou chatons. Appartient à une succession. – 7. Finit toujours par imposer sa raison. Finit les gnous à terre. – 8. Des crêpes avec des poêles.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6712

HORIZONTALEMENT

1. Caboteur. – 2. Ovicapre. – 3. Nie. Fans. – 4. Jars. Têt. – 5. Éteule. – 6. CE. Duras. – 7. Tue. Cap. – 8. URSS. Sil. – 9. Tac. Té. – 10. Aliboron. – 11. Lévitait. – 12. Exérèses.

VERTICALEMENT

1. Conjecturale. – 2. Aviateur. Lex. – 3. Bière. Estive. – 4. Oc. Sud. Sabir. – 5. Taf. Luc. Cote. – 6. Épateras. Ras. – 7. Urne. Apitoie. – 8. Restes. Lents.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

MOTS À CASER

RCT Jeux

Placez les mots de la liste dans la grille ci-dessous.

2 LETTRES

CE
CG
CM
CO
E-M
E-O
ET

3 LETTRES

ASE
DER
IRE

4 LETTRES

BAIL
CIVE
ÉMOI
INNÉ
ITEM
LARD
MALT

5 LETTRES

PÉRIR
SÉPIA
SHOOT
SLICE
TÉTER

6 LETTRES

AMARIL
CHASSE

7 LETTRES

CERNEAU
EMPIRER
MÉTÉORE
POTÉORE
TAILLER

8 LETTRES

ENROBÉ
GERBÉE
POÈLÉE
RAPEUR
REBORD

9 LETTRES

ISOTHERME
POLARISÉE
TAPISSIER

SUDOKU

RCT Jeux

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

FACILE

GRILLE 4851

8			9	3				
					6	4	5	7
4		1	5	7	2			8
	8		4			2		5
	9		7		3			
2		1				3		4
6		7	3	4	1			9
					7	5	1	6
2			6	8				

DIFFICILE

GRILLE 4852

		2			3			7
	3	5						
					7	8		6
			6	1			4	
3				8			9	
			3	9			2	
					6	2		5
	8	7						
		4			2			9



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



ÉPHÉMÉRIDE Ste-Nadège
Soleil : Lever 07h32 - Coucher 19h56 - Pleine Lune

TF1

21.10
Good Doctor
Série. Hospitalière

EU. 2024. Saison 7. Avec Freddie Highmore. 2 épisodes. Inédit. Shaun et Lea s'efforcent de concilier leurs obligations parentales et leur vie de couple. Park et Morgan, eux aussi, tentent de trouver le bon équilibre.

22.50 Good Doctor. Série. Hospitalière. En sous-effectif. Inédit.
23.50 Chicago Med. 3 épisodes.

CANAL+

21.00
Football :
Ligue des champions

Sport
1^{re} journée : Paris-SG - Gérone. En direct. Pour débiter cette phase de Champions League, le PSG de Luis Enrique accueille les Espagnols de Gérone au Parc des Princes.

22.57 Canal Champions Club le debrief. En direct.

C8

19.43 Touche pas à mon poste.

21.19 Rambo
Film. Action. EU. 1982. Réal. : Ted Kotcheff. 1h47. Avec Sylvester Stallone. Un vétéran du Vietnam traumatisé, de passage dans une petite bourgade, subit les persécutions du shérif local. Poussé à bout, l'homme perd pied.

23.06 Terminator 2 : Le jugement dernier. Film. Science-fiction.

france.5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 La grande librairie
Magazine. Prés. : Augustin Trapenard. 1h35. Inédit. En cette rentrée littéraire 2024, Augustin Trapenard accueille Kamel Daoud, Patrick Boucheron, Delphine Minoui, Camille Pascal et Bérénice Pichat.

22.40 C ce soir. Talk-show.
23.50 C dans l'air. Magazine.

france.2

21.05
L'Éclipse
Série. Policière

Fra. 2023. Saison 1. Avec Anne Charrier, Claire Keim. 2 épisodes. Inédit. Alors que les enquêteurs pensent tenir leur coupable, un rebondissement rebat les cartes. Les enfants de Johanna et Manue se retrouvent dans le viseur de Levy.

22.55 Détenues à ciel ouvert. Documentaire. Inédit.

arte

20.55
Première année
Film. Comédie dramatique

Fra. 2018. Réal. : Thomas Lilti. 1h35. Avec Vincent Lacoste, William Lebghil. Deux étudiants en médecine, l'un bachelier et l'autre qui tente le concours depuis trois ans, essaient de survivre à leur première année d'études.

22.30 Don't Worry, He Won't Get Far on Foot. Film. Comédie dramatique.

W9

19.50 Les cinquante. Jeu. Inédit.

21.10 Enquêtes criminelles
Magazine. Prés. : Nathalie Renoux. 1h10. Victorine 18 ans : la mort au bout du chemin (1 et 2/2). Inédit. Le meurtre de Victorine Dartois, 18 ans, a bouleversé la France entière. C'était il y a quatre ans dans la petite commune de Villefontaine, en Isère.

23.20 Enquêtes criminelles. Mag.

RMC
DÉCOUVERTE

19.55 Wheeler Dealers France. Doc.

21.10 Flic story
Documentaire. Fra. 2023. 1h30. Gendarmerie de Gex (2). Des caméras ont suivi pendant 2 mois le PSIG, une unité composée de 25 gendarmes spécialisés dans les interventions périlleuses dans l'Ain.

22.40 Flic story. Documentaire. Gendarmerie de Gex (1).

france.3

21.05
Le monument préféré des Français

Divertissement
Prés. : Stéphane Bern. 2h15. Inédit. À l'occasion des 41^{es} Journées européennes du Patrimoine, une nouvelle plongée au cœur de la richesse du patrimoine culturel, architectural et historique de la France.

23.20 Les héros du patrimoine. Documentaire. Inédit.

6

21.10
Le Golden Bachelor
Divertissement

Prés. : Stéphane Rotenberg. 2h10. Inédit. À 60 ans, Landry, un Bachelor mature et sage, cherche l'amour auprès d'une femme de son âge. Vingt prétendantes âgées de 55 à 67 ans vont faire sa connaissance.

23.20 Le Golden Bachelor, les femmes nous disent tout. Inédit.

TMC

19.15 Quotidien. Inédit.

21.25 Qu'est-ce qu'on a tous fait au Bon Dieu ?
Film. Comédie. Fra. 2021. Réal. : Philippe de Chauveron. 1h50. Avec Christian Clavier. Pour les 40 ans de mariage de leurs parents, quatre filles réunissent tous les beaux-parents.

23.15 Qu'est-ce qu'ils ont fait au bon Dieu ? Documentaire.

HISTOIRE TV

20.20 Mystères d'archives. Doc.

20.50 L'art de l'espionnage
Documentaire. EU. 2021. Réal. : Marek Bures, Maria Berry, Jan Spindler. 1h15. 2 épisodes. Inédit. Tout le monde connaît James Bond et ses gadgets. Cette série documentaire explore les progrès de la panoplie technologique de l'espion-type au fil des décennies.

22.05 L'art de l'espionnage. 3 ép.

prime

On voulait tout casser

Depuis le très bon « Vincent, François, Paul... et les autres » de Claude Sautet et sorti en 1974, le genre de film qui met en avant l'amitié est devenu une sorte de classique dans le cinéma français. Avec ce long métrage, le réalisateur Philippe Guillard s'inscrit dans cette veine avec sincérité et envie. Kad Merad, Charles Berling, Benoît Magimel et Vincent Moscato incarnent ces potes de trente ans qui, au détour de la vie et de ses soubresauts, regardent un peu dans le rétroviseur et font le bilan du temps qui passe, de leurs espérances de jeunesse, de leurs réussites mais aussi de leurs échecs. Certes, ce film ne casse pas les codes mais laisse tout de même une impression de « feel good movie » très acceptable.

LE FIGARO TV
Île-de-France

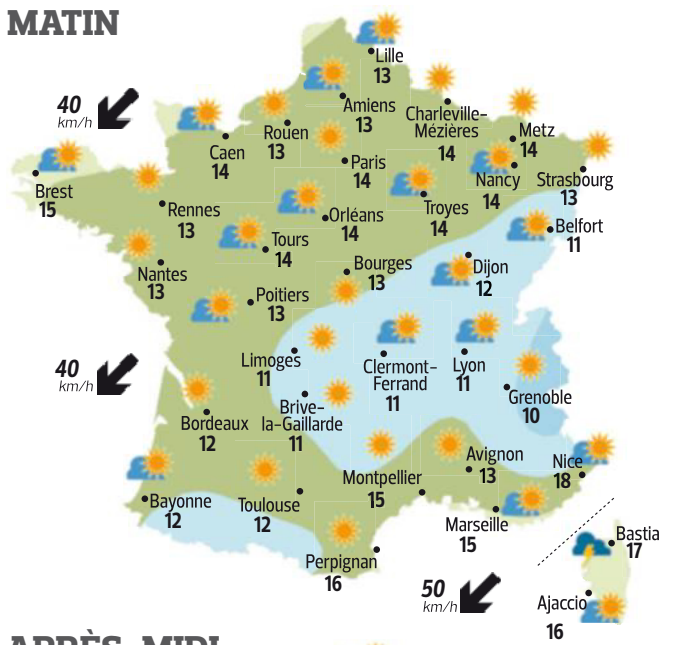
12.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV. Major Mouvement, auteur du livre « Huit piliers pour rester jeune le plus longtemps possible ». Interviewé par Sarah Lecœur et Damien Canivez.
19.00 Bienvenue en Île-de-France. Présenté par Victoire Sikora.

21.00

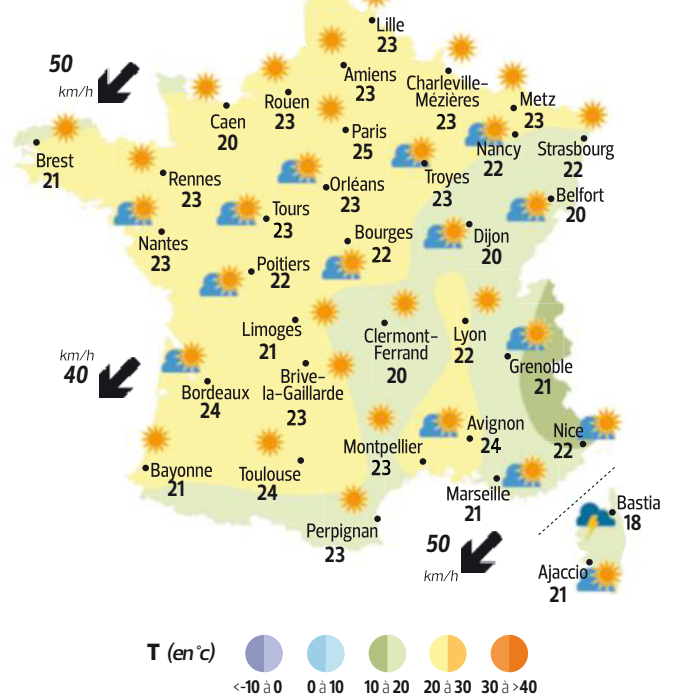
Fabergé : les objets du désir
Documentaire.
22.30 Le Club Le Figaro Culture
Jean-Christophe Buisson reçoit, pour la rentrée littéraire, Colombe Schneck, Marin de Viry, Baptiste Liger et Étienne de Montety.

Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 203 | Bouygues 247

MATIN

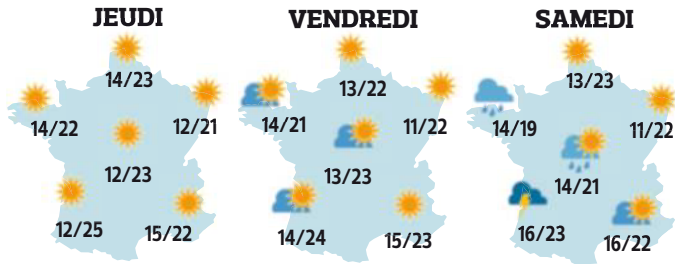


APRÈS-MIDI



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	19/25	AMSTERDAM	14/21	ATHÈNES	20/27
BARCELONE	18/21	BELGRADE	12/20	BERLIN	15/25
BERNE	7/17	BRUXELLES	13/22	BUDAPEST	14/21
COPENHAGUE	15/20	DUBLIN	9/18	LISBONNE	17/25
LONDRES	13/23	MADRID	15/26	PRAGUE	13/23
RABAT	19/24	ROME	15/22	TUNIS	20/28



la chaîne météo

lachainemeteo.com

Par téléphone : **3201**
LIVE 24/24
CANAL+ GRATUITÉ
Sur L'APPLI La Chaîne Météo

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3938

PLEIN DE PERIPÉTIES PETIT MONARQUE	VIVANT ON EN TOMBE QUAND ON A FAIM	PROPHÈTE HEBREU EMBOÎTE	BONNE PÉRIODE TOILES ABRASIVES	IL SE JOUE SOUS SOL	BIEN TROP SERRÉE L'OTAN AUX USA	FORMULE DE SPORT L'ASTATE	STYLE PROPRE AU JAZZ	MIS EN MEMOIRE FACTEUR DE CHANCE	ÉPOUSE DE ZEUS ENGIN DE MENUISIER	C'EST UN HOMME EXPERI- MENTÉ	INDIQUE LA CONDUITE À SUIVRE	PIÈCES MOLDAVES CLARINE OU BELIERE
				QUI DATE (D')			BAVARDE BONBONS DURS OU MOUS			ORDONNÉ		
DU MÊME AVIS				FIGÉ	DOMAINE DE LA CREATION PRONOM		EFFET DE TRAVAIL MANUEL		BON ESTOMAC	DE LA MONTAGNE	CLAMEUR	
GRAND PROGRES							CANE		RADIO D'INFOS		ÉTUDE COURTE	
				MEN- TIONNA NOIX À AMANDE		PAS TRÈS SPIRITUEL	ADIPEUSE					JOLI VIL- LAGE AU- DESSUS DE NICE
MIT DANS UN TRONC			AGRANDIR LA ROBE					ELLE SE REND EN MOURANT		COMME UN BEAU BÈBE		
COPAIN FIDÈLE			CONTENU DE CHOPE					L'EUROPE		AVION OU CARGO		
		FLICS OU VOYOUS			FINE FLEUR DE FROMENT			NAVI- GUERA À RECLONS				
NATIO- NALISER		RIVIÈRE PICARDE			ALERTES ANTIVOL			ROI BIBLIQUE		LOCA- LISABLE	ÉVALUE DU BOUT DES DOIGTS	
MONTE À LA TÊTE					MINABLE					GOMINA		
HEROS DES ARÈNES			CON- TROVERSÉ CLUB DE MARSEILLE					COMMIS			SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT	
GUIDE DE CAVALIER				QUI SAVENT AVEC CERTITUDE				QUEST- EST				
											E A P T I A S C G F A T F	
											EXAGÉRER MASSEUR REBUFFADE	
											PLANIFICATION EBENISTERIE	
											XE TRE FLE TENTATIVE SERIER	
											RHEA RONCE NIL VERRERIE I	
											OIE GROGS ISE ISO VOL ERSE	
											ENTE NIU INTERNAUTES USEES	
											INNE ETE INTE IE AORTE	
											CINTRE OC RYE PCF RU	
											FEND GEX ANA LYS UREE	

El-Mouhoub Mouhoud, l'ambition discrète d'un universitaire



PAR
Éloi Passot

Le président de l'université Paris-Dauphine brigue la présidence de PSL*. Économiste d'origine algérienne, il est spécialiste des migrations et de la mondialisation.

Il aurait sans doute préféré discourir sur les dynamiques de relocalisation ou sur les effets économiques des migrations internationales. « *Je ne suis pas très à l'aise* », confie El-Mouhoub Mouhoud dans son bureau de l'université Paris-Dauphine-PSL. Cette pudeur, le président de la prestigieuse université d'économie dit la tenir de ses parents d'origine algérienne, avec qui il est arrivé en France à l'âge de 10 ans. « *Dans ma famille, on ne parlait jamais de soi !* »

À première vue, El-Mouhoub Mouhoud frappe surtout par sa rigueur toute universitaire. Lunettes rectangulaires et ton doctoral : en bon pédagogue, il répond sans hésitation tout au long de l'entretien qu'il nous accorde. Il a toujours été un excellent élève. Même à 64 ans, il n'est pas homme à s'exprimer à l'oral sans s'être préparé avec application. Mais, rapidement, une chaleur humaine, toute méditerranéenne, perce sous cette apparente gravité.



El-Mouhoub Mouhoud résume sa vision de l'enseignement en une expression, « *l'excellence ouverte* ».

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Surtout lorsqu'il s'agit de parler de Dauphine, qu'il préside depuis maintenant quatre ans. Avec « *une grande énergie* » et en « *meneur d'hommes* », disent plusieurs professeurs de l'université. Sa vision, El-Mouhoub Mouhoud la résume en une expression, « *l'excellence ouverte* ». Donner accès aux étudiants

plus défavorisés, sans renoncer à l'exigence. Ouvrir l'université aux réfugiés ukrainiens ou palestiniens et rester sans compromission avec les dérives des militants propalestiniens.

Une vision qu'il veut maintenant appliquer à Paris Sciences et Lettres (PSL), la superstructure universitaire rassemblant plusieurs établissements prestigieux, des Mines de Paris à l'ENS Ulm en passant par Dauphine. El-Mouhoub Mouhoud en assure déjà la présidence par intérim depuis juin. Il en brigue désormais la présidence.

« Ce qui m'intéresse, ce n'est pas de faire un livre sur moi. C'est un prétexte pour aborder la complexité des trajectoires individuelles. Des sujets qui ont traversé ma vie et qui me dépassent »

El-Mouhoub Mouhoud
Président de Paris-Dauphine

D'ailleurs, à bien y regarder, El-Mouhoub Mouhoud n'est peut-être pas si réticent à parler de lui. L'économiste confie préparer une autobiographie, une « *esquisse d'auto-histoire* », selon ses mots, à paraître courant 2025. « *Ce qui m'intéresse, ce n'est pas de faire un livre sur moi, se justifie-t-il d'emblée. C'est un prétexte pour aborder la complexité des trajectoires individuelles. Des sujets qui ont traversé ma vie et qui me dépassent.* »

De fait, son parcours est à la fois édifiant et exemplaire. Il est celui d'un enfant de l'immigration algérienne parvenu aux plus hautes responsabilités universitaires. Alors même que d'école, il n'y en avait quasi pas dans les régions montagneuses de Kabylie qui l'ont vu naître en 1960. « *Ils voulaient non seulement trouver du travail, mais offrir à leurs enfants une bonne éducation, avec une volonté forte de réussir* », explique El-Mouhoub Mouhoud lorsqu'il évoque le départ de ses parents pour la France quelques années après l'indépendance.

Son père travaille d'abord dans les usines Renault. « *En sortant de l'usine, pendant trois ans, il a appris le français en cours du soir* », poursuit le président de

Dauphine. *Quand il a obtenu son certificat d'études, il nous a fait venir en France : il savait qu'il pourrait lire nos bulletins scolaires.* » Cinquante ans après ses premiers pas à l'école française, El-Mouhoub Mouhoud n'a pas oublié. Ni l'humiliation que lui inflige le directeur de son école, à Gagny (Seine-Saint-Denis), qui le place au fond de la classe après l'avoir présenté à ses camarades : « *Il vient d'Algérie, ça doit être un cancre !* »

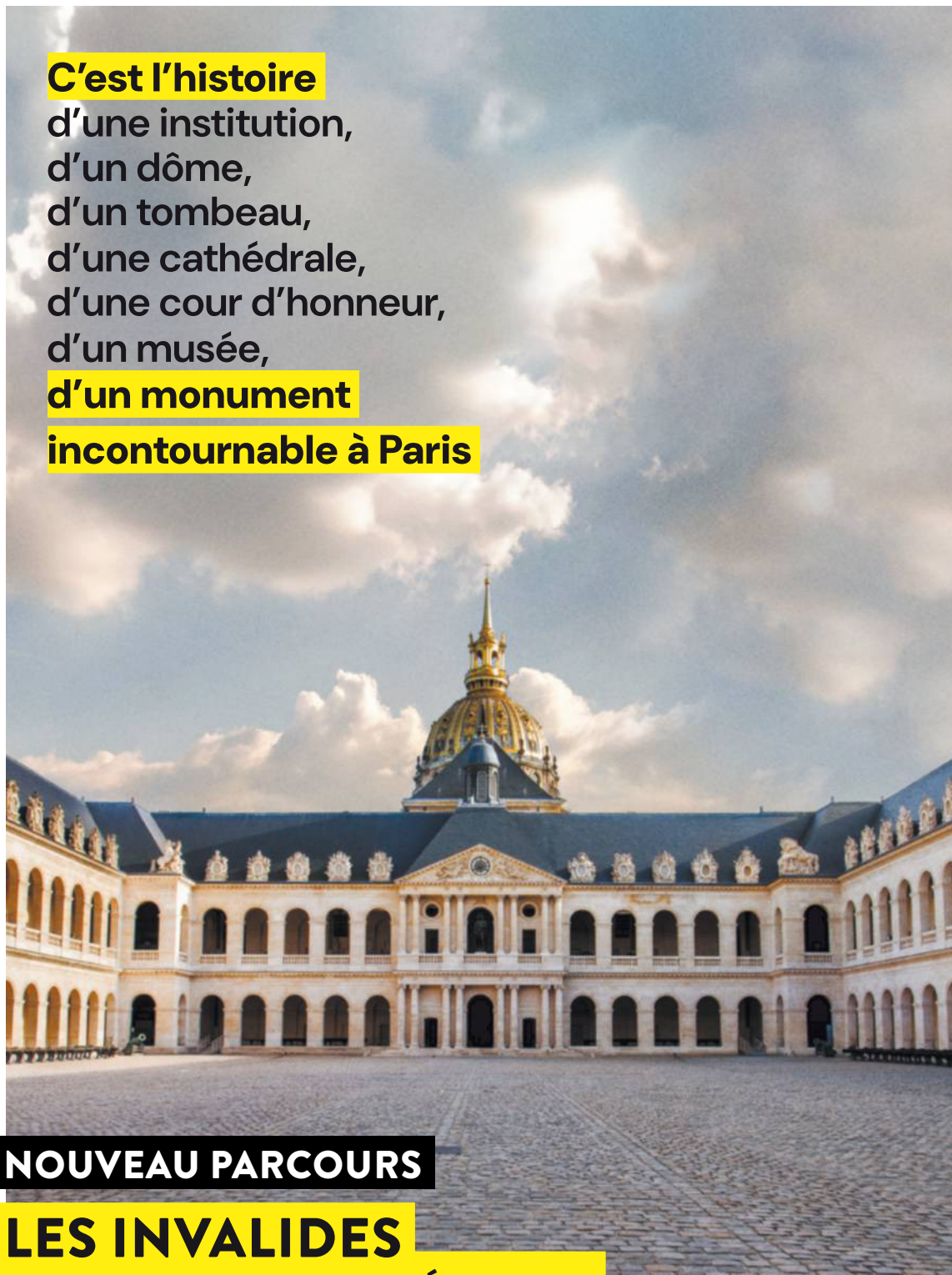
Ni les « *professeurs magnifiques* » qui l'ont aidé à réussir. Albert Camus eut M. Germain ; il eut M. Millot, son instituteur de primaire, un pied-noir. Celui qui, le premier, a su voir ses capacités et l'a aidé à les révéler. « *Lui aussi avait des préjugés sur les Algériens*, raconte El-Mouhoub Mouhoud. *Mais il est allé voir mon père pour l'aider à m'orienter. C'est l'âme d'instituteur qui l'a emporté.* » Pur produit de l'université publique, le jeune homme fait ensuite un cursus universitaire brillant en sciences économiques, en grande partie à Paris-1 Sorbonne. Doctorat, agrégation, nomination comme professeur des universités... Le tout, à moins de 35 ans.

Dans *L'Immigration en France : mythes et réalités* (Fayard, 2017), El-Mouhoub Mouhoud s'efforce de déconstruire ce qu'il considère comme des idées reçues sur l'immigration. En 2011, il avait intégré l'équipe de campagne de Martine Aubry pour la primaire socialiste, comme expert de la société civile chargé des questions migratoires. Si on lui pose la question, El-Mouhoub Mouhoud assume bien sûr sans mal ses inclinations socialistes. « *Je déteste les catégories, mais je suis plutôt un homme de gauche*, esquisse-t-il. *Je suis progressiste et particulièrement sensible aux questions d'inégalités et de justice sociale.* »

L'universitaire préparerait-il son lancement en politique ? La question peut se poser pour quelqu'un qui s'apprête à raconter sa trajectoire d'ascension républicaine dans un livre autobiographique... « *Ce n'est pas du tout dans mes objectifs, mais alors vraiment pas* », assure l'intéressé. Pour avoir côtoyé les politiques, El-Mouhoub Mouhoud parle en connaissance de cause. ■

* L'université Paris Sciences et Lettres rassemble onze établissements d'enseignement supérieur.

C'est l'histoire d'une institution, d'un dôme, d'un tombeau, d'une cathédrale, d'une cour d'honneur, d'un musée, d'un monument incontournable à Paris



Agence Dribles d'images. Cour d'honneur des Invalides. ©Aldo Stock

NOUVEAU PARCOURS
LES INVALIDES
ENTRE HISTOIRE ET MÉMOIRES

TOUS LES JOURS DE 10H À 18H



MBDA

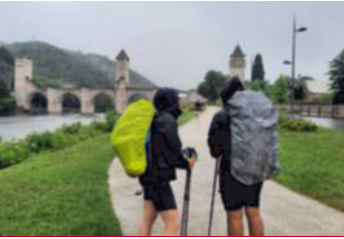


KNDS



Musée de l'Armée Invalides
DANS LE VIF DE L'HISTOIRE

LE FIGARO demain

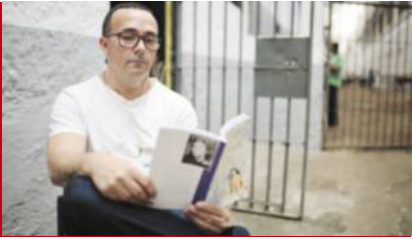


JEUNES EN DIFFICULTÉ

MARCHER SUR LES CHEMINS
DE SAINT-JACQUES
POUR SE RECONSTRUIRE **PAGE 47**

BRÉSIL

EN PRISON, QUATRE JOURS
DE REMISE DE PEINE
POUR CHAQUE LIVRE LU **PAGE 48**



Haro sur le plastique!

Malgré les déclarations d'intention, ce produit majoritairement fossile et toxique est un fléau dont il est compliqué de venir à bout. Mais dont on peut atténuer l'impact. **PAGES 40 ET 41**

> ÉDITORIAL

PARLEZ-VOUS PET, PVC ET PLA?

Pour évoquer le plastique, encore faut-il savoir de quoi on parle. Au commencement était le caoutchouc, suivi de la parkésine, du celloïd et de la bakélite. Après-guerre, «le plastique, c'est fantastique», avec ses sacs-poubelles et accessoires de cuisine synonymes de modernité. Dans les années 1960 est apparue la bouteille en PVC (polychlorure de vinyle). Détrôné en 1980 par la bouteille d'eau de Vittel en PET (polyéthylène téréphtalate), ce dernier acronyme s'est imposé dans l'emballage alimentaire car considéré comme moins nocif pour la santé. Pourtant, on sait aujourd'hui que le PET, tout comme le polystyrène expansé, est toxique car il contient des phtalates, ces perturbateurs endocriniens responsables de nombreux problèmes de santé. D'où la fabrication aujourd'hui de plastique à base de polymères naturels. Mais seulement 1% à 1,5% des plastiques sont aujourd'hui biosourcés, c'est-à-dire fabriqués à partir de biomasse (maïs, canne à sucre, algue, champignon, blé...). Or l'acide polyactique (PLA), un homopolymère de la famille des polyesters, est classé dans les bioplastiques compostables. Pourtant, ce dernier contient souvent du pétrole. Hérésie! Il faut en finir une bonne fois pour toutes avec les hypocrisies de la réglementation. Le jargon des chimistes est bien utile aux industriels pour noyer le poisson face au grand public ignorant de ces subtilités.

CAROLINE DE MALET

Retrouvez notre rubrique «Le Figaro demain» sur : www.lefigaro.fr/demain

En cette période post-Jeux olympiques, un symbole fort demeure : les marques de Coca-Cola, distributeur exclusif de boissons pour l'événement, servies à partir de bouteilles en plastique dans des gobelets de même acabit. Et ce alors même que, conformément à l'objectif «Trajectoire zéro déchet et zéro plastique à usage unique» affiché par le Comité d'organisation, le groupe américain s'était engagé à installer 700 fontaines à boissons. Or ces dernières se sont faites rares, en dehors de la place de l'Hôtel-de-Ville de Paris... Et France Nature Environnement de crier au scandale.

Le plastique demeure un fléau dont on ne parvient pas à venir à bout. Depuis juillet dernier, l'Europe impose que les bouchons soient fixés aux bouteilles en PET. Initiative méritoire, mais les bouteilles ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan de plastique qui envahit la planète. Tout le monde a en tête les images effrayantes du vortex de déchets du Pacifique Nord ou des mammifères marins étouffés par des sacs en plastique. Mais ce matériau a des effets bien plus insidieux et méconnus, tant au stade de sa production que de tout son cycle de vie, non seulement sur le changement climatique mais également sur la santé.

Et de plus en plus de voix de s'élever contre les mirages du recyclage, à l'instar de Rosalie Mann, fondatrice de la fondation No More Plastic, dans son livre éponyme (1), qui paraît aujourd'hui. Et ce ne

sont pas les auteurs du livre *La Civilisation du déchet* (2) qui la contrediront. «Ce processus mondialisé de récupération et de recyclage ne peut aboutir qu'à un "déclassement", c'est-à-dire une dévalorisation du produit initial», estiment les chercheurs Jérémie Cavé (IRD) et Yann Philippe Tas-

« La plupart du temps, les plastiques recyclés sont encore plus toxiques qu'à l'origine »

Rosalie Mann
Fondatrice de la fondation
No More Plastic

tevin (CNRS). «Plus les matériaux usagés sont hétérogènes, moins il est possible d'obtenir un matériau recyclé de bonne qualité. », poursuivent-ils. Un pull en laine polaire finira incinéré et une brique de lait, en essuie-tout.

Rosalie Mann va plus loin : contrairement aux idées reçues, elle considère le recyclage comme un fléau pire que le mal. Car «la plupart du temps, les plastiques recyclés sont encore plus toxiques qu'à l'origine», autrement dit «un poison recyclé», tant les substances qu'ils contiennent et émettent sont néfastes pour la santé humaine, et ce de façon encore plus flagrante chez les femmes. Et d'égrener les études montrant le lien entre la production de ces produits pétroliers et les troubles du système immunitaire, l'augmentation des maladies chroniques comme le cancer, l'endomé-

triose, la maladie de Crohn, le diabète, Alzheimer, la maladie de Parkinson, les maladies cardio-vasculaires ou encore l'infertilité.

Emmenés par le Rwanda et l'Europe, tous les pays du G7 affirment vouloir mettre fin à la pollution plastique dès 2040. Autant dire demain... Mais les négociations internationales autour du traité mondial sur le plastique, qui doivent se finaliser fin 2024, se heurtent au lobbying des pays pétroliers. Avec en ligne de mire la Conférence des Nations unies sur l'océan de Nice en juin 2025.

Alors, que faire ? Le plastique le moins mauvais est celui qui n'existe pas. On ne peut dès lors que saluer les efforts de certaines entreprises qui vont dans la bonne direction, à l'instar de Mustela (Laboratoires Expanscience), qui a décidé de supprimer les lingettes de sa gamme d'ici 2027. De façon plus systémique : allonger la durée de vie des produits, proposer des substituts à ces derniers et développer la réutilisation et la consigne, encourager la production de plastique vraiment biodégradable. Au quotidien, il faut être pragmatique : «Manger des petits poissons peut réduire l'exposition aux polluants et à la pollution plastique», conseille par exemple Rosalie Mann. Anecdote ? Pas tant que ça. Du bon sens. ■

C.M.

(1) «No More Plastic. Comment le plastique ruine notre santé», La Plage.
(2) «La Civilisation du déchet, Tout savoir sur le recyclage et ses limites», Les Arènes.



Les Sciences Vertes au service de la beauté de demain

Retrouvez l'article dans nos pages

Caroline de Malet

Des filières de transformation locale de résidus pétroliers en mobilier permettent de réutiliser la matière première pour en faire des produits à valeur ajoutée. Trente-trois associations sont soutenues dans le cadre d'un programme d'«upcycling» dédié.

Après avoir fait l'objet de toutes les attentions, le recyclage, longtemps présenté comme la solution au tout-plastique, fait aujourd'hui l'objet de toutes les critiques.

En revanche, une alternative plus vertueuse émerge : la valorisation du plastique. La différence peut paraître subtile, mais elle est loin de l'être : dans le premier cas, par exemple, le pouvoir calorifique du plastique usagé va être utilisé comme substitut au charbon dans une cimenterie ; dans l'autre, l'idée est d'utiliser la matière première pour produire un nouvel article plus valorisant.

Cela se développe dans tous les secteurs, de la mode au jouet, en passant par le mobilier. C'est dans cette optique qu'a émergé l'idée de promouvoir le «surcyclage», ou «upcycling», dans le domaine du mobilier, né de la rencontre de deux acteurs de la protection des océans. D'un côté, la Fondation de la mer, qui, depuis dix ans, sensibilise au sujet et lutte concrètement contre cette pollution, sous l'impulsion de sa présidente, Sabine Roux de Bézieux. De l'autre, l'entrepreneur breton Didier Tabary, amoureux de la mer, fondateur du groupe de cosmétiques Kresk (marques SVR, Lazartigue, Filmed) et son fonds de dotation Kresk 4 Oceans, créé en 2021.

« Agir à terre est essentiel pour empêcher le plastique d'arriver à l'océan. Il est surtout crucial d'agir en amont et de réduire la production de plastique. Mais puisqu'il est là, il faut le recycler, le réutiliser et, dès que c'est possible, lui redonner de la valeur, une valeur plus durable »

Didier Tabary Fondateur du groupe de cosmétiques Kresk

À eux deux, ils ont lancé en partenariat un programme dit d'«upcycling». L'idée est de mettre en place des filières de transformation locale du plastique, dans une logique d'économie circulaire. « Agir à terre est essentiel pour empêcher le plastique d'arriver à l'océan. Il est surtout crucial d'agir en amont et de réduire la production de plastique. Mais puisqu'il est là, il faut le recycler, le réutiliser et, dès que c'est possible, lui redonner de la valeur, une valeur plus durable », explique Didier Tabary.

Quatre-vingt-neuf associations ont été identifiées, 33 financées, dont quatre

LE PLASTIQUE EN CHIFFRES

1,2 milliard de tonnes

Prévision de production mondiale de plastique en 2060, selon l'OCDE

60 kg

Plastique utilisé par an et par habitant en moyenne dans le monde

70 % à 85 %

Part des produits consommés finissant en déchets

9 %

Part des déchets plastiques recyclés

43 %

Part des déchets plastiques correspondant à des objets à usage unique

3 377

Nombre de produits chimiques associés au plastique

1 % à 1,5 %

Part des plastiques biosourcés

9 à 14 millions de tonnes

Déchets plastiques déversés par an dans les océans



Faire du neuf avec du vieux : le plastique, une solution d'a

refinancées, pour un montant global de 350 000 euros, ce qui représente 630 tonnes de déchets évités et 78 emplois dans 23 territoires.

Certaines d'entre elles, comme La Plastiquerie, à Bordeaux, se fournissent principalement auprès de gros industriels. La transformation de box internet usagées SFR en revêtement mural d'une boutique de l'opérateur à Sénart, en Seine-et-Marne, a été son premier démonstrateur. Depuis, la liste de ses fournisseurs s'est allongée : Thales, Suez, Ikea... Avec le distributeur suédois, l'idée est d'éviter que 2 000 sacs jaune et bleu partent chaque année à la poubelle. Mais elle confectionne également des paravents avec des moules de chocolaters.

« Nous nous fournissons plutôt auprès de PME que de gros industriels, nos quantités de production étant limitées à une di-

zaine de tonnes par an », explique pour sa part Nicolas Voisard, cofondateur et designer de l'atelier Rehab, situé à Concarneau, près de Quimper. Le revêtement mural est son débouché le plus prometteur, elle qui a déjà comme références clients le Tour de France (goodies pour l'espace VIP), la marque de surf Billabong (peignes à wax pour planches) et Greet Hotel (groupe Accor).

Resak, basée au Pays basque, a répondu à un appel d'offres pour réutiliser les déchets plastiques d'un hôpital (Ramsay Santé) en boucle fermée (panneaux d'isolation, création d'objets...). « Si la plupart des appels ont lieu au niveau national, l'Ademe commence à comprendre que des projets locaux ont peut-être plus de sens et sont plus agiles que des projets nationaux », témoigne Lila Costes, de l'association.

Régénération, basée près de Royan, qui s'approvisionne auprès de la société de collecte et traitement des ordures ménagères en Nord-Médoc, le Smicotom, ne se limite pas, elle, à travailler le plastique. « Ce programme étant réservé aux associations, nous avons le statut de SCIC (société coopérative d'intérêt collectif, NDLR). Car ce soutien financier est pour nous un réel coup de pouce. Mais comme d'autres, nous souhaitons basculer en entreprise et devenir autonomes », lance Julie Vigne, chef de projet en architecture d'intérieur à l'association.

Autant de process qui nécessitent du matériel complexe. « Une machine peut coûter 10 000 à 15 000 euros », précise Étienne Poirier, président de l'Atelier des Recycleurs fous. Ce collectif de citoyens composé de créatifs, d'ingénieurs, de designers ou encore d'arti-

L'association The Ocean Cleanup se donne quinze ans pour nettoyer les océans

Annelot Huijgen

Comment éviter que nos océans ne se transforment en «soupes de plastiques» géantes ? En les ramassant ! C'est l'idée, qui peut paraître saugrenue tant ces zones de plastiques flottants sont étendues et situées loin des côtes, qu'a eue le Néerlandais Boyan Slat en fondant The Ocean Cleanup en 2013. À seulement 18 ans, il imagine des boyaux flottants en forme de fer à cheval pour aller capturer le plastique en haute mer. Avec son équipe atteignant désormais 150 personnes, le jeune dirigeant a depuis également conçu des barges autonomes pour les rivières, car mille d'entre elles charrient près de 80 % des plastiques atterrissant dans les océans. À ce jour, ces deux systèmes, installés partout dans le monde, ont permis, d'après son compteur public, de capturer 15,5 millions de kilos de plastique, dont

plus de 6 millions rien que l'an dernier. Ces derniers sont ensuite acheminés sur le continent le plus proche pour être transformés en nouveaux objets. Que ce soient des lunettes de soleil imaginées par l'ONG pour montrer la valeur des déchets ou des pièces pour voitures conçues par son partenaire coréen Kia ou même, en octobre prochain, des platines pour le groupe de musique britannique Coldplay.

« Une bombe à retardement écologique »

The Ocean Cleanup vient justement de mener sa centième expédition dans l'océan Pacifique, entre Hawaï et la Californie, où se trouve la plus importante masse de plastiques flottants. Sa taille est estimée à trois fois celle de la France et son poids à 100 millions de kilos, l'équivalent de 160 bouts de plastique par personne sur la planète. « C'est hallucinant de voir ce qu'on peut trouver en plein milieu de l'océan : des jouets pour



Fondé en 2013, The Ocean Cleanup capture les plastiques grâce à des boyaux flottants en forme de fer à cheval.

enfants, des brosses à dents... », raconte Matthias Egger, le responsable des affaires environnementales et sociales de l'ONG. Ce chercheur de formation a embarqué, avec ses pairs de différentes universités, plusieurs fois sur les navires opérant dans les eaux internationa-

les grâce à une convention entre The Ocean Cleanup et l'État néerlandais. « La grande majorité des plastiques flottants dans cette zone surnommée le vortex de déchets, où les vagues peuvent atteindre une quinzaine de mètres, ont une taille supérieure à cinq centimètres. Mais

Une fresque ludique pour tout comprendre

Henri de Lestapis

On croyait tout bien faire. Trier ses déchets. Ne plus utiliser de sachets plastiques jetables, voire, ramasser de temps à autre un vieux sac en polyéthylène voltigeant dans la nature. Las ! Ça n'est pas encore assez pour faire de l'homme, de l'environnement et du plastique un « troupe » harmonieux. Il est intéressant d'assister aux 3 heures d'une fresque du plastique pour en prendre conscience. L'exercice est simple. Convivial même. Tout débute autour d'une table recouverte d'une nappe de papier blanc que l'on peut gribouiller à l'envi. Un animateur sort alors de son chapeau, au compte-gouttes, une série de cartes avec au recto, des photos relatives au plastique sous toutes ses formes, et au verso, des informations chiffrées dont les participants peuvent se faire la lecture les uns aux autres.

Dans une ambiance guillerette, malgré tout le sérieux du sujet, les participants, qui vont de l'étudiant au dirigeant d'entreprise en passant par la salariée de la grande distribution, sont invités à classer les cartes en suivant différents thèmes de réflexion, et à discuter du sujet. Au fur et à mesure qu'avance cette séance très collaborative, qui peut également se pratiquer en ligne, on en apprend des belles... Par exemple, qu'il se produit 460 millions de tonnes de plastique par an, soit l'équivalent du poids des 8 milliards d'individus que nous sommes sur terre. Un joli score, lorsque l'on sait que la production était quasi nulle en 1950. On apprend également qu'en moyenne, 2 kg de plastique ne coûtent qu'entre 1,50 € et 2 €, et que 87 % de cette fantastique matière à tout faire est produite à partir d'énergie fossile. « Au départ, l'industrie pétrolière extrayait en priorité pour le carburant et le déchet servait à faire du plastique. Aujourd'hui, le plastique est en voie de passer en première position », observe Eva Moreau, animatrice et cocréatrice en 2021 de ces ateliers avec Philippe Reutenauer et Manon Lisiecki, tous trois anciens du département R & D de Danone. On frise le découragement en apprenant que seul 6 % du plastique est issu du recyclage.

« Un résultat encore aléatoire »

« Peu d'objets que vous mettez dans votre poubelle jaune sont effectivement recyclés, dévoile l'experte. Les bouteilles d'eau, de lait ou de shampoing se recyclent bien. Les pots de yaourt ou autres emballages ne sont pas recyclés. » Tout comme le coton, plus un plastique est combiné à d'autres matières, plus il est difficile de le recycler. Que deviennent donc les autres déchets collectés ? Ils sont incinérés (ce qui est toujours mieux que les jeter à la mer...) ou enfouis. Et quid des plastiques de dernière génération dits biodégradables ? Ceux qui sont issus de matières végétales, et que l'on imagine capables de se dissoudre corps et âme dans la nature ? L'animatrice est critique : « Ils se dissolvent très bien en laboratoire. Mais dans la nature, le résultat est encore aléatoire, affirme-t-elle. En France,

quelques progrès, mais le problème de la pollution plastique, nous pouvons le résoudre en un peu plus d'une décennie. Notre objectif est d'avoir enlevé 90 % des plastiques en 2040 », poursuit Matthias Egger. Et de pointer que sur 400 millions de tonnes de plastiques environ utilisées par les humains chaque année, seulement 0,5 %, ce qui représente toujours 1 million de tonnes, finit dans les océans. La plus grande difficulté pour l'association est de trouver des financements : elle fait appel aux gouvernements, aux entreprises, dont Coca-Cola, mais aussi à tout un chacun, encourageant les citoyens à organiser des opérations de levées de fonds locales. « Nous tirons la sonnette d'alarme, mais fournissons aussi une solution technologique. Cela n'exclut pas les efforts collectifs qui doivent être faits pour réduire la consommation et augmenter le taux de collecte et de recyclage, surtout dans les pays côtiers à revenus intermédiaires », argumente le responsable des affaires environnementales. The Ocean Cleanup est bien conscient qu'il faut agir sur d'autres terrains que l'eau et participe activement aux négociations pour la nouvelle convention sur la pollution plastique des Nations unies qui devraient aboutir d'ici la fin de l'année. ■



Les participants sortent des 3 heures de discussions avec une conscience plus juste de l'importance grandissante de la pollution plastique dans le monde.

HENRI DE LESTAPIS

ce, il est d'ailleurs interdit de leur donner l'appellation biodégradable. Ils ne peuvent pas aller dans le bac à compost. » Direction la poubelle jaune donc. D'autant que leur ressemblance avec les autres porte à confusion. Eva Moreau insiste également sur deux cartes. L'une représente un cargo emportant à l'étranger des conteneurs de déchets, les pays européens ne les recyclant pas tous. L'autre représente des ramasseurs de déchets, dans un pays

pauvre. « Ils sont 20 millions dans le monde. Soit l'équivalent de la population active française. Leur espérance de vie est de 39 ans », rappelle-t-elle. À cumuler toutes ces informations, l'exercice pourrait finir par être un tantinet culpabilisant. Il ne l'est pas vraiment.

Les animateurs qui, sans s'y attarder, ne nient pas les formidables services que rend le plastique ni les enjeux économiques que la filière représente, essayent

plutôt de sensibiliser à une façon plus responsable d'en faire usage. « Réenchanter le plastique » est leur leitmotiv. Pour les aider dans leur tâche de colibri, ils placent leurs espoirs dans le traité mondial contre la pollution plastique, en espérant qu'il fera bouger les lignes à plus grande échelle. Débuté en 2022 en Uruguay, sous l'égide des Nations unies, le traité rassemble 193 États. L'accord final devrait être ratifié fin 2024. ■

Cette table a été fabriquée à Concarneau par l'atelier Rehab à partir de résidus de plastique.

ATELIER REHAB

valoriser venir

sans, basé près des Herbiers, en Vendée, s'est lancé dans la conception et la vente d'outils pour réaliser ces projets de valorisation du plastique : broyeur, fraiseuse, presse, extrudeuse, injecteuse... L'idée leur est venue en découvrant que le mouvement Precious Plastic, initié par le designer néerlandais Dave Hakkens en 2015, partageait les plans de ses machines en open source (licence libre). À charge pour chacun de les fabriquer sur cette base.

La plupart des structures soutenues par le programme d'« upcycling » de la Fondation de la mer et de Kresk 4 Oceans s'approvisionnent auprès de l'acteur vendéen. De fait, nombre d'entre elles travaillent ensemble et s'échangent contacts et bonnes pratiques. En bonne logique d'économie circulaire. ■



OCEAN CLEANUP

sous l'effet du soleil, ils se fragmentent en petits morceaux, beaucoup plus difficiles à nettoyer. C'est une bombe à retardement écologique », souligne-t-il.

« Nous avons une approche pragmatique, qui donne de l'espoir. En matière de changement climatique, nous faisons

Conseiller RH en devenir



Nous offrons jusqu'à 8000€ pour les frais de scolarité et de formation.

Sous conditions d'éligibilité.

amazon

Anne-Sophie Glorieux, qui a aménagé six logements étudiants dans sa ferme de Willems, et son locataire Zakaria (Nord).

EMMANUEL MAGDELAINE



Quand les étudiants sont logés à la ferme

C'est son petit plaisir quotidien. Zakaria adore son trajet entre l'arrêt de bus et la ferme dans laquelle il habite : « Je regarde les vaches, le champ de lin le long du chemin... C'est beau, ça me détend. » Cet étudiant en chimie vit à Willems, petit village situé à vingt-cinq minutes de sa fac à Villeneuve-d'Ascq, près de Lille.

Il a préféré ce logement à la campagne à une chambre étudiante en pleine ville : « J'avais besoin de vert, d'être un peu au calme pour mes études. Et puis c'est moins cher : 324 euros par mois pour 15 m². Je pense que je paierais 30 % de plus à Lille. »

Zakaria, 27 ans, qui vient de reprendre des études, est passé par Campus vert pour trouver ce logement. Cette association née en 1995 met en relation agriculteurs et étudiants. À Willems, Anne-Sophie Glorieux et son mari, agriculteurs, louent chaque année six logements dans une aile de leur ferme

Emmanuel Magdelain Lille

L'association Campus vert, qui essaime depuis le nord de la France, met en relation agriculteurs et élèves en quête d'un logement bon marché, avec une bonne qualité de vie. Pour le bonheur de tous.

en brique rouge. « On s'est lancé il y a dix-huit ans parce qu'on avait cette aile en triste état qu'il fallait rénover. Il n'était pas question de faire des gîtes, trop contraignants, alors on a été séduits par le concept. »

Pénurie de logements en ville

Campus vert accompagne, y compris financièrement les agriculteurs qui choisissent d'accueillir des étudiants et, en échange, leur impose quelques

règles, notamment une grille de loyers très modérés et la nécessité de construire de vrais échanges avec les étudiants. « C'est une source de revenus complémentaire et cela répond à un vrai besoin dans la société, explique Odile Colin, directrice de l'association. La pénurie de logements en ville est très importante. Et puis je n'oublie pas non plus l'aspect social. On fait se rencontrer des personnes. »

Eloïa, étudiante en BTS, a trouvé un

logement dans une ferme de Landas, village situé à vingt-cinq minutes de Lille. Elle apprécie ce contact direct avec les propriétaires agriculteurs : « Ce n'est pas du tout comme en ville. On se dit bonjour, on prend le temps de discuter et on sent que si on a besoin de quelque chose, ils sont toujours là. »

Bouche-à-oreille

« On a déjà fait garder nos enfants par les étudiants qui logent chez nous, renchérit Anne-Sophie Glorieux. On s'occupe parfois de leurs colis, on peut les dépanner rapidement... »

Actuellement, cinq cents logements à la ferme (dans cent trente exploitations) sont en location avec le label Campus vert. Une centaine est en cours de construction. L'association est surtout implantée dans les Hauts-de-France, en Île-de-France et démarre en Bretagne. Elle cherche à s'étendre, « au moins à tout le nord de la France, explique Odile Colin. On aimerait être présents en Normandie. Il y a de la demande.

Chaque année, 4 000 étudiants s'inscrivent, et on ne peut répondre qu'à un petit nombre. C'est dur de se développer d'autant que, depuis le Covid, les agriculteurs hésitent plus à investir, notamment à cause du coût des travaux. »

L'association compte notamment sur le bouche-à-oreille des étudiants pour répandre le concept. « Franchement, je le conseille à tous les étudiants qui veulent revenir un peu à la nature, s'enthousiasme Zakaria. Le seul souci, c'est qu'une voiture est presque indispensable pour se déplacer en dehors des heures de cours. On est loin de tout et les bus ne fonctionnent pas la nuit. » « À part les mouches, les insectes qui sont peut-être un peu plus présents qu'en ville, franchement, je ne vois pas d'inconvénient », confirme Eloïa.

Le concept semble gagnant-gagnant, car, côté agriculteurs, le taux de satisfaction est aussi très élevé : 95 % de ceux qui ont commencé à louer des studios dans leur ferme il y a trente ans sont encore là aujourd'hui. ■

Dans le Rhône, il fertilise son maïs avec de l'urine

Noïwenn Jaumouillé Lyon

La métropole de Lyon réfléchit à déployer dans deux communes une filière de fertilisation à base d'excréments humains.

Depuis qu'il a compris l'importance de la vie microbienne du sol, Gilbert Bouricand ne cesse de tester de nouvelles méthodes. « J'aime innover ! », sourit cet agriculteur du Rhône. Lorsque la métropole de Lyon lui a proposé, l'hiver dernier, d'essayer de remplacer ses engrais chimiques par de l'urine humaine, il ne lui a donc « pas fallu longtemps pour se porter volontaire ». Fruit d'une collaboration entre le Grand Lyon, l'ENPC et l'Insa Toulouse, le projet Kolos a pour objet d'étudier les conditions « d'une filière d'épandage de fertilisation humaine » à l'échelle de deux communes, Quincieux et Lissieux. L'enjeu étant de réduire notre recours aux engrais chimiques, dont la production est énergivore et l'épandage source de pollutions de l'air, des sols et de l'eau, ainsi que d'émission de protoxyde d'azote, un gaz à effet de serre trois cents fois plus puissant que le CO₂.

L'idée de recycler nos excréments pour fertiliser les champs fait son chemin depuis quelque temps déjà en France : car « nous excrétons autant de nutriments

(phosphore, azote, potassium) que l'on en consomme », explique Florent Brun, chercheur à l'ENPC et coordinateur du projet, l'idée est de « les collecter pour les remettre dans le circuit agricole ». Parmi d'autres, un projet mené à Saclay a déjà

« Même en collectant l'urine de toute la France, on ne couvrirait que 15 % de la surface agricole utile du pays »

Florent Brun

Coordinateur du projet Kolos

prouvé qu'un kilo d'azote contenu dans un urinofertilisant avait le même effet qu'un kilo d'azote d'engrais chimiques. Si le projet Kolos a envisagé le recours à la matière fécale, il se concentre pour l'instant sur l'urine, « l'essentiel de l'azote et du phosphore y étant concentrés », et celle-ci étant plus facile à collecter en grande quantité, confiner et traiter.

En l'occurrence, c'est une « urine de fes-



ROMAIN DOUCELIN/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

L'idée du projet Kolos est de collecter l'urine humaine (ici, à Lyon) pour récupérer les nutriments que nous consommons et les remettre dans le circuit agricole.

Soulever ces questions est crucial pour élaborer une filière pertinente : de la collecte – qui exige d'équiper d'une séparation à la source des bâtiments de Quincieux et Lissieux (toilettes à séparation ou urinoirs secs) – à l'épandage dans le champ avec un modèle incitatif pour l'agriculteur.

Moins concentré en azote que les engrais de synthèse (3 tonnes à l'hectare contre 2 tonnes pour 4-5 hectares), le lisain est plus volumineux, ce qui exige un lieu de stockage à proximité et peut compliquer l'épandage pour des questions de poids. « Pour l'instant, je dois aller chercher le lisain chez le loueur de toilettes à 10 km, ça prend trop de temps : il nous faudra une plateforme de stockage proche des exploitations. »

Pour déployer ce modèle à plus grande échelle, il s'agira par ailleurs « d'imaginer un avenir réglementaire à l'urine, qui aujourd'hui n'est ni interdite ni autorisée », explique Florent Brun. Quoi qu'il en soit, le lisain ne suffira pas à couvrir la consommation actuelle (excessive) d'engrais de synthèse. « Même en collectant l'urine de toute la France – ce qui ne sera pas faisable – on ne couvrirait que 15 % de la surface agricole utile du pays. » La démarche doit s'inscrire dans un changement de pratiques agricoles vers moins de fertilisation, notamment grâce à un retour de la matière organique dans les sols. ■

lisain à des doses différentes, afin de comparer les résultats à la récolte. Si le maïs pousse bien partout, il est trop tôt à ce stade pour tirer des conclusions : la récolte n'interviendra qu'au mois de novembre.

Chez les agriculteurs présents, c'est moins l'intérêt agronomique que les conditions de faisabilité de la démarche qui posent question et suscitent parfois des réticences. Dosage, logistique de collecte ou modalités d'épandage, Gilbert le reconnaît, l'expérience n'est pas simple.

Henri de Lestapis

Installer des ruches en ville est une bonne façon de sensibiliser le grand public à la vie des abeilles. Mais la pratique a ses limites.

Il figurait parmi les pionniers. Au début des années 2000, l'apiculteur Audric de Campeau installait ses premières ruches à Paris, et, contre toute idée reçue, faisait apparaître la ville comme un lieu favorable à la vie des abeilles. L'apiculteur avait même trouvé la bonne formule : faire nicher ses petites ouvrières sur des toits prestigieux, comme celui de l'Académie française ou de l'École militaire. Il s'est depuis construit une jolie réputation, et son « Miel de Paris », ainsi qu'il l'a nommé, se vend au Musée d'Orsay, au Bon Marché, au Printemps... « Produire du miel en ville n'était pas une nouveauté, rappelle-t-il en citant le rucher école du jardin du Luxembourg, créé en 1856, mais, à Paris, l'idée est victime de son succès. »

En effet. Depuis une vingtaine d'années, des syndicats apicoles vantent les mérites des villes où les abeilles échappent aux pesticides des champs. Une façon pour eux de communiquer auprès du grand public sur la nécessité de préserver ces fragiles pollinisatrices. Le concept a conquis nombre d'apiculteurs professionnels. Ils proposent d'installer leurs rayons sur des toits d'entreprises privées. On en retrouve jusqu'à la sacristie de la cathédrale Notre-Dame.

Audric de Campeau, qui pose également une partie de ses 300 ruches dans le Vexin, n'est donc plus une curiosité. « En quinze ans, c'est devenu une mode, et certains apiculteurs se sont installés de façon sauvage, sans se soucier de savoir s'il y en avait d'autres aux alentours, constate-t-il en reconnaissant qu'aucun organisme ne recense les implantations. Certaines de mes ruches sont passées de 50 à 20 kg de production. Dans certains quartiers, cela se maintient. Dans d'autres, comme le 15^e, c'est saturé. Or cette production de ville devait rester un marché de niche. » La situation ne surprend guère Bernard Saubot, spécialiste de la filière et



Audric de Campeau sur les toits du Musée d'Orsay. PIERRE TORSEY

Et si trop de ruches sur les toits tuait les ruches ?

ancien directeur des partenariats et du développement apicole de l'entreprise Michaud. « Dans les villes, la difficulté est de parvenir au bon équilibre entre la ressource mellifère disponible et le nombre d'abeilles à nourrir, résume-t-il. On n'installe pas dix moutons dans un petit carré d'herbe. Produire en ville permet de sensibiliser, mais n'est pas une solution d'avenir. Les campagnes restent le meilleur espace. »

D'autant que lorsque les ressources en pollen se font plus rares, les abeilles citadines vont chercher le sucre où elles le trouvent. Bien sûr, cela dépend des années et des floraisons. « Lors d'un mois d'août à Paris, en reprenant ma canette de Coca que j'avais laissée sur un balcon, deux abeilles s'en étaient échappées, se rappelle l'apiculteur béarnais Paul Fert. En période

creuse, on peut aussi en retrouver dans les poubelles. La tendance est identique à Berlin et à Rome », constate-t-il.

Un miel vert, rouge, bleu, nourri aux M&M's...

Certains apiculteurs contestent, accusant davantage les guêpes de ces pratiques clochardes. Ceux de Ribeauville (Haut-Rhin) se rappellent pourtant fort bien de leur récolte fichue en 2012. Ils avaient été surpris de produire un miel vert, rouge et bleu, invendable. Délaissant les fleurs, leurs abeilles s'étaient ruées sur des stocks d'une usine de méthanisation où étaient exposés en plein air des monceaux de résidus de bonbons M&M's...

Pour Alexandre Catonné, coordinateur apicole de l'Unaf (Union nationale de l'apiculture française), le problème est à

prendre dans l'autre sens : si les abeilles sont moins à l'aise à Paris, c'est parce qu'on leur supprime leurs ressources. « À Montreuil, il n'y a plus d'abeilles ni de flore sauvage. Les constructions ont pris le dessus, affirme-t-il. Ça n'est pas uniquement un problème de ville. Le phénomène est identique dans les campagnes », ajoute-t-il en soulignant prudemment que le monde des abeilles recèle encore bien des comportements inexpliqués, que leurs problèmes sont multifactoriels et que les réponses trop binaires sont à prendre avec des pincettes. « Excepté dans l'ultra-centre, Montréal et ses alentours est une région très verte, a-t-il pu observer lors d'un voyage ; la production de miel est bien meilleure qu'à Paris. Pourtant, ils utilisent des pesticides qui sont interdits en Europe depuis vingt ans ». Pour Vincent

Brossel, chargé de la communication de l'Unaf, l'abeille française ne souffre pas des pesticides en ville. « Au lieu de dire qu'il y a trop d'abeilles, il vaudrait mieux augmenter le volume de plantes mellifères et mieux réguler les installations de ruches », conseille-t-il.

Audric de Campeau, qui a sillonné la Suisse, constate que les implantations d'apiculteurs sont mieux gérées par les cantons helvètes. Rachel Velten, une ancienne gendarme devenue apicultrice, installée depuis 2016 à Lausanne et à Morges, ne se plaint pas d'un manque de production. « Mais nous ne sommes pas trop nombreux et la ville régule les installations des apiculteurs sur l'espace public », constate-t-elle. Ça n'est pas le cas sur l'espace privé, qui semble cependant échapper encore à la surcharge de ruches. ■

Comment les Balkans sont dépollués grâce aux plantes

Noïwenn Jaumouillé

L'entreprise Botanickel extrait du nickel dans le sol, grâce au pouvoir d'une plante hyperaccumulatrice, pour le réinjecter dans l'industrie sidérurgique.

L'alyssum murale, qui au printemps se pare de petites fleurs jaunes, fait partie des plantes dites « hyperaccumulatrices », ces végétaux connus pour avoir acquis au cours du temps un système de défense capable d'extraire du sol les métaux lourds. « Elles captent les éléments par leurs racines et les envoient dans des parties aériennes, où ils ne leur nuiront pas, explique Guillaume Echevarria, chercheur qui travaille depuis trente ans sur la phytoremédiation. Environ 1 % des végétaux ont cette capacité à des degrés divers. Il y a en a presque pour tous les métaux. » Utiles à la décontamination de sols pollués, les hyperaccumulatrices suscitent aussi l'intérêt pour l'extraction dans des sols dits « ultramafiques » - naturellement riches en métaux - comme c'est le cas, des Pyrénées à la fin de l'Himalaya, de « toutes les zones de suture des anciens océans ».

Forts de ce constat, des scientifiques de l'Université de Lorraine, dont Guillaume Echevarria fait partie, ont créé en 2016 l'entreprise Econick, avec l'objectif d'offrir une alternative aux méthodes classiques d'extraction de minerais, dévastatrices pour l'environnement. Pour ce faire, l'entreprise mise sur l'alyssum, laquelle « stocke dans ses feuilles cent à mille fois plus de nickel que les autres espèces ». Depuis quelques années, l'entreprise cultive ainsi dans les Balkans quelques dizaines d'hectares de champs de cette plante à des fins

d'extraction, sur des surfaces agricoles « très pauvres en nutriments du fait de la présence des métaux » et dont « la reconversion est donc pertinente », assure l'entrepreneur. Si Econick n'exclut pas d'extraire d'autres métaux, elle s'est focalisée sur le nickel, « du fait des surfaces de terres concernées et de plantes hyperaccumulatrices importantes dans beaucoup de régions du monde », mais aussi pour les débouchés qu'il offre : en

2023, la société s'est alliée à Aperam, fabricant d'Inox, pour créer la joint-venture Botanickel.

Pour le sidérurgiste, l'enjeu est de taille : alors que plus de 70 % du nickel utilisé dans le monde est dédié à l'acier inoxydable, l'extraction de la matière première est, dans le processus de production, « la phase la plus impactante », explique Aurélien Buteri, directeur exécutif de Botanickel. Pollution, eau,

ravages sur la biodiversité, eutrophisation des sols... « Aperam utilise déjà à 80 % du nickel issu du recyclage et continue d'augmenter ce taux : ce nickel bio extrait viendra en complément dans le but d'atteindre l'autonomie. » Réfutant le terme d'agromine parfois employé, le dirigeant lui préfère celui de « metal farming » : « Nous sommes des agriculteurs d'un nouveau genre, nous n'avons rien d'une mine ! » À la question de l'im-

pact potentiel sur les écosystèmes locaux, Guillaume Echevarria se veut rassurant : « Nous n'avons recours qu'à des espèces locales et avons en outre constaté que les sols que nous cultivons aujourd'hui - de la roche mère - se rechargent en permanence en nickel. » Sur des sols sédimentaires, en revanche, la quantité de nickel s'appauvrirait au fil du temps.

Valorisation en pellets

Une fois ramassée, l'alyssum murale, qui a un pouvoir calorifique équivalent au bois, est transformée en pellets et valorisée, pour l'instant dans une chaudière pilote à Nancy, à terme localement, selon les besoins du pays en question (électricité, climatisation, chauffage...). De la combustion ne restent alors plus que les cendres, dont sont retirés le potassium et le phosphore pour être revalorisés comme fertilisants dans les sols. Le nickel pur est alors récupéré et réinjecté par Aperam dans son processus de production : une opération « zéro déchet », se réjouit Guillaume Echeverria. Si des améliorations agronomiques sont à l'œuvre et que ce chiffre dépend aussi beaucoup du sol, du climat et de la plante, le rendement à l'hectare est aujourd'hui estimé à 150 kg de nickel. Le projet demeure au stade de pilote industriel mais « toutes les étapes de démonstration sont validées », et Aurélien Buteri s'affiche confiant dans sa rentabilité économique future. ■



L'entreprise Botanickel cultive dans les Balkans quelques dizaines d'hectares de champs d'alyssum murale à des fins d'extraction, sur des surfaces agricoles riches en nickel. RUKIMEDIA/STOCK.ADOBE.COM

Les Sciences Vertes au service de la beauté de demain

Pour révolutionner durablement le marché de la beauté, L'Oréal Groupe, le leader mondial des cosmétiques, s'appuie notamment sur les Sciences Vertes, soit l'alliance de la science, de la nature et de la technologie.

« Notre challenge est de proposer une beauté plus durable pour toutes les gammes, sans faire de compromis sur les performances, la sécurité ni le plaisir d'utilisation », affirme Ana Kljuic, directrice L'Oréal R&I, L'Oréal pour le Futur et Sciences Vertes. Le ton est donné et l'objectif est clair : le Groupe s'engage à recourir à 95 % d'ingrédients biosourcés⁽¹⁾, issus de minéraux abondants ou de procédés circulaires dans ses formules d'ici à 2030. Pour y parvenir, l'entreprise se base sur ce qui fait sa force depuis cent quinze ans : l'innovation scientifique. Des efforts très importants ont déjà été réalisés : aujourd'hui, le leader mondial des cosmétiques en utilise 65 % !

Cet engagement pour limiter l'impact de son activité sur les ressources naturelles n'est pas nouveau, puisque dès 2013 L'Oréal Groupe a lancé son premier programme de transformation. Pour cela, ses équipes ont développé un outil innovant permettant de mesurer l'impact social et environnemental de ses produits. Baptisée « SPOT », pour « Sustainable Product Optimization Tool⁽²⁾ », cette grille d'évaluation met le développement durable au cœur du processus de conception de toute nouveauté et rénovation produit. « Grâce à cette approche, 95 % de nos produits ont amélioré leur score environnemental », se félicite Ana Kljuic. Une expérience que le numéro 1 mondial de la beauté renouvelle avec ses concurrents au sein du consortium EcoBeautyScore, qui réunit plus de 70 entreprises et associations de cosmétiques et de soins. L'idée est de proposer aux consommateurs un affichage environnemental commun au secteur : les produits se verront assigner une note, calculée selon une méthode normée et validée par un bureau d'études.



Ana Kljuic, directrice L'Oréal R&I, L'Oréal pour le Futur et Sciences Vertes

Une révolution dans l'univers des cosmétiques

Le Groupe décide en 2020 d'enclencher une transformation plus radicale, et lance le programme L'Oréal pour le Futur. Pour définir ses objectifs de développement durable à l'horizon 2030, l'entreprise s'est appuyée sur le concept des « limites planétaires », c'est-à-dire sur ce que la Terre peut supporter (voir encadré ci-dessous). « Le but est de métamorphoser notre activité en prenant en compte l'impact de nos produits, mais aussi toute la chaîne en amont : coût des matières premières et transformation des ingrédients », détaille Ana Kljuic. Une approche holistique qui concerne le climat, la biodiversité, les ressources et l'eau. « On peut vraiment parler d'une révolution, car nous devons réaliser de profonds changements ! ».

Des méthodes de culture biologiques et régénératives

Mais comment répondre à de tels défis ? C'est là qu'entrent en jeu les Sciences Vertes. « Elles sont la clé pour répondre aux exigences de ce programme concernant les ressources », souligne Ana Kljuic. Reposant sur 4 piliers – la culture durable, l'extraction verte, l'utilisation des biotechnologies et la chimie verte –, elles sont à l'intersection des sciences, de la nature et de la technologie.

L'une des expertises du programme Sciences Vertes consiste à profiter des avancées de l'agriculture durable et innovante. « Nous travaillons en réduisant notre impact, explique Ana Kljuic. Le but est de garantir le caractère renouvelable des ressources et de nous assurer de leur pérennité. » C'est pourquoi le Groupe, qui exploite environ 1 500 matières premières différentes provenant d'une centaine de pays, travaille avec les producteurs locaux afin de vérifier la durabilité des pratiques et du sourcing⁽³⁾. C'est le cas, par exemple, au Domaine de la Rose, situé dans le berceau de la parfumerie française, à Grasse. Des plantes à parfum sont cultivées sur sept hectares, en agriculture biologique et à l'aide de méthodes traditionnelles de polyculture qui abritent, favorisent et régèrent la biodiversité animale et végétale. Elles sont ensuite utilisées au sein de la gamme Absolu de Lancôme. Autre exemple, au pied des montagnes de l'Atlas, au Maroc, les Jardins collectifs de l'Ourika sont consacrés à la production et à la récolte de plantes emblématiques utilisées dans les produits YSL Beauté – la grenade, la guimauve, l'iris, le jasmin, le noyer ou

« Les biotechnologies nous permettent d'obtenir des ingrédients à travers la culture de micro-organismes ou de cellules végétales »

encore le safran. Ces espèces sont cultivées en suivant des méthodes de culture biologiques et régénératives, par des femmes organisées en coopérative. « Nous veillons également à ce que les femmes qui récoltent la plante bénéficient d'une rémunération équitable en échange de leur travail », précise Ana Kljuic.

Améliorer les procédés de transformation

Voilà pour la production. Mais qu'en est-il de la transformation de ces matières premières ? « C'est l'objet du deuxième pilier de ce programme Sciences Vertes : améliorer nos procédés d'extraction », analyse Ana Kljuic. L'extraction verte est une technologie plus respectueuse de l'environnement permettant l'obtention d'un ingrédient final sans transformation (bio)chimique des ressources naturelles. L'entreprise a ainsi annoncé il y a un an un partenariat exclusif avec Cosmo International Fragrances afin de mettre au point un procédé inédit qui promet de révolutionner l'art de la parfumerie fine. Cette extraction lente, sans eau et à faible consommation d'énergie révèle l'odeur exacte d'un ingrédient tout en préservant son intégrité. Ce procédé a été utilisé pour l'extraction de la tubéreuse, que l'on retrouve dans le tout nouveau parfum Haute Couture Valentino, Private Talk.



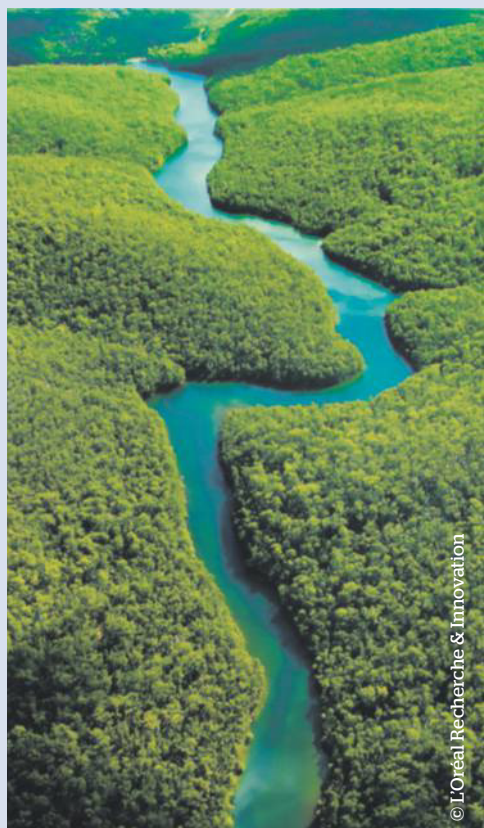
Toujours dans cet objectif de transformer la biomasse en diminuant son impact sur l'environnement, la chimie verte constitue le troisième pilier des Sciences Vertes. « Le principe est simple : conjuguer efficacité cosmétique et environnementale en réduisant l'utilisation d'énergie, de solvants et en limitant les déchets », énumère Ana Kljuic. L'exemple du Pro-Xylane, un des actifs phares des crèmes anti-âge des marques L'Oréal Paris et de la gamme Neovadiol des Laboratoires Vichy, illustre bien cette approche. Il provient du xylose, un sucre naturel présent dans le bois de hêtre, un arbre très répandu en Europe de l'Ouest. Ce composé est ensuite broyé, dissous dans l'eau (un solvant particulièrement inoffensif), mis en réaction en présence d'hydrogène et, au terme de quelques heures d'agitation, légèrement chauffé avec un catalyseur.

Les biotechnologies : innover par le vivant

« Les biotechnologies nous permettent d'obtenir des ingrédients à travers la culture de micro-organismes ou de cellules végétales », détaille Ana Kljuic. Un savoir-faire pour lequel l'entreprise a déjà une expertise puisque des cellules de pivoine sont cultivées de cette manière. Les chercheurs les prélèvent sur des pétales de fleur, les différencient et elles sont ensuite multipliées dans un fermenteur, pour en faire un actif utilisé dans certaines gammes de soin de L'Oréal Paris. Autre exemple, le plancton de Biotherm, un micro-organisme particulièrement fragile avec des propriétés antimicrobiennes et antioxydantes extraordinaires, est obtenu par fermentation au sein des laboratoires Novéal. « Nous réussissons ainsi à produire un plancton jusqu'à 400 000 fois plus concentré », s'enthousiasme Ana Kljuic.

Comprendre le concept des limites planétaires

En 2009, le Stockholm Resilience Centre a établi neuf grands processus impliqués dans le fonctionnement du « système Terre » : le climat, la biodiversité, les forêts, l'eau douce, l'acidification des océans, les cycles de l'azote et du phosphate, les pollutions chimiques, les aérosols émis dans l'atmosphère et la couche d'ozone. Pour chaque processus, ils ont fixé une limite. Ces limites, si elles sont franchies, risquent de compromettre sérieusement la survie de l'espèce humaine sur Terre. Fait alarmant, quatre d'entre elles ont déjà été dépassées : celle de la biodiversité par exemple, dont les effets se font déjà sentir dans la perte des populations d'insectes pollinisateurs. Les chercheurs ont établi que six des neuf limites sont dépassées à ce jour⁽⁴⁾. « Ne pas franchir ces limites, qui définissent un « espace sûr » pour l'humanité, est un but qu'il nous faut collectivement atteindre dans les décennies à venir », insiste Ana Kljuic, directrice L'Oréal R&I, L'Oréal pour le Futur et Sciences Vertes. C'est pourquoi L'Oréal s'est appuyé sur cette approche pour définir ses objectifs de développement durable à l'horizon 2030. •





© Cals de cellules végétales

« La grande nouveauté, c'est le co-développement, nous n'hésitons pas à partager nos connaissances avec nos concurrents »

Une nouvelle manière de travailler

La révolution des Sciences Vertes, c'est aussi une nouvelle manière de penser et d'agir. « Nous avons enrichi et ouvert notre écosystème, explique Ana Kljuic. Nous travaillons désormais avec des ONG, des organismes de recherche, des start-up... » L'Oréal Groupe collabore par exemple avec l'université de Singapour sur un projet de recherche qui s'intéresse aux microbes naturellement présents dans le sol. « La grande nouveauté, c'est le co-développement, nous n'hésitons pas à partager nos connaissances avec nos concurrents », souligne l'experte. Elle cite la coentreprise fondée en 2022 par le spécialiste américain de la biotechnologie Genomatica (connue comme « Geno ») et Unilever, auxquels s'est joint le groupe japonais de cosmétiques Kao.

Leur objectif : créer de nouveaux ingrédients durables dérivés d'organismes vivants, qui seront utilisés dans les produits de beauté du quotidien. Autre illustration : L'Oréal a inauguré en mars 2023 à Évry, dans l'Essonne, son premier incubateur des Sciences Vertes, co-construit avec le biocluster Genopole. Une démarche unique qui permet de regrouper le meilleur de la recherche publique, de la recherche privée et des start-up. Pas de doute, depuis sa création en 1909, L'Oréal reste fidèle à ce qui fait son ADN depuis 115 ans : l'alliance de la science et la technologie au service de la beauté.

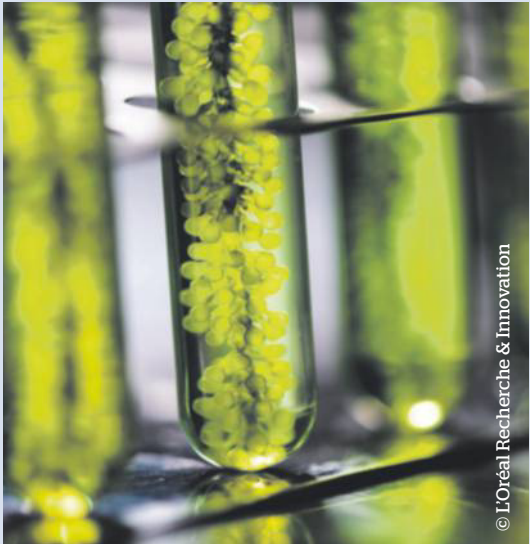
L'Oréal renforce son partenariat avec la biotech française Abolis

Débutée en 2019, la collaboration entre L'Oréal et la start-up française spécialisée dans les biotechnologies prend un nouvel envol.

Grâce à un accord tripartite incluant le groupe allemand Evonik, partenaire industriel historique de L'Oréal, l'objectif est d'accélérer le déploiement de ces solutions plus durables en encourageant leur industrialisation.

Doublee par un investissement de BOLD, le fonds de capital-risque de L'Oréal, cette

opération s'inscrit dans la stratégie de la recherche et innovation du Groupe dans le domaine des Sciences Vertes. Ainsi, fin 2022, le géant planétaire des cosmétiques avait annoncé un partenariat avec la biotech française Microphyt, qui développe un procédé de rupture à faible impact carbone pour la production de microalgues. Objectif : concevoir des matières premières issues des microalgues – des organismes végétaux microscopiques très prisés en cosmétique pour leurs propriétés actives et leurs qualités fonctionnelles.



© L'Oréal Recherche & Innovation

Chiffres clés sur la Recherche et l'Innovation chez L'Oréal

1995

Premier laboratoire de recherche environnementale chez L'Oréal

Près de 4 200 collaborateurs impliqués dans des travaux de recherche dont 69 % de femmes

610 brevets déposés en 2023 dont 54 % par des femmes

1,2 milliard d'euros investis en 2023

8 centres de recherche en France



Jardins collectifs de l'Ourika 2024 © Nicolas Prado/Yves Saint Laurent

(1) Chez L'Oréal, un ingrédient est considéré comme biosourcé s'il est majoritairement dérivé d'une biomasse (>50%). (2) En français, « outil d'optimisation des produits durables ». (3) Approvisionnement. (4) <https://www.notre-environnement.gouv.fr/actualites/breves/article/ou-en-sommes-nous-des-limites-planetaires>. L'Oréal France : L'Oréal France SNC - 30, rue d'Alsace 92 300 Levallois-Perret - Nanterre 919 434 894

Anne Bodescot

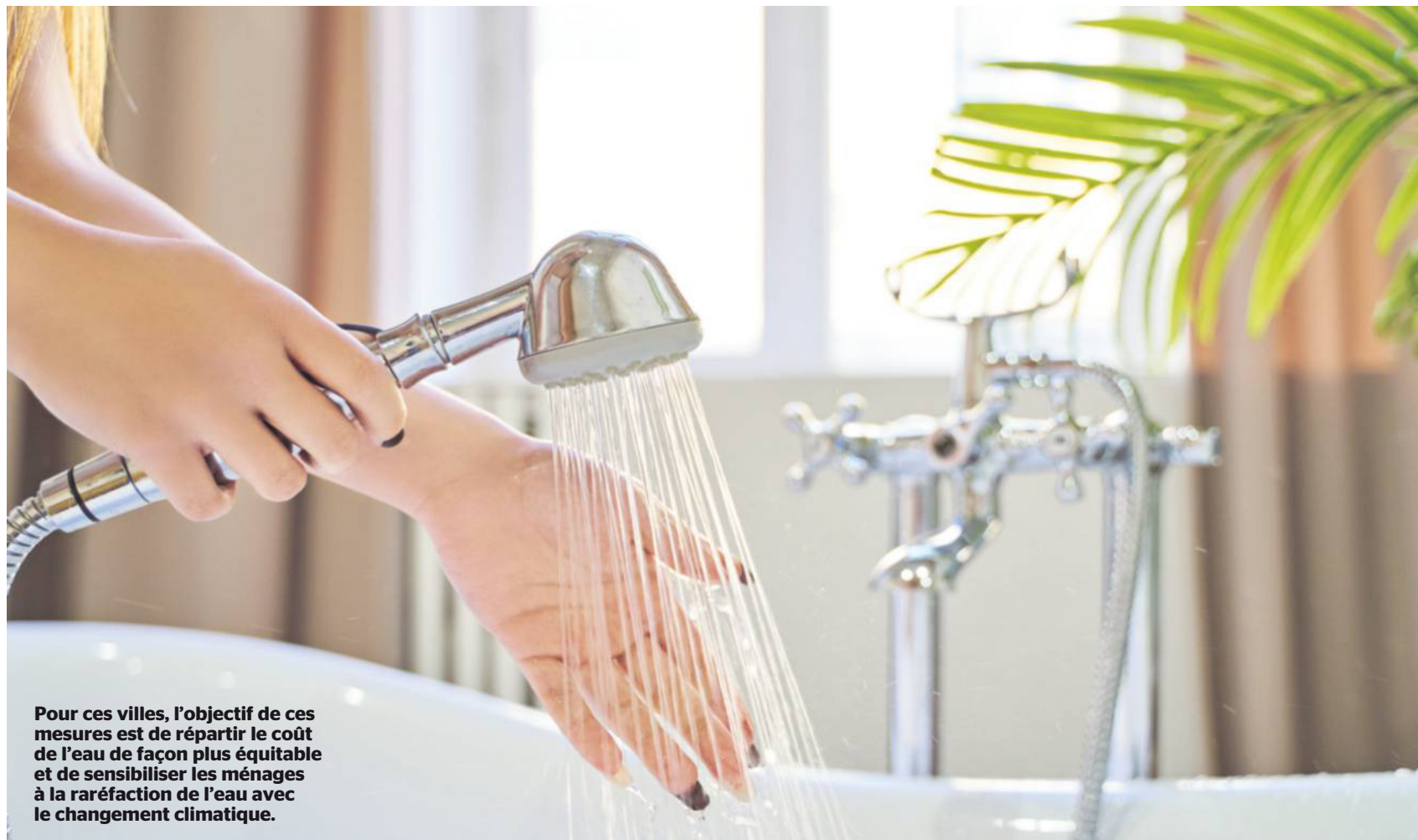
Des grandes villes testent la tarification progressive de l'eau, pour inciter à la sobriété. Un mécanisme complexe aux résultats contrastés.

Grand Annecy depuis 2022, Montpellier depuis le 1^{er} janvier 2023, Lyon dès le 1^{er} janvier 2025... Un nombre croissant de grandes villes changent les modalités de calcul de la facture d'eau de leurs administrés. Adieu le tarif unique pour tous les ménages, ou les ristournes accordées aux plus gros consommateurs. Place à une tarification progressive. À Montpellier, par exemple, les 15 premiers mètres cubes sont gratuits, puis la facture s'alourdit : entre 15 et 120 m³, le consommateur paie 0,95 euro hors taxe par m³, puis 1,40 euro de 120 à 240 m³, et 2,70 euros au-delà. Avec des seuils et des prix différents, le principe sera le même à Lyon l'an prochain. De quoi freiner les ardeurs de ceux qui arrosent frénétiquement leur gazon, lavent leur voiture chaque samedi ou vidangent trop régulièrement leur piscine.

Objectif : répartir le coût de l'eau de façon plus équitable, mais surtout sensibiliser les ménages à la rarefaction de cette ressource, menacée par le changement climatique. À Dunkerque, première grande ville à l'avoir mise en place dès 2012, la tarification progressive a entraîné pour les deux premières années, une diminution de 8 % à 10 % de la consommation totale, selon l'économiste Alexandre Mayol. « À plus long terme, l'impact est difficile à chiffrer car la consommation globale dépend aussi de la météo, de l'évolution de la population, etc. Et qu'en France, la consommation n'a de toute façon cessé de baisser au cours des dernières décennies, grâce par exemple à des équipements et des appareils plus économes dans les logements », relève-t-il.

À Montpellier, les ménages concernés par la nouvelle tarification (seulement ceux équipés de compteurs individuels, soit 33 % des foyers) ont réduit leur consommation de 3,5 % l'an dernier, selon un premier bilan. La réforme a avantagé 70 % d'entre eux, qui ont réalisé quelques dizaines d'euros d'économies. « Ce sont les 30 % restants, ceux dont la facture s'est renchérie, qui ont le plus réduit leur consommation », relève René Revol, président de la Régie des eaux et vice-président délégué à la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

La communication a porté ses fruits aussi du côté des copropriétés équipées seulement de compteurs d'eau collectifs (un par immeuble). « Leur consommation a aussi diminué légère-



Pour ces villes, l'objectif de ces mesures est de répartir le coût de l'eau de façon plus équitable et de sensibiliser les ménages à la rarefaction de l'eau avec le changement climatique.

Gaspillage de l'eau : pénaliser ceux qui consomment plus, une solution discutable

ment, et surtout, 5 % de ces immeubles ont décidé de passer aux compteurs individuels », se réjouit René Revol. Les copropriétaires célibataires ont en effet souvent plaidé pour l'individualisation, en espérant bénéficier des petites tranches de la tarification progressive. Avec un compteur collectif, le tarif est en effet unique pour tout l'immeuble : 1,16 euro le m³. « Au total, grâce à cette réforme, plus de 1 million de m³ d'eau a déjà été économisé l'an dernier et l'objectif est de continuer à sensibiliser chacun pour préserver l'eau », conclut René Revol.

Les familles nombreuses pénalisées

Les tranches ont été calculées avec soin pour s'assurer que cette nouvelle grille tarifaire ne se solderait pas par une baisse des recettes de la régie publique, qui doit assumer d'importants investissements. Car, en France, l'eau finance l'eau : ce sont les factures réglées par les usagers qui paient l'entretien des canalisations, les installations de traitement de l'eau, d'assainissement, etc. À Montpellier, malgré le repli de la consommation entraînée par la tarifi-

« Au total, grâce à cette réforme, plus de 1 million de m³ d'eau a déjà été économisé l'an dernier et l'objectif est de continuer à sensibiliser chacun pour préserver l'eau »

René Revol Président de la Régie des eaux et vice-président délégué à la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole

cation progressive, les ressources financières de la régie ont légèrement augmenté.

Dans la métropole lyonnaise, l'objectif de la réforme qui sera mise en place l'an prochain est de réduire la consommation de 15 % d'ici 2035. Particularité, elle a pu mieux l'appliquer dans les copropriétés dépourvues de compteurs individuels. « Nous avons l'information du nombre de logements par immeuble. Si l'immeuble compte 10 logements, par exemple, nous appliquons dix fois les différentes tranches de la tarification progressive », résume Anne Grosperin,

vice-présidente à la Métropole en charge du cycle de l'eau.

Pour autant, la tarification progressive n'est pas une recette miraculeuse. D'ailleurs, la métropole de Bordeaux, qui avait adopté ce mode de tarification depuis dix ans, vient de faire marche arrière. Certes, sur cette période, la consommation d'eau a crû moins vite que la population. Mais la métropole reviendra quand même l'an prochain à un prix unique pour tous. « La tarification progressive n'est pas équitable » justifie Sylvie Cassou-Schotte, vice-présidente de Bordeaux Métropole en charge de l'eau et l'assainissement. « Environ 60 % des logements sont dépourvus de compteurs individuels, et nous ne connaissons ni le nombre de logements par immeuble, ni le nombre de personnes par logement pour calculer un tarif progressif », rappelle cette élue, présidente de la Régie de l'eau de Bordeaux Métropole. D'ailleurs, même lorsque les compteurs sont individualisés, la tarification progressive se moque du nombre d'habitant par foyer. « Cela pénalise les familles nombreuses », indique-t-elle. Un inconvénient que d'autres villes affirment toutefois avoir

pris en compte en prévoyant le prix le plus faible pour une tranche de consommation suffisante même pour ces foyers.

Mais surtout, Bordeaux Métropole ne croit pas à l'efficacité de la tarification progressive. « En France, de nombreux ménages ignorent ce que leur coûte l'eau, dont le prix est inclus dans les charges locatives ou les charges de copropriété. Et comme il reste très faible dans le pays, les ménages gros consommateurs, qui sont souvent les plus aisés, ne se privent pas de remplir une piscine ou de laver les voitures », explique-t-elle.

L'agglomération mise donc plutôt sur le dialogue avec les bailleurs sociaux, les services publics, (dans nombre de villes, le plus grand consommateur d'eau est le CHU), ou encore les communes de l'agglomération. « En les réunissant pour comparer leurs consommations d'eau, certaines se sont par exemple aperçues que leurs piscines municipales étaient fuyardes », ajoute Sylvie Cassou-Schotte. Elle compte aussi sur la pédagogie auprès du public. Le premier Village de l'eau, au printemps dernier, a attiré 5000 personnes en trois jours. ■

Avez-vous une idée de votre « empreinte eau » ?

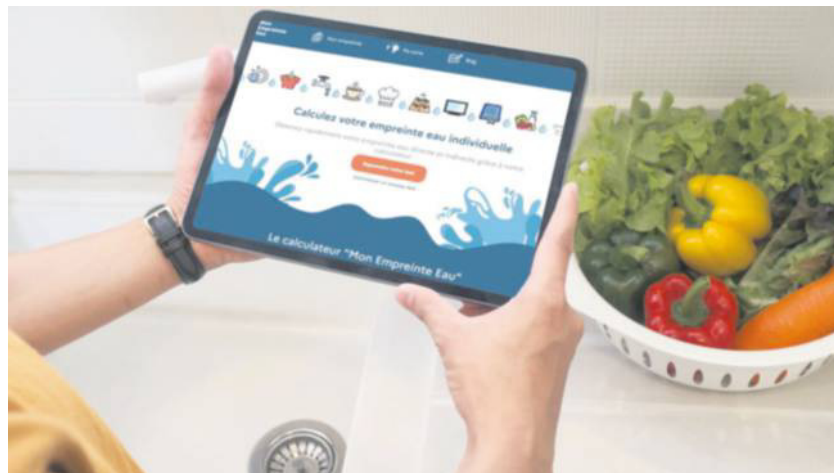
Charlotte de Saintignon

Une minute de douche représente une consommation de 20 litres d'eau ; la production d'un steak de 150 g, 2000 litres ; la fabrication d'un tee-shirt, 2500 litres ; celle d'un smartphone, 13000 litres... Le nouvel outil de mesure Mon Empreinte Eau, développé par l'entreprise Hydros, permet de mesurer sa consommation d'eau quotidienne directe et indirecte. Alors que l'Agence de la transition écologique (Ademe) estime qu'un Français utilise en moyenne 148 litres d'eau par jour, si l'on ajoute la consommation indirecte, soit la quantité d'eau totale nécessaire à la production des biens et services consommés au quotidien, « l'empreinte eau moyenne d'un Français serait d'environ 6000 litres par jour », assure Matthieu Annequin, cofondateur d'Hydros. Car outre la consommation de l'eau du robinet pour l'hygiène, l'habitation ou la préparation des repas, tout un chacun consomme de l'eau « virtuelle » utilisée

pour produire ce que l'on consomme au quotidien (alimentation, habillement, achats numériques...). Alors même que l'eau douce, nécessaire pour produire ou utiliser certains biens de consommation courante, ne représente que 2,5 % de l'eau sur la planète, les utilisateurs

sont amenés à s'interroger sur leur consommation et à revoir leurs habitudes afin de réduire leur empreinte eau.

L'idée est de les aider à mieux comprendre l'impact de leurs habitudes quotidiennes, de leurs achats et de leur alimentation. Pour déterminer sa



L'application Mon Empreinte Eau permet de mesurer sa consommation d'eau quotidienne directe et indirecte. PRATHANKARNPAP/STOCK.ADOBE.COM

consommation quotidienne d'eau, l'internaute doit renseigner des éléments relatifs à son mode de vie : alimentation, logement, consommation, en répondant à un questionnaire en ligne d'une trentaine de questions. Le calculateur lui révèle ses grands postes de consommation, lui fournit une carte géographique de son empreinte hydrique avec les zones géographiques de prélèvement et compare sa consommation avec des ordres de grandeur.

Des clés de compréhension

Par exemple, 6000 litres d'eau au quotidien correspondent à environ 4000 bouteilles ou à 35 bains par jour ou encore à 50 piscines individuelles par an. Il indique également à l'utilisateur comment il peut agir sur sa consommation en lui prodiguant des conseils et des écogestes, tel qu'« opter pour un pommeau de douche économe », « acheter plus de produits numériques reconditionnés » ou « installer un récupérateur d'eau de pluie ». « Privilégier la viande blanche par rapport à la viande rouge permet d'économiser environ 1500 litres

d'eau par repas. À l'année, si on remplace un repas par semaine avec de la viande rouge par de la viande blanche, on économise 78000 litres d'eau indirecte », estime Matthieu Annequin. Aux côtés de l'outil Water Footprint Calculator développé aux États-Unis par Water Footprint Network et d'Empreinte H2O en France, Mon Empreinte Eau permet au grand public de mesurer ses risques et ses impacts sur la ressource en eau à l'échelle de son organisation, d'un produit, d'une activité ou d'un territoire. En s'appuyant sur la méthode de calcul développée par Water Footprint Network, qui repose sur des moyennes mondiales pour évaluer l'empreinte eau et mesurer l'eau consommée et polluée tout au long de la chaîne de production, l'outil apporte aux utilisateurs des clés de compréhension autour de la ressource en eau. Si l'empreinte carbone est bien connue et comprise du grand public pour évaluer l'impact sur l'environnement, ce n'est pas le cas pour l'eau, alors même que les sécheresses et les zones en situation de stress hydrique s'intensifient. ■

Marcher pour retrouver le chemin de la vie

Annelot Huijgen À Saint-Jean-Pied-de-Port

Lucie, comme d'autres jeunes en grande difficulté, a fait le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle en tandem avec un accompagnant de l'association Seuil, en vue de se reconstruire.

Lucie* n'a pas envie de parler ce matin. La jeune fille frère de 14 ans a pourtant un sourire qui en dit long. En dégustant un gâteau basque dans la cuisine de ce gîte près de Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques), elle reprend progressivement goût à la vie. Pour Marie Xemard, qui l'accueille pendant deux mois dans son imposante bâtisse de quatre cents ans, le changement est déjà perceptible : « Lucie était très timide quand elle est arrivée il y a une semaine, ce qui est normal à son âge, mais ses émotions sont tellement fortes qu'elle se sent dépassée, explique la jeune femme. Pour l'inciter à aller vers les autres, après avoir fait la cuisine et le ménage avec moi le matin, elle s'occupe de l'accueil des pèlerins. Elle y prend goût et a même joué aux cartes hier soir ! » Ce qui peut paraître anodin est un grand exploit pour Lucie, qui fait partie des adolescents accompagnés par Seuil.

Comme les quelque 400 garçons et filles avant elle, la collégienne, qui ne fréquente plus les bancs de l'école, vient de passer trois mois sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle. « Nous accueillons des jeunes en milieu éducatif ouvert : ils ont soit été maltraités, des victimes de viols le plus souvent, soit ont maltraité les autres en commettant des actes de violence et de délinquance », explique Yvon Rontard, directeur de cette association laïque fondée en 2003. Suivis par l'aide sociale à l'enfance pour les premiers et la pro-

tection judiciaire de la jeunesse pour les seconds, ils ont comme point commun d'avoir essayé toutes les autres solutions et d'avoir besoin d'un accompagnement personnalisé. « L'objectif est thérapeutique. La marche fait remonter toutes les émotions pour provoquer une rupture et, dans le meilleur des cas, une guérison », détaille cet ancien chef d'établissement de collège et lycée, puis d'un centre éducatif fermé et d'un foyer.

« Nous accueillons des jeunes en milieu éducatif ouvert : ils ont soit été maltraités, des victimes de viols le plus souvent, soit ont maltraité les autres en commettant des actes de violence et de délinquance »

Yvon Rontard
Directeur de l'association Seuil

Pour que la formule fonctionne, l'adhésion du jeune est primordiale. Pour candidater, ils écrivent une lettre de motivation, puis leur envie est testée durant un entretien décrivant le séjour, qui représentera autant un effort physique que mental, en raison de l'éloignement de la famille. En guise d'avant-goût, ils font leurs premiers kilomètres lors d'un stage où ils rencontrent, surtout, celui ou celle avec qui ils vont for-

mer un duo et qui va les guider entre le Puy-en-Velay en Haute-Loire et Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne, distantes de 1600 kilomètres. « La durée et l'itinéraire sont variables, mais le départ, une fois la décision prise, doit être rapide pour qu'ils ne renoncent pas », souligne Yvon Rontard, lui-même père de 12 enfants. Le dépaysement est total pour les jeunes venant de toute la France, quasiment tous urbains. « En marchant, ils ont le temps d'analyser leur passé : c'est extrêmement dur, car pour beaucoup la famille est toxique. Surtout, en décidant tous les jours de repartir ou non, ils apprennent la persévérance et reprennent leur destin en main. »

Margaux*, 17 ans, le reconnaît : « Le premier mois était difficile. J'avais mal, il pleuvait, je voulais changer d'accompagnante, j'étais perdue sans téléphone surtout... Petit à petit, j'ai commencé à mesurer la chance de voir ces paysages magnifiques, de rencontrer tant de personnes différentes, et surtout de pouvoir réfléchir. » Pour cette habitante de foyer, sujette aux dépressions, et pour ceux qui la côtoient, il y a clairement un avant et après la marche faite au printemps dernier. Elle qui avait l'habitude de dormir jusqu'à 15 heures est rentrée changée, mentalement et physiquement, en Seine-Saint-Denis. « Je n'étais jamais partie et maintenant je me dis que je peux vivre à la campagne », s'étonne-t-elle encore. Et de détailler son nouveau rythme : « J'ai décidé de sortir de ma chambre tous les jours, de profiter de mes proches. Je suis retournée

en cours, alors que je n'y allais plus depuis deux ans, car j'aimerais faire une formation dans la santé. Je pense tous les jours à ce nom d'un gîte où j'ai dormi, "On va vers le beau". »

Les accompagnants, eux aussi, changent au cours du chemin, juge Jean-Benoît Dupouy, bénévole pour Seuil à Saint-Jean-Pied-de-Port, située sur les trois grandes voies jacquaires, où il accueille les duos. « J'ai marché cet été avec Farid* dont le père est allé en prison. Nous avons trouvé un chaton que nous avons amené. Il a commencé à

« Aider ces jeunes, comme Margaux et Lucie, à se reconstruire relève pour moi de l'esprit de partage du chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle »

Marie Xemard Accueillante

s'adoucir en en prenant soin », raconte cet expert en vin à la retraite. Comme lui, aucun accompagnant n'est professionnel : ce sont des hommes et femmes entre 25 et 65 ans qui aiment la randonnée et ont, surtout, une fibre sociale. « Il faut de nombreuses compétences pour arriver à porter cette lourde responsabilité, appuie Yvon Rontard. La relation avec le ou la jeune est très particulière : outre la différence d'âge et de culture souvent, il faut accepter de vivre 24 heures sur 24 avec quelqu'un qui ne recherche pas forcément le contact,

bien au contraire. L'expérience peut être solitaire et très fatigante. »

Malgré cette mise en garde, Seuil connaît un afflux de candidatures depuis un an et a pu doubler le nombre de marches. « Cinquante en un an, cela reste peu par rapport aux besoins. Nous allons créer d'autres antennes locales, cinq à date, pour nous rapprocher à la fois des responsables des jeunes en difficulté extrême et des collectivités et pouvoir améliorer l'accompagnement post-marche », expose le directeur de Seuil, à la tête d'une équipe de 14 salariés.

Le plus grand enjeu pour l'association reste financier : le dispositif coûte 485 euros par jour entre le salaire de l'accompagnant et les frais de séjour. C'est seulement un peu plus que le coût d'un foyer collectif (300 euros par jour), mais moins qu'un établissement pénitencier ou centre éducatif fermé (700 euros en moyenne). « Aider ces jeunes, comme Margaux et Lucie, à se reconstruire relève pour moi de l'esprit de partage du chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle », estime Marie Xemard. Espérons que Lucie quittera, elle aussi, le Pays basque changée à tout jamais. ■

*Les prénoms ont été modifiés.

Seuil connaît un afflux de candidatures depuis un an et a pu doubler le nombre de marches.

COURTESY YVON RONTARD



Le défi de l'engagement : une quête exigeante

Vianney Aubert

La pandémie du Covid-19 avait révélé le besoin des Français de trouver un sens à leur travail. Le sujet a quelque peu disparu des médias, mais reste une préoccupation majeure pour de nombreux entrepreneurs animés par la volonté de changer le monde. À travers de multiples témoignages, le livre *Entrepreneur engagé* d'Alexia de Bernardy, elle-même multi-entrepreneur, met en lumière cette nouvelle génération de chefs d'entreprise aux convictions solidement ancrées qui réussissent à concilier engagement sociétal et performance économique. Et démontrent « que la frugalité et l'impact

sont compatibles avec la croissance », comme le dit Clara Gaymard, cofondatrice de Raise, acteur pionnier de la finance engagée.

Figure de l'économie sociale et solidaire, fondatrice de Homnia, qui gère des habitats inclusifs pour les personnes handicapées, Mailys Cantzler résume avec autant de justesse que de simplicité l'état d'esprit de ces entrepreneurs engagés : « Quand je vois une problématique sociétale, je ne sais pas me dire "je laisse d'autres le faire", car c'est en commençant les choses que d'autres se lancent ensuite. » Pour autant, ces créateurs, même s'ils sont animés par de généreux idéaux, ne sont pas de doux rêveurs.

C'est d'ailleurs toute la force de ce livre, qui se présente comme un guide

pragmatique et inspirant, de rappeler que la bonne volonté ne suffit pas, que les meilleures idées ne peuvent s'affranchir des contraintes financières et que les convictions militantes ne doivent pas s'apparenter à de l'aveuglement.

Le risque tabou du burn-out

« L'erreur fréquente est de penser que l'investisseur est un mécène passionné par votre sujet, qui a envie de faire sa vie à vos côtés », prévient Anthony Murgia, dirigeant de Further Finance. « Il faut apprendre à se détacher de son "œuvre", à la regarder avec recul et objectivité, même si elle est le fruit de semaines de travail et que l'on pense avoir déployé en elle la plus profonde intelligence », aver-

tit de son côté Frédéric Mazzella, fondateur des plateformes BlaBlaCar et Captain Cause.

Guidé par la volonté de n'occulter aucun des obstacles qui se dressent sur la route des entrepreneurs, l'auteur consacre une large partie de son livre au facteur mental, une des clés du succès, souvent sous-estimée ou rarement abordée avec autant de lucidité. Tordant le cou au mythe de l'entrepreneur héros qui ne compte pas ses heures, elle met en garde contre les risques d'épuisement qui guettent les plus passionnés. « Ébahie par la quantité d'entrepreneurs qui ont fait un burn-out » (un sujet encore tabou), elle invite donc à apprendre à optimiser sa charge mentale, car « l'entrepreneuriat nous fait nous

confronter à trop de nouveautés pour négliger le fait de se connaître soi-même ». Multipliant les conseils astucieux, pratiques et éprouvés, l'ouvrage offre un précieux vade-mecum à tous ceux qui seraient tentés par une aventure entrepreneuriale qui conjugue impact social et réussite économique. ■



■ ENTREPRENEUR ENGAGÉ. JE PASSE À L'ACTION
Alexia de Bernardy,
Ems Management & Société,
244 p., 16 €.

Éléonore Hughes Rio de Janeiro

Pour lutter contre la récidive et faciliter la réinsertion, une loi brésilienne permet aux détenus de déduire quatre jours de leur peine par livre lu. Reportage dans une prison à Rio de Janeiro.

C'est un jour de visite à la prison Evaristo de Moraes de Rio de Janeiro. Des proches de détenus piétinent devant l'entrée de cet établissement situé dans une ruelle à une centaine de mètres du fameux stade de foot, le Maracana. Un professeur grisonnant de l'université fédérale de Rio de Janeiro ainsi que quelques étudiants, tous arborant des t-shirts jaune vif, se démarquent de la foule. Membres du groupe «LER : Lire, exister, résister», ils sont venus permettre aux détenus de profiter d'un dispositif qui accorde jusqu'à quatre jours de remise

À Rio, quatre jours de remise de peine pour chaque livre lu

de peine par livre lu, avec une limite de quarante-huit jours par an.

Passer par la case prison n'a pas pour unique fonction de punir après une entorse à la loi. La privation de li-

Jorge, un détenu de 29 ans, lit *Les Prisonnières de Drauzio Varella*, un livre documentaire portant sur le système carcéral brésilien. APOLLINE GUILLEROT-MALICK



berté doit également permettre à l'individu de réintégrer la société, explique Rodrigo Dias, chargé de l'éducation au Secrétariat national de politiques pénales, rattaché au ministère de la Justice. Dans cette optique, la loi brésilienne permet la remise de peine par les études depuis 2011, et par la lecture depuis 2013. Le contact avec la littérature a pour objectif «d'élargir le vocabulaire et la vision du monde du détenu, et de renforcer un accès souvent tardif à la citoyenneté», avance Rodrigo Dias.

« La lecture m'apporte la certitude que je ne suis pas un paria, que je sers à quelque chose. Je sais lire, je sais interpréter, je sais comprendre ce que l'auteur essaie de me dire »

Un détenu de la prison d'Evaristo de Moraes

À Evaristo de Moraes, les ateliers ont lieu environ tous les quinze jours. Chaque cycle est divisé en trois séances. D'abord le choix du livre, suivi par une séance pour répondre aux questions, puis une troisième intervention pour l'évaluation, qui consiste à vérifier que le détenu a bien lu le livre. Depuis 2021, la loi a changé afin d'être plus inclusive de celles et ceux qui ne maîtrisent pas la rédaction. Il n'est plus nécessaire d'écrire un résumé pour bénéficier de la remise de peine ; un dessin qui illustre le concept du livre suffit.

Dans la salle austère où se déroulent les ateliers de lecture, les animateurs ont mis à disposition des classiques de la littérature brésilienne tels que *Capitaines des sables* de Jorge Amado, mais aussi *Crime et Châtiment* de Fiodor Dostoïevski, ou encore *La Couleur pourpre* de l'auteur afro-américaine Alice Walker. Une diversité de thèmes et de genres est importante, pointe Vanusa Maria de Melo, qui a fait son doctorat sur la remise de peine par la lecture à l'Université catholique pontificale de Rio de Janeiro. « Chaque lecteur trouvera ainsi l'expression qu'il aime, à laquelle il s'identifie, qui interpelle ses sens », explique-t-elle.

Avant que chaque détenu ne choisisse son livre, les membres du groupe LER proposent une lecture collective de *Félicité clandestine*, un conte de Clarice Lispector. Le texte de deux pages évoque le rapport aux livres. L'occasion pour les détenus de partager leurs propres réflexions sur leur rapport à la littérature. « Lire un livre m'a appris à aller jusqu'au bout de quelque chose, relate un détenu devant une cinquantaine de participants. Parfois je m'intéressais à la lecture, mais c'était quelque chose de fatigant, les mots étaient difficiles. » La lecture est devenue une priorité grâce à l'intérêt suscité par la possibilité de déduire des jours de sa peine, explique-t-il, sa voix résonnant à travers la salle où règne un silence attentif.

Andre, 43 ans, raconte qu'il a découvert la lecture au moment le plus

difficile de sa vie : lors de son arrivée en prison. « Aujourd'hui, j'ai de nouvelles connaissances, de nouvelles pensées, parce que la lecture ouvre l'esprit », avance ce père de famille, qui s'attelle à la tâche pour l'écriture d'un livre. Les détenus qui tiennent un livre entre les mains pour la première fois derrière les barreaux sont nombreux. Au Brésil, la majorité des personnes privées de liberté sont noires et issues des classes populaires. Nombre de détenus sont nés dans des endroits où les écoles n'avaient pas de salle de lecture et ne proposaient pas ce type d'activité éducative, constate la chercheuse.

« La lecture m'apporte la certitude que je ne suis pas un paria, que je sers à quelque chose », confie Jorge, 29 ans, assidu aux activités depuis leur début en 2022. « Je sais lire, je sais interpréter, je sais comprendre ce que l'auteur essaie de me dire », ajoute ce technicien en logistique, enfermé depuis quatre ans. Augmenter l'estime de soi permet de développer un sentiment d'appartenance à la société, diminuant ainsi le risque de récidive. Les moments de lecture sont également une parenthèse de répit dans un quotidien souvent difficile. Une pléthore de rapports dénoncent la surpopulation dans les prisons brésiliennes, ainsi que des traitements humiliants et dégradants pouvant aller jusqu'à la torture. La situation est telle que la Cour suprême a déclaré les conditions d'emprisonnement inconstitutionnelles.

« La lecture provoque le sentiment d'empathie. Elle permet de réfléchir non seulement à sa propre situation mais également à celle des autres »

Paulo Tonani Professeur d'université et encadreur des séances

Mais selon un recensement sur la lecture dans les prisons, seulement 54,7 % des établissements pénitentiaires proposent des activités de ce type. Les activités religieuses prennent parfois le pas. Assurer le suivi afin de permettre la remise de peine ajoute également du travail au personnel des prisons, souvent en sous-effectif. Autre problème : le dispositif juridique permettant la remise de peine par la lecture n'est qu'une recommandation. Dès lors, chaque juge peut accorder, ou pas, la réduction du temps d'enfermement, créant des inégalités territoriales d'accès au dispositif.

À la fin de l'atelier dans la prison d'Evaristo de Moraes, les intervenants font le bilan. « Ils ont soulevé tous les points de réflexion auxquels j'avais pensé », remarque Pamela Simas, doctorante en littérature. Paulo Tonani, professeur d'université et encadreur des séances, sourit, satisfait. Il relève que les détenus ont déchiffré le conte à partir des points de vue de l'auteur, la narratrice et les personnages. « La lecture provoque le sentiment d'empathie. Elle permet de réfléchir non seulement à sa propre situation mais également à celle des autres », estime-t-il. Pas le moindre des bienfaits de la littérature. ■



ON PEUT ACCÉLÉRER SUR LE CONFORT ET RALENTIR SUR LE CARBONE POUR UNE CONSTRUCTION PLUS DURABLE



Notre engagement à être leader mondial d'une construction plus durable nous donne la responsabilité et le pouvoir de bâtir un futur plus désirable⁽¹⁾. Grâce à notre dynamique d'innovation permanente, nous proposons des solutions intégrées pour la construction neuve, la rénovation énergétique des bâtiments et la décarbonation des secteurs de la construction et de l'industrie⁽²⁾. L'objectif : créer des matériaux et des services pour de nouvelles façons de bâtir, plus économes en énergie et en ressources, tout en apportant confort et bien-être. Nous nous attachons également à réduire l'empreinte de nos procédés avec la volonté d'atteindre zéro émission nette de carbone d'ici à 2050⁽³⁾. Avec notre présence dans 76 pays et l'engagement de nos 160 000 collaborateurs, nous œuvrons chaque jour à développer des matériaux et des services plus responsables qui apportent durabilité et performance pour permettre à chacun de mieux habiter le monde⁽⁴⁾.

SAINT-GOBAIN.COM

(1) et (4) Nos engagements pour un futur plus désirable : <https://www.saint-gobain.com/fr/entreprise-responsable/notre-responsabilite/la-rse-integree-la-strategie>.
(2) Toutes nos solutions en faveur de la décarbonation des secteurs de la construction et de l'industrie : https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/ONEPAGER_DECARB_FR.pdf
(3) Nos engagements à l'horizon 2050 : <https://www.saint-gobain.com/fr/entreprise-responsable/nos-piliers/changement-climatique>.